

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
LA RESPONSABILITÉ
DES
MALADIES PROFESSIONNELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 Mai 1913, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

E. R. BENOIT-STEIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LYON-CAEN, *professeur*
Suffragants : { MM. CAPITANT, *professeur*
PERCEROU, *professeur*

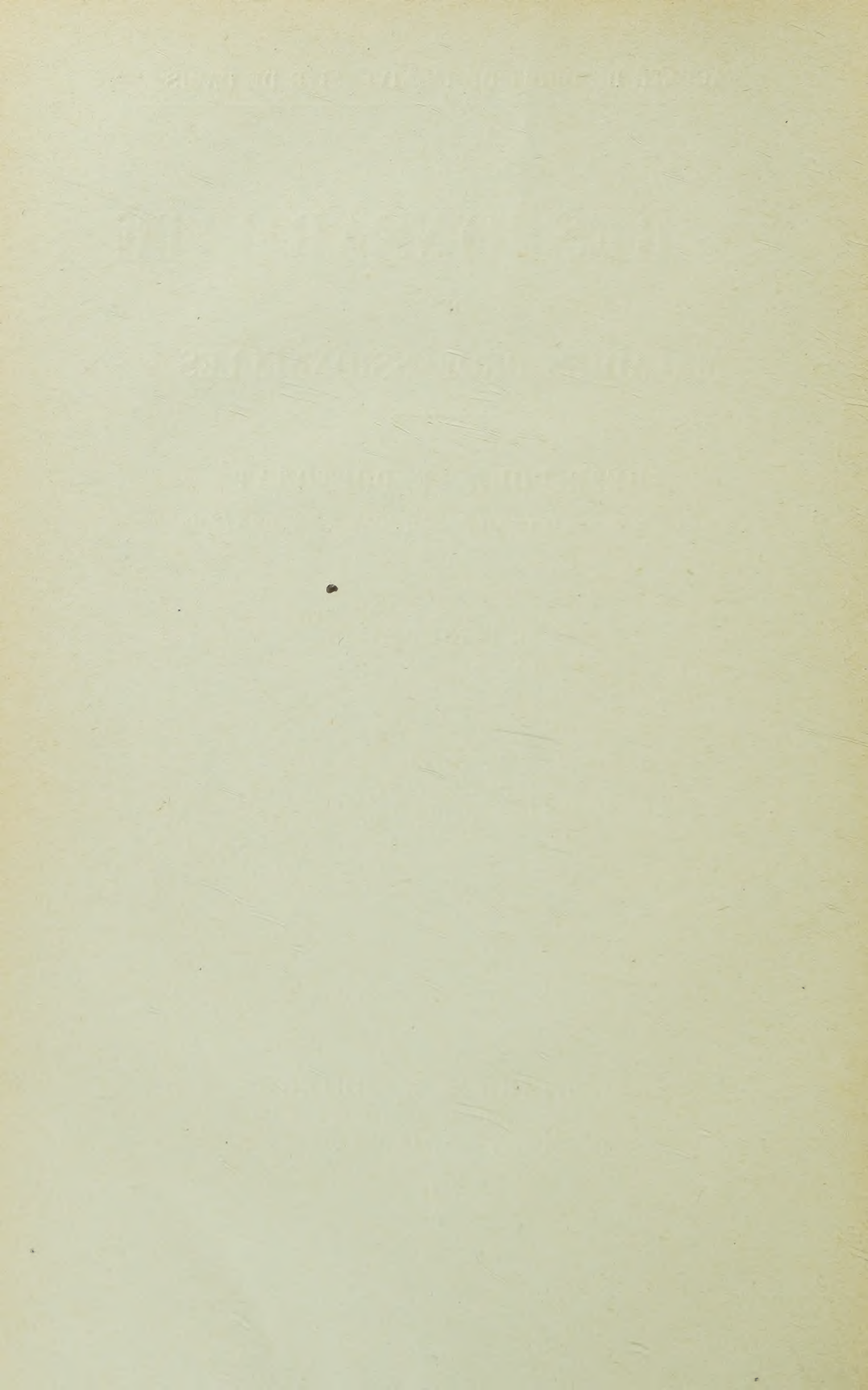
PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

LA RESPONSABILITÉ

DES

MALADIES PROFESSIONNELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 Mai 1913, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

E. R. BENOIT-STEIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LYON-CAEN, *professeur*

Suffragants : { MM. CAPITANT, *professeur*
PERCEROU, *professeur*

ACAD.
LUGD.BAT.
BIBL.

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552224_0010

INTRODUCTION

Le 26 février 1848 le Gouvernement de la Seconde République, gagné par l'enthousiasme généreux du peuple de Paris, faisait placarder sur les murs de la capitale un engagement solennel, puéril et dangereux : *Le Gouvernement de la République Française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail, et garantit du travail à tous les citoyens.*

Vaine et fatale promesse de bourgeois effrayés par le caractère social imprimé à la révolution qu'ils eussent désirée purement politique. Redoutable profession de foi ; devenue l'une des raisons des épisodes sanglants de juin.

Laissons à l'historien le soin de narrer ce tragique et noble passé ; au philosophe, le souci d'en démêler les causes et les enseignements ; à l'économiste, la mission de peindre cette époque de tâtonnements, de recherches désintéressées et de rêves ambitieux, où sont nées, et se sont fortement développées, les sciences sociales. Nous prenons plus simplement acte d'une promesse officielle, d'un espoir témérairement inscrit, avant l'heure, dans le livre des réalisations de la loi : « Le Gouvernement Républicain de 1848 garantit l'existence de l'ouvrier par le travail. » Au nom de la Société il contracte une dette. Il promet de la payer. Il s'y emploie même. Mais les événements, dont il n'est point le maître, lui font obstacle.

Depuis, représentants à titre divers de la Société, les régimes se sont succédé. Tous ont reconnu l'étendue de la dette proclamée, et garantie, par le Gouvernement Provisoire. Le droit à l'existence par le travail a été affirmé partout. *Urbi et orbi*. Néanmoins la dette s'accroît. Elle s'amplifie. Elle se multiplie. Elle apparaît immense. Nous la payons avec difficulté. Disons-le : elle devient criarde. Ainsi, à quoi bon se lamenter sur les dangers d'une population dont le chiffre reste stationnaire ? A quoi sert de prêcher la repopulation si le pessimisme de Malthus est fondé en fait — pour des raisons étrangères à sa théorie ? Car, les pouvoirs publics assagis, non seulement ne promettent plus « du travail à tous les citoyens », mais encore avec chaque heure, avec chaque instant, le nombre croît de ces malheureux déshérités pour qui l'existence par le travail n'est même pas assurée.

Bien mieux ! Par insouciance, la Société laisse dépérir, sans remède, des milliers de créatures humaines. Celles-là existent pourtant ; car elles travaillent pour vivre, — pour vivre avec leur famille. Et leur effort créateur, indispensable à son fonctionnement normal, est justement le plus puissant instrument de leur destruction prématurée. La dette n'est plus criarde. Elle frise la faillite ! N'ergotons pas : une Société est bien proche de la faillite qui, travaillée par d'aussi poignantes questions, par des problèmes graves comme celui de la préservation des êtres vivants — de tous les êtres vivants — qui la composent, ne se soucie pas, à l'instant même, de leur solution ; et laisse périr ses sujets faute d'une organisation suffisante, ou d'une éducation sociale appropriée.

L'heure approche où la force des nations ne se calculera ni par le nombre de leurs soldats, ni ne dépendra de l'imposant

éclat de leurs armes ; mais, où importeront seules la qualité et la valeur des races, comme des hommes, dont elles sont formées. Il est donc pitoyable de trouver irrésolue, en France, — parmi tant d'autres aussi préoccupantes — la question des maladies professionnelles, objet de cette étude. Des peuples plus avisés, nos voisins, convaincus du danger dû à l'abâtardissement des générations nées de parents affaiblis, difformes ou intellectuellement amoindris, par le fait seul de leur travail, ont depuis longtemps mis en vigueur des législations différentes, il est vrai, mais protectrices de leurs nationaux. Depuis le 4 juin 1888 le débat est ouvert devant nos Chambres. Pratiquement le remède n'est pas appliqué par elles. Et chaque jour apporte constamment sa nouvelle rançon de victimes à l'hôpital, au cabanon, à la prison ou au tombeau.

L'action est-elle donc si difficile aux parlementaires ? L'effort qui ne doit pas rester vain, celui qui se traduit par un mieux-être individuel, une plus-value sociale, un accroissement de puissance, d'activité et de force nationales ; l'effort d'où peut dépendre la vie, l'énergie, la productivité du peuple français, sa place dans le concert des nations ; cet effort-là — indépendant de toute mesquine politique comme de toutes combinaisons de « mares stagnantes » — ne sera-t-il donc jamais tenté dans le glorieux pays où autrefois fut conçue la déclaration des Droits ; où la tradition, aujourd'hui perdue, ne permettrait plus au Législateur de se faire une juste idée de ses responsabilités et de ses devoirs ?

Le point d'interrogation, par nous posé, dépasse le cadre restreint de cette étude juridique, à laquelle nous nous efforçons de conserver son caractère. Mais l'encouragement à développer notre pensée, à envisager le problème sous ses aspects

divers, avec ses conséquences douloureuses, parfois terrifiantes, cette précieuse invite ne nous vient-elle pas de notre maître éminent M. Charles Gide ? Son *Traité d'Economie Politique* ne parle-t-il pas de l'heureuse pénétration des sciences sociales ? de cet appoint nécessaire apporté aux thèses de droit pur par les constatations déterminantes de l'économie sociale, les préceptes de la morale, ou les leçons de l'histoire ? Nous nous sommes souvenu, dans cette introduction, des enseignements d'hier, et nous avons effleuré hâtivement les à-côté humain, économique ou politique de la question dont le point de vue juridique constitue la préoccupation majeure de nos recherches.

N'est-ce pas d'ailleurs le très strict devoir du législateur, — devoir différent de celui du magistrat ou du défenseur, l'un et l'autre retenus dans les limites étroites d'un texte impératif — de chercher à connaître et à démêler les raisons de se décider ? Et comment le ferait-il avec sagesse, si sa vue circonscrite n'arrivait à embrasser l'entière étendue du mal auquel il est urgent de remédier ; si la démonstration convaincante des faits n'apportait un impérieux élément de décision aux lumières de son esprit ou aux suggestions de son cœur ?

Une loi sur les « Maladies Professionnelles » n'est pas désirable seulement pour une raison d'équité ; pour réparer le tort causé et donner satisfaction à « ce besoin de justice humaine inhérent à chaque homme ». Non ! Un sentiment d'altruisme nous enjoint de la voter. Pour reprendre la belle et forte expression de l'Encyclique du pape Léon XIII : nous nous disons choqués par « les souffrances imméritées » de trop de travailleurs probes et laborieux.

Mais au fond, ce choc, cette douleur morale par nous ressentie, si nous voulions l'analyser psychologiquement, n'y

trouverions-nous pas une pointe d'égoïsme ? N'aurions-nous pas un autre motif, personnel, pour escompter le vote de la loi ? A côté de la raison d'humanité, de pitié pour les victimes secourues, et arrachées soit à la misère physique et matérielle, soit à la maladie, soit à la mort, n'y aurait-il pas une raison économique d'action ? Une double raison même ?

Les victimes du travail, les victimes du devoir envers la société (car leur travail est une nécessité sociale), sont économiquement, socialement une charge. Indemnisé ou abandonné, le robuste travailleur d'hier est devenu une non-valeur, un poids lourd, un déchet. L'homme actif s'est transformé en parasite. Il appartient à la catégorie des faibles dont l'antiquité féroce ment utilitaire se fût débarrassée sans pitié ! Cet homme ne produit rien. Il coûte cependant à l'ensemble, à la masse, plus qu'un autre, vigoureux et sain. Le pays, tout entier, supporte les fautes volontaires de quelques-uns ; patrons ou industriels acharnés à édifier leur fortune sur la misère et les souffrances de leurs employés, comme sur les privations et l'appauvrissement de tous leurs semblables.

Au règlement de compte de la fortune publique, le pays est atteint dans sa richesse — : dans sa richesse en hommes, diminuée de toutes les façons (création de parasites, réduction de la puissance et de la valeur de procréation) ; dans sa richesse en valeurs : elle éprouve un déficit tout à fait disproportionné.

Le problème des « Maladies Professionnelles » ne peut donc se ramener à une seule et unique question juridique. Il a des faces humanitaire, économique et sociale, sous lesquelles le législateur *doit* le considérer. M. Larnaude dirait avec autorité : « le côté *répressif* de la loi serait de réparer le tort causé aux travailleurs rendus indisponibles ou infirmes. Mais

la société ne peut se contenter de cette répression. Elle a un devoir *préventif*. »

Or, à notre avis, le vote d'une loi répressive, réparatrice du préjudice subi, a, vis-à-vis de l'industriel et de l'ouvrier, un effet, en un sens, préventif : désir chez le premier d'échapper honnêtement aux conséquences pécuniaires de la loi, obligation pour le second de se conformer aux mesures d'hygiène ou de sauvegarde édictées en sa faveur, sous peine d'être déchu, par la suite, de son droit à l'indemnité. La véritable mesure législative résiderait dans le vote d'une loi d'hygiène préventive mettant en concordance l'intérêt individuel et l'intérêt collectif ; — l'intérêt du salarié pouvant être celui de son employeur ; et, les deux réunis étant, sans conteste, celui de la nation ou de la société, riche en hommes et riche en valeurs.

L'expérience — ce docte enseignement — nous apprend, il est vrai, et cela par avance, les récriminations tumultueuses des industriels visés et peut-être, même, des ouvriers protégés. Car nous avons déjà eu ce spectacle singulier à propos de la loi des syndicats en 1884 ; plus récemment de celle des retraites ouvrières. Ne nous laissons pas ébranler. N'écoutons que la voix du cœur. Les intéressés pourront dire : « Notre industrie est menacée. La ruine nous guette. Votre loi est antipatriotique. Nous sommes obligés de consentir des sacrifices énormes pour lutter sur les marchés étrangers. Nous les perdrons fatalement. La concurrence extérieure, déjà victorieuse chez elle, le deviendra aussi chez nous en France. Prenez garde, il y a trahison des parlementaires. » Qu'importe !

Cette antienne est vieille d'un siècle. Heureuse, la trahison dont le but aura permis de faire fléchir un intérêt privé mes-

quin devant une question vitale, à la fois par son importance sociale et par ses résultats pratiques. Heureuse trahison, celle dont la fin n'aura pas simplement servi à protéger la vie ; mais qui aura suscité le génie des hommes vers ces découvertes scientifiques, dont la chimie rebelle ne se montre cependant jamais avare. Heureuse trahison, celle dont la pratique aura mis un terme au long calvaire des travailleurs éclopés, rendus infirmes ou malades par l'exercice de leurs métiers ; et dont la conséquence sera d'améliorer le sort de cette classe ouvrière qui, en travaillant chaque jour la matière brute, génératrice de son gagne-pain, manipule en même temps l'arme la plus sûre de sa mort.

Ces trahisons-là sont seules permises, et nous demandons aux parlementaires d'en opérer beaucoup. Leur activité est sollicitée en tous sens : puissent-ils l'employer à diminuer la somme des maux dont souffre l'humanité.

Pour clore cette introduction, nous citerons volontiers quelques lignes d'un remarquable écrit de M. le sénateur Gustave Rivet, questeur de la Haute-Assemblée, dramaturge profond, dont l'amitié nous est chère. Sous le titre significatif : « *Les morts qui crient* » il publiait, le 20 août dernier, un article dont nous extrayons les passages suivants relatifs à la dépopulation :

« ...*La France obéit sans doute à une loi inévitable, puisque toute la discipline allemande n'empêche pas que nos voisins la subissent aussi. Il est vain de chercher dans les lois et les religions un remède d'ailleurs inutile. Le nombre ne fait pas la grandeur des peuples ni leur force. Et quand même il y contribuerait, nous ne pouvons que nous résigner à n'être pas nombreux. Avant de protester contre l'égoïsme de ceux et sur-*

tout de celles qui se dérobent au fardeau d'une famille nombreuse, vous êtes-vous assurés que tous les petits Français nés récemment sont en mesure de vivre ? que tous les petits enfants trouvent un abri sain, un lait bienfaisant, de l'air, du soleil, des soins dévoués, des langes propres ? Savez-vous s'ils seront garantis jusqu'à leur adolescence contre la faim, la misère physiologique, et contre les exemples qui gâtent à jamais le cœur des enfants ? »

Et plus loin : *« Un homme qui vient au monde contient en lui une telle somme de promesses et d'espoirs, qu'aucune richesse ne saurait lui être comparable. Il sera probablement l'unité dans la foule, mais il n'est dans la foule aucune unité sans valeur. Savez-vous s'il ne sera pas le savant, le poète, l'artiste dont le génie accroîtra jusqu'à l'infini le domaine de la pensée ? Newton, Victor Hugo, Vinci étaient à la merci d'une de ces crises qui font se tordre et hurler les poupons dans les bras de leur mère. Si la multitude des vivants a connu de telles lumières, comptez dans l'océan des morts les étoiles qui n'ont jamais lui. »*

Sauvez donc ceux qui vivent, puisque vous ne pouvez pas faire naître tous ceux que vous appelez. Les petits meurent par fourmilières. Ils meurent innombrables parce que nos lois, nos mœurs, notre organisation sociale ne font assez pour les sauver. Ce service qui devrait être le premier de tous, l'assistance efficace aux nouveau-nés est inexistant. Il y a l'assistance aux enfants abandonnés ; il y a des hôpitaux pour enfants, d'ailleurs très insuffisants ; il y a une bonne douzaine d'œuvres privées qui, dans l'immense étendue des besoins, cultivent ça et là des petits champs étroits, s'occupent de quelques centaines de cas isolés parmi les centaines de

mille qu'il faudrait connaître ; il y a une science, la puériculture, que dix-huit millions de femmes et de jeunes filles devraient posséder à fond et qui est enseignée à une vingtaine d'élèves. Il y a, en un mot, l'ébauche insignifiante d'un organisme, qui peut-être, existera un jour, quand on osera aborder par le commencement la grande question sociale. Ce qui nous fait honte, ce n'est pas qu'on naisse moins chez nous, c'est que les morts y soient encore si nombreuses. L'Allemagne, chez qui le sens de l'hygiène publique et privée s'est développé si fortement, maintient, en dépit de tout, l'excédent grâce auquel sa population continue de croître. Elle a trouvé le moyen d'abaisser de moitié la mortalité infantile sur son territoire. « En 1871, sur quarante millions d'habitants, il mourait 450.000 enfants de moins d'un an; soit environ 10.7 pour mille. En 1910, avec soixante-cinq millions d'habitants, il est mort 350.000 enfants de moins d'un an, soit 5,3 pour mille. » Voilà une conquête qui honore une nation et dont nous devrions être jaloux.

Il semble que si les pouvoirs publics le voulaient bien, ils pourraient aider si fortement à l'œuvre de préservation et de salut, que la part de mort finisse par être la moins forte. Aucune raison d'ordre moral, philosophique ou social ne peut faire qu'un petit enfant n'ait pas exactement les mêmes droits, les mêmes droits économiques, le même droit au lait, au pain, au soleil, à la propreté, à la vie qu'un autre petit enfant.

Tout ce que l'on dit sur les inégalités naturelles, sur le mérite ou le démerite, est sans valeur aucune dès qu'il s'agit du nouveau-né, du bébé, du bambin. Il y a crime social, irréparable et sans excuse, quand « un de ces petits », comme les

désigne l'Évangile, meurt faute de nourriture, d'hygiène et de soins.

Ces vérités ne semblent toucher personne, mais peut-être l'exemple de l'étranger... oublions-le ; travaillons pour nous, soyons jaloux pour la France de son renom et des générosités qui habitent son vaste cœur. L'heure viendra sans doute où ce cœur s'éveillera devant tant d'iniquité et de misère : la misère des petits. »

Le titre même de Gustave Rivet : « *Les morts qui crient* », autorise une autre hardiesse : « ce cri des petits, des humbles, des misérables victimes du travail professionnel est, dirons-nous, le plus terrible réquisitoire que puissent prononcer, contre la société indifférente et coupable, les générations sacrifiées hier, les générations peut-être encore sacrifiées demain. »

Puisse un tel « demain » ne pas durer !

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONNEXITÉ ENTRE L'ACCIDENT DU TRAVAIL ET LA MALADIE PROFESSIONNELLE

Au Congrès des accidents du travail tenu à Berne en 1891, M. le Conseiller fédéral Numa Droz prononçait en son discours inaugural les paroles suivantes : « Il existe une connexité évidente entre la question des *accidents du travail* et les autres questions ouvrières. Celle des accidents du travail, *si l'on y fait entrer à juste titre les maladies professionnelles*, forme le centre et le nœud de la législation ouvrière. Tout se tient dans ce domaine. La santé physique est généralement la condition première de la santé de l'esprit et de l'équilibre moral... »

Parole singulièrement autorisée !

Elle vient d'un homme auquel une expérience de douze années a révélé toutes les conséquences et toute la nécessité d'une loi entrée en vigueur dans son pays depuis 1877, mais peut-être imparfaitement appliquée. Parole de bon sens ; car M. Numa Droz ne sépare pas la maladie professionnelle de l'accident du

travail ; l'une étant l'accident normalement prévu (prévisible) du métier, et l'autre la maladie occasionnelle due à la fatalité de la profession. Tous les deux sont un risque, la malchance à courir.

Or, au moment où il donnait cet avertissement, les Chambres Françaises discutaient encore le projet de loi relatif aux accidents du travail, et la logique même eût voulu qu'elles y prissent garde. L'amendement Fairé, le discours de mai-juin 1893, étaient d'ailleurs d'excellentes invites à accomplir immédiatement une œuvre complète et salutaire. L'appel fit impression. La Commission s'en émut. Mais l'amendement fut rejeté. M. Paul Guieysse était intervenu officiellement pour le combattre, en raison de « l'inopportunité » de la proposition.

Comme s'il était inopportun de sauver des malheureux ! Comme si l'heure n'était pas toujours sonnée de venir en aide aux victimes du travail ! Le fait subsiste. L'amendement repris, quatre ans plus tard, par M. Julien Goujon, subit le même sort, pour le même motif. Et depuis la question ouverte est restée irrésolue.

Quelles raisons impérieuses, quels arguments décisifs, ont donc pu faire disjoindre la maladie professionnelle de l'accident du travail ? faire accorder en France à l'un la protection de la loi du 9 avril 1893, faire refuser, au moins jusqu'à présent, à l'autre toute réparation si naturelle et si légitime en fait comme en conscience ? Pour le comprendre, il devient nécessaire d'envisager rapidement, dans leur ordre chronologique, les débats engagés à ce sujet. La conséquence en sera d'ailleurs de faire préciser la différence entre l'accident du travail et la maladie professionnelle, soit à en donner une définition complète.

CHAPITRE II

LA THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL. — SES APPLICATIONS

Si nous nous reportons au remarquable rapport de M. J.-L. Breton, rapport fait pour la neuvième législature au nom de sa Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales, chargée d'examiner le projet et la proposition de loi sur « l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi sur les accidents du travail », nous lisons cette entrée en matière :

« La très importante question de la réparation des maladies
« d'origine professionnelle fut impérieusement posée le jour
« même où le principe du risque professionnel était introduit
« dans notre législation par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents
« du travail. Dès ce jour sa solution s'imposait et il est surpre-
« nant que dix ans se soient écoulés avant qu'un rapport pré-
« senté au nom d'une commission parlementaire, saisisse la
« Chambre de ce problème de justice et d'équité sociales. »

Est-ce à dire que jamais auparavant le Parlement n'eût soupçonné la gravité de notre problème ? qu'il n'eût point à s'en occuper et à s'en préoccuper ? Le penser serait faux. Mais M. Breton précise : le Parlement ne fut jamais appelé, avant son heureuse intervention, à connaître de *toute* la question dans son *ensemble* et dans sa *gravité*. Il ne fut jamais saisi d'un rapport présenté au nom de l'une de ses commissions, par lui offi-

ciellement chargée de pareille étude ; et si des débats se sont engagés, si des motions ont été déposées, si des amendements ont été pris en considération, puis repoussés, relatifs aux maladies professionnelles, c'est toujours très incidemment, au sujet d'autres cas : celui des accidents du travail. Entre parenthèse, ce fait démontre la connexité des deux questions, séparées par la loi, en réalité soudées dans la pratique des faits.

A M. Martin-Nadaud revient l'honneur d'avoir, le 29 mai 1880, émis devant la Chambre la proposition très courte, et trop simple, d'où devait sortir en 1898, après une longue et pénible élaboration, la loi plus savante du 9 avril. Mais à tout prendre, en nous attachant servilement au texte de M. Martin-Nadaud, on peut se demander si, de même que l'accident du travail, les maladies professionnelles n'y sont pas implicitement comprises ; si les tribunaux, sans commettre d'abus d'autorité ni s'exposer aux rigueurs de l'article 5 du Code Civil, n'auraient pu par simple interprétation rendre « l'employeur responsable des blessures ou de la mort de l'homme à son service », que cette mort provienne d'une maladie ou d'un accident du travail.

Certes, en dehors du texte de loi : « *lorsqu'un homme, louant son travail à un autre homme, s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime* » nous savons très clairement, par l'exposé des motifs, quelle idée M. Martin-Nadaud se fait de l'accident — cause subite et imprévue. Mais l'ingéniosité de la jurisprudence, toujours avide de solutions osées et défendables, aurait pu, sans trop de peine, tourner la difficulté ; élargir la notion d'accident dans les strictes limites du respect dû par le

judiciaire au législatif. L'employeur responsable eût été obligé de s'exécuter.

En réalité, la proposition Martin-Nadaud fut suivie d'un certain nombre d'autres : l'une du même auteur (4 novembre 1880) ; les autres de MM. Léon Peulevey (14 janvier 1882), Félix Faure (11 février 1882), Henry Maret (7 mars 1882), Léon Peulevey (26 novembre 1883) rapportées successivement par MM. Raspail (7 mars 1884), Alfred Girard (28 mars 1882), Martin-Nadaud (11 novembre 1882), Alfred Girard et Martin-Nadaud (16 février 1884). Disons-le, en passant, ces documents ne font aucune allusion aux maladies professionnelles. Ils visent uniquement l'accident du travail. Et il en est de même du premier projet gouvernemental (24 mars 1885) dû à l'initiative de M. Maurice Rouvier, ministre du Commerce, dont le mérite fut de donner une définition sérieuse du *risque professionnel*, définition reprise par la proposition de loi Maurice Rouvier-Francis Laur (29 décembre 1893) et le projet du ministre du Commerce et de l'Industrie Edouard Lockroy (2 février 1886).

Cette définition, contrairement à celle de Martin-Nadaud, fait-elle une distinction entre la maladie et l'accident ? Bien loin de là : *il y a risque professionnel dans les industries où soit à raison de l'outillage, soit à raison des moteurs, des matières employées ou fabriquées, l'ouvrier est exposé à un accident dans l'exécution de son travail* ».

Par conséquent, à la notion de « *blessure ou de mort* » d'un homme louant son travail à un autre homme, employeur responsable, est substituée la notion de « *risque professionnel* » provenant de différentes causes « y compris celles de l'emploi de matières exposant l'ouvrier à un accident dans l'exécution

de son travail », et rendant, par suite, le même employeur responsable.

A nouveau, l'interprétation du texte, sa rédaction limpide, sa compréhension nous fournissent un précieux argument en faveur de l'extension du projet de loi aux maladies professionnelles. Nous ne savons par quel spécieux artifice de grammaire son auteur aurait pu les écarter, sans avoir à modifier sa définition, après discussion. Néanmoins la vérité historique nous oblige à reconnaître, comme précédemment, des intentions autres aux députés, ou à leurs collaborateurs de la Commission extra-parlementaire des accidents de fabrique. Il en est de même pour les propositions du sénateur Blavier (26 janvier 1886), de MM. Lagrange (3 décembre 1885), Albert de Mun (2 février 1886, Félix-Faure (26 juin 1886), tant que M. Camille Raspail n'aura pas, le 4 juin 1888, spécialement abordé le problème distinct des maladies professionnelles en déposant son amendement au deuxième paragraphe de l'article 1^{er} du texte proposé au rapport de M. Duché le 28 novembre 1887. au nom de la Commission de la Chambre. Alors seulement les maladies professionnelles ont surgi ouvertement, fait officiellement leur apparition dans le débat. Elles y ont pris leur place ; et leur date du même coup. Délibérément aussi, elles en sont écartées. Leur entrée dans le projet — cette révélation de leur analogie, de leur similitude, et de leur ressemblance avec les accidents du travail — leur est fatale. S'il nous était permis d'employer une image, nous dirions : leur « émancipation » des accidents leur a été funeste.

Par la suite, toute l'argumentation généreuse de Raspail, la froide logique de M. Fairé (1893), le vigoureux effort de M. Julien Goujon (1897), sont restés sans portée. Ils se sont heurtés,

comme à un roc irrésistible, aux raisons d'opportunité ou de contingence des commissions parlementaires. Quel motif déterminant et sérieux celles-ci avaient-elles donc d'opposer une telle énergie et une si parfaite constance à une œuvre de raison ? Du premier instant (1888) à l'heure de la promulgation de la loi (9 avril 1898), c'est-à-dire pendant dix ans, ils restent les mêmes ; faibles arguments et *distinguo* subtils dont la puissance réside, peut-être, dans l'inexpérience ou la crainte éprouvée par le législateur. Il ne veut aller brusquement, ni trop vite, ni trop loin, dans la voie du progrès social. Il entend proportionner l'effort demandé à l'employeur. L'intérêt de ce dernier lui paraît digne d'être pris en considération, comme cadrant avec l'intérêt national. On sacrifie momentanément celui de l'ouvrier, moins actif et moins remuant. Dans bien des circonstances il faut chercher, à côté du motif avoué d'action, le mobile secret. L'un a servi à la discussion publique à la tribune, dans notre espèce ; l'autre perce sous les arguments. Le législateur a été touché par les remontrances patronales, les appréhensions, la crainte de la concurrence étrangère ; et son patriotisme n'a pas aperçu le danger de posséder des soldats malingres ou une race dégénérée, abâtardie et amoindrie, quand un patron puissant lui a parlé de sa noble ambition de conquérir et de conserver tous les marchés ; le national et ceux d'autres pays encore.

Quelle fut donc la réponse à l'amendement Camille Raspail ainsi conçu : « l'ouvrier victime aura droit à indemnité... *dans tout travail dans lequel les entreprises, usines, fabriques et manufactures emploient des matières toxiques pouvant déterminer des maladies graves et souvent incurables ?* » D'une singulière ironie, l'adoption de l'amendement Lucien Rodat approuvait, le 26 juin, une si importante restriction au texte du

rapporteur Duché que Camille Raspail, le 28 juin, pouvait dire du haut de la tribune : « La loi ne peut plus aboutir, parce qu'elle cesse d'être démocratique ; ce n'est plus qu'une loi qui vise certaines catégories privilégiées... de la grande industrie. Cependant parmi les ouvriers exposés à des accidents, il en existe un grand nombre qui sont beaucoup plus à plaindre que les travailleurs des grandes manufactures. Je ne citerai qu'un exemple qui frappera toute la Chambre : les cérusiers. Croyez-vous que ces malheureux, quand ils ont contracté la colique des peintres, cette maladie qui a des conséquences si terribles, qui amène la paralysie et rend les ouvriers qui en sont atteints impropres à tout travail, croyez-vous, Messieurs, qu'ils ne sont pas aussi intéressants que l'homme qui a un bras ou une jambe broyé dans un engrenage?... Le cérusier est condamné à végéter, à recourir à la mendicité, à s'adresser à la charité publique. Eh bien ! c'est le recours à cette charité publique que l'ouvrier repousse. »

Ces véhémentes protestations, ce puissant et sombre tableau des douleurs éprouvées par les victimes des maladies professionnelles, amenèrent l'intervention de M. Félix Faure au nom de la Commission. Il s'appuie, avec toutes sortes de précautions, destinées à ne pas contrecarrer M. Camille Raspail et à ne pas sembler vouloir amoindrir son succès, sur l'exemple de la loi suisse. Il combat la proposition de son collègue « comme ne pouvant trouver sa place dans une loi concernant exclusivement la responsabilité en matière d'accident ». Camille Raspail est battu. Il retire son amendement et prononce cette parole, hélas ! prophétique : « Quand la loi sur l'hygiène viendra-t-elle en discussion ? Peut-être dans dix ans ! »

On ne devait plus entendre parler des maladies profession-

nelles, soit à la Chambre, soit au Sénat, avant 1893, malgré les débats, les projets et les propositions de loi, les rapports successifs présentés durant ces cinq années par MM. Pierre Legrand, ministre du Commerce (Sénat, 17 juillet 1888), Tolain (premier rapporteur, 24 janvier 1889), Bardoux (deuxième rapporteur, 20 mai 1890); Jules Roche, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies (Chambre des Députés, 28 juin 1890), Ricard et Paul Guieysse (26 juin 1891), Dron (2 février 1891), Lacour et Albert de Mun (9 mars 1891), Viau et Hubbard (20 juin 1891), Louis Ricard (rapport 25 février 1892).

M. Maruéjols, rapporteur de la Commission du travail, devait provoquer la réouverture du débat sur les maladies professionnelles, par la citation d'une partie du discours du Congrès de Berne, où le conseiller fédéral, M. Numa Droz, lie dans un même faisceau accidents du travail et maladies professionnelles. Il devait déterminer le dépôt immédiat de l'amendement Fairé tendant à réparation en cas : « *d'incapacité de travail et de décès causés par des maladies professionnelles* ». La Commission repousse l'amendement le 27 mai 1893. D'où intervention, à la tribune, le 3 juin suivant. Logique avec lui-même, M. Fairé ne peut céler à ses collègues son étonnement du refus de la Commission : « En réalité, *il est difficile de comprendre comment les maladies professionnelles ne seraient pas déjà visées* d'une façon peut-être insuffisamment claire dans les dispositions de l'article 1^{er} : « les accidents survenus dans leur travail *et à l'occasion de leur travail* aux ouvriers... donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité... » Au surplus, il sent combien toute la discussion se serre autour d'un mot, de l'interprétation, large ou restrictive, à lui donner. Afin de laisser à la maladie son véritable caractère accidentel, sa

fatalité professionnelle, il adjure ses collègues d'adopter sa thèse et de généraliser sa conclusion sur la nécrose des allumettiers : « Cette maladie n'atteint pas tous les ouvriers ; elle n'en atteint que quelques-uns, et c'est précisément pour cette raison que *ceux-là sont victimes d'un accident*, et d'un accident *qui vient précisément du danger spécial de l'industrie qu'ils exercent*, du travail qu'on leur fait faire. » Conséquence : l'indemnisation pour maladies professionnelles entre bien dans le cadre de la loi répressive sur les accidents du travail, réparatrice du préjudice subi ; non point, — comme l'aurait désiré et le soutint Félix Faure contre Camille Raspail, — dans une loi préventive sur l'organisation de l'hygiène dans l'industrie.

Avec un irréfutable bon sens M. Fairé tire de son argumentation le maximum d'effet. Il dit à la Chambre : « Vous avez posé ce principe — et je crois qu'il faut en faire une application complète — que là où il y avait un danger inhérent à l'industrie elle-même, naissant des conditions dans lesquelles elle s'exerce, là où il se produirait, par suite, incapacité de travail, c'était l'industrie qui devait prendre à sa charge le dommage causé et le réparer ». Puis, l'attaque directe. Elle laisse supposer chez l'adversaire des sous-entendus inavoués, des réticences, dont il faut arracher le secret, malgré l'exposé des motifs : « Si vous partez de ce principe que vous avez posé et fait triompher — et je ne vous en blâme pas — *vous n'avez pas de bons motifs pour discuter sur les mots, pour chercher une définition du mot « accident » et savoir quelle est son étendue* ». Pourtant, l'on discuta et M. Paul Guieysse, président, au nom de la Commission, enleva un vote contraire. Écoutons-le : « il ressort des observations échangées à la tribune — et c'est également l'avis de l'unanimité de la Commission — qu'une différence absolue doit

être faite entre la *maladie professionnelle*, qui est la *conséquence d'une cause* à laquelle l'ouvrier est exposé d'une façon *continue*, qui constitue pour ainsi dire un *risque certain*, et l'*accident* proprement dit, qui résulte d'un *événement imprévu* auquel on ne peut se soustraire. C'est en vue de ce dernier cas, qu'on peut appeler les accidents traumatiques, que la loi a été conçue ».

Pourquoi en vue de ce second cas et non point du premier ? les ouvriers de ce groupe, plus sûrement exposés, sont-ils par là même moins intéressants ? leur infortune prévue les rend-elle moins dignes de compassion ? Nous ne saurions dire les motifs d'une telle distinction. Vraisemblablement une loi surnaturelle fait suivre à la justice humaine les caprices inexplicables de la fortune.

Le sort malheureux de l'amendement Camille Raspail, réservé à celui de M. Fairé, devait frapper, en 1897, celui de M. Julien Goujon, au cours d'une discussion sur un nouveau projet, rapporté en 1896 par M. Thévenet au Sénat, et déposé à la Chambre le 2 avril 1896 par M. Mesureur, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes. M. Goujon ne put réussir à faire admettre dans le texte les mots : « matière explosive ou toxique ». Le ministre, M. Henry Boucher, le Président et le Rapporteur de la Commission, MM. Léon Bourgeois et Maruéjols, insistèrent en effet, à nouveau, sur la distinction à établir entre « l'*accident, événement soudain, violent* » et « la *maladie, état continu et durable, née d'une cause également continue et durable* ».

Les maladies professionnelles ne devaient plus réapparaître dans la discussion. Elles étaient condamnées, malgré deux aller et retour successifs du projet de loi sur les accidents du travail

entre la Chambre des Députés et le Sénat ; — deux de ces interminables voyages, où le retour est plus long encore que l'aller, cependant déjà comparable à une marche funèbre. En 1898, la crainte de l'électeur, devant lequel la Chambre allait comparaître, fit adopter un projet de loi très incomplet, dont le mérite toutefois subsiste. Il a accompli une petite parcelle d'une grande œuvre sociale. Les maladies professionnelles en étaient toutefois exclues. Cette œuvre doit donc être parachevée : l'extension de loi de 1898 aux maladies professionnelles pourrait y contribuer.

Cet exposé historique, au demeurant hâtif, nous a fait toucher du doigt la différence essentielle née dans l'esprit du législateur entre les deux risques professionnels : l'accident du travail reconnu, protégé, réparé, et la maladie professionnelle, écartée par les Chambres.

Si nous reprenons la définition dernière, celle de M. Léon Bourgeois, nous en saisissons le motif par la distinction suivante : *l'accident est un événement soudain, violent ; la maladie est un état continu et durable*. L'ouvrier est garanti par la loi s'il est victime d'une cause inattendue, brutale, imprévue et soudaine. Il ne jouit point de cette protection quand le caractère de violence fait défaut, quand la durée de la cause — admise ou soupçonnée, — a laissé entrevoir l'effet. Devons-nous conclure de là à l'intention du législateur de 1898 de ne point « réprimer » — ce mot pris dans le sens le plus large — l'atteinte résultant pour l'ouvrier de la maladie professionnelle ? de lui préférer un moyen « préventif » contenu dans la loi sur l'hygiène sociale, par exemple ? En un mot, pour des raisons différentes de celles invoquées aujourd'hui contre l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail — raisons savantes dont nous nous occuperons plus tard — le législateur

s'est-il décidé par des considérations soit d'opportunité, soit de raisonnement ? Ce point mérite d'être mis en lumière. Car, il faut l'avouer, notre question des maladies professionnelles n'a jamais eu devant les Chambres l'ampleur ni l'importance auxquelles la destinent les prochains débats.

Nous nous en sommes déjà expliqué. Elle est née, de façon incidente, par le jeu des amendements. Or, à ce sujet, les controverses engagées dénotent dans l'esprit des adversaires de l'assimilation — notamment chez MM. Félix Faure, Armand Desprez, Paul Guieysse, et Maruéjols — une tendance très nette à ne pas accorder à la maladie le caractère de fatalité, de hasard malheureux, disons le mot : de risque professionnel, au sens étroit où ils l'entendent, où ils font intervenir le sort malencontreux. A l'analyse de leurs objections, — toujours les mêmes, — on saisit sans difficulté la satisfaction de ne laisser sans réponse, en suspens, un problème des plus délicats, mais qui ne « vient pas à son heure (Félix Faure) » ; et cet argument arrive à point pour mettre un terme aux préoccupations pressantes soulevées par l'application de la nouvelle loi à l'industrie. M. Félix Faure ajoute : « L'honorable M. Raspail représentera très utilement, je crois, son amendement à propos d'une proposition concernant l'hygiène industrielle... c'est-à-dire que les industries qui, en raison de la loi sur l'hygiène industrielle, seront, par un règlement d'administration publique, considérées comme susceptibles d'engendrer d'une manière quelconque des maladies graves pour les ouvriers *pourront* être rendues responsables du préjudice causé, *dans une certaine mesure encore indéterminée* ».

Remarquons, au passage, les termes dubitatifs employés par Félix Faure. Comme ils sont loin du droit à réparation accordé par la loi de 1898 à l'ouvrier victime, même par sa propre

faute ! Or, ces termes se retrouvent — combien renforcés ! — dans le discours de M. Armand Desprez : « *le remède doit être cherché uniquement dans des soins d'hygiène et des règlements divers et non par la réparation du dommage causé aux travailleurs.* » Voilà une réponse tout au moins franche ; brutale comme un accident subit ; indiscutable, en tout cas. M. Paul Guieysse, Président de la Commission, se montre plus souple, mais non moins opposé : « Je suis convaincu qu'il faudra bientôt s'occuper de la question des maladies professionnelles. On aurait pu le faire à propos de la loi concernant l'hygiène du travail dans les ateliers, ... les observations de M. Fairé auraient été beaucoup mieux à leur place dans la loi concernant l'hygiène du travail qui sera prochainement promulguée ».

Nous pouvons donc affirmer que, si le législateur a refusé d'assimiler la maladie professionnelle à l'accident du travail, ce fut délibérément et pour deux ordres de motifs distincts : la crainte de porter un choc trop rude à l'industrie ; la conception étroite de la maladie professionnelle, — risque auquel s'exposent les seuls ouvriers n'observant pas les mesures d'hygiène nécessaires, et risque duquel le patronat ne saurait être tenu responsable, hors le cas où lui-même se refuserait à prendre les mesures préventives ordonnées par la loi à intervenir sur l'hygiène industrielle.

De cette distinction due à la cause originelle, génératrice de la souffrance chez la victime, le législateur a tiré toutes les conséquences : distinction dans la définition et de l'accident du travail et de la maladie professionnelle — (la seconde ne peut en ce sens être un accident dans l'acception large des termes) ; — distinction dans la qualification du risque professionnel — (le *risque corporatif* ne pouvant offrir un même droit à indemnisa-

tion que celui résultant du risque du sort) ; — distinction dans l'empire et la nature de la loi — (l'accident du travail étant réparé par une disposition légale répressive, la maladie professionnelle étant enrayée dans la mesure du possible par un texte préventif) ; — distinction enfin dans la sanction légale — (l'accident donnant droit en faveur de l'ouvrier sans participation de sa part à une réparation civile pour le dommage causé ; la maladie professionnelle engageant d'abord et surtout la responsabilité pénale du patron rebelle, subsidiairement sa responsabilité civile en vertu de l'article 1382 du Code Civil ; comme l'ouvrier est lui-même responsable, sans recours, de ses fautes personnelles .

Ces distinctions ont été traduites littéralement par les rédacteurs de la loi du 9 avril 1898. Leur langage en fait foi. Il s'agit de savoir si elles peuvent et doivent être maintenues au moment où la question se pose d'étendre cette loi aux maladies. Car, somme toute, si elles avaient une valeur scientifique en 1888, il n'y a pas de bonne raison pour la leur contester en 1913, et peut-être vaudrait-il mieux rédiger un texte nouveau, spécial aux maladies professionnelles.

CHAPITRE III

DÉFINITIONS DE L'ACCIDENT DU TRAVAIL ET DE LA MALADIE PROFESSIONNELLE

Nous sommes donc amenés, à notre tour, à chercher une définition rigoureuse et de l'accident du travail, et de la maladie professionnelle, afin de comparer l'une avec l'autre. Si nous

nous attachons à suivre, peut-être un peu servilement (mais c'est utile), les faits relatifs aux maladies professionnelles dans leur ordre chronologique, notre tâche en sera facilitée. La méthode manque d'élégance. On ne peut, par contre, lui contester sa commodité comme aussi bien sa rigueur scientifique. Nous l'avons dit : l'approche des élections législatives de 1898 a contribué au vote hâtif, — après dix-huit ans d'étude — de la loi sur les accidents. Sa mise en vigueur devait en démontrer les imperfections. Aussi, dès le 3 juin 1901, la Chambre se préoccupait-elle d'un ensemble de retouches indispensables. Elles furent la raison de la proposition Vaillant ainsi conçue : « les maladies professionnelles sont comprises dans les accidents du travail et visées comme telles par la présente loi ». Afin de démontrer combien le problème tient au cœur de la classe ouvrière, M. Vaillant exagère immédiatement la portée d'application de son projet : « la tuberculose de l'ouvrier et de l'employé est tenue pour maladie professionnelle ». Qui veut obtenir le moins demande le plus !

Certes cette proposition a un mérite incontestable : celui d'appeler à nouveau l'attention du Parlement sur les maladies professionnelles, sacrifiées, en 1898, aux accidents du travail. A notre point de vue particulier (au point de vue de cette étude), elle en revêt un autre non moins précieux : elle révèle pour l'avenir les difficultés d'assimilation entre les deux cas ; et justement en voulant les associer elle fait éclater le point obscur et délicat — législativement parlant. C'est de trouver une base juridique à cette assimilation. M. Vaillant ne s'en préoccupe pas. Il fait œuvre d'élu ; d'élu d'une classe, sans songer suffisamment aux responsabilités pécuniaires du reste de la nation. Écoutons parler M. Vaillant : « Il y a toute une *série d'autres*

causes, moins actives que les causes mécaniques, qui, directement ou en venant s'ajouter à celles-ci, entraînent avec une rapidité ou une lenteur plus ou moins grande une incapacité temporaire ou continue, et constituent un ensemble de maladies qu'on a, pour cette raison qu'elles sont surtout le fait du travail et de la profession, appelées les maladies professionnelles ». M. Vaillant d'en conclure : « Ce sont des accidents du travail donnant droit à indemnité réparatrice ; et, au surplus, la tuberculose est dans tous les cas une maladie professionnelle, car : elle atteint 50 0/0 de travailleurs et les conduit directement ou indirectement à une mort prématurée ». La vérité de cet axiome est indubitable ; elle s'appuie sur les « témoignages d'un certain nombre de médecins des plus éminents de l'assurance ouvrière allemande ».

Nous nous garderons bien de contester l'urgence de la proposition Vaillant vieille, elle aussi, de onze ans et toujours sur le chantier. Notre sympathie va à ceux qui souffrent. Mais juridiquement sa proposition manque de fond. Elle est indéfendable dans la forme où il la présente. Comment ! Il suffirait de constater la maladie, peut-être héréditaire, peut-être contractée par faute ou négligence, pour en rendre civilement responsable un patron, sérieux et précautionné, qui n'y peut mais ? Où donc serait alors le stimulant et la limite de toutes nos actions libres : la responsabilité ? M. Vaillant a-t-il puisé son exemple dans l'erreur excusable — car il s'agit là de cas très restreints, dont les abus se sont fait jour et ont d'ailleurs été partiellement réprimés — de la loi d'avril 1898, accordant une indemnité à l'ouvrier victime de sa propre faute ou de son inexpérience ? *Errare humanum est, sed perseverare diabolicum.*

La proposition Vaillant ne nous effraie nullement, quant au

louable but poursuivi. Nous irons aussi loin. Mais, au moins, aurons-nous dit pourquoi, et dans quels cas raisonnablement définis. Nous nous refusons à agir à l'aveuglette, quelles que soient les circonstances. Malgré tout M. Vaillant a délimité la question. Il a parlé d'une série de causes qui, directement ou en venant s'ajouter à d'autres, entraînent plus ou moins rapidement une incapacité de travail. Isoler ces causes, surprendre leur action, constater leurs conséquences : comme sanction les assimiler dans un certain nombre de cas à des accidents du travail et les soumettre à leur législation répressive ; dans les autres, les rejeter comme inopérantes à notre point de vue, et les laisser dans le domaine d'une autre loi préventive : voilà le but auquel nous aspirons. M. Mirman, dans sa réponse à M. Vaillant, pressentait cette distinction nécessaire. Le bon sens parle par ses lèvres quand il réplique : « Ce qui permet de distinguer la maladie professionnelle de l'accident du travail c'est que celui-ci est brusque, se produit tout à coup, tandis que la maladie professionnelle se développe peu à peu et, qu'ainsi, s'il est possible de rendre tel chef d'entreprise responsable de l'accident du travail arrivé dans son usine ou dans son atelier, il est clair que sa responsabilité ne peut être définie de la même façon quand il s'agit d'une maladie professionnelle contractée par un ouvrier, et qui s'est développée dans les différents ateliers similaires où il est passé. De sorte que, au moins dans ce premier regard que je porte sur la question, il m'apparaît qu'il y a une organisation tout à fait différente à instituer en ce qui concerne la maladie professionnelle : ce n'est point le dernier entrepreneur, le dernier employeur, le dernier patron chez lequel l'invalidité de l'ouvrier résultant de la maladie professionnelle s'est caractérisée, est devenue aiguë, qui doit être

rendu seul responsable ; ce ne peut être que l'ensemble même de l'industrie dangereuse dont les différents ateliers et les différentes usines ont occupé l'ouvrier et à travers lesquels s'est développé le germe de sa maladie ».

Ainsi il naît dès l'abord une difficulté à résoudre, insoupçonnée pour l'accident du travail. Qui est responsable de la maladie ? L'ouvrier, le patron, les patrons, ou l'industrie prise dans son ensemble ? Peut-on arriver à établir le principe d'une responsabilité étrangère à celle de l'ouvrier, comment — en pratique — la faire incombler à tel ou tel ? en répartir équitablement les charges ? Deuxième difficulté, non moins grave ; car il s'agit de préciser dans le temps et dans l'espace des degrés de responsabilité. Autrement dit, il faut caractériser l'origine, l'étendue et la limite de la maladie professionnelle.

Nous nous heurtons ainsi à des obstacles extrêmement délicats. La soudaineté de l'accident du travail, par sa brutalité, en épargne la conception à l'esprit le plus curieux. Mais M. Mirman les fait entrevoir à la Chambre. Celle-ci se rend aux conclusions de son rapporteur. Elle renvoie la proposition Vaillant à l'étude de la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales. Par la suite, la septième législature devait connaître d'une proposition autrement sérieuse, relative à la maladie professionnelle (la première), celle de M. J.-L. Breton. C'est l'œuvre d'un savant, à la fois chimiste éminent et sociologue distingué, représentant du peuple assez soucieux de sa mission, pour que l'idéal conçu et la fin poursuivie ne le laissent pas indifférent au choix des moyens préconisés pour y atteindre. Cette proposition, une seconde du même auteur, le projet de loi gouvernemental qui en fut le prolongement, sinon le résultat, feront l'objet plus particulier de notre étude.

Ainsi nous avons été progressivement amené par l'exposé historique de la législation des accidents du travail à analyser et à préciser la différence entre celui-ci et la maladie professionnelle ; et plus spécialement, au sujet de la dernière, à connaître des difficultés d'assimilation entre les deux risques. La définition ci-dessous de l'un et de l'autre permettra, nous l'espérons, d'en saisir plus facilement toute l'importance. Nous nous sommes efforcés de donner à chaque mot sa valeur propre et, par conséquent, nous pensons les opposer dorénavant dans les chapitres où nous aurons à démontrer quelle « affinité » il y a — suivant l'expression des sciences naturelles — entre l'accident et la maladie. En un mot, nous dirons pourquoi, en bonne logique, accident et maladie appartiennent au même groupe de réparation — et non de prévention — sociale.

Pour nous, *l'accident du travail* est le *traumatisme* ou le *choc soudain, brutal, impossible à prévoir et à conjurer, qui atteint spontanément une personne quelconque momentanément* revêtu d'un caractère spécial, celui d'*employée à gage, d'une autre, de ce chef momentanément responsable*, dans les limites prévues par la loi, *de toutes conditions générales d'emploi ou d'accomplissement du travail et particulièrement de ces conséquences fatales qu'elles l'obligent à réparer.* »

« *La maladie professionnelle* est pour tous travailleurs de certains métiers, — du point de vue technique — le *risque corporatif* par suite duquel ils sont *exposés, avec ou sans prédispositions physiques, aux atteintes lentes et insidieuses d'une affection organique, spécifique, facile à prévoir « in genere »* ; affection qui, — du point de vue pathologique, — lorsqu'elle se révèle chez l'un d'eux, *comme la conséquence subite et objective de l'exercice normal de la profession*, détermine pour

lui, à la longue, une incapacité de travail temporaire ou permanente, entraînant une réduction partielle ou totale de ses facultés productives. »

L'examen critique de ces définitions nous oblige à nous porter sur un autre terrain. Nous y chercherons le secours non plus de l'histoire, mais de la science médicale et de la chimie industrielle.

ÉTUDE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU RISQUE CORPORATIF.

LA DÉFINITION DE M. J.-L. BRETON

« On appelle ordinairement maladies professionnelles les différentes intoxications lentes qui atteignent certaines catégories d'ouvriers appelés, par l'exercice de leur métier, à préparer, à manipuler, à utiliser des produits toxiques, dont ils absorbent journellement des doses plus ou moins importantes. A la longue ces poisons industriels agissent d'une façon pernicieuse sur l'organisme de l'ouvrier, déterminant les affections les plus graves, entraînant des infirmités momentanées ou incurables, des incapacités de travail partielles ou complètes, et parfois la mort de la victime. »

Cette définition, indiquée par J.-L. Breton, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, ne cadre pas entièrement, on le voit, avec celle que nous avons proposée nous-mêmes. La raison en est simple. Nous n'avons pas poursuivi le même but. Breton a surtout tenu à mettre en lumière, pour ses collègues

de la Chambre et du Parlement, les dangers de « certains poisons industriels », de « différentes intoxications lentes » ; et la façon dont : « elles atteignent certaines catégories d'ouvriers » chez lesquelles elles déterminent « des infirmités momentanées ou incurables, des incapacités partielles ou complètes, parfois la mort ». Le chimiste, doublé du législateur averti, constate une succession — une longue série de faits douloureux. Il en recherche les causes. Dans son laboratoire, pour les découvrir ou les vérifier, il se livre à des expériences concluantes. Les ayant observées, il estime nécessaire de protéger la vie des ouvriers par une action législative et, député, il y invite ses collègues des Chambres.

Pour nous, au contraire, le point de départ ne peut être le même. Nous n'avons pas à démontrer le danger de l'intoxication saturnine ou de l'hydrargyrisme. Nous admettons ce danger. Notre domaine n'est pas celui du médecin. Il est circonscrit à une thèse de droit. Il ressemble sous cet aspect au domaine du législateur. Il importe donc de savoir si tel ou tel produit est, ou n'est pas, inoffensif ; s'il doit entrer, ou non, dans la liste de ceux qui sont classés dangereux pour la vie et la santé de l'ouvrier. Au médecin de l'établir. Notre question est autre : connaître, en droit, quand il y a risque professionnel pour les travailleurs de certains métiers ; quand ils sont exposés à être atteints d'une incapacité temporaire ou permanente donnant droit à réparation pécuniaire, uniquement à cause de la maladie provenant de l'emploi.

Par conséquent, si l'œuvre de Breton, comme celle du médecin, peut être descriptive — et sa proposition de loi est telle, — la nôtre ne doit point posséder ce caractère. Nous devons faire abstraction de chaque cas particulier, pour synthétiser, dans

une définition d'ensemble, la conséquence nécessaire de toutes les maladies professionnelles. Nous devons donc les définir *par leur résultat* ; non point *par leur évolution*. Peu nous importe la démonstration, l'énumération, le nombre ; la liste des maladies d'aujourd'hui, différente de celle de demain, ou de celle plus longue que le législateur d'hier aurait dû inscrire dans sa loi. Cette énumération peut contribuer à écrire l'histoire de l'hygiène sociale, des progrès de la médecine ou de l'industrialisme. Elle est sans utilité pour nous. Bien plus : elle dénote de l'impuissance à qualifier — *in abstracto* — toutes les maladies professionnelles dans leur groupement, leur masse : les maladies vaincues, comme celles actuelles, comme celles auxquelles le génie d'invention exposera, plus tard, par ricochet, certaines catégories d'ouvriers.

CHAPITRE II

LE RISQUE PROFESSIONNEL. — EXAMEN DE LA DÉFINITION

DE M. RAZOUS

L'accident, pour nous, c'est la maladie déclarée, fatale, irrémédiable, la maladie qui a frappé définitivement. Pour le médecin ce serait la première atteinte, — le germe, — qui extérieurement ne s'est peut-être pas manifestée ; les accidents successifs que nous ne connaissons pas. Ils aboutiront, sans doute, à notre compétence avec l'accident final : la maladie profession-

nelle ; avec l'accident-total, l'accident-somme de tous ces accidents successifs, à notre point de vue le seul accident effectif, autorisant l'intervention de la loi. Serrons notre argumentation de plus près. La maladie professionnelle ne nous apparaît pas uniquement, comme à J.-L. Breton, dans « l'intoxication lente qui atteint certaines catégories d'ouvriers appelés par l'exercice de leur profession à préparer, à manipuler, à utiliser des produits toxiques dont ils absorbent journellement des doses plus ou moins importantes ». Une telle définition est incomplète. Car un élément lui fait défaut. Élément à déterminer. Or, en parlant du *risque professionnel*, le ministre du Commerce, Maurice Rouvier, en 1885, laisse soupçonner la difficulté. Mais il ne l'aborde pas. Préoccupé d'assurer le travailleur contre l'accident du travail *uniquement*, il n'a pas tiré de sa définition *toutes* les conséquences logiques auxquelles il aurait dû parvenir. Précédemment nous l'avons déjà établi : s'il « y a risque professionnel dans les industries, où, soit à raison de l'outillage, soit à raison des moteurs, des *matières employées ou fabriquées*, l'ouvrier est exposé à un accident dans l'exercice de son travail », les maladies professionnelles sont incontestablement un accident du travail. On ne peut les exclure du domaine d'application de la loi. Y contredire serait une erreur de législation, une plus grave erreur de logique.

Toutefois cette définition du risque professionnel n'a pas suffi à englober, dans sa vaste compréhension, la maladie professionnelle. Nous ne pouvons donc nous y arrêter. Nous la retiendrons : elle peut fournir un utile élément d'appréciation. C'est tout. Mais avec l'aide des médecins ou des savants nous cherchons à atteindre une plus grande concision, une netteté plus parfaite. Quelle est donc, d'après les auteurs, la définition de la

maladie professionnelle ? La diversité des textes montre bien l'embarras où ils sont de s'arrêter à une réponse précise, satisfaisante et définitive. A quoi se reconnaît une maladie professionnelle ? Quels en sont les caractères propres ? Quand une maladie est-elle professionnelle ? Quand doit-on la considérer comme une simple affection due à une tare constitutive de l'individu ? Est-elle chronique ou passagère ? Comment, dans ce dernier cas, la peut-on distinguer d'un trouble organique ? Autant de questions. Nous pourrions les multiplier à l'infini. Et de cette multiplicité naît justement l'une des plus grosses difficultés législatives : savoir comment l'on garantira le travailleur contre les maladies professionnelles, si, à la base même de la loi, l'on ne peut en fournir une description.

Certains, comme M. Razous, du Ministère du Travail, essayent de les définir en les considérant comme « *inhérentes* » à la profession ; comme comprises « *dans* » la profession ; ne pouvant pas au surplus être contractées en dehors de celle-ci. Ils disent : « on entend par maladie professionnelle d'une profession, ou d'un groupe de professions déterminées, celle dont l'une des causes réside dans l'exercice plus ou moins prolongé des professions considérées et à laquelle ne sont pas exposées les personnes étrangères à la profession ».

Remarquons-le : cette définition se critique elle-même. M. Razous dit : « Est maladie professionnelle celle... dont l'une des causes réside dans l'exercice de la profession. » Donc si la cause n'est pas unique — s'il en existe d'autres pouvant conduire au même résultat, soit de par leur propre force destructive de l'organisme sain, soit grâce à leur combinaison avec de nouveaux éléments nuisibles — on est obligé d'en convenir : la maladie n'est pas uniquement « *inhérente* », « *comprise en*

propre dans » la profession : elle n'est pas une maladie d'essence professionnelle. Qui plus est, M. Razous ne lui accorde pas cette qualité quand des personnes étrangères au métier insalubre peuvent être contaminées ! Si, en fait, on interprète le texte à la lettre : c'est prétendre à l'inexistence des maladies professionnelles. Un tel ensemble de circonstances ne se rencontre jamais. N'a-t-on pas vu, par exemple des gens atteints de coliques de plomb qui, jamais, n'avaient travaillé ce métal ou ses composés ? L'hérédité, l'atavisme sont-ils donc quantités négligeables ?

CHAPITRE III

LA FRÉQUENCE DE LA MALADIE. — EXAMEN DE LA DÉFINITION DU D^r GLIBERT. — CRITIQUES FORMULÉES PAR M. VAN HASSEL ET BARTOLI. — LE PESSIMISME DE M. BIONDI.

Aussi à cette définition, trop étroite, le D^r Glibert, Inspecteur du Travail de Bruxelles, en oppose-t-il une moins rigoureuse. Il s'exprime ainsi : « Toute maladie reconnue comme particulièrement fréquente dans une profession doit être considérée comme maladie professionnelle au même titre que celle qui est manifestement due au risque du métier ». Tout d'abord une première observation. Le D^r Glibert dit : « Au même titre que celle qui est manifestement due au risque du métier ». Ainsi, il est tellement suggestionné par l'accident du travail — risque dont la cause est manifestement due au métier, dont le

lien avec la maladie est si apparent, si nettement démontré — qu'il en vient, dans sa définition, à faire de cet accident, de ce *seul* accident, la maladie professionnelle, et qu'il consent à considérer *toute maladie particulièrement fréquente comme maladie professionnelle*.

Oh ! qu'il est difficile de s'entendre sur le sens des mots ! Ils finissent souvent par posséder dans l'esprit le plus clair, le plus vif, l'acception la plus restrictive, la moins conforme à la réalité. Ils rappellent et justifient la maxime de La Rochefoucauld : « Nos actions sont comme des bouts-rimés que chacun fait rapporter à ce qu'il lui plaît ». Cependant le sujet n'est point là, il importe de s'en souvenir.

La fréquence de la maladie, dans la profession envisagée, intervient donc comme l'un des facteurs essentiels. Est-ce suffisant ? Oui et non. Oui, si l'on se place au point de vue objectif de l'ouvrier, victime effective ; du malade ayant souffert. Dans ce cas, il y a « maladie professionnelle » donnant droit à la réparation pécuniaire, prévue par la législation en vigueur pour les accidents du travail. Non, si l'on envisage purement et simplement, comme le pratique le Dr Glibert, la prédisposition fréquente, due à la profession, à contracter une maladie prévue ; prédisposition qui ne sera pas forcément suivie d'affection ou de perturbation organique. Dans cette hypothèse il n'y a pas maladie professionnelle. Il y a un « terrain » offert à la maladie. Elle ne s'y développera peut-être jamais. Ainsi, nous n'apercevons plus la base juridique d'une indemnité.

Si l'on conserve ces données sans les modifier aucunement, il y aurait place pour un contrat d'assurance avec clauses spéciales — à raison des risques plus étendus, et des modalités relatives au paiement des primes dues par le bénéficiaire et par

son employeur, dans une mesure à déterminer. Nous touchons ainsi à l'hypothèse de l'assurance contre toutes maladies, où se trouveraient englobées celles qui font l'objet de notre étude particulière, et dont on ne pourrait se préoccuper spécialement.

La définition du Dr Glibert se rapproche, en partie, de la réalité. Néanmoins, comme celle de M. Razous, elle est en un sens incomplète ; et, d'autre part, inexacte. Le savant inspecteur belge le pressent, puisqu'il conclut à : « l'impossibilité de définir un trouble pathologique à la fois dans sa nature, sa cause, son origine, et son évolution avec la certitude qui caractérise les résultats obtenus dans les sciences exactes. » La fréquence de la maladie a pour lui la valeur d'un élément d'appréciation. On peut même dire : d'un élément extrêmement important. Mais, pour nous, son raisonnement n'est pas décisif. On ne peut sincèrement établir une lourde responsabilité pécuniaire, à la charge d'un patron, en la basant uniquement sur la nocivité de la profession ; surtout si cette profession est indispensable à la société, et d'ailleurs *volontairement* exercée par les ouvriers. Les conséquences de cette nocivité en seraient, à son égard, réprimées par avance — pour ainsi dire collectivement. Or, cette façon d'agir paraît contraire au principe de la responsabilité personnelle. Du point de vue du Dr Glibert, la maladie professionnelle assimilée à l'accident du travail, suivant la loi de 1898, aboutirait à une fin inadmissible : elle rendrait le patron *seul*, toujours responsable, sans distinction. Imposer une telle charge à la Société pour des motifs d'économie politique, et de convenance sociale, est possible. Les faire supporter en bloc à un patron, pris individuellement, est contraire à nos conceptions de justice. En effet, si la Société tire un avantage — une utilité

— de la production de matières pernicieuses pour la santé des travailleurs, on peut, et on doit lui en demander compte. Le préjudice souffert pour elle l'appelle à contribuer à la réparation, soit par l'impôt égal pour tous, soit par la taxation progressive et raisonnée des bénéfices du producteur — dans des conditions toutes particulières. Mais ce dernier, *seul*, ne peut être tenu pour responsable. Ici nous tombons d'accord avec M. Valentin Van Hassel. Il dit : « Si l'on accepte cette définition très large (celle du D^r Glibert) on ne saurait prévoir où vont s'arrêter les limites des réparations ». Au point de vue des charges patronales, M. Valentin Van Hassel a pleinement raison de tenir ce langage. Nous y donnerions volontiers notre adhésion si, socialement, nous n'admettions un recul, sans fin, aux limites des réparations pécuniaires. Car nous pourrions nous servir de l'argumentation du D^r Lucien Bartoli : « Puisque la maladie fait partie des risques du métier — (par sa fréquence) —, elle doit être l'objet d'une réparation pécuniaire au même titre que l'accident ; bien plus, elle est un risque que l'on peut, dans certains cas, déduire de la profession tandis que l'accident, étant un cas fortuit, n'a pu être prévu... Il semble que la maladie professionnelle est le véritable risque, parce qu'elle est, en quelque sorte, la suite naturelle de l'exploitation, tandis que l'accident n'est qu'un fait anormal sans relation souvent de cause à effet avec le genre de travail. »

Comment donc établir la responsabilité patronale, toute personnelle ? Cette question nous ramène au cœur du sujet : quand y a-t-il maladie professionnelle ? Si la maladie n'est pas professionnelle quand elle est inhérente au métier, ou plus simplement quand elle est fréquente et redoutée des employés, quand donc est-elle professionnelle ? Il s'agit en dernière analyse d'en

découvrir l'origine, *in genere* ; et, pour chaque cas particulier, de trouver le lien de causalité. La définition globale doit convenir à chaque espèce. Là est le nœud du problème. Certains l'ont déclaré insoluble, M. Biondi, par exemple. Au Congrès international des Maladies Professionnelles, à Bruxelles, en 1910, il a considéré plus sage et plus habile d'imposer aux caisses générales d'indemnité pour maladies la charge naturelle de veiller aux conséquences des maladies professionnelles. Le but est atteint : un devoir de justice est rempli. Mais peut-être l'est-il mal, ou incomplètement. Car M. Biondi se contente de constater la maladie, — spécialement professionnelle ici, — puis la réparation intervenue ; et il ne se soucie point, n'ayant pas délimité les responsabilités, de savoir par qui sont supportées les charges de cette réparation. Or, de suite, le raisonnement fait éclater la cause d'injustice, point faible de l'argumentation de M. Biondi. Si le soin de réparer le préjudice causé par la maladie professionnelle incombe à la caisse d'indemnité-maladie, la charge de la réparation se réfléchit à la fois sur trois séries de cotisants : l'Etat, le Patron, le Malade ; car il n'est pas de caisse générale d'indemnité-maladie constituée sans le concours de ces trois éléments. Donc on prend, incidemment, au malade professionnel lui-même partie de son indemnité. Il donne d'une main pour recevoir de l'autre. Il donne moins, pour recevoir plus. Mais il contribue. Des auteurs peuvent trouver ce résultat légitime. La liberté offerte à chaque ouvrier de choisir sa profession est la meilleure raison invoquée par eux pour le justifier. L'ouvrier y entre et en sort suivant sa volonté ; par conséquent, il en accepte et en subit les risques pendant le temps où cela lui convient. Nous n'admettons pas ce raisonnement et cette conclusion. La liberté de l'ouvrier, devant les

nécessités de l'existence, est chose très relative. J.-L. Breton l'a judicieusement démontré, dans son rapport, en citant le cas de ce « malheureux travailleur qui, sortant de l'hôpital au milieu de l'hiver, après quatorze mois de traitement pour varices, fut forcé par la misère d'accepter la seule place qu'il pût trouver dans une usine de mastic de minium de plomb ; et dut, pour un salaire journalier de quatre francs correspondant à douze heures de présence, se livrer à ce travail terrible qui consistait simplement à remplir à la pelle, de céruse en poudre et de minium pulvérisé, des seaux ensuite versés dans une malaxeuse d'où s'échappaient à chaque transvasement des nuages de poussières vénéneuses. Naturellement, comme cela devait se produire avec une fatalité inexorable, un an s'était à peine écoulé, que le malheureux succombait aux coliques de plomb. »

Mais personne n'a stigmatisé cette prétendue liberté avec plus de verve caustique, et plus de mordante ironie, que l'éminent homme d'Etat M. Georges Clémenceau, dont nous avons alors l'honneur d'être le modeste collaborateur, quand, rédacteur en chef de l'*Aurore*, il menait, en septembre 1904, sa campagne contre la céruse. L'ancien Président du Conseil des Ministres écrivait : « Comment il peut suffire de dénommer « *céruse* » le poison chimiquement connu comme « *carbonate de plomb* » pour le rendre inoffensif, c'est ce que je ne me charge pas d'expliquer. Entrez dans une pharmacie et demandez du carbonate de plomb, le pharmacien vous répondra qu'il faut une ordonnance du médecin pour débiter des poisons. Entrez chez un peintre, et demandez-lui une poignée de céruse, il vous en donnera ce qu'il faut pour vous procurer, sans délai, si vous en saupoudrez la peau et les muqueuses des bronches, une

colique de plomb qui vous permettra de vous faire immédiatement une opinion personnelle sur l'intoxication saturnine. Comment arriverait-il que ce qui agira si vivement sur votre organisme fût sans action sur les ouvriers qui respirent la poussière de céruse et s'en imprègnent toute la journée ? J'ose affirmer que vous ne vous poserez pas la question après l'expérience que je vous conseille. Et si vous la posez aux entrepreneurs de peinture — qui veulent à tout prix conserver l'emploi de la céruse pour des raisons que je dirai plus tard — vous ne pourrez vous empêcher de hausser les épaules quand ils vous répondront par leur ordinaire refrain : « Pas un ouvrier malade sur le chantier ».

« Car c'est le mot d'ordre universel. Des coliques de plomb, des paralysies, des néphrites saturnines, tout cela est inconnu des entrepreneurs de peinture, sinon des ouvriers peintres. En doutez-vous ? Accompagnez l'entrepreneur sur ses chantiers ; écoutez-le questionner ses ouvriers :

« — As-tu été malade, Jean ?

« — Moi, patron, jamais !

« — As-tu entendu dire que tes camarades avaient souffert de la céruse ?

« — Jamais de la vie.

« — Et toi, Pierre ?

« — Même chose, patron.

« Ainsi parlent-ils tous en chœur. Et puis allez chez eux les interroger, d'homme à homme, ils vous diront les souffrances de l'empoisonnement lent ou rapide, le séjour à l'hôpital, la rentrée au chantier de mort où le silence est imposé sous peine de renvoi. Et si vous leur demandez le pourquoi de cette soumission muette à l'implacable ennemi qui les tenaille jusqu'à

la mort, ils vous montreront la femme, les enfants, et lâcheront, dans une morne contraction des lèvres, ce cri de désespoir :

« *Il faut vivre.* »

« *Il faut vivre !* Effrayant aveu d'impuissance de la créature écrasée qui, pour soutenir la vie des siens par une courte prolongation de sa propre vie, offre son corps aux ravages mortels d'un poison contre lequel il n'est pas de défense ! Et pour que le sacrifice soit plus complet encore, sous la morsure qui le ronge jusqu'aux sources de la vie, torturé dans ses entrailles, hébété, à demi-paralysé, il faut que l'homme trouve encore la force de nier sa douleur, de se redresser, d'ignorer le mal organique volontairement accepté dont il va mourir, il veut conserver le droit d'aller jusqu'au bout de son martyre et d'en faire profiter les siens pour ce qui lui reste de vie. »

« Et l'esclavage est aboli ! » disent les philanthropes, comme s'il se pouvait concevoir un asservissement supérieur à celui qui prend tout de la créature et la détruit chaque jour, morceau par morceau, lui faisant payer tout battement d'artère, jusqu'à l'extinction finale, d'une lente graduation de torture. »

« L'homme est impitoyable pour l'homme ! Il a pitié de la bête de somme qui peut encore le servir avant le coup final de l'abattoir. Il ne lui verserait pas le poison à chaque heure du jour s'il avait sous la main indifféremment la substance salubre. Pourquoi donc, en vue d'un gain d'argent, sacrifie-t-il ainsi son semblable et se plaît-il à l'écraser sous prétexte qu'il est libre de se soustraire aux meules de la fatalité ? *Il faut vivre !* Voilà la réponse de la victime à cette proclamation de la liberté dont elle ne peut faire usage que pour le sacrifice de sa vie, sans même la revanche d'une parole de protestation, puisqu'il n'y a

de choix qu'entre deux genres de mort : la faim ou le poison ! »

Etrange liberté ! celle où le condamné à mort a la seule faculté de choisir son heure, entre deux tours de cadran.

Mais cette liberté serait-elle absolue, que l'utilité sociale retirée de la préparation d'un produit toxique nous paraîtrait, malgré tout, devoir compenser *largement* pour l'ouvrier toute exonération dans la contribution aux charges réparatives de la maladie. Où serait d'ailleurs, sans cela, la raison d'une distinction entre la maladie professionnelle et les maladies en général ? Où serait le motif d'une législation spéciale, rattachant la maladie professionnelle à l'accident du travail, la séparant de toutes autres maladies, envisagées dans une législation d'ensemble ?

CHAPITRE IV

RISQUE PROFESSIONNEL ET RISQUE CORPORATIF. — LES DÉFINITIONS
DE MM. BONNEVAY, D^r DELPEUT ET CHEYSSON. — LA TERMINOLOGIE
DE LA LOI DE 1898.

Le pessimisme de M. Biondi n'est heureusement pas partagé par la majorité des auteurs. Aucun ne se dissimule les difficultés rencontrées pour fournir une définition exacte des maladies professionnelles. Tous néanmoins cherchent à en déterminer les éléments constitutifs. Or, à notre très humble avis, l'erreur commise pour atteindre ce but est de les considérer comme un risque professionnel ; d'avoir voulu donner à ce terme « *risque*

professionnel » le même sens, la même valeur que s'il s'était agi de l'accident du travail, — risque du sort, hasard malheureux, événement brutal et fortuit. Certes, la maladie professionnelle est bien un risque professionnel, un risque du sort. C'est même le risque le plus facile à prévoir, le plus certain, le plus constant. C'est d'abord le risque possible auquel s'expose l'ouvrier, travaillant une matière nocive. Il peut être atteint — par là même — d'une affection organique. Il peut devenir malade. En acceptant l'ouvrage, offert ou sollicité, il compte sur la chance de conserver sa santé intacte. C'est, de plus, le risque professionnel. Car la maladie, si elle doit intervenir, naîtra ou se développera à l'occasion de l'exercice de la profession. Devenir malade, professionnellement, est donc bien un accident du travail. Mais devenir malade, « dans » le travail, « durant » le travail, au cours d'une profession normale, saine, sans danger spécial, est-ce bien souffrir d'une maladie professionnelle? Autrement : l'ouvrier prédisposé par sa mauvaise constitution, par son « état antérieur », à être atteint d'une maladie quelconque, là où ses collègues ne subissent pas le moindre malaise dans l'accomplissement de leur tâche quotidienne, cet ouvrier peut-il invoquer à son profit la protection de la loi spéciale aux maladies professionnelles?

On peut proclamer, dans les deux cas de cette hypothèse, qu'il y a *risque professionnel* en faveur de l'ouvrier atteint. On ne peut, de même, déclarer toujours qu'il y ait maladie professionnelle. La maladie née pendant le travail, au service du patron, — à cause même de ce travail, pour ce patron — est bien le risque auquel l'ouvrier est exposé de par sa profession : c'est le risque professionnel, c'est le risque du sort analogue à l'accident du travail brutal. Le bûcheron, de constitution malingre, surpris en

pleine action dans la forêt par un orage est victime d'une pneumonie contractée au cours de cette tempête, dont l'effet est nul sur la santé de ses camarades. Or, il était dans la forêt pour les besoins de son travail ; pour l'accomplissement de sa profession ; professionnellement. Il subit le risque professionnel ; le risque d'être atteint parce qu'il travaille ; *uniquement* parce qu'il travaille ; *en résumé à cause de son travail*. Il est atteint, comme si, imprudemment, il s'était donné un coup de hache ; ou si, fortuitement, la foudre l'avait touché. Donc, au sens le plus large : il y a accident du travail ; risque du travail ; somme toute, risque professionnel. (Nous avons volontairement choisi le cas du bûcheron, car la loi de 1898 ne s'applique pas — pour quel motif ? — à cette catégorie de travailleurs ; et en toutes circonstances les conséquences du risque sont les mêmes. Toutefois, le raisonnement vaut pour les autres catégories d'ouvriers.)

Mais, à l'inverse, conclure de là à l'existence des maladies professionnelles serait commettre une grave erreur. La profession n'est pas malsaine en soi. Dans notre hypothèse particulière elle est même considérée comme l'une des plus salubres. Elle n'expose pas la majeure partie des artisans, sinon la totalité d'entre eux, à des malaises prévus d'avance, redoutés par tous, redoutables au point de faire souhaiter la disparition du produit considéré et son remplacement par un succédané inoffensif. On ne peut inférer du cas envisagé par nous, de ce risque professionnel spécial réalisé, à une maladie professionnelle capable de décimer toute la corporation des ouvriers visés. En d'autres termes : il y a risque individuel, non point risque collectif. Or, le risque collectif, **le risque corporatif**, n'est pas comparable au simple risque professionnel, dont nous nous

sommes toujours occupés. Le risque corporatif est en effet le risque professionnel auquel s'ajoute un élément nouveau. Il est bien le risque professionnel, car si toute une corporation court la chance, ou la malchance, de subir les affres du même mal, on doit malheureusement se rendre à l'évidence : il y a pour tous les hommes de la corporation, comme pour chacun, risque professionnel à vivre de son métier. Mais, en outre, il y a pour tous ces ouvriers le même sort fatal, presque certain ; le même risque de malchance ; la même assurance de ne pouvoir échapper qu'accidentellement, par un hasard heureux, aux conséquences douloureuses de leur profession. Ils ont tous la même hantise de la même maladie. Elle pardonne rarement ; comme par exception, et à regret. Alors le risque professionnel se présente pour l'ouvrier avec le maximum d'atouts contraires. Précédemment individuel, il devient collectif. Il est bien le risque de toute une corporation, *le risque corporatif*. La maladie professionnelle tient du risque corporatif. En conséquence, devons-nous considérer la maladie professionnelle simplement comme le risque corporatif ? Nous ne le croyons pas.

Limiter la définition à ce seul terme serait tout à fait insuffisant. Néanmoins, M. Bonnevey semble l'avoir sous-entendu, en proposant à ses collègues de la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales le texte suivant : « Sont considérées comme maladies professionnelles les affections, aiguës ou chroniques, dont l'origine et le développement ont leur cause dans l'exercice de la profession. » Cette définition est, en vérité, tout en approximations. Elle dit : « sont considérées *comme* maladies professionnelles ». Or précisément il s'agit de dire à quoi se distinguent les maladies professionnelles de toutes autres « affections aiguës ou chroniques ». Il ne s'agit nullement de faire une

assimilation. Il importe d'abord de donner une description générale de la maladie professionnelle. Reprenons la définition de M. Bonnevey : nous la discuterons sur l'exemple de la maladie contagieuse—maladie d'origine imprécise et distincte suivant les patients. Nous aboutissons aux conclusions suivantes : Un ouvrier sain, travailleur et consciencieux, entre dans une industrie inoffensive, où toutes les précautions d'hygiène ont été observées. Il a l'infortune d'opérer auprès d'un collègue malade. Celui-ci lui communique son affection incurable. Voilà bien une maladie « dont l'origine et le développement ont leur cause dans l'exercice de la profession ». Est-ce une maladie professionnelle ? Si l'on s'en tient à l'imprécision du texte de M. Bonnevey : « sont considérées *comme* maladies professionnelles... », peut-être ! Où est la limite dans ce cas ? Toute maladie, de n'importe quel genre, peut devenir maladie professionnelle suivant le bon ou le mauvais plaisir de la jurisprudence. Et qui plus est : si l'on peut en déterminer avec précision l'origine soudaine, l'invasion subite, la maladie n'est même plus, en droit, une maladie professionnelle : elle est un véritable accident du travail. En ce sens, le jugement du Tribunal Civil de Saint-Etienne relatif « à un ouvrier verrier, C..., contaminé en portant à ses lèvres une canne à souffler le verre, souillé de syphilis par l'un de ses camarades. Le Tribunal a rejeté les conclusions du patron, basées sur l'interprétation de la loi de 1898, inapplicable aux maladies ; et admis la thèse suivante : la syphilis ne peut en aucun cas être une maladie professionnelle. On peut établir avec précision le point de départ, la date de l'incubation : donc la faute grave, résultant de la négligence du compagnon de travail, employé par le même patron. Celui-ci, par suite, devient responsable d'un accident

du travail. Car l'on constate bien l'action soudaine d'une cause extérieure, étrangère à la profession : le contact des lèvres avec la canne à souffler contaminée ; contact suffisant pour inoculer à C... la maladie dont il souffre, et dont il se plaint, à juste titre, comme d'un accident du travail ».

Mais supposons voté le texte de M. Bonnevey. En vertu de la loi même, on pourra qualifier la maladie « maladie professionnelle », et la traiter « comme » telle. « Sont considérées, dit ce texte, comme maladies professionnelles, les affections, aiguës ou chroniques, dont l'origine et le développement ont leur cause dans l'exercice de la profession. » Or, à n'en pas douter, la maladie est issue de cette cause. Donc la loi doit s'appliquer. Cependant le seul point obscur de notre déduction réside dans l'interprétation des mots : dont l'origine et le développement ont leur cause « *dans l'exercice de la profession.* » Si l'auteur emploie ces mots dans le sens le plus restrictif, s'ils doivent s'entendre dans l'acception de « inhérent à » ; — c'est-à-dire si le texte doit se lire : dont l'origine et le développement ont leur cause « *inhérente à* » l'exercice de la profession, alors l'honorable député se rapproche de la vérité comme nous la concevons. La loi ne joue plus. Et encore faut-il voir dans le début : « sont considérées *comme* maladies professionnelles » une simple précaution oratoire dont la traduction littérale serait : « sont assimilées aux maladies professionnelles, etc... » Mais si : « dans l'exercice de la profession » concorde dans la pensée du député avec une signification vaste, s'il veut étendre la protection de la loi à l'extrême et englober toutes affections dérivées du travail professionnel ; s'il veut élever au rang de maladies professionnelles toutes maladies engendrées « *par le fait* » du travail : « dans » signifiant « par le

fait de » — alors il aboutit à des résultats inadmissibles. L'imprécision du texte conduit à l'imprécision de la pensée. Les intéressés, et les tribunaux, ne pourront connaître exactement la volonté du législateur. Fatalement la jurisprudence en arrivera à adopter de deux solutions l'une : ou bien, elle ira contre le gré du Parlement, et indemniserà l'ouvrier victime de toutes les maladies en se basant sur la loi dite « des maladies professionnelles » ; ou bien, elle poussera trop loin le scrupule, et elle s'abstiendra devant deux lois en conflit — celle des accidents du travail et celle des maladies professionnelles — dont ni l'une ni l'autre ne s'appliquera dorénavant à la maladie, non professionnelle, née au cours du travail. La protection légale aura manqué son effet. Elle entravera l'œuvre jurisprudentielle, dont nous avons exposé précédemment l'un des résultats avec le jugement de Saint-Etienne, et dont l'arrêt de la septième Chambre de la Cour de Paris, en date du 4 mai 1906, fournit un deuxième exemple. Il accorde une rente annuelle et viagère à un maçon D.... ouvrier au service de R... entrepreneur de travaux publics ; D... ayant été atteint de variole en démolissant l'hôpital des contagieux d'Aubervilliers, et les renseignements produits établissant que l'incapacité a eu pour cause le fait que D... a été mis, pendant son travail, en contact de matériaux imprégnés de contagio varioleux.

Dans ce cas, comme précédemment, la Cour a pensé que si : « ne sont pas fondés à invoquer le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 les ouvriers affectés de maladies qui sont la conséquence de l'exercice habituel de leur profession et auxquelles on ne saurait assigner une date et une origine déterminée, il en est différemment de ceux atteints d'affections pathologiques contractées accidentellement dans l'accomplissement d'un travail

industriel et qui ont leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de ce travail ». C'est d'ailleurs la reproduction de l'arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, en date du 3 novembre 1903 : « attendu que si la loi de 1898 ne s'applique pas aux maladies professionnelles, auxquelles on ne saurait assigner une date et une origine déterminées, et qui ne sont pas la conséquence de l'exercice habituel d'une certaine industrie, il en est autrement des affections pathologiques accidentelles qui, bien que contractées dans l'accomplissement d'un travail industriel, prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de ce travail ». Se fût-elle décidée de même si le texte Bonnevay voté avait été interprété restrictivement ? Nous pouvons, tout au moins, en douter.

Aussi lui préférons-nous la définition du D^r Delpeut : « Les maladies professionnelles sont des affections pathologiques survenant pendant ou à la suite de l'exercice plus ou moins prolongé d'une profession, du fait de la manipulation de substances nocives pour l'organisme, ou de l'obligation d'exercer la dite profession dans des conditions hygiéniques incompatibles avec le fonctionnement physiologique normal des différents organes ».

Mais ici encore la relation de cause à effet n'est pas suffisamment apparente. Le D^r Delpeut démontre bien où est le risque professionnel : être atteint d'une affection pathologique pendant, ou à la suite, de l'exercice plus ou moins prolongé d'une profession. Cependant la raison du risque corporatif nous échappe. On ne saisit point *l'action lente et insidieuse* de l'affection sur l'organisme, agissant toujours dans le même sens, et *conduisant*

toujours aux mêmes conséquences prévues. Nous trouvons indéterminées les affections pathologiques survenues du fait de la manipulation de substances nocives ou de l'obligation d'exercer la profession dans des conditions hygiéniques incompatibles avec le fonctionnement physiologique normal. A ce prix, la tuberculose possède des chances d'être admise — dans tous les cas — comme maladie professionnelle ; sans recours nécessaire à la proposition Vaillant. Toutefois, nous devons à la vérité de le reconnaître : le Dr Delpeut a dû vouloir condenser sa définition, pour la rendre, le plus possible, simple et courte. Car il parle de maladies survenues « pendant ou à la suite » de l'exercice plus ou moins prolongé d'une profession. Or « à la suite » peut s'interpréter de deux façons : après cessation — c'est l'hypothèse du Dr Delpeut —, ou bien comme conséquence. Dans ce dernier cas « à la suite » dépeindrait l'action lente et continue de la maladie. Mais l'auteur devrait encore remplacer le mot « ou » entre pendant et à la suite, par le mot « et ». En effet, le reste de la phrase : l'exercice « plus ou moins prolongé » dénoterait la marche progressive du mal, opérant par degrés. On lirait donc : « les maladies professionnelles sont des affections pathologiques survenant pendant et à la suite de l'exercice plus ou moins prolongé d'une profession, etc... » En sens contraire, sous un autre rapport toutefois, la définition deviendrait ambiguë. Elle ne mettrait plus assez clairement en lumière la possibilité de devenir malade « professionnellement » après cessation du travail. Grave problème, si l'on envisage notamment la durée de la responsabilité patronale. Et surtout, — nous l'avons déjà noté plus haut, — nous estimons qu'une définition complète des maladies professionnelles doit faire comprendre que la maladie n'est pas due au hasard. Elle n'est pas telle ou telle ;

mais elle est la maladie prévue, sous l'une ou l'autre de ses formes. Cette exactitude fait défaut dans la définition du Dr Delpeut.

Or, M. Cheysson voit tout justement dans la possibilité de préciser, à l'avance, la maladie professionnelle l'élément constitutif du « risque professionnel ». Il déclare : « Le risque professionnel est le *risque afférent à une profession déterminée*, indépendamment de la faute des ouvriers ou des patrons. Ce risque doit être supporté par le patron, et figure comme un élément du prix de revient dans les frais généraux de l'industrie ». On ne saurait mieux dire. Tel est, en toute logique, le risque professionnel. Mais la loi sur les accidents du travail a créé une terminologie spéciale, et donné un sens restrictif aux mots « accident du travail » et « risque professionnel ». Nous sommes donc obligés — pour synthétiser notre idée et échapper à la confusion possible — de donner, en conséquence, une acception plus neuve au « risque professionnel » de M. Cheysson, en le qualifiant, pour le distinguer des autres risques dus à la profession, de *risque corporatif*.

La révélation subite du trouble pathologique chez le patient s'offre maintenant à notre attention. Nous avons suivi les causes. Nous arrivons à en examiner les effets. La conséquence s'impose : c'est l'incapacité temporaire ou permanente du travail, entraînant une réduction partielle ou totale des facultés productives.

CHAPITRE V

LA DÉFINITION DES MALADIES PROFESSIONNELLES COMPORTE DEUX PARTIES NÉCESSAIRES ET DISTINCTES. — JUSTIFICATION DE LA DÉFINITION PROPOSÉE.

Ainsi la définition des maladies professionnelles, pour être exacte, doit finalement correspondre à toutes ces données. Obligatoirement elle mentionnera pour qui et quand il y a risque corporatif; comment et pourquoi ce risque, en se développant, se transforme en maladie; comment enfin la maladie aboutit à l'incapacité du travail et la responsabilité suivie de réparation pécuniaire.

Ces différents éléments se trouvent assemblés, croyons-nous, dans la définition suivante : « la maladie professionnelle est, pour tout travailleur de certains métiers, — du point de vue technique — le risque corporatif par suite duquel ils sont exposés, avec ou sans prédisposition physique, aux atteintes lentes et insidieuses d'une affection organique, spécifique, facile à prévoir, *in genere*; affection qui, — du point de vue pathologique, — lorsqu'elle se révèle chez l'un d'eux, comme la conséquence subite et objective de l'exercice normal de la profession, détermine pour lui, à la longue, une incapacité de travail temporaire ou permanente, entraînant une réduction partielle ou totale de ses facultés productives ».

Nous nous rendons parfaitement compte du grave défaut de

cette formule : elle est trop longue. Mais nous préférons cette longueur à un manque de clarté. Une trop courte définition risque d'être incomplète. Elle manque alors son effet : autant ne rien définir du tout. Nous y insistons. Il y a pour ainsi dire deux phases dans la maladie professionnelle, — on devrait dire plus exactement dans la maladie corporative : la phase professionnelle, technique ; et la phase individuelle, pathologique. Nous nous expliquons.

La phase professionnelle comprend toute la durée, depuis le moment où l'ouvrier se trouve exposé aux dangers de l'intoxication lente jusqu'à celui où il appert, après cessation définitive du travail dangereux, qu'il ne peut plus y avoir de responsabilité patronale. Dans cette responsabilité patronale il existe des degrés. La phase individuelle est celle où la maladie, ayant pris naissance chez un sujet, s'est implantée chez lui pour produire tout ou partie de ses effets. Telle est l'explication de notre définition, scindée en deux parties distinctes ; dont ni l'une ni l'autre ne peut suffire à décrire, par elle-même, les maladies professionnelles. Si on se contente du début : « La maladie professionnelle est pour tout travailleur de certains métiers — du point de vue technique, — le risque corporatif par suite duquel ils sont exposés avec ou sans prédisposition physique, aux atteintes lentes et insidieuses d'une affection organique, spécifique, facile à prévoir *in-genere* », on n'établit pas comment ce risque corporatif s'individualise au point de faire encourir une responsabilité à autrui. Et à ce sujet surtout n'apparaît pas la relation si délicate de cause à effet autour de laquelle s'enroule toute la question de l'origine de la maladie, entraînant celle de la responsabilité patronale. Au contraire, si nous limitons la définition au second terme et si nous disons : « la maladie profes-

sionnelle est l'affection qui, — du point de vue pathologique, — lorsqu'elle se révèle chez l'un d'eux comme la conséquence subite et objective de l'exercice normal de la profession, détermine pour lui, à la longue, une incapacité de travail temporaire ou permanente, entraînant une réduction partielle ou totale de ses facultés productives », nous négligeons absolument de faire remonter le résultat spécial à la cause particulière et nous ne cataloguons point les maladies professionnelles dans un chapitre distinct des simples maladies ordinaires — voire même des accidents du travail.

Peut-être aurions-nous pu supprimer le membre de phrase : «... avec ou sans prédisposition physique... » Si on nous le faisait observer, nous estimerions ne pas pouvoir accéder à ce désir. En effet, la loi agit parfois par présomption. Ainsi pour les accidents du travail. Or, la proposition Breton et le projet gouvernemental imitent cet exemple pour les maladies professionnelles. Le médecin déclare un ouvrier atteint de telle maladie. De deux hypothèses l'une. Ou il faut toujours présumer le risque corporatif, la nocivité de certaines professions et les rendre responsables dans tous les cas d'infortune, sans distinction possible de contingence ou d'arbitraire. Ou bien il faut disséquer chaque espèce particulière ; et délaissant la présomption générale comme l'universalité de la responsabilité patronale, il faut doter chaque ouvrier d'un casier sanitaire, comme mathématiquement on impose un casier judiciaire à chaque être humain, dès sa naissance, et pour la durée de sa vie. Ce serait peut-être une solution. Sans vouloir nous y appesantir dès maintenant, et seulement parce que nous l'avons indiquée, examinons-la. Au point de vue patronal, le casier sanitaire présente cet immense avantage de limiter ses risques de

responsabilité. Supposons-le instauré. Le patron, au moment du contrat avec ses ouvriers, en exige la production — si l'on pouvait un instant admettre cette formidable atteinte à la liberté individuelle, et au secret professionnel du médecin — et il repousse sans pitié toute demande de l'ouvrier quand sa santé n'est pas irréprochable. Le casier sanitaire aux mains d'un patronat, simplement soucieux de ses intérêts, est une arme d'une incomparable puissance contre les malheureux, déjà éprouvés par la nature. Mais supposons un casier sanitaire plus discret, inconnu, comme le casier judiciaire, de tous ceux à qui la loi ne confère pas le droit d'en prendre officiellement communication. Il risque encore de laisser dans l'infortune une imposante catégorie de gens à qui la société doit aide et protection. Au casier sanitaire mention est faite, au moment du contrat, de l'auscultation de l'ouvrier par un médecin : le médecin de l'état civil, par exemple ; — ou le médecin de l'ouvrier ; ou le médecin du syndicat ouvrier ; ou le médecin du patron ; ou encore une commission mixte de docteurs représentant l'Etat, les intérêts patronaux et ceux de l'employé. Qu'advient-il de cette mention ? Voici, après plusieurs années de séjour dans une industrie nocive, un malheureux trahi par ses forces et incapable de poursuivre l'exercice de son métier. La fatalité le fait sombrer. Il abandonne. Recherches immédiates au casier sanitaire. Celui-ci révèle la tare préexistante, au magistrat chargé de trancher les responsabilités, pour équilibrer exactement les charges de la réparation. Quelle sera la victime, de son imprudence ou de son hérédité ? L'ouvrier lui-même ! Victime de son imprudence : peu importe. Et encore ? La profession, le risque professionnel, n'ont-ils pas aidé à cristalliser le mal ? Il se peut qu'il faille autant plaindre

que blâmer ! Mais victime d'hérédité, ou victime du sort fatal ! Ne serait-ce pas, devant l'implacable constatation du casier sanitaire, rendre doublement victime le malheureux sur lequel pèse déjà, avec excès, l'insupportable fardeau de l'égoïsme social ? Ne serait-ce pas vouer au destin le plus misérable une épave humaine, et ceux aussi dont la vie en dépend ? Le casier sanitaire, appliqué aux maladies professionnelles, serait profitable à la classe ouvrière dans une seule hypothèse : quand il constaterait indiscutablement l'excellent état de santé de l'ouvrier à son entrée en fonction. Alors, sauf faute personnelle de sa part, les responsabilités morale et pécuniaire du patronat seraient entières, sans débat possible.

Nous l'avons déclaré — et nous ne revenons pas sur l'opinion émise : le casier sanitaire pourrait contribuer à solutionner le problème des maladies professionnelles. Mais, soit dit en passant : de quelle incontestable utilité sociale ne serait-il pas au point de vue de l'hygiène et de la préservation de la race si, institué avec toutes les garanties de secret requises envers les individus, il était sérieusement confectionné et tenu à jour par un corps médical sérieux, dont la compétence et le dévouement sont d'ailleurs au-dessus de tous éloges ?

Ainsi, comme s'explique dans notre définition des maladies professionnelles l'introduction des mots : « avec ou sans prédisposition physique... » n'y avons-nous pas fait figurer sans motif ceux : « ... facile à prévoir *in genere*... » Car sans cela toute maladie, toute indisposition, aurait dû être traitée forcément, dans les métiers considérés, à l'égal d'une maladie professionnelle. Le premier projet de loi gouvernemental déposé par M. Dubief, ministre du Commerce, le 18 mai 1905, aboutissait, en somme, à ce résultat par sa clause relative aux inca-

pacités de moins de trente jours. S'il fut, par la suite, amendé dans un sens très restrictif, — sous prétexte de manque de disponibilités financières — peut-être faut-il traduire cette pénurie de crédits par un retour à une logique plus serrée, en même temps, hélas ! qu'à une protection moins étendue (guère moins toutefois) de la classe ouvrière.

Enfin, un dernier mot ; et nous en aurons terminé avec la longue justification de notre définition. Deux membres de phrase de la seconde partie semblent s'exclure l'un l'autre. Nous disons : « ... lorsqu'elle se révèle chez l'un d'eux, comme la conséquence *subite* et objective de l'exercice normal de la profession », l'affection détermine pour lui, « *à la longue*, une incapacité, etc.. ». « A la longue », semble ne pas pouvoir correspondre à « subitement. » En les employant nous avons voulu marquer combien la révélation de la maladie peut être subite, malgré des apparences contraires durant le laps de temps où le germe travaille son sujet, et où il se propage par degrés, insensiblement, sur le terrain où il s'est implanté. De même le terme « normal » après « exercice de la profession » témoigne que si, en bonne justice, on peut isoler dans des compartiments étanches les causes de maladies professionnelles, on ne doit tenir compte d'aucune pour le calcul de l'indemnité, sauf de celle provoquée par « l'exercice normal de la profession ». Mais existe-t-il, l'effet provoqué par une seule, une unique cause ? Force est pour le législateur, comme pour le magistrat, de se montrer moins rigoureux dans l'administration de la preuve que le théoricien. Voilà pourquoi, nous trouvant placés dorénavant en face des réalités de la vie, nous serons peut-être amenés à envisager le problème sous d'autres angles, et à nous rapprocher, dans certaines circonstances, des idées et des

façons de faire que plus haut nous avons critiquées. Ainsi, disions-nous au début de ce chapitre : l'œuvre de Breton, celle d'un médecin peut être descriptive ; — la nôtre doit être analytique. Et il en fut ainsi. Mais quand dans la pratique, — le point de vue où s'est toujours placé J.-L. Breton législateur, — il s'agit de faire entrer telle ou telle catégorie d'ouvriers dans le domaine de la protection de la loi, il peut devenir nécessaire, et même indispensable, de procéder par énumération ; de classer les maladies professionnelles suivant leurs causes originelles et les catégories d'emplois où elles se répandent, tout en veillant — préoccupation essentielle — à ce que chaque genre de maladie concorde dans ses manifestations avec les limites rigoureuses de la définition d'ensemble adoptée.

Le législateur ne peut tout faire et tout approfondir. Il pose la règle. A cela pourrait se borner son rôle. Par le moyen des décrets, les compétences indiscutées seraient appelées le plus souvent à la compléter. Pourquoi cette souplesse de la loi ne serait-elle pas la norme dans l'épineuse question des maladies professionnelles ?

DE LA RESPONSABILITÉ

Nous avons achevé la première partie de notre tâche : définir les maladies professionnelles par leur contenu et leur résultat. Abordons maintenant les difficultés pratiques ; car le législateur, soucieux d'indemniser et de réparer le préjudice causé aux victimes du risque corporatif, se heurte à d'importants obstacles. Nous nous proposons de les étudier dans l'ordre de leur graduation comme suit :

1. — Quand une profession déterminée présente-t-elle pour ses ouvriers un risque corporatif ?

2. — Si le risque est patent, comment établir individuellement, pour chaque victime, la date et l'origine de la maladie afin de préciser les responsabilités ?

3. — Sur quel principe peut-on baser la réparation de la maladie professionnelle, autrement dit, quelles responsabilités est-il possible de mettre en jeu ?

CHAPITRE PREMIER

RAISONS ET BUT D'UNE LÉGISLATION PARTICULIÈRE AUX MALADIES PROFESSIONNELLES

Avant d'entrer dans le vif du débat, il importe de préciser immédiatement un point capital : dire quel est le but visé par la loi réparatrice des maladies professionnelles. Prenons la proposition Breton et le projet de loi gouvernemental. Ils ont donné lieu, sous la dixième législature, à un rapport du Dr Gilbert Laurent, Député de la Loire, dont voici le titre exact et complet : « Rapport fait au nom de la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociales, sur le projet et la proposition de loi ayant pour objet, l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ». Par conséquent, le but est d'appliquer la législation des accidents du travail à la maladie professionnelle. Nous verrons par la suite s'il faut dire : « *étendre* » ou « *assimiler* » cette législation aux maladies corporatives. La question n'est point là pour l'instant. Mais dès l'abord nous sommes fixés : la loi du 9 avril 1898, par son article 1^{er}, a dérogé au principe général de droit public, inscrit dans l'article 1382 du Code Civil, en renversant le système de la preuve, au bénéfice de l'ouvrier blessé. Ce n'est plus à lui, dorénavant, à prouver l'origine de sa blessure à l'encontre du patron, et à démontrer la faute quasi-délictuelle de ce dernier, pour avoir droit à une indemnité. Le

principe nouveau se formule ainsi : « Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef de l'entreprise. » Résultat : le droit à indemnité pour l'ouvrier est toujours ouvert ; — sauf à lui à administrer la preuve que l'accident dont il souffre est bien compris dans le domaine d'application de la loi du 9 avril 1898. Favoriser du même avantage la classe ouvrière, victime d'une maladie professionnelle, devient la préoccupation législative des auteurs de la proposition et du projet rapportés à la Chambre. Leur but est donc d'instituer à l'avenir une nouvelle dérogation, de même sens et de même valeur, à l'application de l'article 1382 du Code civil ; — tout comme si la faute caractérisée de l'employeur devait toujours se présumer ; et si l'ouvrier n'apportait personnellement aucune prédisposition ou n'avait aucune part dans l'éclosion de la maladie professionnelle. Pour nous résumer d'un mot, la règle serait : « la réparation de tout risque professionnel — accident du travail ou maladie corporative — incombe d'office au patron, en vertu de cette présomption légale qu'il dérive du travail ou est né à l'occasion du travail ». M. Bartoli le justifie en disant : « Si, comme l'accident, la maladie professionnelle rentrait dans le cadre du risque professionnel, elle serait, pour le patron, une charge comprise dans les frais généraux calculée dans le prix de revient du produit fabriqué. Est-ce que l'industriel qui fait entrer dans le prix de revient l'usure de ses machines et de ses outils ne pourrait pas y faire entrer l'usure des hommes qu'il emploie ? Cette réparation en bonne logique devrait faire partie du risque professionnel au même titre que celle des accidents du travail. » En effet, l'action d'une maladie corporative est plus facile à

prévoir pour un industriel — averti des dangers inhérents au métier — que l'explosion d'une machine, ou l'imprudence d'un ouvrier. Or, il est responsable de ces risques. Il refuserait de prendre livraison d'une machine s'il la supposait défectueuse ; ou, ultérieurement, il donnerait l'ordre de ne pas s'en servir. S'il connaissait l'incompétence ou la maladresse d'un employé, il n'accepterait pas ses services, ou il le remercierait. Quel moyen préventif, de même nature, employer contre la maladie ? Puissance redoutée, ardemment combattue peut-être, elle vainc néanmoins et garde comme un secret jaloux le choix mystérieux de ses victimes et des ravages à opérer. Or, si le patron ignore à l'avance quels de ses ouvriers paieront à l'implacable maladie la rançon de l'industrie entière, il sait — à n'en point douter — qu'elle ne fera pas grâce à l'ensemble. Elle réclamera son tribut. Le risque corporatif encouru dans les ateliers, se préciserait pour certains. Ils seraient vaincus. Pourquoi ce risque corporatif, plus impérieux dégagerait-il, le patron de sa responsabilité générale en matière d'accident, responsabilité fondée en 1898 sur une transaction acceptée par tous ? Tel est le point d'interrogation. Il resterait inexpliqué, si nous ne savions par avance les obstacles auxquels on se heurte dans la pratique. Et ces obstacles sont justement ceux par nous signalés il y a un instant : la difficulté de s'entendre sur « le risque professionnel », au sujet duquel nous nous sommes déjà longuement expliqué ; l'impossibilité d'englober dans une législation unique des manifestations du risque professionnel aussi proches, et aussi dissemblables, que l'accident du travail et la maladie professionnelle ; la fragilité du fondement juridique servant de base à une réparation pécuniaire. Examinons-les de plus près maintenant.

CHAPITRE II

QUAND UNE PROFESSION DÉTERMINÉE PRÉSENTE-T-ELLE UN RISQUE CORPORATIF ?

Et d'abord, dans quel cas une profession déterminée présente-t-elle pour les ouvriers un risque corporatif? Ainsi posée, la question nous semble avoir une concision qu'elle ne pouvait posséder lorsque l'expression générique « *risque professionnel* » s'appliquait indifféremment à tous les risques du métier. Nous avons expliqué précédemment à quoi correspondait, dans notre pensée, le risque corporatif : « même risque professionnel comportant, pour tous les ouvriers d'une corporation, la même assurance de ne pouvoir se soustraire aux conséquences douloureuses de leur industrie que par une heureuse chance ». Par conséquent, si ce risque professionnel particulier se manifeste avec une fréquence constante, ou tout au moins avec une généralité marquée, un avis autorisé de médecins compétents suffira pour lui faire attribuer le caractère de « *risque corporatif* » et faire classer, par décret, la profession parmi celles qui peuvent engendrer des maladies professionnelles.

On nous objectera : mais il n'est pas de profession où le risque corporatif ne se puisse déclarer. La définition proposée conduit à les englober toutes dans la répression spéciale de la loi particulière aux maladies professionnelles — (même celles

du commerce ou des carrières libérales). Nous répondons : bien au contraire ! Cet excès est impossible, grâce au concours apporté à l'action législative du Parlement par l'œuvre réglementaire des décrets en Conseil d'Etat rendus d'une façon très limitative, suivant l'inspiration raisonnablement documentée de savants, ou de techniciens d'une constante notoriété. L'éternelle discussion sur le caractère du risque est donc close. La notion de « *risque corporatif* » correspond à celle de « *cause organique, exclusive et essentielle* » objet des préoccupations du ministre du Commerce de 1901 et des recherches de la Commission d'hygiène industrielle dont le mandat se limitait, suivant le rapport général de M. Leclerc de Pulligny, « aux maladies dont la profession est la cause organique exclusive ou essentielle ». Des spécialistes autorisés constatent la fréquence de cette cause. Ils tombent d'accord pour reconnaître à la profession ce caractère de cause efficiente de la maladie dans l'immense majorité des cas. Cela doit suffire. Le « diagnostic » de la profession est établi. De même le graphique de sa nocivité. En définitive, la qualité corporative ou accidentelle du risque est dégagée.

Mais alors, dira-t-on, vous déplacez simplement l'objet du débat. Quand estimez-vous la fréquence du risque suffisante pour en faire le « risque corporatif » ? Quand, au contraire, la jugez-vous inopérante ? Nous en convenons : cette argumentation nous trouve désarmés ; et nous nous avouons incapables, quant à nous, de « doser » le risque, de mesurer mathématiquement les proportions où il y a risque corporatif et celles où il existe simple risque individuel accidentel. Toutefois nous n'en sommes nullement émus. A chacun sa compétence et son rôle. Il est de plus en plus conforme aux mœurs et aux besoins actuels, qui sollicitent l'activité parlementaire en toutes direc-

tions, de lui imposer comme mission celle de tracer les grandes règles, de fournir le cadre législatif où viennent s'incorporer les mesures de détails techniques. D'ailleurs, pourquoi ferions-nous montre d'une présomption dont les médecins se sont bien gardés ? En 1901, à la Commission d'hygiène industrielle, ils se sont réparti l'étude des différentes maladies suivant leurs affinités particulières, et en dépit de toutes considérations sur leur compétence générale.

D'autre part, si les tribunaux accordent toute leur confiance — et cela à juste titre — aux médecins chargés de mesurer l'étendue des incapacités de travail individuelles, et s'ils permettent ainsi l'évaluation des indemnités réparatrices, nous ne saisissons pas la raison péremptoire qui pourrait faire refuser à leur expérience le droit de se prononcer, en corps, sur la nocivité ou l'innocuité d'une industrie, — partant sur l'existence ou l'inexistence du risque corporatif. Nous le comprenons moins encore, surtout si leur avis doit subir le double contrôle d'une discussion contradictoire entre les représentants du patronat et du salariat des catégories intéressées, et de la rédaction, en Conseil d'Etat, des décrets prévus par la loi. Moins arbitraire est donc la décision unique, ainsi rendue uniformément pour toute l'industrie, et pour toute l'étendue du territoire, par un corps de médecins qualifiés, que la faculté laissée à chaque Tribunal d'Arrondissement de rechercher s'il y a, ou s'il n'y a pas, risque professionnel, et de prononcer des jugements contradictoires, d'autant plus irritants pour les intéressés qu'ils n'en comprennent point les raisons d'espèce ou les raisons juridiques.

Nous aboutissons à la conclusion suivante : la notion du risque corporatif est la donnée essentielle autour de laquelle gravite toute la législation réparatrice des maladies professionnelles.

Par suite, il convient, avant toute autre préoccupation, d'énumérer les métiers où existe un tel risque corporatif. *Par présomption*, rendus responsables des troubles primitifs de l'organisme constatés chez leurs employés, ces métiers entraînent la responsabilité pécuniaire de l'employeur. Ainsi nous substituons la notion de « *risque corporatif* » à celle de « *maladie professionnelle* » ; ou plutôt nous disons : *il n'est point de maladie professionnelle sans risque corporatif préexistant.*

Si les auteurs avaient nettement distingué dès l'abord le « *risque corporatif* » des autres risques professionnels, ils eussent triomphé beaucoup plus aisément des difficultés sur l'origine et la date des maladies professionnelles. On aurait évité les invraisemblances signalées par le Dr Bartoli, qui a pu écrire : « Puisque la maladie fait partie des risques du métier, elle doit être l'objet d'une réparation pécuniaire au même titre que l'accident ; bien plus, elle est un risque que l'on peut, dans certains cas, déduire de la profession... Il semble que la maladie professionnelle est le véritable risque, parce qu'elle est, en quelque sorte, la suite naturelle de l'exploitation, tandis que l'accident n'est qu'un fait anormal, sans rapport souvent de cause à effet avec le genre de travail. Et pourtant, c'est pour la maladie professionnelle que la théorie du risque a été le plus difficile à faire accepter dans tous les pays. La raison en est dans ce que nous avons dit précédemment à propos de la définition des maladies professionnelles. Où commence la maladie professionnelle, où finit-elle ? » Préoccupation d'une extrême gravité par laquelle nous abordons la deuxième question de notre quatrième partie : « Si le risque est patent, comment établir individuellement, pour chaque victime, la date et l'origine de la maladie afin de préciser les responsabilités ».

CHAPITRE III

Une remarque s'impose. Si nous présumons — et nous le faisons — le caractère nuisible d'une profession, il n'y a plus d'intérêt à établir, lors de la constatation d'une perturbation organique chez un sujet, la relation de cause à effet entre la maladie et le métier. Par l'effet d'une transaction le patron — très généralement l'industrie — est responsable, même en l'absence de toute faute personnelle, suivant l'exemple tiré de la législation des accidents du travail. L'ouvrier, sous l'empire de l'article 1382 du Code Civil, aurait été appelé à démontrer la responsabilité. Avec l'application d'une législation extensive l'administration de la preuve est renversée. Où réside alors l'intérêt de la détermination de la date, de l'époque probable où la maladie a été engendrée ? cela en dehors de toute recherche sur l'origine dont nous ne nous préoccupons plus, — l'origine étant admise et trouvée, à tort ou à raison, dans l'exercice du métier dangereux. Cet intérêt subsiste, capital. Car, suivant la date originelle de la maladie, la responsabilité pécuniaire et morale d'un patron (ou d'une série de patrons visés par l'application de la loi), pourra être engagée ou dégagée. Voilà pourquoi la question, si troublante quand il s'agissait de savoir si un métier fait courir ou non le risque professionnel — (nous employons ce terme à dessein, mais nous devrions dire : risque

corporatif), — conserve toute sa gravité quand le risque est présumé. Ce n'est plus une question d'importance individuelle au regard de l'ouvrier : il est assuré de toucher une rente, sans prouver la faute patronale. Mais c'est une question d'importance individuelle au regard du patron ; car il supporte tout le poids de l'indemnisation allouée à son employé, — sauf à lui démontrer sa faute, ou son état de santé déjà précaire lors de l'embauche, quand l'ouvrier était soumis, par avance, aux atteintes de la maladie corporative contractées ailleurs. Donc toute préoccupation sur l'origine et les causes médicales de la maladie cessant, il n'en faut pas moins déterminer la date de contamination. L'indemnisation de la victime s'opère en prenant pour base le risque corporatif, aux effets réels ou présumés sur le patient. Mais la contribution aux charges de la réparation s'individualise toujours ; — comme par une reprise d'empire du vieux principe fondamental : « Chacun répond de son fait, mais du sien seulement. » Ce principe, battu en brèche si l'on ne découvre aucune responsabilité antérieure, reprend son autorité et toute sa vigueur si l'on peut suivre la filière des responsabilités ; et au lieu de l'imposition d'office, tout entière au dernier patron, chacun d'eux cotise dans la mesure de ses obligations personnelles. Ainsi y a-t-il urgence à établir individuellement, pour chaque victime, la date et l'origine de la maladie. Comment y parvenir ? Difficulté extrême. Nous ne nous laisserons pas arrêter par le pessimisme des docteurs, souvent manifesté. M. Paulet, l'éminent directeur de la Prévoyance et de l'Assurance Sociale, ne le célébrait d'ailleurs pas, le 8 juin 1907, à la séance de la Société de législation mutualiste et sociale : « J'ai causé avec beaucoup de médecins, déclare-t-il, des maladies professionnelles ; et je vous

assure que tous ceux qui en parlent sincèrement, avouent hautement leur doute profond sur la possibilité de déterminer l'origine et le caractère des maladies professionnelles ». C'est l'avis, en effet, de M. Muydan de Berlin : « La maladie professionnelle a des causes qu'il est impossible de localiser d'une façon précise dans le temps » ; avis partagé par une foule d'hommes de l'art, notamment le Dr Fauquet et ses distingués confrères Josias, Thoinot, Courtois-Suffit, Heim, Bourges, Félix Brémont, Le Roy des Barres, dans les dix rapports substantiels, résumés, comme en un vivant tableau, à la Commission Industrielle du Ministère du Commerce, par son Secrétaire, M. Leclerc de Pulligny, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées.

Toutefois, si l'on parcourt avec attention ces passionnantes études, l'on conçoit aisément les scrupules de leurs auteurs. Quand ils parlent « *d'origine et de caractères de la maladie* », ils sont au fond guidés par des préoccupations toutes distinctes des nôtres. Localiser la souffrance dans le temps et dans l'espace, partant démontrer la responsabilité de tel patron envers tel ouvrier, est pour eux l'objet secondaire et relatif de leurs recherches. Ils visent à d'autres fins. Ils se demandent si la maladie « *est exclusivement engendrée, ou nettement provoquée par un travail professionnel* » ; c'est-à-dire si ce travail est l'origine unique de la maladie, et si celle-ci revêt un caractère indubitablement industriel. En somme, les expressions « origine » et « caractère » ont pour eux, médecins, un sens médical. Ils argumentent sur les manifestations morbides des maladies ; et sur leur droit au titre de « maladies professionnelles ». L'origine et le caractère auxquels ils s'attachent sont l'origine et le caractère *collectif*, non point individuel,

dont nous, au contraire, sommes obligés de tenir le plus grand compte — un compte presque exclusif — dans la discrimination des responsabilités. Ils décident, *in globo*, par le rattachement de ces manifestations communes et multiples à la maladie, du caractère corporatif du risque professionnel. Ils disent, malgré la confusion possible de ces mêmes manifestations avec celles de maladies non-professionnelles, pourquoi ces causes banales ont à leur avis « une origine et un caractère industriels ».

Par contre, nous sommes astreints à une rigueur autrement ponctuelle. Pour chaque malade nous devons fournir « *une sorte d'histoire de sa pathologie professionnelle* », afin d'être aussi justes que possible dans la répartition des charges contributives au paiement de l'indemnité. Comment écrire cette histoire, dès le jour où un ouvrier entre dans une profession présentant le risque corporatif ? Tel est le délicat problème à résoudre, — celui dont nous avons résumé l'énoncé dans la formule : « Si le risque est patent, comment établir individuellement, pour chaque victime, la date et l'origine de la maladie afin de préciser les responsabilités ? »

Si le risque corporatif admis n'avait eu pour objet de faire classer la maladie parmi celles professionnelles, et, par conséquent, de faire présumer l'action toujours pernicieuse du métier sur le patient, nous ne pourrions rendre le patron responsable qu'en démontrant sa faute — article 1382 du Code Civil. Mais la théorie du risque renverse cet ordre. Dès l'instant où il est proclamé, le *dernier patron*, dans tous les cas de maladies spécifiques, est responsable. Est-ce logique ? Est-ce surtout admissible ? Car, en vérité, un ouvrier peut être prédisposé aux manifestations d'une maladie professionnelle par suite de son

état antérieur, soit en raison d'une faiblesse constitutive individuelle, soit à cause de l'action préexistante du mal éprouvé dans un autre atelier. M. Leclerc de Pulligny dit notamment : « l'âge, l'intempérance, et diverses dispositions personnelles diminuent les défenses naturelles de l'organisme et facilitent les intoxications ». Nous répondons, sans hésitation : la responsabilité du dernier patron ne peut être écartée. Il connaît les dangers de son entreprise. Il peut en prévoir les effets sur chacun de ses ouvriers. A lui donc de se renseigner sur les prédispositions constitutives, le genre de vie, les excès, l'hygiène ou l'âge, toutes causes pouvant influer sur l'état de santé de ses employés, et concourir à l'éclosion ou au développement de la maladie, en augmentant les chances d'accident. Néglige-t-il ces précautions élémentaires ? Il doit en porter la responsabilité. On ne conçoit pas un patron dont l'imprudence irait jusqu'à ne pas prendre garde aux certificats de moralité et de travail fournis sur ses ouvriers ! Pourquoi se montrerait-il moins rigoureux sur leur aptitude physique à affronter les dangers d'un métier, dont personne n'ignore l'action pernicieuse, lui moins que tout autre ? Pourquoi surtout, s'il a été insouciant ou imprudent, faire retomber le poids de sa faute sur l'ouvrier ? Ce système serait doublement inique. L'ouvrier, d'abord, a pour lui l'excuse des nécessités de l'existence à satisfaire ; du logis, de la faim, de « l'être » sinon du « bien-être » à assurer. Il doit vivre, et sa famille avec lui ; par lui. Généralement soumis à toutes les exigences des lois sur l'offre et la demande, de la concurrence, il accepte l'emploi qu'il trouve, — non point celui qu'il eût souhaité. De plus, il l'accepte avec l'espoir d'y conserver sa santé, de ne pas y contracter de maladie, de ne pas aggraver son état. Il travaille pour exister,

non pour souffrir ! Car la règle normale, l'ordre naturel des choses sont tels. L'accident du travail, sous toutes ses formes, — accident ou maladie — sont pour l'ouvrier l'imprévu ; le sort malheureux ; l'indésirable infortune. Pourquoi lui en imputer les responsabilités ? Par sympathie pour le patron ? Mais quel est donc le fautif ? Le patron a engagé l'ouvrier d'emblée, sans se munir de garanties, sans se soucier des conséquences. Il lui fait encourir, déraisonnablement, les risques « amplifiés », intensifs et virulents de la maladie. Et qui plus est : il expose tous ces travailleurs — sans même se soucier de cette imprudence coupable — au contact dangereux d'un homme affaibli, déjà surpris par le mal ; d'un homme dont la douleur peut agir par contagion, soit physique soit morale, sur la santé de tous ses collègues. Or, par surcroît, vous voudriez accabler ce malheureux en donnant quittus à son patron ? Allons donc ! Singulier principe, celui qui offre l'ouvrier victime en sacrifice aux indiscutables exigences du patronat ! Il justifierait cette apostrophe de Bossuet, l'Aigle de Meaux : « Quiconque fait la volonté d'autrui par un renoncement sincère à la sienne fait un sacrifice d'holocauste ». Point de liberté dans le choix de la profession ! — point de droit à la réparation du mal par elle créée ! Comme ces deux règles, de même « origine » et de même « caractère », basées l'une et l'autre sur le mépris des humbles, se complètent mutuellement dans leur égoïsme barbare !

« L'ouvrier responsable du risque corporatif ! responsable toujours de la maladie professionnelle qui le terrasse ! » le patronat n'a-t-il pas essayé de faire admettre cette règle ? N'a-t-il pas déployé en ce sens des trésors d'ingéniosité, d'adresse et de subtilité ; cherchant à convaincre l'opinion publique et à gagner

les suffrages parlementaires à sa cause ? Faut-il rappeler ici, entr'autres, la campagne menée autrefois en faveur de la céruse ? Et le scandaleux rapport de l'ex-sénateur Alcide Treille, acquis à la cause des patrons cérusiers. Le faut-il ? Ce docteur opposait sans gêne sa science confuse à celle unanimement contraire du corps médical ; et sa verve sardonique s'essayait en termes insolents contre l'immortel Marcelin Berthelot : « Si d'aucuns s'avisent de considérer la machine humaine comme un simple tuyau de plomb et de vouloir décider *ex cathedra* des accidents des saturnins chez les peintres, nous serons bien obligés de leur rappeler, si haut qu'ils puissent être placés, le proverbe : « A chacun son métier... » et de les renvoyer à leurs cornues, sans autre forme de procès ».

Hélas ! le procès s'instruit tous les jours ! La liste de documents s'allonge. Déclarations du décès d'ouvriers et d'enfants intoxiqués ; statistiques contenant l'énumération des fausses-couches, des naissances avant-terme ou des morts-nés ; inscriptions aux registres des hôpitaux et des asiles de fous ; les voilà ! nos documents, pêle-mêle entassés, innombrables, convaincants et terribles comme un réquisitoire, suffisants pour arracher une condamnation unanime, les larmes aux yeux ! Et cependant des industriels osent faire plaider le contraire. Le docteur Treille trouve pour leur insoutenable procès des arguties de ce genre : « La céruse n'est un poison, suivant l'expression très juste d'un véritable professionnel, que pour les ouvriers qui la *mangent* ou la *boivent* à plaisir ».

Au fur et à mesure qu'il passe au crible de « *sa* » critique les formules scientifiques des médecins ou des savants, relatant les risques professionnels (— le risque corporatif —), elles apparaissent à M. le D^r Treille : « comme autant de pièces de fausse

monnaie médicale qui lui tombent sous la main, pièces frappées on ne sait véritablement comment, mises en circulation avec une irréflexion ou une inconscience rares. »

Admiron — si le cœur pouvait s'y prêter — l'élégance de ce plaidoyer « désintéressé », auquel ne souscrivent pas tous les industriels heureusement ; mais qui, pour la grande majorité d'entre ceux visés, est parole d'évangile. A leur avis il n'existe pas de risque professionnel ! Ils nient le risque corporatif surtout. Et l'on comprend dès lors leur obstination à demeurer étrangers à la fois à toute idée de prévention contre la maladie prétendue professionnelle, et à la réparation d'icelle. Raison de plus pour les rappeler au respect de la justice, conforme à la réalité ; et pour instituer, *d'office*, la responsabilité du dernier patron, partout où, soit par négligence, soit par mauvais vouloir, les moyens d'investigation font défaut pour retrouver les responsabilités antérieures. De cette façon la loi répressive, à intervenir, acquerra immédiatement son caractère préventif, tout à fait salulaire. Des soins efficaces seront pris pour préserver l'ouvrier contre le risque professionnel. De plus, on sera obligatoirement amené, d'autre part, à dresser pour chacun l'histoire de sa pathologie professionnelle. Mais ici nous touchons à la difficulté suprême. Point n'est besoin de jouer avec les mots ; d'employer des termes académiques, pour exprimer des choses simples ! Ecrire l'histoire individuelle de la pathologie professionnelle, cela signifie, en langage ordinaire : soumettre chaque ouvrier à la visite du médecin ; pratiquement, consigner les résultats de celle-ci dans un document officiel, servant dorénavant aux industriels, responsables des conséquences de leur métier. Voilà un acte d'une exceptionnelle gravité ! Il est digne de jeter un indicible émoi parmi la

classe ouvrière. Comment nous en étonnerions-nous d'ailleurs ? Car si les uns le condamnent avec une implacable et véhémence rigueur, les autres mettent une passion d'autant plus âpre à en soutenir la nécessité ; et il soulève, en toutes hypothèses, des questions dont il y aurait vanité à vouloir se dissimuler l'intérêt majeur troublant, comme la haute portée sociale.

Ainsi, avant de discuter de la forme sous laquelle devra être enregistrée l'histoire pathologique du sujet — registre d'usine ou casier sanitaire — il importe de justifier le principe de la visite médicale, portant peut-être atteinte à la liberté individuelle de l'employé ; au secret professionnel du médecin ; aux intérêts immédiats de la famille. On le voit : cette visite médicale est exorbitante des habitudes traditionnelles réglant les relations entre le capital et le travail. La modification restrictive, apportée à la faculté essentielle de contracter, est justement l'un des motifs invoqués avec le plus d'énergique amertume par la classe ouvrière. La prétendue protection dont elle serait l'objet tournerait à sa confusion ; et au lieu de lui profiter elle créerait des entraves souvent insurmontables.

Examinons la thèse ouvrière. Elle déclare : « Vous reconnaissez dans certaines professions, particulièrement dangereuses pour la santé des travailleurs, l'existence incontestable d'un risque latent, toujours le même, appelé risque corporatif. En vertu de ce risque vous instaurez d'office, sans recherches sur les origines ou les causes individuelles de maladies, la responsabilité patronale. La réparation pécuniaire du préjudice causé, des dommages subis, lui incombe. Mais comme compensation immédiate, comme arme meurtrière à son service, vous lui donnez, contre nous, le droit de scruter notre vie ; de violer le secret de notre personnalité ; d'entrer dans les détails historiques et

intimes de notre individualité. Vous lui concédez la liberté de savoir, sans refus possible, qui nous sommes, physiologiquement ; de nous retirer notre gagne-pain ordinaire sans autre motif réel ou feint : l'inaptitude physique ! De quelle utilité est alors votre aide hypocrite ? Vous nous offrez simplement le choix entre les moyens de périr. Plus tard par la maladie, ou plus tôt faute du nécessaire. Merci ! conservez votre loi sociale. Nous renonçons à votre secours législatif. Mourir demain, des suites du risque corporatif, après avoir élevé nos enfants, et, en retour de leur affection, les avoir fait vivre durant des années par notre métier ; ou mourir tout de suite, faute d'emploi et de ressources, avec eux — innocentes victimes de votre égoïsme —, n'est point la même chose pour nous. Nous nous contentons du *statu quo* ! L'homme ne consent pas, de gaieté de cœur, au sacrifice de sa vie et de celle des siens. Nous cheminons dans une vallée de larmes, soit ! où le soleil luit parfois, rarement. Mais au moins avons-nous la certitude d'y parcourir notre carrière à la merci du destin, et de courir la chance d'un rayon de grâce. S'il éclaire notre voie, nous échapperons au mal universel, et nous serons sauvés ! Sinon !... Descartes disait : « Je pense, donc je suis ». Nous pourrions le paraphraser : « Nous pensons à notre souffrance, donc nous sommes ». Mais supprimer la douleur par la destruction de nous-mêmes ; par la placide acceptation de notre mort, due à la faim, aux angoisses physiologiques et morales d'une existence sans but, sans espoir, sans travail consolateur : pouvez-vous exiger cela de nous ? Que diable, nous sommes des hommes ! Nous tenons à l'« être » ! Nous n'avons cure de vos réformes si elles nous réduisent au néant ! Gardez-les. Un peu plus, un peu moins de misère, qu'importe. Nous vous supplions de détourner vos regards de

nos souffrances. Elles nous appartiennent ! Ne pensez point à les partager, pour les décupler, en nous les reprochant. Nous essayons de les supporter, en silence, ignorés ; de les guérir sans vous. Et s'il n'est point de remède... à la grâce du destin ! »

Une telle argumentation doit provoquer une légitime émotion, et une profonde pitié. Elle ne manque ni de tristesse ni de grandeur. Avouons-le à notre confusion : elle ne manque même point d'un certain fondement de vérité ! Mais, à tout prendre, elle n'est heureusement pas irréfutable.

Certes, l'ouvrier dont la constitution débile sera révélée au patron se trouvera placé vis-à-vis de celui-ci dans une nouvelle condition d'infériorité. Il éprouvera une difficulté, accrue, à se procurer une situation honorable. Nous n'oserions affirmer que, dans la catégorie des métiers où le risque corporatif est sanctionné par la reconnaissance de la loi, il en trouve une jamais. S'il veut y entrer il s'exposera à une fin de non-recevoir absolue ; et la loi semblera avoir créé pour lui une nouvelle limitation, très impérieuse, à l'imprescriptible liberté pour chaque citoyen de choisir sa carrière. Est-ce, en droit, une véritable restriction à la liberté individuelle ? Première question.

Nous estimons devoir y répondre négativement. Dissemblable de l'interdiction légale imposée à tout homme qui, — sans diplôme, — aurait la prétention d'enseigner, de plaider, de juger, ou d'exercer la médecine, nous lui assimilons cette interdiction de fait, envers un ouvrier, d'embrasser une profession pour laquelle il est physiquement inapte. L'interdiction est de même nature : elle est fondée sur un manque de capacité. Répétons le mot, employé à l'instant, elle est basée sur l'*inaptitude* constatée ; ou, pour être plus précis encore, sur un *manque d'apti-*

tude. Là, manque d'aptitude à juger, à soigner ou à plaider. Ici, manque d'aptitude à affronter, sans péril, les dangers résultant du risque corporatif.

On nous objectera certainement : mais ce manque d'aptitude n'est pas de même sens dans tous les cas envisagés. Nous n'y contredisons pas. Là, le manque d'aptitude est relatif ; il se peut corriger : un homme peut acquérir les diplômes nécessaires à l'enseignement, à l'exercice de la médecine ou du barreau, à l'entrée dans la magistrature. Ici, au contraire, le manque d'aptitude est absolu : il y a inaptitude véritable, tenant à la constitution physique, impossible à modifier. Nous ne nous dissimulons pas cette différence essentielle. Mais, au fond, l'interdiction de professer tous ces métiers est de même nature, comme nous l'alléguions. Elle n'est pas édictée pour le simple plaisir d'apporter des entraves à la liberté de choix et d'action professionnels des individus. Elle a une raison sociale ; une raison de protection sociale. L'interdiction est d'essence altruiste. Là, elle assure au malade, à l'élève, au justiciable la compétence de ceux à qui ils se confient. Ici, elle prévient le travailleur contre son imprudence ; et, avec lui, sa famille, toute sa descendance, et tout son entourage. Partout donc la nécessité d'une défense sociale collective altruiste est à la base des interdictions édictées en droit ou en fait. Elles se ressemblent, sans se confondre. Il n'y a pas de restriction à la liberté individuelle : il y a, en vérité, extension des mesures de protection sociale, et même personnelle. En voici la meilleure preuve : le patron oublie de prendre ses précautions, l'ouvrier est agrèè. Il travaille ; il court le risque du métier. Il tombe malade. Qui est atteint ? La famille dans ses forces vives. De ce fait elle a droit ouvert à une réparation. Contre qui ? Contre le patron,

touché dans ses intérêts. Comme dans le cas d'exercice illégal de la médecine, ou d'enseignement sans diplôme, le « délinquant » est puni. Pourquoi ces deux répressions, l'une personnelle et directe, l'autre médiate ? A cause de la faute initiale : l'exercice intempestif d'une profession interdite, en droit ou en fait. Par conséquent, la classe ouvrière ne peut arguer de cette interdiction comme d'un amoindrissement de la liberté individuelle de chaque artisan. Le droit reste entier de s'adonner à tel ou tel travail ; de choisir librement le gagne-pain de tous les jours. Mais il apparaît nécessaire de prémunir l'ouvrier contre le danger spécial de certains métiers ; de le soumettre à un examen médical rigoureux, à cause de la responsabilité extraordinaire imposée, d'office, au patron, sans appel possible. C'est une légitime compensation accordée à ce dernier. D'ailleurs ce n'est pas seulement cela. Vis-à-vis du premier c'est même, à notre point de vue, une mesure extensive de sa liberté individuelle. Car, pour un homme sensé, la liberté ne consiste point dans le droit d'agir à sa guise ; aveuglement et sans réflexion ; suivant l'impulsion première, bonne ou mauvaise. L'acte libre résulte de la décision mûrement pesée et voulue par une conscience loyale, avertie des conséquences, et capable de les saisir, soit toutes, soit au moins dans l'immense majorité d'entre elles.

Si l'ouvrier est ignorant de sa propre faiblesse, de sa moindre résistance constitutive au danger particulier et amplifié d'une profession.

Alors que toute autre le laisserait indemne, peut-on affirmer que sa décision d'y entrer soit libre ? Elle l'est dans la mesure bornée de ses connaissances restreintes. Elle ne l'est pas complètement. Et il importe donc de l'informer de ses erreurs ;

« d'éclairer sa liberté » ; d'imposer à un patronat responsable l'obligation de lui communiquer sa connaissance des dangers encourus ; d'exiger, par conséquent, la visite médicale. Comment, sans cela, la classe ouvrière pourrait-elle justifier sa demande d'indemnisation, mise uniformément, dans tous les cas, à la charge du patronat ? De quel droit viendrait-elle plus tard lui reprocher le mal dont elle souffre ? Sur quelle base pertinente, sérieuse et juridique, s'appuierait-elle pour faire valoir ses réclamations ? Si elle refuse, lors de la signature du contrat de travail, à connaître et à faire connaître toutes les données sur lesquelles il doit s'établir ; si notamment la constatation de l'état de santé de chaque ouvrier ne résulte pas d'un document officiel, ne sacrifie-t-elle pas, pour l'avenir, son titre le plus indiscutable à une rente en vertu du risque corporatif, et ne fait-elle pas fi de sa meilleure sauvegarde ? Or, précisément, cette sauvegarde elle veut la rejeter, comme contraire à la liberté individuelle. Il y a là une anomalie véritable ; et nous sommes heureux d'en avoir démontré tout le néant.

Mais nous sommes autrement émus par une seconde question, ayant trait au même sujet : la liberté individuelle. En dehors de toute préoccupation d'utilité sociale ou pratique ne porte-t-on pas à ce principe essentiel la plus grave atteinte, en dévoilant à un patron les renseignements sur la pathologie professionnelle de ses ouvriers ? Bien mieux, sur la pathologie de gens envers qui il ne sera peut-être jamais lié par les relations d'employeur à salarié ? Cette question est toute distincte de la précédente ; et il n'est certainement pas aussi aisé d'y répondre.

Néanmoins, la solution s'impose vite à l'esprit. Il suffit de voir clairement le but à atteindre : individualiser les responsa-

bilités patronales, pour répartir équitablement les charges de la réparation, et déterminer le quantum de celle-ci. Autrement dit, pour employer l'expression de M. Marc Larchevêque à la Chambre de Commerce de Bourges ; « Déterminer mathématiquement les parts d'indemnité dues, pour le cas où plusieurs patrons se trouvent responsables d'un même cas de maladie professionnelle. » Comment y parvenir ? Le meilleur moyen paraît être le recours à la visite médicale. Mais justement cette visite, et les constatations auxquelles elle donne lieu, effraient la classe ouvrière ; car elle intervient antérieurement à toute maladie professionnelle déclarée, et à raison du risque corporatif. Que faire ?

Ne pas en communiquer les résultats détaillés aux industriels. Telle est notre solution ; — aussi catégorique que surprenante en apparence. — Elle donne satisfaction à tous les intérêts. En effet, développons notre idée. Il convient de protéger l'ouvrier contre son insouciance, ou son inexpérience du danger. Nous venons d'envisager ce point. Il importe, en outre, de ne pas faire injustement peser sur un patron la responsabilité d'imprudences ou d'accidents dont il n'est pas l'auteur. Il importe enfin de respecter le secret professionnel sacré du médecin ; — secret dont il est jaloux, et ne peut être délié par personne, même pas, croyons-nous, par le client dans un cas comme le nôtre. Car sa conscience doit lui interdire de dévoiler les tares du patient. Il doit les combattre, les guérir s'il le peut. Il n'est pas autorisé à en faire des armes contre le malade, au bénéfice de qui que ce soit.

Par conséquent, ouvriers et industriels des catégories envisagées devront, sans autre forme de vérification, s'en remettre à l'avis compétent du médecin. Lui seul concluera à l'aptitude

ou à l'inaptitude à exercer la profession. Cette confiance absolue est légitimée par la sagesse et le savoir du corps médical.

Mais à quel docteur incombera le soin d'examiner l'ouvrier, avant son entrée dans l'usine ; ou après, en cours de travail ? Sera-ce au médecin de l'ouvrier, ou à celui de l'industriel ? Ni à l'un, ni à l'autre. Entre le salariat et le patronat opposés il importe de maintenir la balance égale ; et, si l'on admet l'un et l'autre médecin, de leur adjoindre leur collègue de l'état-civil, ou de l'inspection du travail, chargé, en cas de doute, de départager les avis et de faire prévaloir le sien. L'impartialité est ainsi assurée entre les intérêts contraires. Elle fait admettre unanimement l'avis émis. Mais qui devra en connaître ? L'ouvrier soumis à une visite médicale, naturellement. Vis-à-vis de lui point de secret. Il s'agit de lui. Qui pourrait lui refuser communication des constatations de la commission médicale ? Personne. Quant au patron, il n'en va pas de même. Celui-ci devra se contenter des déclarations des docteurs, de leur opinion écrite, relatant, sans autre indication, l'aptitude ou l'inaptitude à exercer la profession au moment de la signature de l'engagement ; par suite, le bon ou le mauvais état de santé de l'ouvrier. Ainsi chacun agira avec connaissance de cause.

Cette organisation nous apparaît toutefois un peu simpliste, s'il faut déterminer, très exactement, l'étendue et l'origine de chaque responsabilité patronale. Pour y remédier, nous adopterions volontiers une mesure très générale, d'une utilité indéniable ; l'institution, pour tous métiers sans exception, et pour chaque travailleur individuellement, d'un casier sanitaire. L'obligation de passer la visite médicale, soit au moment de chaque mutation ouvrière, soit à des intervalles fixés d'avance, et d'autant plus rapprochés que le risque corporatif est plus

accentué, en devient la conséquence nécessaire. Cette organisation présenterait d'ailleurs un avantage considérable à notre point de vue particulier. La visite médicale n'étant plus une mesure d'exception, édictée pour un petit nombre d'industries, n'apparaîtrait plus à leurs employés comme douée d'un caractère vexatoire. Leur prévention serait levée. Ils se soumettraient par habitude. Et, d'autre part, on recevrait un précieux concours de l'examen des casiers sanitaires individuels pour établir le casier sanitaire collectif des professions. Avec quelle facilité le risque corporatif ne serait-il pas décelé? En somme, on en arriverait très vite à connaître l'état de l'hygiène publique et industrielle; et enfin, l'on pourrait entamer une lutte efficace contre toutes les maladies, professionnelles ou non, chroniques ou épidémiques.

Nous nous écartons de notre sujet. Revenons-y. Où l'avis des médecins, leurs déclarations écrites, devront-elles être consignées? Dans un registre d'usine ou dans un livret individuel? La question est très controversée. Personnellement nous accordons notre préférence au livret individuel. D'ailleurs, *seul*, il est insuffisant. Il peut, tout au plus, être comparé à l'extrait de casier judiciaire, délivré à chaque intéressé. Mais le casier judiciaire, lui-même, est autre chose. Le casier sanitaire devrait être organisé méthodiquement. Il devrait révéler l'histoire individuelle de la pathologie professionnelle du sujet; et il serait désirable de créer auprès de chaque sous-préfecture un bureau d'hygiène ou de l'inspection médicale, où seraient centralisés, annuellement, tous les renseignements médicaux secrets, transmis par les médecins, suivant la méthode adoptée, dans un autre ordre d'idée, pour les actes de l'état-civil ou les condamnations, reçus au greffe du Tribunal Civil de l'arrondis-

sement d'origine. La centralisation pour les ouvriers étrangers, soumis à la loi, s'opérerait, en un bureau désigné à cet effet, au Ministère du Travail. Cette création n'a rien d'impossible. Le tout est de la vouloir sincèrement.

Mais on fait de graves objections au livret comme au registre d'usine. D'où cela provient-il ? Du souvenir, resté très ancré, des abus et des inconvénients résultant de l'ancien livret d'ouvrier, supprimé par le législateur de 1890. Cependant casier sanitaire et livret d'hygiène ne peuvent lui être comparés ; — surtout, s'ils ont la discrétion voulue, suggérée par nous, car nous avons, de parti déterminé, écarté la centralisation à la Mairie de chaque commune d'origine, pour éviter toute révélation désobligeante, pouvant provenir soit d'imprudence inintentionnelle, soit d'un esprit cancanier, soit surtout de la malignité possible d'adversaires politiques. Comme, d'autre part, il n'est pas impossible de trouver pour les inscriptions apportées sur le livret d'hygiène, — propriété personnelle et inviolable de l'ouvrier, — des formules simples, mais suffisamment expressives pour les médecins, seuls autorisés, par l'accomplissement de leur mission, à en prendre connaissance, le patronat serait très clairement renseigné, sans pouvoir réclamer la communication des détails auxquels il importe essentiellement de le laisser étranger, toujours. On donnerait ainsi satisfaction aux légittimes préoccupations de tous les rapporteurs près la Commission d'Hygiène Industrielle ; et on contribuerait largement à « établir les antécédents pathologiques de la victime, qui, mieux que toute autre considération, permettraient » non seulement, comme le dit J.-L. Breton, « de définir le caractère professionnel de l'affection dont elle est atteinte », mais surtout de faire la ventilation des responsabilités. Car nous ne sommes pas peu

surpris des conclusions de notre excellent ami Breton. Il estime inutile la création du livret d'hygiène, en raison de la reconnaissance du caractère dangereux du métier ; — nous disons : du risque corporatif. Se basant sur la généralité de la responsabilité patronale, et sur le principe de l'indemnité transactionnelle et forfaitaire, il écrit : « Nous sommes loin de méconnaître la justesse de ces observations et, malgré les inconvénients qui pourraient résulter pour l'ouvrier de cette création d'un livret individuel, ou même, à un moindre degré, de ce registre d'usine, nous reconnaissons qu'elle s'imposerait s'il était nécessaire d'établir avec une rigoureuse exactitude, dans chaque cas particulier, la relation étroite existant entre la maladie et la profession.

« Et ce serait le cas si la loi se bornait, comme le faisait notre première proposition déposée le 5 décembre 1901, à assimiler purement et simplement les maladies d'origine professionnelle aux accidents de travail visés par la loi du 9 avril 1898.

« Il faudrait alors, pour que l'affection puisse donner droit à indemnité, établir son caractère spécifique de la profession de l'ouvrier, et l'histoire pathologique de la victime serait des plus utiles pour trancher les nombreux litiges qui ne manqueraient pas de surgir.

« Mais on a vu que le projet accepté par la Commission coupe court à tous ces litiges en indiquant formellement l'inutilité de cette démonstration. Quelle que soit l'origine de la maladie, il suffit, pour qu'elle donne droit à l'indemnité pour le malade, que ce dernier travaille dans l'une quelconque des industries correspondantes susceptibles de provoquer ou d'aggraver cette affection.

« Le médecin n'aura donc plus qu'à déterminer la nature de la maladie sans s'occuper en rien de son origine, et pour cela l'histoire pathologique de l'ouvrier ne lui sera nullement indispensable.

« Supposons, pour reprendre l'exemple dont se servait M. Leclerc de Pulligny, qu'un ouvrier soit frappé d'anémie, de néphrite, de goutte ou d'artériosclérose entraînant une incapacité de travail ; le docteur qui l'examinera n'aura qu'à signaler sur son certificat que le malade est bien atteint d'une de ces affections l'empêchant d'effectuer son travail ; quant aux possibilités d'origine professionnelle de la maladie, elles résulteront exclusivement de son genre de travail : travaillera-t-il dans une usine ne figurant pas dans les industries correspondantes à ces affections, l'ouvrier n'aura droit à aucune indemnité ; travaillera-t-il, au contraire, dans une de ces industries, son droit à indemnité sera formel, même si le patron pouvait établir avec une quasi-certitude que l'affection provient, tout au moins en partie, d'une cause extérieure à son industrie.

« Et nous avons vu que ce n'est que justice, puisque cette indemnité n'est jamais complète et constitue un forfait, tantôt favorable à l'ouvrier, tantôt, au contraire, favorable au patron.

« C'est justement ce caractère forfaitaire de l'indemnité prévue par la loi du 9 avril 1898 qui n'a pas été envisagé par la Commission d'hygiène industrielle et qui permet de négliger la démonstration toujours difficile de l'origine exclusivement professionnelle de la maladie. Un de ses avantages est, par suite, de rendre inutile le *casier sanitaire* demandé par le Dr Thoinot, le *registre sanitaire* réclamé par le Dr Bourges, le *carnet sanitaire* proposé par le Dr Heim, ou le *registre d'usine* que préfère M. Leclerc de Pulligny.

« En supprimant la source principale des conflits et des litiges, notre système présente donc encore l'avantage de rendre inutile une disposition qui aurait incontestablement soulevé de nombreuses protestations dans la classe ouvrière. »

Hélas non ! M. J.-L. Breton se trompe étrangement, et ce clair esprit s'est fourvoyé. Son argumentation ne soulèverait pas seulement les nombreuses protestations indignées de la classe ouvrière : elle risquerait de mécontenter tout le monde en voulant ménager trop d'intérêts opposés. Jamais le patronat n'acceptera le forfait, s'il ne conçoit pas l'idée de justice qui y préside. Et la classe ouvrière, de son côté, se croira lésée, si le patronat ne souscrit pas, de plein gré, au caractère forfaitaire de l'indemnité ; ceci en dehors de toutes autres préventions.

Car l'indemnité allouée à la victime aura ce caractère forfaitaire en toutes hypothèses, — qu'il s'agisse d'accidents du travail, ou de maladies professionnelles. Forfait passé entre deux classes, *in abstracto*, pour la généralité des cas ; non point pour telle ou telle maladie particulière, dont sera frappé un ouvrier spécialement envisagé. Forfait qui lui profitera ou lui nuira, suivant l'espèce, mais forfait passé pour l'ouvrier malade — (malade généralement en raison de sa profession, parfois aussi en raison de sa faute), — avec le dernier patron des industries à risque corporatif — (généralement responsable de son propre chef ; mais parfois aussi, du chef d'autres personnes, ses collègues, ou même de personnes indéterminées).

Par conséquent, et par définition, la reconnaissance du risque corporatif devrait dispenser de la création du casier sanitaire, s'il ne servait pas à d'autres fins que celles auxquelles M. J.-L. Breton semble vouloir le destiner. « La création du

casier sanitaire ne s'imposerait jamais, s'il était simplement nécessaire d'établir avec une rigoureuse exactitude, dans chaque cas particulier, la relation étroite existant entre la maladie et la profession. » Mais notre conclusion va complètement à l'encontre de celle de J.-L. Breton. Aussi bien, ne s'agit-il pas de cette relation entre le risque corporatif et la maladie. Il importe d'en découvrir une tout autre, avec une exactitude plus rigoureuse encore. Mathématiquement, s'il était possible, il conviendrait de déterminer l'étroite relation entre l'emploi d'un ouvrier, à certaines époques, chez un ou plusieurs patrons, et les différentes phases reconnues chez cet ouvrier de la maladie professionnelle ; sa marche ascendante et victorieuse ou régressive et décroissante.

Alors, si l'on ne veut en laisser toujours la charge au dernier patron, il faut établir comment l'indemnité forfaitaire, allouée à l'ouvrier victime, sera répartie entre les différentes usines ou industries nocives où il a été employé. Il faut — (si nous reprenons les termes mêmes du rapport Breton) — pour que l'affection puisse donner droit à « telle ou telle indemnité », avec cotisation de tel ou tels patrons, dans une proportion à régler, « établir », — non seulement « son caractère spécifique de la profession de l'ouvrier », mais — « l'histoire pathologique de la victime, des plus utiles pour trancher les nombreux litiges qui ne manqueraient pas de surgir », à son défaut.

Certes, « le projet, adopté par la Commission, coupe court à tous ces litiges en indiquant formellement l'inutilité de la démonstration » entre patrons et ouvriers. « Quelle que soit l'origine de la maladie, il suffit, pour qu'elle donne droit à l'indemnité pour le malade, que ce dernier travaille dans l'une quelconque

des industries correspondantes, susceptibles de provoquer ou d'aggraver cette affection ».

Mais si les litiges entre l'ouvrier et le dernier patron sont éteints, il n'en va pas de même pour les interminables contestations entre les différents patrons de l'ouvrier. L'entorse apportée au principe de la responsabilité personnelle en est la cause. Les charges de l'indemnité, allouée à la victime, ne sont pas équitablement réparties ; ou tout au moins les éléments de contrôle et d'appréciation font défaut.

Où donc les trouver, si ce n'est dans le casier sanitaire ? Pour l'ensemble, entre le patronat et le salariat, l'indemnité peut être forfaitaire. Mais dans les limites du forfait, après jugement de chaque espèce particulière et fixation de l'indemnité, la répartition doit être mathématiquement exacte entre les différents patrons solidairement responsables du paiement. Entre eux, il ne peut y avoir place pour un second forfait ; pour des litiges dont souffriraient et les intéressés et surtout les victimes.

Il est donc impossible d'accepter la conclusion de J.-L. Breton. Contrairement à sa pensée, et à son désir de conciliation, sa solution soulèverait des récriminations, fondées et légitimes. « L'un des avantages du caractère forfaitaire de l'indemnité prévue par la loi du 9 avril 1898, étendue aux maladies professionnelles », n'est sûrement pas « de rendre inutile le casier sanitaire », unanimement réclamé par les hommes de science, attachés à la solution de notre problème. Bien au contraire ! Il y a là une erreur profonde. Le Parlement en sera certainement frappé lors de la discussion du projet. Pour aboutir au vote de la loi, il sera obligé de repousser l'opinion de M. J.-L. Breton. Mais le faisant, il ne laissera pas persister dans le texte, et dans

la pratique, un dangereux élément d'injustice, d'abord, et de discordes, ensuite.

Nous optons donc pour le casier sanitaire. Nous le croyons indispensable au fonctionnement normal, juste et inattaquable, de la loi en préparation. Toutefois, il ne peut être constitué sans le secours du corps médical. Or, ici, une dernière difficulté peut être soulevée. Elle tient aux louables scrupules du corps médical. Celui-ci ne fera-t-il pas valoir les objections de principe à l'institution du casier sanitaire ; comme l'ont fait tour-à-tour et la classe ouvrière, et le patronat ? Objections de principe, non seulement dignes de discussion. Mais objections de principe d'autant mieux fondées, qu'elles ont trait à ce sujet, dont nous nous sommes déjà tant préoccupés : la liberté individuelle, et à l'une des traditions qui sont la garantie, la gloire et l'honneur du corps médical : le secret.

Le médecin peut-il être délié du secret pour la constitution du casier sanitaire ? être, non seulement, autorisé par l'ouvrier à dévoiler les résultats de ses recherches et de son examen, mais obligé, — contre le gré de cet ouvrier, peut-être — en vertu d'une injonction légale, à inscrire ces résultats et ces auscultations sur un casier sanitaire, établi en double exemplaire ?

Il ne suffirait pas de répondre : si le législateur, ayant tous les droits, délie le corps médical du secret, par une disposition législative, celui-ci doit s'incliner et la respecter. Non ! Le devoir primordial, de la loi elle-même, est de respecter l'œuvre traditionnelle des institutions ; de s'y conformer ; de les faire vivre par la sanction officielle qu'elle leur apporte. Elle doit se garder de les contrarier ; surtout si elles concilient à la fois la sûreté et le repos des individus, l'ordre et la tranquillité de la

nation, et encore les plus généreux scrupules des savants et des moralistes.

Or, le secret médical jouit de cette haute faveur. Il ne résulte pas de la volonté, plus ou moins arbitraire, des assemblées délibérantes. Il n'a pas été imposé aux docteurs. Ils se le sont imposé à eux-mêmes. Ils en ont fait leur règle, leur loi. Ils l'ont adopté pour règle de conduite inflexible, inviolable et sacrée. Le législateur a dû s'inspirer de leur exemple. A-t-il donc vraiment le droit, aujourd'hui, de modifier leur discipline, de changer les usages séculaires de la profession ? Nous ne le croirions pas — car le secret médical n'est point de création nouvelle — si des considérations, plus impérieuses encore, ne nous faisaient un devoir de nous décider dans un sens contraire.

L'éminent Doyen de la Faculté de Médecine de Paris, Dr P. Brouardel, s'exprime en effet ainsi dans son remarquable ouvrage : « *Le Secret Médical* » :

« Ce n'est pas le législateur qui a le premier imposé au médecin l'obligation du secret professionnel ; ce sont les médecins eux-mêmes qui l'ont considéré comme *un devoir*, et qui ont demandé que ce soit une règle. » « C'est une nécessité, si absolue, que nous la trouvons formulée dans les plus anciens documents médicaux légués par la tradition. C'est par son affirmation que se termine le serment d'Hippocrate qui a servi de règle de conduite à nos ancêtres presque jusqu'à la veille de la Révolution Française. »

Et quel est ce serment ? Le voici, comme il figure en tête des thèses de la Faculté de Médecine de Montpellier :

« Je jure par Apollon, médecin, par Esculape, par Hygie et Panacée, par tous les dieux et toutes les déesses, les prenant à

témoin que je remplirai, suivant mes forces et ma capacité, le serment et l'engagement suivants :

« Je mettrai mon maître de médecine au même rang que les auteurs de mes jours, je partagerai avec lui mon avoir, et, le cas échéant, je pourvoirai à ses besoins ; je tiendrai ses enfants pour des frères, et, s'ils désirent apprendre la médecine, je la leur enseignerai sans salaire ni engagement. Je ferai part des préceptes, des leçons orales et du reste de l'enseignement à mes fils, à ceux de mon maître, et aux disciples liés par un engagement et un serment suivant la loi médicale, mais à nul autre. Je dirigerai le régime des malades à leur avantage, suivant mes forces et mon jugement, et je m'abstiendrai de tout mal et de toute injustice. Je ne remettrai à personne du poison si on m'en demande, ni ne prendrai l'initiative d'une pareille suggestion ; semblablement, je ne remettrai à aucune femme un pessaire abortif. Je passerai ma vie et j'exercerai mon art dans l'innocence et la pureté. Je ne pratiquerai pas l'opération de la taille, je la laisserai aux gens qui s'en occupent. Dans quelque maison que j'entre, j'y entrerai pour l'utilité des malades, me préservant de tout méfait volontaire et corrupteur, et surtout de la séduction des femmes et des garçons, libres ou esclaves. Quoi que je voie ou entende dans la société, pendant l'exercice ou même hors de l'exercice de ma profession, je tairai ce qui n'a jamais besoin d'être divulgué, regardant la discrétion comme un devoir en pareil cas.

« Si je remplis ce serment sans l'enfreindre, qu'il me soit donné de jouir heureusement de la vie et de ma profession, honoré à jamais parmi les hommes ; si je le viole et que je me parjure, puissé-je avoir un sort contraire. »

Devoir particulièrement impérieux donc que le respect de ce

devoir de conscience : le respect du secret professionnel ! Devoir impérieux à l'égard de soi-même. Le médecin, s'il apprend une multitude de choses par la confession de son client, — de cet homme qui souffre ; de l'homme confiant qui en supplie un autre de trouver un remède à ses douleurs physiques et morales ; — en découvre nombre d'autres grâce à son expérience, à son savoir, à sa science. Mais devoir plus impérieux encore à l'égard du patient. Le médecin trahirait la confiance à lui marquée s'il dévoilait le secret. Il ferait à son client un reproche de la protection accordée, à une heure de détresse.

La Faculté de Médecine de Paris a résumé cet impérieux devoir, dit M. Brouardel, dans une brève formule, trouvée dans la « Réformation des Statuts », 1599 : « *Ægrorum arcana visa, audita, intellecta, eliminat nemo.* »

L'éminent professeur de médecine légale, ajoute d'ailleurs : « Nos prédécesseurs avaient parfaitement indiqué que le médecin ne doit pas seulement tenir secret ce qui lui a été dit, confié, mais ce qu'il a lui-même vu, découvert, ou compris.

« Le secret est donc pour le médecin tout ce qu'il a appris à l'occasion de ses fonctions, ce qu'il a vu, entendu ou compris.

« Lorsque le législateur français est intervenu, il n'a fait que donner une forme légale à ce que les médecins considéraient comme leur devoir professionnel, il n'a pas créé pour eux un privilège, il a voulu sauvegarder les malades contre les indiscretions de ceux à qui ils avaient confié leur secret. »

Peut-on aujourd'hui diminuer la valeur de ce privilège institué au profit du patient ? de ce privilège réel, consistant dans le droit d'exiger le silence ; d'en poursuivre l'observation même devant les tribunaux ; et d'obtenir en cas de violation du secret une condamnation pénale, conformément à

l'article 378 du Code pénal : « Les médecins, chirurgiens, et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession, de secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 500 francs. »

Le secret médical garantit la liberté individuelle du malade. Il en constitue, en une certaine manière, le prolongement ; la sauvegarde ; comme la consécration à l'égard du médecin. Le docteur observe le secret par délicatesse vis-à-vis de lui-même et du client ; par intérêt, pour ce dernier, envers les tiers.

Par conséquent, si le privilège, établi en faveur du malade, va à l'encontre du but généralement recherché : la protection du patient ; — si son intérêt immédiat, ou futur, n'est pas de laisser les tiers dans l'ignorance de son état physique — partie de son inviolable personnalité — la loi peut-elle, vis-à-vis des pouvoirs publics et d'eux seuls, pour un cas spécial, précis et caractérisé, mais prévu, délier d'office tout médecin du secret, d'habitude si sévèrement sanctionné ?

Autrement dit : le privilège du secret, consenti, accordé, même octroyé au malade, est-il si implacable et si strict, que le médecin ne le puisse révéler, avec toutes les précautions nécessaires et toutes les garanties légales, dans l'intérêt unique de ce malade, ou de sa famille — sans vouloir envisager, pour l'instant, les droits de protection et de défense accordés à la société ?

Si nous consultons l'ouvrage de *Jurisprudence et Législation de la Médecine-Pharmacie* de Phily, Petel et Izouard, nous nous heurtons à des affirmations d'un rigorisme net et tranchant : « L'article 378 du C. P. punit toute révélation du

secret professionnel sans qu'il soit nécessaire d'établir à la charge du révélateur l'intention de nuire. En imposant à certaines personnes l'obligation du secret, comme un devoir de leur état, le législateur a entendu assurer la confiance qui s'impose dans l'exercice de certaines professions, et le délit existe dès que la révélation a été faite avec connaissance, indépendamment de toute intention spéciale de nuire » (Cass. Crim., 9 novembre 1901).

Tel est le texte de l'arrêt. Il évite toute discussion. Et cependant ? Les derniers mots en ont une importance particulière dans l'intérêt de l'actuel débat. Supposons le médecin faisant la révélation, par le communiqué de son diagnostic au casier sanitaire ? La fait-il avec l'intention de nuire ? Ou, au contraire, pousse-t-il, jusqu'à l'extrême, sa mission protectrice et de sauvegarde, à laquelle son client s'est fié ? Voilà tout le nœud du problème.

La révélation faite sans but, par imprudence ou par légèreté, — même sans intention de nuire — oui ! celle-là doit être poursuivie, réprimée. Le médecin commet alors une faute contre l'honneur professionnel, contre sa dignité, contre la confiance manifestée par le patient. Il en doit réparation.

Mais la révélation — secrète — (si ces mots ne s'excluent pas), pratiquée envers un office institué pour protéger le malade et les siens — spécialement créé et institué pour assurer leur existence, est-ce bien la révélation, même sans intention de nuire, visée par l'arrêt de la Cour de Cassation, ci-dessus rapporté ? Nous ne le pensons nullement. C'est, au contraire, la révélation faite, dans l'esprit de la loi, pour l'intérêt du malade ; pour la protection de ce malade ; pour sa sauvegarde. C'est la révélation faite dans l'intérêt de la famille du malade ;

pour la protection des intérêts pécuniaires de cette famille ; pour la sauvegarde matérielle de cette famille. C'est aussi la révélation — secrète — faite dans l'intérêt de la société et de chacun de ses membres — directement ou médiatement intéressé ; pour la protection de cette société et de chacun de ses membres ; pour la sauvegarde de cette société et de chacun de ses membres.

Que faut-il, dans ce cas, entendre par : intérêt, protection et sauvegarde du malade, de sa famille, et de la société ? Car en une telle matière nous ne pouvons nous contenter d'arguments sentimentaux. La jurisprudence aurait vite fait de nous démontrer notre erreur. Ainsi le même ouvrage : *Jurisprudence et Législation de la Médecine-Pharmacie* nous en fournit immédiatement la preuve. Il dit : « Les termes de l'article 378 C. P. sont généraux et absolus et interdisent au médecin de révéler à qui que ce soit la nature du mal dont son client est atteint. »

« En conséquence, viole le secret professionnel et commet une faute lourde, le médecin qui, soignant un malade, atteint de syphilis, révèle à la femme de celui-ci la maladie dont il est atteint en lui recommandant d'éviter tout rapprochement avec lui. *L'intention avec laquelle cette révélation a été faite ne saurait la justifier.* »

Alors ? Notre thèse serait-elle battue en brèche ? Aurions-nous commis une erreur ; et le secret médical serait-il absolu, impératif, universel ? Nous répondons catégoriquement : non ! Car la suite même du texte nous donne raison : La révélation ne pouvait être faite.... « qu'avec le consentement préalable du mari, et, si celui-ci l'avait refusé, le devoir du médecin était de prévenir la femme contre le danger auquel elle était exposée, mais en évi-

tant de prononcer le nom de la maladie. » D'où il résulte, pour le médecin, deux devoirs distincts et de sens contraire : garder le secret vis-à-vis du client ; prévenir l'extension du mal vis-à-vis des autres intéressés ; mais devoirs aussi stricts, aussi inexorables, aussi sévères l'un que l'autre. D'une part : devoir positif, résultant d'une obligation contractuelle : le malade a acheté le secret, le médecin lui a vendu son savoir ; d'autre part, devoir de conscience, dicté par des raisons de haute convenance sociale et de moralité altruïste. Comment les concilier ?

Pour y parvenir, il suffit d'envisager la fin poursuivie. En s'y attachant, la solution, d'elle-même, s'impose naturellement à l'esprit. Quelle est donc la raison sociale de l'institution du secret médical ? sa raison historique ? Vise-t-il à un but de défense individuelle ou collective ? Nous ne pouvons l'ignorer : son adoption correspond à une nécessité de sauvegarde pour la liberté personnelle du malade. Elle protège cette liberté. Elle la garantit ; et nulle autre. Ou, si elle aboutit à ce résultat, elle y parvient médiatement ; comme conséquence ; non pas, parce qu'elle doit y conduire dans la pratique. La fin réalisée peut être heureuse ; elle n'est ni calculée, ni voulue. Ainsi, pourquoi est-il interdit au médecin de dire à une femme, même en usant des plus extrêmes ménagements : « Votre mari est atteint de syphilis » ? Est-ce à cause du caractère éminemment confidentiel de l'examen auquel le malade s'est soumis ; du traitement imposé, comme des conseils prodigués ? Certes non ! La raison réside dans le rôle social imparti au médecin. Sa tâche est terminée quand il a soigné son client ; quand il l'a garanti contre lui-même. Cette garantie peut être ou physique, ou morale ; même morale et physique à la fois. Le médecin est un confident ; un confesseur. Le confident, le confesseur qui s'ins-

truit de ce qu'il apprend par lui-même, ou en utilisant les vagues indications qu'on l'aide à surprendre, plutôt qu'on ne les lui révèle. Il peut recevoir des éléments d'information. Généralement il les découvre. Et alors, comment se résument donc, pour lui, les deux missions dont il est investi : sauver son client et prémunir l'entourage de ce client contre tout danger ?

S'il n'était obligé de ménager le malade, dans certaines circonstances, la solution s'imposerait d'elle-même : il devrait faire l'éducation du patient contre les atteintes du mal ; — son éducation préservatrice — physique et morale, personnelle et altruïste. Le praticien guérirait le client ; et, tout à la fois par lui, par son moyen, il agirait préventivement envers les tiers. L'action préventive proviendrait du malade. Elle aurait lieu par son intermédiaire, ou mieux : elle ne se produirait pas à la suite de son consentement, mais en raison de son action, réfléchie et personnelle.

Toutefois, nous venons de l'exprimer, il est certaines situations, où ce précieux concours fait défaut. L'absence de coopération peut résulter soit de circonstances de fait, indépendantes de la volonté du malade ; soit d'un refus de sa part, ou motivé ou aveugle. Que peut alors faire le médecin ? Il se contentera de soigner son client, en « prévenant l'entourage par ses avis » et ses conseils « du danger auquel il est exposé ; mais en évitant de prononcer le nom de la maladie ». Et, ce faisant, il aura satisfait aux exigences du secret professionnel, comme à l'appel de sa conscience. Là se bornera son rôle. Il ne pourrait faire plus sans outrepasser ses droits. Mais tous les intérêts en jeu sont-ils effectivement et efficacement garantis de la sorte ? Préoccupation très grave, à laquelle nous n'avons pas à répondre : elle sort du sujet.

Néanmoins nous ne pouvons manquer de rapprocher deux hypothèses. Voici, pour reprendre l'exemple cité plus haut, un homme atteint de syphilis. S'il n'y consent, sa femme ne pourra apprendre, du médecin, la terrible maladie dont il souffre. Elle sera exposée à la contracter elle-même, peut-être à la perpétuer, par procréation. La société en subira un dommage. Cependant ni la femme ni la société ne pourront s'élever, se révolter contre l'inqualifiable veto du mari : il a la faculté d'imposer silence au médecin.

Voilà, par contre, un ouvrier atteint du risque corporatif (mettons la syphilis — par extraordinaire risque corporatif). Sans consentement de sa part, par simple application de la loi, au lendemain du vote et de la promulgation, le médecin devra la mentionner au casier sanitaire, la révéler, en faire non pas une chose publique, mais une chose officielle, dont une commission médicale pourra se servir dans les limites où nous l'avons admis, et où nous essayons de le justifier ?

Comment expliquer une telle différence ? Dans l'un et l'autre exemple, n'y a-t-il pas, outre l'intérêt personnel du malade, un intérêt familial d'abord, puis un intérêt social à sauvegarder ? Pourquoi, en un cas, l'intérêt personnel du patient prime-t-il tous les autres et les fait-il sacrifier ? Pourquoi, dans le second, est-il possible de les concilier ? La différence semble inexplicable. Mais convenons-en : les deux hypothèses ne comportent pas d'identité. Il y a simple analogie. Le débat dans la conscience du médecin doit se résoudre en cet interrogatoire : « La révélation du secret, à un tiers, peut-elle lui profiter, et nuire, par là même, au client ? Ou bien, sans être préjudiciable à ce dernier, sert-elle les intérêts d'autrui ? » Suivant

la réponse, le médecin devra s'abstenir toujours ; ou il pourra agir, parfois.

Ainsi appliquons ce raisonnement à ces deux hypothèses. Il fait entrevoir l'origine du doute. Premier cas : si le médecin parle, s'il découvre à la femme la maladie vénérienne dont son mari est atteint, quels sont les résultats ? Il nuit au client. Il trouble la tranquillité de la famille. Il provoque, peut-être, une rupture entre les époux ; voire une catastrophe. Deuxième problème : l'ouvrier est exposé aux douleurs provenant du risque corporatif. Pour qui y a-t-il profit à connaître ce risque corporatif ; à en mesurer l'étendue ? Non plus seulement pour l'ouvrier, mais pour toute la famille : elle bénéficiera, comme lui-même, de l'indemnité allouée à la victime, si victime il y a.

Par conséquent, où les prémisses ne sont pas les mêmes, les conclusions doivent différer. La discrète inobservation du secret professionnel, — par l'inscription au casier sanitaire, à un moment donné, de l'état physique de l'ouvrier, — lui profite, à lui ou aux siens. La protection, ordinairement recherchée dans le respect du secret médical, s'étend. Elle ne se resserre pas, pour disparaître. Elle change de forme. Son aspect externe est autre. Mais elle subsiste, amplifiée, accrue. Aussi n'y a-t-il pas de raison majeure, et convaincante, pour combattre l'idée tendant à l'adoption du casier sanitaire. Les adversaires croyaient trouver un appui à leur théorie en invoquant la toute puissance du secret médical, toujours inviolable. Nous venons de démontrer leur erreur.

Au demeurant notre argumentation est si vraie, si conforme à la réalité des faits, à la logique des choses, elle s'impose si naturellement, que l'expérience de tous les jours nous en convainc. Est-il déraisonnable de comparer la situation d'un ou-

vrier, candidat à un emploi où il s'expose au risque corporatif, avec celle du jeune conscrit appelé à l'enrôlement. Avant d'y être admis le conscrit est soumis à la visite médicale. Pourquoi ? Pour reconnaître ses aptitudes physiques ; pour savoir si le service militaire ne constituera pas à son encontre un danger, ou si lui-même n'en fera pas encourir un à ses camarades. Cependant le service militaire ne présente pas de risque corporatif spécial. Il est généralement sain. Néanmoins la visite médicale existe, sérieuse, générale, obligatoire. Les résultats en sont consignés ; rendus officiels, pour ainsi dire, par l'incorporation ou la dispense du service ; par l'affectation de l'homme aux services combattant ou auxiliaires. Y a-t-il une divulgation plus flagrante des résultats produits par l'examen médical ; plus dissimulée, mais plus éloquente ? Tout le monde et chacun s'y soumet. Personne ne songe à maugréer. Pourquoi ? Par habitude. La nécessité a imposé cette « violation » du secret professionnel. On n'y prend plus garde.

M. Brouardel a défini cette situation d'un mot : « le secret médical est d'intérêt social ». Mot qui peut s'expliquer de deux façons. Ou bien : « La société a intérêt à faire respecter par chaque médecin le secret dû à son malade », ou, à l'inverse, « chaque malade doit à la société la divulgation de certains secrets médicaux ». Le problème oscille entre ces deux interprétations. Le distingué Doyen l'a d'ailleurs exposé dans son étude, à laquelle nous empruntons encore ce passage : « La question du secret dû par le médecin à ses malades a depuis des siècles le privilège de susciter de nombreux débats, et pourtant médecins et clients sont d'accord pour admettre, en principe, que tout ce que le malade confie à son médecin doit rester absolument secret. D'où viennent donc les difficultés

qui troublent si souvent la conscience du médecin, qui font parfois demander par le malade lui-même que son secret soit dévoilé, qui ont provoqué devant la justice de retentissants débats ?

« On peut les résumer dans une simple formule : ces difficultés naissent de l'opposition qui existe parfois entre les intérêts particuliers et l'obligation supérieure du secret ; celle-ci, en présence des passions surexcitées, n'apparaît plus comme une abstraction d'un ordre trop théorique. Et cependant quelles que soient les confidences faites à un médecin, que le confident soit digne de son estime ou qu'il en soit indigne, la société est intéressée à ce que chacun de ses membres, alors même qu'il serait infâme, puisse demander des secours médicaux, sûr qu'il dépose son secret dans le sein d'un homme qui jamais, sous aucun prétexte, ne trahira sa confiance. Le secret médical est donc d'intérêt social. Dans la pratique, cet intérêt d'ordre supérieur peut se trouver en contradiction avec les intérêts particuliers, ceux du médecin ou ceux du malade. »

Or, à notre point de vue, nous l'avons établi, cette apparente contradiction entre les intérêts particuliers de l'ouvrier, du médecin, du patron, et les intérêts généraux de la société n'existe pas. Voici donc justifiée, pour toute profession affligée du risque corporatif, la visite médicale, et son corollaire immédiat : l'inscription au casier sanitaire de l'ouvrier.

Ce n'est pas tout. N'ayant pas à faire œuvre médicale, nous pourrions nous arrêter à ces explications. Toutefois, les nombreuses citations extraites de l'ouvrage, si documenté, du Dr Brouardel nous incitent à pousser plus loin nos investigations ; à rechercher, avec lui, les éléments du secret médical, pour examiner si chacun d'eux, en particulier, pourrait s'oppo-

ser à la réalisation de notre entreprise. Voyons quels ils sont.

M. Brouardel conclut ainsi : « Pour nous, le secret médical est non pas seulement ce qui nous a été confié mais ce que nous avons vu, entendu, compris, à l'occasion de nos fonctions médicales. Le secret de notre client est tellement le nôtre, à nous médecins, que le client ignore souvent son existence ou son étendue. Il ne peut pas nous en libérer parce que lui-même ignore ce dont il nous délie. Peut-on synthétiser ce qui le constitue dans la majorité des cas ? Pour nous, il y a trois éléments, nous ne disons pas qu'ils soient les seuls, mais ils sont essentiels par eux-mêmes. Ce sont :

« 1^o) La nature de la maladie, les affections vénériennes, appelées honteuses ou secrètes dans le langage populaire, toutes les maladies réputées héréditaires.

« Pour les autres maladies, surtout les maladies épidémiques, variole, scarlatine, choléra, etc... la révélation de leur nom ne constitue certainement pas la violation d'un secret.

« Nous pouvons être tenus de les dénommer aux pouvoirs publics dans des cas particuliers...

« 2^o) L'avenir, le pronostic de la maladie, constitue le second élément du secret. Souvent nous sommes assaillis par des amis ou des parents qui, sous l'empire d'un mobile affectueux ou intéressé, nous demandent des renseignements sur la gravité de la maladie dont est atteint l'un des leurs. Nous ne devons sur ce point la vérité qu'aux personnes immédiatement intéressées : le mari, la femme, les parents, les enfants.

« Une confiance de cet ordre a pu être exploitée dans un but coupable (Le Grand du Saulle) ; elle peut, si le malade revient à un état de santé plus favorable, lui être opposée dans ses efforts ultérieurs, et briser sa carrière (diabète, phtysie).

Chacun de nous connaît des malades dont l'avenir a semblé cruellement compromis à un moment donné et qui se sont relevés, ont eu une carrière des plus actives pendant de longues années.

« 3°) Enfin, il est des circonstances de fait qui font un secret d'une maladie qui, sans les conditions étrangères à celle-ci, pourrait être librement divulguée (duel, mort dans une maison mal famée).

« Telles sont les conditions qui font d'une maladie un secret.

« Ce sont là des règles d'intérêt général social, elles ne peuvent fléchir quand notre intérêt propre ou l'intérêt particulier semble nous y exciter. »

Par conséquent, le secret porte généralement sur trois éléments : la nature de la maladie, son avenir, certaines circonstances de fait qui l'ont provoquée. Au sujet de la nature du mal, M. Brouardel cantonne l'obligation au secret dans des limites pour ainsi dire circonscrites à l'avance. Il parle d'affections vénériennes, de maladies honteuses, de maladies constitutivement héréditaires ; nulle part de risque corporatif. Il nous fournit même, à l'appui de nos idées, un précieux concours. Il dit : « Nous pouvons être tenus de dénommer aux pouvoirs publics, dans des cas particuliers, les autres maladies, les maladies épidémiques ». Or, qu'est-ce que le risque corporatif, en résumé ? sinon l'épidémie permanente de la maladie particulière à une profession, l'épidémie ayant terrassé un ouvrier de cette profession ?

Relativement à l'avenir de la maladie, la documentation de M. Brouardel ne nous sert pas avec une moindre efficacité. Le pronostic de la maladie, déclare-t-il, est un élément du secret. De quel pronostic peut-il s'agir ? Exclusivement de celui con-

cernant la maladie effective, la maladie personnalisée ; non point la maladie du groupe, de la profession : la maladie corporative. De celle-là les effets impersonnels sont connus : le diagnostic est établi. A son égard le secret serait inexplicable. En raison même de l'absence de secret sur les risques de la profession on conseillera à un ouvrier de s'abstenir, de ne pas persister dans le désir d'embrasser une carrière fatale pour sa constitution. Mais pour connaître, avant l'embauche, et son état de santé, et sa résistance physique, et son « avenir professionnel probable » il faut bien l'examiner ; consigner les résultats de l'auscultation. Le casier sanitaire répond à ces préoccupations. Il facilite, pour la suite, la tâche du magistrat chargé d'indemniser la victime. Car pour établir le droit à indemnité et son quantum le juge doit connaître l'avenir de la maladie. La révélation du secret s'impose tôt ou tard, vis-à-vis des pouvoirs publics. Révélation différente de celle que le médecin pourrait être appelé à faire aux proches parents. Aux pouvoirs publics il déclare : j'évalue l'incapacité partielle ou permanente, et la responsabilité encourue, à tant. Tel patron doit la supporter à dater de telle époque. A la famille, au contraire, s'il s'y croit autorisé, il expose les fluctuations quotidiennes du mal. La révélation, si elle porte sur la même personne, n'a donc pas le moins du monde le même objet. Ici, elle sert les intérêts particuliers et elle constitue une garantie sociale. Là, le secret est un devoir de conscience, se traduisant par une obligation tantôt positive, tantôt négative. Ici, la loi ordonne au médecin de parler. Là, une tradition lui enjoint d'observer le silence. Dans tous les cas la brève formule de M. Bruno-Lacombe, proposée dans le discours de rentrée de la Cour de Bordeaux, le 16 octobre 1885, trace la règle : « Nul n'est assez sûr de lui-

même pour mettre sa conscience à la place de la loi. » Mais là où la loi a parlé, en connaissance de cause, dans les limites de la justice et de la raison, la conscience avertie doit se taire, respectueuse de la légalité. Demain le corps médical ne pourra donc s'insurger, au nom de la tradition attachée au secret professionnel, si la loi ordonne la création du casier sanitaire, indispensable au fonctionnement de la loi réparatrice des maladies corporatives.

Ceci dit, nous avons justifié cette création : elle ne fait courir aucun risque à la liberté individuelle. La faculté de contracter reste entière. La personnalité de l'ouvrier ne subit aucune diminution. La conscience du médecin est à l'abri de tout reproche. Par là même, nous avons répondu à la question posée en tête de ce chapitre : « si le risque est patent, comment établir, individuellement, pour chaque victime, la date et l'origine de la maladie, afin de préciser les responsabilités ? » La maladie corporative a-t-elle frappé un ouvrier, employé dans l'une des professions prévues aux décrets rendus en application de la loi, et a-t-elle ainsi mis en jeu des responsabilités patronales ? Le rapide examen du casier sanitaire suffira au médecin légiste, nommé par les tribunaux, pour apprécier le taux de l'indemnité, et la part de chacun ; à les délimiter et à les faire apparaître. Le casier, par extraordinaire, serait-il muet, sur ces divers points ? La seule responsabilité encourue serait celle du dernier patron, par transaction. Ainsi la question sera vidée ; et, en toute impartialité, tous les intérêts seront garantis. Ce système d'évaluation nous paraît équitable. Puissions-nous, de la sorte, avoir réussi à apporter notre modeste part de collaboration à une œuvre salubre, toute de justice et d'équité.

Pour en terminer, nous devons dire maintenant sur quels

principes on peut baser la réparation de la maladie professionnelle ; ou autrement : « Quelles responsabilités il est possible de mettre en jeu ? »

CHAPITRE IV

La quatrième partie de cette étude générale formule trois questions, relatives aux difficultés pratiques et aux obstacles contre lesquels se heurte le législateur, chargé de réparer le préjudice causé aux victimes des maladies professionnelles. Du premier de ces problèmes, nous avons parlé en examinant les circonstances où une profession présente pour ses ouvriers le risque corporatif. Nous venons de trancher le second : comment il est possible d'établir, individuellement, pour chaque victime, la date et l'origine de la maladie. Il importe, dorénavant — troisième préoccupation — de trouver la base juridique sur laquelle se fonde le droit à l'indemnité, payée par le patron responsable à l'ouvrier malade, ou à ses ayants droit :

Ainsi, jusqu'à présent nous avons représenté quand il y a risque corporatif, maladie de l'ouvrier, et responsabilité patronale. Puis, nous avons établi, comment maladie et responsabilité se constatent. Nous devons justifier, en dernier lieu, pourquoi la responsabilité patronale peut toujours être recherchée et sanctionnée. Ce sera notre but. Car le tout n'est point de proclamer une industrie dangereuse, incommode ou insalubre.

Beaucoup jouissent de ce triste privilège, qui n'imposent pas, d'office, sans débat ni procès, à l'encontre du patron, une lourde, une très lourde responsabilité pécuniaire ; responsabilité pécuniaire due uniquement aux dangers qu'elle présente ; — responsabilité à laquelle le patron ne peut échapper, de laquelle il ne peut se dérober, même s'il a ordonné toutes les précautions d'usage, s'il a observé toutes les mesures d'hygiène, s'il a appliqué avec un rigorisme excessif toutes les prescriptions légales, et exigé le scrupuleux respect de celles dont il aurait pris l'initiative, au cas où il aurait jugé les premières insuffisantes, incomplètes ou inopérantes.

Or, pour certains métiers, la loi sur les maladies professionnelles ferait la règle de cette responsabilité patronale extrême, admise en tout état de cause, sans exception ni excuse. En dehors de toute autre considération, la responsabilité du patron, fatalement certaine, inévitable, existerait sans recherches sur les causes de la maladie, dès son apparition. Est-ce admissible ? C'est notre question. Car cette responsabilité peut être légale. Elle peut résulter d'une disposition législative ; et, néanmoins, heurter de front tous les principes judiciaires, les textes séculaires les plus précis, comme les traditions les plus respectables. Elle n'y manque d'ailleurs pas. Voilà de quoi nous sommes préoccupés.

En effet, si nous nous reportons au Code Civil, chapitre des obligations — (et le paiement d'une dette, sous forme de rente-indemnité, est une obligation), — nous reconnaissons que de l'opinion unanime des auteurs, le droit français admet cinq sources distinctes d'obligations : les contrats, les quasi-contrats, les délits, les quasi-délits, la loi. A laquelle de ces cinq sources distinctes pouvons-nous rattacher le paiement de l'indemnité,

allouée à l'ouvrier, malade d'une affection professionnelle ? Ce paiement ne semble découler d'aucune, si ce n'est de la dernière : la loi. Cette obligation naît : « lege ». Or, justement si elle naît « lege », elle va à l'encontre du principe général inscrit dans l'article 1382 du Code Civil : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige, celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ».

De fait dommageable, on n'en peut relever à l'égard du patron. Nous l'avons supposé : il a exagéré les mesures d'hygiène et de confort moderne ; son usine réalise le modèle des industries. Il a atteint au supermaximum de prévention. La maladie professionnelle résulte indéniablement du tempérament propre de l'ouvrier, de ses prédispositions natives. Où est la faute ? Le patron n'en a encouru aucune ; et néanmoins il est responsable. Il est obligé de réparer le dommage qui n'est pas son fait. Contrairement aux articles 1382, il n'y a pas « fait » du patron, et 1383, il n'y a pas non plus « négligence ou imprudence ». Comment donc peut-on faire un tel accroc à un principe de droit aussi fondamental ; renverser à la fois le système de la preuve, jusqu'à la supprimer toute, et décréter l'existence d'une responsabilité comme d'une dette là où, peut-être, il n'y en a aucune ?

Les esprits tendancieux répondent : la loi le veut ainsi ! *Dura lex sed lex !* Nous ne pouvons nous contenter d'une telle réponse. Elle serait l'aveu d'une tyrannie. La Révolution ne s'est point déroulée pour remplacer le fait du prince par l'arbitraire, inconscient ou despotique, des foules. Tyrannie d'en haut ou despotisme d'en bas : l'un vaut l'autre. Ils se rient des principes. Or, les principes — mieux que les lois, plus puissamment qu'elles ne le feraient — assurent l'existence et la perpé-

tuité des sociétés. La loi est juste, la loi est bonne, elle est admissible, si elle ne viole pas un principe certain. « Par un retour inévitable, ce qui a été détruit en méconnaissance des nécessités de toute vie sociale ne tarde pas à renaître et à refleurir » a dit récemment M. le Bâtonnier Labori. La loi ne peut donc imposer sa volonté si elle viole un principe de droit : elle devrait bientôt être modifiée à nouveau, et son œuvre serait sans portée.

Ce fut notre préoccupation de trouver, dans les chapitres précédents, un motif plausible et sérieux à l'inobservation du secret médical vis-à-vis de l'ouvrier, candidat à un emploi dans une industrie présentant le risque corporatif. L'objet de notre discussion fut encore de convaincre la classe ouvrière de l'utilité s'attachant à l'adoption du casier sanitaire. Il n'y avait point là de vaines recherches. Car maintenant si nous voulons fonder la responsabilité patronale sur une base juridique ; si nous voulons donner cette même base juridique à l'indemnité payée à la victime, malade de l'affection corporative ; où donc en trouverons-nous la source ? Sera-ce, indépendamment de la prescription légale, — jusqu'ici arbitraire, — dans un délit ou un quasi-délit ? Non, évidemment. Car, en toutes hypothèses, le patron — (sauf de rares exceptions, comme celle rapportée plus haut et signalée par M. J.-L. Breton — ne rend pas son ouvrier sciemment malade avec l'intention de lui nuire (délit) ; et si cette intention est exclue, le dommage, la maladie, ne provient généralement pas de sa négligence ou de sa maladresse non-intentionnelles (quasi-délit).

La maladie est un fait. Un fait, personnel au malade. Un fait physiologique. Il trouve son origine dans des causes nombreuses, distinctes, indépendantes. La profession peut y con-

tribuer. Dans le cas de maladie professionnelle, elle joue vraisemblablement le rôle le plus actif, le moins douteux. Mais est-ce un rôle déterminant ? un rôle corrupteur irrécusable ? Nous n'en savons rien. Nous sommes obligés de l'admettre ; de croire aux sentences de l'art médical ; de dire peut-être ! Ce « peut-être » légitime le forfait, si le législateur le transforme en un « peut-être » positif, avec renversement du système de la preuve, et admission de la responsabilité patronale. Autrement il y aurait certitude. Et si elle était démontrée, toutes les raisons invoquées, pour renverser ce système de preuve et instituer ce forfait, seraient déplorables. Le forfait ne se concevrait plus. L'évaluation, mathématiquement exacte, serait un droit, un devoir élémentaire. A l'incertitude seulement, au doute, aux chances d'erreurs les moins considérables possible, correspondent l'approximation, le forfait.

Or, la maladie corporative, probablement, naît là où s'exerce la profession. En attribuer la responsabilité au patron comporte le moins de chances d'erreurs. Mais de telles chances subsistent. L'équité fait donc une nécessité, si on en impose la responsabilité au patron — malgré tout sans certitude absolue — de faire une approximation quasi-exacte, un forfait, entre les cas où la responsabilité de la maladie tient à l'insalubrité de la profession, et ceux où elle devrait incomber uniquement à la faute personnelle de l'ouvrier ; et ceux, encore, où l'insalubrité vient concourir avec la faute personnelle, pour produire, conjointement, les mêmes effets.

Il y a donc, d'une part, insalubrité du métier produisant la maladie professionnelle ; d'autre part, maladie de l'ouvrier prenant sa source dans la négligence ou la faute de ce dernier. Pourquoi mettre la responsabilité patronale en jeu dans le

second cas ? Nous venons de le dire. Par suite d'un forfait. Mais pourquoi toujours l'imposer aussi, en première hypothèse ? La profession est insalubre : personne ne l'ignore. Patronat et salariat le reconnaissent. L'ouvrier choisit sa profession. Si le patron promet, et paye, le salaire, ses obligations sont remplies, dans les limites du contrat de travail. Où donc réside le siège d'une obligation nouvelle ?

Ici même nous touchons au point essentiel de toute la précédente argumentation. A la dernière question nous répondons : l'obligation nouvelle résulte du contrat de travail passé entre le patron et l'ouvrier. Là est sa base juridique. Ce raisonnement nous permet de différencier notre théorie d'avec celle des auteurs.

Si, par avance, nous nous sommes inscrits en faux contre la fable de l'absolue liberté contractuelle de l'ouvrier vis-à-vis du patronat, nous ne pouvons pas plus admettre le raisonnement du D^r Lucien Bartoli : « Pour obtenir réparation, les ouvriers victimes des maladies professionnelles n'ont que la ressource de prouver la faute du patron en se basant sur l'article 1382, et suivants, du Code Civil. Si l'ouvrier ne peut arriver à prouver la faute caractérisée du patron, il n'obtiendra rien. Il en serait tout autrement si, comme l'accident, la maladie professionnelle rentrait dans le cadre du risque professionnel. Pour le patron, elle serait une charge comprise dans les frais généraux, calculée dans le prix de revient du produit fabriqué. »

Est-ce là une base juridique ? La loi sur les accidents du travail a établi un forfait entre les cas où l'accident est manifestement dû à la faute du patron, à sa négligence, ou au cas fortuit dont on peut le rendre responsable, et ceux où l'accident pro-

vient soit de la maladresse, soit de l'inconscience de l'ouvrier. Est-ce une raison suffisante pour élargir le cadre du risque professionnel, et admettre la nécessité d'autres fortuits ? Même s'il en était ainsi, ces extensions ne pourraient constituer des bases juridiques. Et si M. Bartoli prétend inférer de ces prémisses que la faute patronale, génératrice d'une obligation et d'une responsabilité, résulte de l'existence du risque professionnel, nous lui répondons que risque professionnel et faute patronale ne se confondent pas toujours ; — que souvent même ils sont étrangers l'un à l'autre, — car sans cela, suivant sa propre remarque, ce n'eût pas été « pour la maladie professionnelle que la théorie du risque eût été la plus difficile à faire accepter dans tous les pays ».

Quant à prétendre encore que : « l'industriel qui fait entrer dans le prix de revient l'usure de ses machines et de ses outils, pourrait y faire entrer l'usure des hommes qu'il y emploie. Cette réparation en bonne logique, devrait faire partie du risque professionnel au même titre que celle des accidents du travail », c'est discourir de façon extrêmement habile et impressionnable envers une assemblée politique, aimant les phrases sonores et les images pittoresques, mais ce n'est pas fonder en droit, juridiquement et sérieusement, la raison de l'indemnité suivant les règles précises et impératives des articles 1382 et suivants du Code Civil.

Nous nous trouvons fatalement ramenés vers elles. Les obligations naissent de contrats ou de délits ; soit de quasi-contrats ou de quasi-délits. Le risque professionnel n'est rien de tout cela : il n'est ni contrat, ni délit ; ni quasi-contrat, ni quasi-délit. Mais si, au contraire, nous démontrons (à propos d'une industrie comprise dans le décret classant celles où le risque

corporatif est reconnu) que le patron a passé un contrat avec un ouvrier sans se renseigner sur les aptitudes physiques de cet ouvrier, comme la loi lui en confère le droit et lui en impose l'obligation, et sans lui faire comprendre à quel risque professionnel il s'expose ; si même, ayant satisfait à ces exigences légales, il embauche le travailleur inapte ou incapable, et s'il s'en remet aux chances du sort pour eux deux, oh alors ! la faute patronale est inscrite dans le contrat ; elle résulte d'un quasi-délit. Le patron ne peut se plaindre de se la voir octroyer, Il avait un droit : celui de se renseigner sur la personnalité de l'ouvrier. Un autre : celui de refuser le travail. Il n'en a pas usé. Tant pis pour lui. L'ouvrier, à tort ou à raison, est réputé être devenu malade par suite de la faute patronale. Le contrat de travail les lie. En vertu même de ce contrat, des conditions dans lesquelles il est passé, la faute apparaît. Le patron est responsable de cette faute. Par suite, il doit l'indemnité. Cette dernière a désormais une base juridique dans la faute patronale.

Est-ce tout ? Non. Il y a un instant la raison nous échappait pour laquelle, en cas d'insalubrité du métier, provoquant le risque corporatif, le patron devait toujours en être tenu pour responsable vis-à-vis de tous ouvriers employés chez lui. Or, maintenant, nous cherchons le motif du forfait.

Dès admission d'un salarié dans une des professions classées, la responsabilité ouvrière, sur le principe, n'entre plus en jeu. L'ouvrier malade est toujours, plus ou moins largement, indemnisé par le patron. Pourquoi ? Pour l'expliquer, il convient de tirer argument de considérations sur l'utilité sociale du produit créé ; cela en dehors de la base juridique donnée à l'indemnité, et ci-dessus exposée. Si des industriels persistent à fabriquer des objets ou des matières dangereuses, malgré les res-

ponsabilités encourues, les droits prohibitifs dont ils sont taxés, les ennuis auxquels ils s'exposent ; s'ils se soumettent aux lois, très sévères, édictées contre leur profession, il est à présumer, d'une part, qu'ils ont un intérêt pécuniaire à persister dans cette voie ; d'autre part, que leur produit présente une incontestable utilité sociale, et répond à un indéniable besoin. Sont donc intéressés au maintien de ces professions dangereuses pour la vie des ouvriers : et les industriels qui l'exercent, et la société elle-même. S'il en est ainsi les uns et l'autre doivent un juste tribut de reconnaissance aux hommes dont le travail procure aux premiers la fortune et le bien-être, le nécessaire indispensable à la vie et les éléments du luxe ; à l'autre, de l'utilité sociale, c'est-à-dire, en langage économique, de la richesse. Ainsi s'explique la solution adoptée dans une autre partie de cette étude. Nous disions : il est impossible d'exiger de l'ouvrier une part contributive pour la constitution de la rente forfaitaire, allouée à titre d'indemnité. En effet, si on exigeait de lui cet apport, l'ouvrier contribuerait deux fois : et par le sacrifice de sa santé endommagée, ruinée ; et par le prélèvement opéré sur son maigre salaire. Le patron, au contraire, ne restituerait pas la moindre parcelle du bénéfice réalisé par le travail et sur la santé de l'ouvrier. Enfin, la société, pour qui surtout le sacrifice est consenti — car autrement il ne serait pas toléré — ne peut, sans choquer nos idées de justice, se dérober au devoir de la réparation pour le préjudice subi.

Donc, en définitive, le patron doit à ses ouvriers le paiement de la rente, le paiement de l'indemnité pour cause de maladie professionnelle. Il la doit contractuellement, et encore socialement. Contractuellement, pour les raisons que nous avons dites. Socialement, parce qu'à tous points de vue le maintien de son

industrie dangereuse, comparé aux autres métiers où les bénéfices sont moins importants, constitue à son égard un privilège certain et indiscutable.

Ceci posé et admis, nous sommes parvenu à la fin de la quatrième partie de notre entreprise. Précédemment nous avons défini la règle applicable, à notre avis, pour réparer le dommage causé. Toutefois, cette règle théorique pouvait rencontrer dans la pratique des difficultés telles, que son application en fût rendue laborieuse, malaisée ou totalement impossible. Ces difficultés, de trois ordres distincts, nous les avons examinées, à tour de rôle. Elles ont été levées. En résumé, la démonstration a fait apparaître à quelles données correspond la maladie professionnelle, maladie provenant du risque corporatif. Le risque corporatif a été nettement délimité. La réparation obligatoire en est découlée. Mais cette réparation risquait d'être injuste, soit vis-à-vis de l'ouvrier, soit vis-à-vis du patron, si la date et l'origine de la maladie n'étaient découvertes. Nous avons indiqué le moyen — l'emploi du casier sanitaire — qui permet de suivre le processus de la maladie, pas à pas, d'entreprise en entreprise, d'un patron chez l'autre. Ce moyen obvie aux causes d'erreurs, ou d'incertitude, dans la détermination des responsabilités et le calcul de l'indemnité. Enfin toute cette réglementation pouvait s'attaquer à d'impérieuses règles de droit, et contenir, en elle-même, un principe destructeur. Il fallait trouver à l'admission de la responsabilité patronale, en toutes hypothèses, une base juridique. Nous l'avons cherchée dans le contrat de travail, — la loi des parties — et en outre dans l'utilité sociale, — la raison même du travail et de toute production —. Nous espérons donc avoir ainsi atteint le but que nous nous étions proposé.

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Dans les chapitres précédents nous avons examiné le problème de l'extension de la loi de 1898 aux maladies corporatives et nous avons essayé de trouver un système transactionnel, dont l'application offrît l'avantage de ne pas froisser la susceptibilité du monde ouvrier, ni de ne léser les intérêts matériels du patronat. Notre idée directrice fut d'aboutir à la conception d'une œuvre de justice : celle-ci ne doit soulever aucune difficulté sur le principe. Tout au plus des divergences d'interprétations seraient-elles admissibles sur les détails ; et encore les devrait-on résoudre avec facilité.

L'exposé historique, placé en tête de cette thèse, nous a démontré que si la question des Maladies professionnelles est inscrite à l'ordre du jour des Chambres Françaises, d'autres pays en sont préoccupés, tout autant. Les graves questions sociales ont cet heureux privilège de passionner, partout, avec la même intensité, les esprits attentifs à l'évolution constante et à la marche ininterrompue des institutions. A ces questions vitales s'attache toujours le même caractère d'urgence. Il convient donc de rechercher, pour notre instruction, si des pays étrangers ont déjà garanti l'ouvrier contre le risque des maladies professionnelles ; dans l'affirmative, quels systèmes ils ont choi-

sis, et pourquoi ils ont cru devoir les sanctionner. De cette comparaison nous tirerons, sans nul doute, un précieux enseignement. Car nul ne se peut flatter, malgré sa bonne foi et son désir évident de tendre du plus près possible vers la vérité, de la posséder toute et de l'avoir enfin découverte.

M. J.-L. Breton écrit dans son rapport : « Ces précédents (ceux de l'étranger) établissent que le principe peut être considéré comme définitivement tranché, et que seules peuvent subsister les objections soulevées par la méthode admise pour solutionner rapidement ce grave problème social. Il y a peu de temps encore la plupart des législations étrangères n'étaient pas plus avancées que la législation française en ce qui concerne la réparation des dommages causés aux travailleurs par les maladies d'origine professionnelle. Presque toutes ne prévoyaient que les accidents du travail, tels qu'ils sont visés par notre loi du 9 avril 1898. Il y avait néanmoins depuis longtemps déjà de louables exceptions et la vaillante petite démocratie suisse possédait sur ce point, comme sur bien d'autres, une avance considérable. » En quoi consistait-elle ? Nous allons l'exposer.

CHAPITRE PREMIER

LÉGISLATION SUISSE

La loi du 23 mars 1877 a trait à notre question. Non pas qu'elle s'en occupe spécialement : son but est de sanctionner le principe du risque professionnel. Elle l'énonce et le répare. Elle le

formule, en lui accordant la compréhension la plus étendue, la plus vaste possible. Ainsi, elle ne fait pas de différence entre le risque professionnel dû à l'accident du travail, — objet de la loi française du 9 avril — et le risque corporatif, comme nous en avons connu, distingué du risque professionnel général. Plus simplement, suivant la pensée de Camille Raspail, elle s'occupe du risque professionnel dont elle analyse, reconnaît, et répare toutes les conséquences. La responsabilité morale et pécuniaire de l'industriel résulte « d'un accident du travail entraînant des lésions corporelles ou la mort d'un ouvrier ou d'un employé » tout comme, article V, § D, de la loi, « de l'exercice de certaines industries » désignées par le Conseil Fédéral, où le travail « suffit à engendrer certaines maladies graves, auxquelles s'étendra la responsabilité prévue pour les accidents ». Mais cette loi, concernant les accidents du travail, appelle l'œuvre complémentaire des arrêtés fédéraux, et d'ailleurs elle fut modifiée, le 25 juin 1881, par celle relative à la responsabilité civile des fabricants, encourue « lors même qu'il n'y a pas de faute de l'industriel, pour tout dommage causé à un employé ou à un ouvrier blessé ou tué dans les locaux de la fabrique et par son exploitation, à moins qu'il ne prouve que l'accident a pour cause ou la force majeure, ou des actes délictueux imputables à d'autres personnes que son mandataire, représentant, directeur ou surveillant, ou par la propre faute de celui-là même qui a été blessé ou tué ».

L'article III déclare et spécifie : « Dans les industries que le Conseil Fédéral, en exécution de l'article V de la loi de 1877 sur le travail dans les fabriques, désignera comme engendrant des maladies graves, le fabricant est, en outre, responsable du dommage causé à un employé ou à un ouvrier par une de ces

maladies, lorsqu'il est constaté qu'elle a exclusivement pour cause l'exploitation de la fabrique ».

Ainsi de la combinaison des deux lois de 1877 et de 1881, il résulte droit à indemnité pour l'ouvrier s'il prouve l'origine exclusivement professionnelle de la maladie, en dehors de tout cas de force majeure, ou de faute personnelle. La responsabilité patronale est alors certaine, irréfragable et complète. L'employeur ne peut s'y soustraire.

Mais pour la mettre en jeu l'ouvrier est en butte avec des obstacles sérieux. Il y a bien renversement du système de la preuve, à son profit, quand il est employé dans l'un des métiers visés par les arrêtés fédéraux. Il lui suffit de démontrer que la loi lui est applicable — comme nous le désirons pour les ouvriers soumis à la future législation française. — Néanmoins la difficulté principale subsiste à son égard. Il doit établir, indiscutablement, la corrélation évidente, la relation de cause à effet, entre la maladie professionnelle dont il souffre et le travail auquel il s'est livré. Si l'affection n'est pas *exclusivement* professionnelle, le droit à indemnité est éteint. L'ouvrier ne peut rien réclamer. La responsabilité du patron, si grave soit-elle dans la réalité, devient nulle, inexistante, au regard d'une loi trop rigoureuse dans ses prescriptions, trop exigeante dans ses moyens de preuve. Car, en effet, la loi fédérale suisse, contrairement aux projets français, n'applique pas le principe du risque professionnel ou corporatif. Partant, elle ne se contente point d'approximations, pas plus sur la cause efficiente du trouble pathologique, que non plus sur le quantum du chiffre de la réparation. Elle veut des précisions indiscutables. L'article VI le traduit très nettement, comme l'avait fait l'article V. Il restreint les charges du patron chaque fois où sa faute n'est pas unique, où

elle est contrebalancée par celle d'un autre. Cet article dispose : « La responsabilité du fabricant sera équitablement réduite : si une partie de la faute qui a provoqué l'accident est imputable à la victime, en particulier si l'individu, victime de l'accident, a contrevenu aux prescriptions du règlement de fabrique ou si, ayant, comme employé ou ouvrier, découvert dans les installations des défauts qui ont amené l'accident il n'en a pas avisé l'un de ses supérieurs ou le fabricant lui-même ; à moins toutefois que le plaignant ne puisse prouver que le fabricant ou le surveillant compétent avait déjà connaissance de cet état de chose défectueuse ou dangereuse. »

Conditions extrêmement dures, non pas au point de vue du travail — nous sommes convaincus de la nécessité d'une collaboration de tous les instants, loyale, volontaire, et éveillée entre patrons et salariés — mais conditions très dures quant à la façon dont la preuve doit être produite ou rapportée ; et conditions d'ailleurs encore aggravées par un autre texte, dont l'effet est de diminuer la responsabilité patronale au cas où : « des blessures antérieurement reçues par la victime ont exercé de l'influence sur la dernière lésion et ses conséquences, ou si la santé du malade a été affaiblie par l'exercice de la profession ».

La critique, souvent acerbe, de ce système, s'est fait jour soit dans des discours, soit dans des écrits. En 1891, le docteur Kummer, Directeur du Bureau Fédéral des Assurances à Berne, disait au Congrès international des accidents tenu en cette ville : « ... L'entrepreneur ne répond du dommage que s'il est constaté que la maladie a exclusivement pour cause l'exploitation de la fabrique : or, comme la faute exclusive de l'exploitation ne peut être démontrée que difficilement et à grands frais les ouvriers

n'ont pas encore profité beaucoup des dispositions de la loi... Si tous les débours qui sont nécessaires pour arriver à constater que la maladie a exclusivement pour cause l'exploitation de la fabrique étaient faits en faveur du pauvre malade, on rendrait assurément à celui-ci un plus grand service que par cet article de loi. »

Cette situation de l'ouvrier suisse, protégé par les lois de 1877 et de 1881, n'apparaît donc guère favorable. Elle ressemble étrangement à celle de l'ouvrier français, arrêté par les dispositions de l'article 1382 du Code Civil, dont il n'ose se servir, à la fois à cause des incertitudes, de la longueur des débats, de l'issue problématique du procès, et surtout, en raison de la preuve surabondante à fournir s'il veut espérer le gagner.

Le Dr Fauquez, dans la *Revue Socialiste* d'août 1904, cite cet autre avis, concordant, d'un ouvrier, M. Sigg. Ce dernier lui écrivait : « Mon expérience me permet de dire que rien n'est plus complexe que la preuve de la maladie professionnelle. Ces procès dans lesquels l'ouvrier doit faire la preuve de la nature professionnelle de sa maladie durent toujours une éternité et le plus souvent sont perdus par lui. » Nous avons voulu éviter l'imposition de cette preuve, l'emploi de ces moyens. Aussi avons-nous généralisé la responsabilité patronale, en présence de certaines affections. Nous tenons cette responsabilité pour possible ; contrairement aux conclusions de la Commission du Conseil National, chargée d'examiner le projet de loi fédérale du 20 mai 1900 sur l'assurance générale contre les maladies et les accidents. Elles se formulaient ainsi : « Il est préférable de ne pas aggraver la responsabilité des entrepreneurs, dans le cas de maladies professionnelles, à raison, d'une part, de la difficulté de définir celles-ci, d'autre part, de la

crainte de réduire au chômage les personnes faibles ou âgées que les entrepreneurs, effrayés des charges financières à supporter en cas de maladie, ne consentiraient plus à employer. »

D'où provient cette argumentation ? En vérité, de la frayeur éprouvée à imposer aux industriels un surcroît de charges ; de la répulsion pour des responsabilités nouvelles ; de l'évident désir de ne modifier en rien la base de la répartition qui substituerait, pour tous les cas, le forfait à l'indemnité exacte, payée seulement pour quelques-uns ; enfin du manque de précision de la définition des troubles corporatifs, — manque de précision relevé partout et déjà constaté. « La crainte de réduire au chômage les personnes faibles ou âgées » n'est donc pas l'inspiratrice de cette argumentation. Elle ne fait aucun sentimentalisme. Mais le Conseil s'en sert pour faire agréer sa thèse. Notre assertion est si vraie qu'elle reçoit sa confirmation de la loi suisse ; de cette loi gauche, rarement réparatrice du préjudice causé, mais dont l'existence produit néanmoins, par *a contrario*, un effet préventif, incontesté et salutaire, quelle que soit l'étendue, très restreinte de son domaine d'application, et malgré aussi toutes ses réticences et ses réserves.

M. Leclerc de Pulligny écrit : « La responsabilité mise à la charge des patrons a un autre résultat important : c'est de les disposer à accepter et même à devancer les suggestions de l'inspection du travail en matière d'hygiène, eux-mêmes se trouvant matériellement intéressés à n'avoir pas de maladies sérieuses à indemniser. C'est ainsi que dans les industries insalubres les industriels ont d'eux-mêmes organisé une visite médicale mensuelle avec registre d'usine nominatif. Les malades sont soignés dès le début de leurs accidents et changés de poste

ou même congédiés s'ils ne sont pas assez robustes pour résister. »

Le résultat n'est-il pas merveilleusement encourageant si la loi est « presque restée lettre morte », au dire de M. Numa Droz ? Que peut-on désirer de plus ? La loi est lettre morte, et néanmoins elle aboutit à ces fins inespérées : faire devancer par les patrons intéressés les suggestions de l'inspection du travail ; faire admettre par toutes les parties, et organiser, sans récrimination, l'inspection médicale périodique et obligatoire, reconnue d'utilité industrielle, personnelle et sociale — (c'est notre système) — ; prévenir le développement de la maladie corporative ; opérer des mutations ouvrières à l'intérieur du métier ou des congédiements brusques — (dans notre système avec indemnisation partielle) — avant toute impotence définitive de l'employé, quand il est encore apte à l'exercice d'autres professions, moins dangereuses et moins astreignantes.

Le dicton populaire déclare : « Il faut, dans la vie, savoir se contenter de peu. » Ce paraît avoir été la devise des Suisses ; car si leurs lois, de 1877 et 1881, sont incomplètes et insuffisantes, elles ont toutefois cet avantage d'être promulguées depuis trente ou trente-quatre ans et d'être en vigueur depuis l'application des décrets du 17 octobre 1882, réglementant la fabrication des allumettes au phosphore jaune — (« Industrie susceptible d'engendrer des maladies dangereuses et, dès lors, soumise aux dispositions de l'article 3 de la loi fédérale sur la responsabilité des fabricants » — ; du 29 novembre 1884, relatif à la substitution des contre-poids en fer aux contre-poids en plomb dans les métiers à tisser Jacquard ; du 19 décembre 1887, rendu par le Conseil Fédéral. Cet arrêté généralisait l'application des dispositions légales du 23 mars 1877 et du

25 juin 1881 et prévoyait un nombre de cas relativement important.

J.-L. Breton écrit au sujet de cet arrêté : « l'intérêt en est capital, puisque ce fut lui qui résolut le premier la grave question qui nous occupe ». Le voici textuellement : « En exécution de l'article 5, § D, de la loi, le Conseil Fédéral a arrêté :

Article 1^{er}. — Sont désignées comme engendrant certainement et exclusivement des maladies déterminées et dangereuses, les industries dans lesquelles on emploie ou produit les substances suivantes :

1^o Plomb, ses combinaisons (litharge, céruse, minium, sucre de Saturne, etc.) et alliages (métal d'imprimerie) ;

2^o Mercure et ses combinaisons (sublimé corrosif, nitrate de mercure, etc.) ;

3^o Arsenic et ses combinaisons (acide arsénieux, etc.) ;

4^o Phosphore (variétés jaune) ;

5^o Gaz irrespirables : acide sulfureux, acide hypoazoteux, acide et azoteux vapeur d'acide azotique, acide chlorhydrique, chlore, brome, iode, acide fluorhydrique, acroléine ;

6^o Gaz vénéneux : acide sulfhydrique, sulfure de carbone, oxyde de carbone, acide carbonique ;

7^o Cyanogène et ses composés ;

8^o Benzine ;

9^o Aniline ;

10^o Nitroglycérine ;

11^o Virus de la variole, du charbon et de la morve.

Article 2. — Les industries désignées à l'article précédent sont soumises à la responsabilité civile pour les maladies déterminées et dangereuses qui sont reconnues comme engendrées certainement et exclusivement par l'emploi ou la production des

substances qui y sont dénommées, dans le sens de l'article 3 de la loi fédérale du 25 juin 1881 sur la responsabilité civile des fabricants et de l'article 1^{er} de celle du 26 avril 1887 concernant l'extension de la responsabilité civile. »

J.-L. Breton ajoute : « La mise en vigueur de cet arrêté n'a donné lieu à aucune difficulté véritable ; et son application n'a procuré aucun mécompte, comme le constate M. Leclerc de Puligny dans son rapport général de la Commission d'Hygiène Industrielle : « Une mission de l'Office du Travail a constaté que la réparation des dommages ainsi limitée fonctionne en Suisse depuis 16 ans (1887) sans avoir soulevé aucune difficulté et sans que le contentieux relatif à cette réparation se distingue de celui qui se rapporte aux accidents du travail. »

Ces affirmations viennent donc à l'encontre de celles du Dr Kummer et de l'ouvrier-secrétaire Sigg, dont le mérite, toutefois, est d'avoir fait surgir l'esprit restrictif de la loi. Elles sont confirmées, au surplus, par l'abrogation de l'arrêté du 19 décembre 1887 (toujours revisable, article 3) et son remplacement par celui du 18 janvier 1901. La compréhension en est beaucoup plus vaste ; et sa réglementation s'applique à un nombre de matières (33 au lieu de 11) et d'industries plus considérables, comme le prouve le tableau ci-dessous :

Article 1^{er}. — Les industries dans lesquelles on emploie ou produit les substances énumérées ci-après sont désignées comme suffisantes à engendrer certaines maladies graves. Ces substances sont :

1° Plomb, ses combinaisons (litharge, céruse, minium, Sucre de Saturne, etc.) et alliages (métal d'imprimerie, etc.) ;

2° Mercure et ses combinaisons (sublimé, nitrate de mercure, etc.) ;

3° Arsenic et ses combinaisons (acide arsénique, acide arsénieux, etc.) ;

4° Phosphore blanc ;

5° Oxychloride de phosphore, chlorure de phosphore, chlorure de phosphore et hydrogène phosphoré ;

6° Bichromate de potassium et de sodium ;

7° Chlore, brome, iode ;

8° Acide chlorhydrique et acide fluorhydrique ;

9° Acide sulfureux ;

10° Acide hypoazoteux ; acide azoteux et vapeur d'acide azotique ;

11° Ammoniaque ;

12° Acide sulfhydrique ;

13° Sulfure de carbone ;

14° Oxyde de carbone et acide carbonique ;

15° Chlorure sulfureux ;

16° Tétrachlorure de carbone ;

17° Gaz phosgène ;

18° Chloroforme ;

19° Chlorure de méthyle et chlorure d'éthyle ;

20° Bromure de méthyle et bromure d'éthyle ;

21° Iodure de méthyle et iodure d'éthyle ;

22° Sulfate de dyméthyle ;

23° Acroléine ;

24° Nitroglycérine ;

25° Cyanogène et ses combinaisons ;

26° Benzine de pétrole ;

27° Benzol ;

28° Mononitrobenzol et denitrobenzol ;

29° Dinitrotoluol ;

30° Aniline ;

31° Phénylhydrazine ;

32° Acide phénique ;

33° Virus de la variole, du charbon et de la morve. »

En vertu de ces lois et arrêtés, lorsque le droit à réparation est certain, l'indemnité, égale au dommage causé, se décompose, en cas de mort, en : frais quelconques de la tentative de guérison, le préjudice souffert par le défunt pendant sa maladie par suite d'incapacité totale ou partielle de travail, les frais funéraires, le préjudice causé aux membres de la famille, à l'entretien desquels le défunt est tenu au moment de sa mort. En cas de maladie, cette même indemnité comprend : « les frais quelconques de blessures ou de maladies et des soins donnés pour la guérison, le préjudice souffert par le blessé ou le malade par suite d'incapacité de travail, totale ou partielle, durable ou passagère. »

L'indemnité, égale au préjudice souffert, subit néanmoins une restriction : elle ne peut être supérieure « au capital égal à six fois le montant du salaire annuel ni excéder la somme de six mille francs, les frais du traitement médical, d'entretien et d'inhumation n'étant pas compris dans ce maximum ».

Tel est le mécanisme de la législation helvétique. Les attaques, dont elle est l'objet, ne mettent pas en échec le principe de la réparation nécessaire, légitimement due aux malades professionnels. Elles démontrent seulement que la Suisse la doit retoucher pour revenir sur son erreur première. Elle n'aurait pas dû exiger de l'ouvrier la preuve du caractère professionnel de la maladie, pour admettre le droit à réparation. D'autre part, au lieu de faciliter cette preuve, elle institue pour l'apporter des règles très strictes et trop minutieuses. Comme

conséquence, elle rejette l'idée du forfait. Ainsi l'ouvrier ne bénéficie que très rarement des bienfaits de la loi dont il ne comprend pas bien l'utilité. Victime du risque corporatif, il a tout lieu de se plaindre s'il n'est pas indemnisé, et il ne saisit pas les subtilités de la loi. Comme l'industriel, mais pour d'autres motifs, il récrimine contre elle. Les uns et les autres y proposent des modifications ; certains en demandent l'abrogation : les délégués des Caisses de maladies en 1900 furent de cet avis ; et en 1902 le Congrès de la Fédération Ouvrière Suisse préconisa la même opinion.

Mais, dans la pratique, le projet de loi fédérale du 20 mai 1900 qui assurait généralement contre les maladies et les accidents du travail fut rejeté sur les conclusions, déjà citées et rapportées, de la Commission du Conseil National, prétextant qu'« il était préférable de ne pas aggraver la responsabilité des entrepreneurs, dans les cas de maladies professionnelles, à raison, d'une part, de la difficulté de définir celles-ci, d'autre part, de la crainte de réduire au chômage les personnes faibles ou âgées, que les entrepreneurs, effrayés des charges financières à supporter en cas de maladie, ne consentiraient plus à employer ». Le même sort est d'ailleurs réservé à un referendum qui, en vertu de celui du 26 octobre 1890 ajoutant à la constitution fédérale le principe de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'accident, cherchait à faire admettre, conformément au projet de loi du 5 octobre 1889, voté à l'unanimité par la Chambre, l'obligation de l'assurance pour toute personne âgée de plus de 14 ans, si cette personne avait travaillé pour une autre pendant plus d'une semaine pour un salaire inférieur à cinq mille francs.

En résumé, l'examen de la législation adoptée, et de la pra-

tique suivie, en Suisse, nous apprend deux coutumes dont il importe de tenir compte : la première tient à la reconnaissance du risque corporatif, découvert dans certaines professions, par les arrêtés fédéraux rendus en conformité de la loi ; la seconde est l'adoption par le patronat, et l'acceptation par la classe ouvrière, de la visite médicale, et l'institution du registre d'usine nominal. Il importe de retenir l'une et l'autre de ces conclusions. Elles sont d'une aide puissante en faveur de notre argumentation et elles doivent calmer les préventions de nos adversaires.

CHAPITRE II

LÉGISLATION ANGLAISE

La législation anglaise, de son côté, confirme certaines autres de nos idées. Ainsi nous verrons qu'elle accorde une confiance illimitée au médecin de l'Etat, de l'inspection du travail. Ses pouvoirs sont beaucoup plus étendus que ceux dont nous voudrions voir doter le médecin de l'Etat français. En effet, au lieu de le laisser agir seul, sans contrôle, nous l'adjoignons à ses collègues, désignés par les parties intéressées : patrons et ouvriers. Ensemble, ils forment une sorte de commission, présentant toutes les garanties nécessaires de savoir et d'impartialité. Cette Commission seule décide.

La législation anglaise comporte une cédule énumérant, par

maladies et par métiers, les affections et les industries dangereuses pour la santé de l'ouvrier, en raison de la profession. C'est le système des arrêtés, en Conseil d'Etat, dont nous désignons l'emploi, — avec la même souplesse d'ailleurs, — car la loi anglaise a prévu le cas où il faudrait « édicter des règlements pour étendre, en les modifiant ou non, les dispositions de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1906 à d'autres maladies et d'autres industries, ainsi qu'aux préjudices, autres que ceux qui résultent d'un accident, provoqués par la nature des travaux, énumérés dans ces règlements ».

Enfin la législation anglaise, avant celle dont nous escomptons le vote, recherche la responsabilité des anciens patrons, et fixe à douze mois le délai de leur mise en cause, à dater du jour où la maladie rend tout travail professionnel impossible pour l'ouvrier.

Afin de pouvoir mieux saisir l'économie de la loi anglaise nous croyons utile de citer, dès maintenant, le texte auquel nous nous référons. C'est l'article 8 de la loi du 21 décembre 1906 « destinée à compléter et à modifier la loi relative aux indemnités accordées aux ouvriers pour les accidents dont ils peuvent être victimes au cours de leur travail. » Seul, de cette loi générale, il est exclusivement consacré aux maladies professionnelles. Les législateurs suisse et anglais ont opéré de la même façon. Ils n'ont pas séparé la maladie de l'accident. L'une et l'autre sont l'objet des préoccupations de la même loi, dans les deux pays.

Voici l'article 8, quelque peu différent de l'article contenu dans le projet primitif du gouvernement :

« A) Dans le cas où le médecin chargé de délivrer le certificat, et nommé, en vertu de la loi sur les usines et les ateliers,

pour le district où l'ouvrier travaille, certifiera que l'ouvrier est atteint d'une des maladies énumérées dans la troisième cédula annexée à la présente loi et que cette maladie le rend incapable de gagner son salaire normal en effectuant le travail auquel il était employé ;

« Dans le cas où l'ouvrier, par application de l'une des dispositions de la loi de 1901 sur les usines et ateliers, a interrompu son travail habituel par suite d'une des maladies susdites qu'il y a contractée ;

« Dans le cas où il meurt d'une des suites de ces maladies ; et lorsque la maladie est provoquée par la nature du travail que l'ouvrier a effectué pendant les douze mois qui ont précédé la date de son incapacité ou celle de l'interruption de son travail (qu'il ait été employé par un ou plusieurs employeurs), l'ouvrier, ou ceux qui sont à sa charge, ont droit, en vertu de la présente loi, à une indemnité, comme si la maladie ou l'interruption du travail susdites étaient le résultat d'un accident occasionné par ou pendant le travail avec les modifications suivantes :

« a) L'incapacité ou l'interruption du travail dans ces cas seront considérées comme le résultat de l'accident.

« b) S'il est prouvé que l'ouvrier au moment de son embauchage avait volontairement et inexactement déclaré, par écrit, n'avoir pas été précédemment atteint de la dite maladie, il n'y aura pas lieu à indemnité.

« c) L'indemnité sera due par l'employeur qui, le dernier au cours de ce délai de douze mois, aura occupé l'ouvrier au travail qui a occasionné la maladie.

« En outre :

« 1° L'ouvrier ou ceux qui sont responsables fourniront à cet

employeur, s'il les en requiert, toutes les indications qu'ils peuvent posséder, relativement aux noms et adresses de tous les employeurs qui l'ont occupé pendant ledit délai de douze mois. A défaut de ces indications, ou si elles sont insuffisantes pour permettre à l'employeur d'agir conformément aux dispositions ci-dessous, ledit employeur ne sera pas tenu de payer l'indemnité, s'il prouve que ce n'est pas pendant la période où il a employé l'ouvrier que celui-ci a contracté cette maladie ;

« 2° Si ce dernier employeur alléguait que l'ouvrier n'a contracté la maladie que pendant qu'il était sous les ordres d'un autre, il peut citer cet autre employeur devant l'arbitre et s'il prouve cette allégation, cet autre employeur sera lui-même tenu de payer l'indemnité ;

« 3° Si la maladie est de celles qui se développent lentement, tout employeur qui, pendant ledit délai de douze mois, aura employé l'ouvrier à un travail duquel elle résulte, sera tenu de verser à l'employeur débiteur de l'indemnité une contribution dont le montant sera, à défaut d'accord, déterminé par l'arbitrage prévu par la présente loi pour le règlement des indemnités.

« d) Le chiffre de l'indemnité sera proportionnel au salaire payé à l'ouvrier par l'employeur débiteur de cette indemnité.

« e) La déclaration de la mort, de l'incapacité ou de l'interruption de travail doit être faite à l'employeur qui a le dernier, pendant le délai de douze mois, employé l'ouvrier au travail d'où résulte la maladie.

• Cette déclaration sera valable quoique l'ouvrier ait volontairement rompu son contrat.

« f) Si un employeur est lésé par le fait qu'un médecin,

chargé ou non de délivrer les certificats, donne ou refuse de délivrer le certificat d'incapacité de travail, ou fait suspendre ou refuse de laisser interrompre le travail dans les conditions de cet article, le litige sera, conformément aux règles fixées par le Secrétaire d'Etat, porté devant un médecin arbitre qui statuera sans appel.

« B) Si, à l'époque de l'incapacité ou de l'interruption du travail, l'ouvrier était, ou venait d'être employé à l'un des travaux énumérés dans la deuxième colonne de la troisième cédula annexée à la présente loi et si la maladie dont il est atteint est celle qui leur correspond dans la première colonne de cette même cédula, cette maladie sera, à moins de preuve contraire, fournie par l'employeur, tenue pour conséquence de la nature du travail, sauf dans le cas où le médecin chargé de délivrer les certificats certifiera que, à son avis, la maladie n'a pas été provoquée par la nature de ce travail.

« C) Le Secrétaire d'Etat fixera par voie de règlement les honoraires dus aux médecins (y compris les dentistes) consultés en vertu de cet article, qu'ils soient ou non chargés de délivrer des certificats.

« D) En ce qui concerne l'application de cet article, la date de l'incapacité sera celle que le médecin chargé de délivrer les certificats aura fixée pour point de départ de l'incapacité, ou, s'il ne peut déterminer cette date, celle du certificat.

« a) Dans le cas où le médecin arbitre admet l'appel interjeté contre le médecin chargé de la délivrance des certificats, à raison de son refus de délivrer un certificat d'incapacité, la date de cette incapacité sera fixée par le médecin-arbitre.

« b) Dans le cas où l'ouvrier meurt sans avoir obtenu de certificat d'incapacité, ou, s'il n'était pas, au jour de son décès, ti-

tulaire d'une indemnité hebdomadaire, la date de l'incapacité sera celle du décès.

E) Dans ce cas, et conformément aux conditions déterminées par le Secrétaire d'Etat à cet effet, un médecin nommé par le Secrétaire d'Etat sera pourvu des droits et des pouvoirs accordés par cet article au médecin chargé de la délivrance des certificats et il lui sera substitué en ce qui concerne l'application de cet article.

F) Le Secrétaire d'Etat peut édicter des règlements pour étendre, en les modifiant ou non, les dispositions du présent article à d'autres maladies et à d'autres industries ainsi qu'aux préjudices, autres que ceux qui résultent d'un accident, provoqués par la nature de travaux énumérés dans ces règlements.

G) Si, d'une enquête demandée par un employeur ou un ouvrier de l'une des industries auxquelles cet article s'applique, il résulte qu'une Société d'assurances mutuelles ou une Compagnie d'assurances répond des risques de cette industrie, et si la majorité des employeurs de cette industrie est assurée contre ces risques à cette Société ou Compagnie, le Secrétaire d'Etat, du consentement de cette Société ou Compagnie, pourra ordonner à tous les employeurs de ladite industrie, par un règlement provisoire et sous des conditions et exceptions à déterminer par le même règlement, de s'assurer à ladite Société ou Compagnie. Dans le cas où une Société de cette nature est constituée mais n'est ouverte qu'aux employeurs d'une certaine localité ou d'une certaine catégorie, le Secrétaire d'Etat pourra, en ce qui concerne l'assurance, considérer l'industrie dont il s'agit comme une industrie distincte.

« H) Le règlement provisoire prévu par cet article ne sera

valable qu'après avoir été ratifié par le Parlement ; et si, pendant que l'une ou l'autre Chambre en est saisie, une pétition est déposée contre ce règlement, le bill de ratification sera déferé à une commission spéciale, où le pétitionnaire aura qualité pour intervenir comme en matière de bills privés. — Toute loi qui confirme un règlement provisoire pourra être repoussée, modifiée ou amendée par un nouveau règlement provisoire fait et ratifié ainsi qu'il vient d'être dit.

« I) Des crédits votés par le Parlement pourvoiront à toutes les dépenses engagées par le Secrétaire d'Etat relativement à ces règlements, aux règlements provisoires et aux bills de ratification.

« L) Cet article ne préjudicie pas aux droits de l'ouvrier à une indemnité en raison de toute maladie que cet article ne vise pas, si cette maladie constitue un dommage personnel pour cause d'accident selon les termes de la présente loi. »

M. J.-L. Breton dit de cette loi :

« On remarquera que la loi anglaise présente de grandes analogies avec la proposition de loi arrêtée par la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales. (Nous l'étudierons plus loin). Le principe fondamental est le même. D'un côté comme de l'autre on applique à la réparation des maladies professionnelles la législation prévue pour les accidents du travail, en se bornant à y apporter les modifications rendues indispensables par la nature différente des maladies professionnelles et des accidents du travail. »

Peut-on agir de la sorte ? C'est toute la question. Mais M. Breton continue : « Comme dans notre proposition, la loi anglaise comporte un tableau annexé à la loi et contenant, d'une part, la nomenclature des affections visées et, de l'autre, celle

des professions assujetties. Et il y est précisé que si, à l'époque de l'interruption ou de l'incapacité de travail, l'ouvrier était ou venait d'être employé à l'un des travaux mentionnés dans l'une des colonnes de ce tableau, la maladie contractée étant bien celle indiquée en regard dans l'autre colonne, cette maladie sera considérée comme due à la nature du travail, à moins que le patron ne prouve le contraire, ou que le médecin ne certifie que l'affection ne résulte pas de la profession.

« Cette disposition est tout à fait analogue à notre article 2 qui spécifie que « sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées dans un tableau dressé annuellement par décret, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles, lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les industries correspondantes indiquées audit tableau ».

« Mais la troisième cédule annexée à la loi anglaise ne présente pas, à notre avis, une précision suffisante, puisqu'elle se contente de désigner les maladies professionnelles par ces termes extrêmement vagues : « Intoxication causée par le plomb, et conséquences de cette intoxication », et de même pour le mercure, le phosphore et l'arsenic. La désignation des industries assujetties à la loi est d'ailleurs tout aussi vague ; en ce qui concerne le plomb, elles ne sont par exemple désignées que par cette phrase : « Tout travail comportant l'emploi du plomb ou de ses composés ».

« Il n'est pas en réalité un seul établissement industriel qui ne puisse rentrer dans cette vague et incertaine formule, tous étant appelés accidentellement à utiliser sous une forme ou une autre un composé contenant du plomb.

« De même la plupart des maladies peuvent être considérées,

pour les ouvriers travaillant le plomb ou ses composés, comme une conséquence directe ou indirecte de l'intoxication saturnine.

« Il n'y a guère que pour l'anthrax correspondant aux peignage de laine, triage de laine et manipulation des cuirs et peaux, et pour l'anquilostomiasie correspondant aux mines, que le projet de loi anglais présente la précision nécessaire pour éviter dans la plupart des cas des litiges néfastes et des procès interminables. Et on sait que ce sont là les principaux arguments qui ont toujours été soulevés contre toutes les propositions de réparation des maladies professionnelles.

« Aussi le tableau prévu à notre article 2 comporte dans notre esprit une précision beaucoup plus grande. Comme ceux annexés à notre proposition de loi modifiée par la Commission, il devra indiquer, d'une part, les différentes affections susceptibles d'être engendrées par les poisons industriels visés, et, d'autre part, énumérer en détail les industries qui utilisent couramment ces poisons. On peut ainsi parer aux grosses difficultés que ne peut manquer de rencontrer dans son application la loi anglaise, laquelle, par suite de son imprécision, est obligée d'admettre pour le patron la faculté de contester, dans chaque cas particulier, le caractère professionnel de la maladie, ouvrant ainsi la porte toute grande aux contestations et aux litiges que nous nous proposons d'éviter dans la mesure du possible.

« Une disposition du projet de loi primitivement déposé par le gouvernement anglais et qui était susceptible d'augmenter encore considérablement les chances de conflit a heureusement disparu du texte définitif de la loi. Cette disposition qui aurait pu être constamment invoquée par le patron était ainsi conçue :

« S'il est prouvé que l'ouvrier a constamment, et volontaire-

ment désobéi aux règlements établis pour sa protection par le Secrétaire d'Etat et que cette désobéissance a réellement amené la maladie, il ne sera dû aucune indemnité. »

« Mais ce dispositif se trouve remplacé, dans le texte définitif de la loi anglaise, par un autre qui nous semble tout aussi regrettable et qui est ainsi conçu : « S'il est prouvé que l'ouvrier, au moment de son embauchage, avait volontairement et inexactement déclaré, par écrit, n'avoir pas été précédemment atteint de ladite maladie, il n'y aura pas lieu à indemnité. » Cette exception, légitime au fond, pourra présenter dans la pratique de graves inconvénients ; avec elle tout ouvrier atteint une première fois par une maladie professionnelle, ne pourra plus trouver à s'embaucher qu'en signant une déclaration que le patron saura fausse, mais qu'il exigera pour se trouver déchargé de toute responsabilité en cas de nouvelle maladie. »

Ouvrons ici une parenthèse, à l'excellente critique formulée par notre ami Breton. S'il avait admis la visite médicale et la nécessité du casier sanitaire, reconnus indispensables par les industriels suisses, qui « sont allés au devant des suggestions de la loi » ; — s'il avait formulé, par sa proposition de loi, de telles prescriptions, il aurait conclu, comme nous le faisons, à l'inutilité de la déclaration souvent fausse, mais toujours exigée de l'ouvrier anglais. Et d'ailleurs, puisqu'en droit français le patron est forfaitairement responsable, dans tous les cas, nous devons ajouter que, suivant notre système, une telle déclaration n'a pas d'objet. Il y est avantageusement suppléé par la visite médicale, lors de l'embauche, comme par les constatations du casier sanitaire : les différents intérêts en présence sont sauvegardés.

En droit anglais des objections judicieuses ont été faites

contre l'adoption de cet article, par MM. Barnes et Cochrane notamment. Au lieu du système de responsabilité proportionnelle entre les patrons, ayant employé l'ouvrier malade, le premier préférerait la création d'un fonds industriel commun, — tel celui des fabriques de poteries, — avec prélèvement, sur ce fonds, de l'indemnité également répartie sur l'ensemble de l'industrie, quels que soient le patron et l'endroit où l'ouvrier a été intoxiqué. Le second, M. Cochrane, partage cet avis. Pour lui, la difficulté étant de déterminer la date et l'origine de la maladie, il estime plus rationnel d'imposer une responsabilité collective à l'industrie, sans faire de virements de responsabilité entre les différents patrons.

Ces remarques faites, nous reprenons la citation et la critique, empruntées au rapport de M. Breton :

« La loi anglaise se rapproche encore de notre proposition par la disposition qui admet la responsabilité de l'ancien patron et fixe à douze mois pour ce dernier le délai de responsabilité. Mais ici encore elle ne formule pas d'une façon aussi précise les règles suivant lesquelles doit s'opérer le partage de la responsabilité entre les différents employeurs successifs. »

Si la durée de la responsabilité collective est limitée à douze mois, il appartient à l'arbitrage d'individualiser la part personnelle de chaque patron. Or, l'écueil réside là ; car ce sont des questions toujours épineuses et délicates. Cette individualisation a beau se produire suivant des règles différentes de celles suivies en matière d'accidents. La demande d'indemnité se base sur un certificat délivré à l'ouvrier, à sa requête, par le médecin officiel du district. En cas de refus, l'ouvrier peut recourir à un arbitre médical, nommé par le Ministre. Les demandes sont examinées par le juge du Comté. Il tranche le débat et établit

les parts de responsabilité. L'arbitre médical peut être assesseur. La répartition peut, néanmoins, malgré toute la prudence, toute la sagesse et l'impartialité du juge, être entachée d'erreur : les éléments d'appréciation ne sont pas indiscutables, quand ils ne font pas défaut. « Sur ce point la législation anglaise est, par conséquent, susceptible de soulever bien plus de difficultés d'application que la proposition que nous soumettons à la Chambre », ajoute M. Breton.

« Comme dans cette dernière proposition, la loi anglaise donne au Secrétaire d'Etat de l'Intérieur le pouvoir d'édicter des règlements étendant, en les modifiant ou non, les dispositions de la loi à d'autres maladies professionnelles et à d'autres industries dangereuses. Et déjà, pour développer la législation des maladies professionnelles, le Gouvernement Anglais, profitant de cette latitude, a constitué une Commission Officielle chargée d'étudier les affections d'origine professionnelle susceptibles de rentrer dans le cadre de la loi anglaise. »

Cette Commission s'est mise à l'œuvre avec une noble ardeur. Elle n'a craint ni les pénibles recherches, ni les longs déplacements, ni les démarches urgentes soit pour constater *de visu* les cas signalés à son attention, soit pour recueillir les témoignages des cent cinquante-neuf personnes entendues dont, quatre-vingt-douze médecins, les soixante-sept autres étant ou des patrons ou des ouvriers intéressés. Cette Commission inspecta usines et ateliers ; consulta toutes les compétences ; soumit un nombre important d'ouvriers à l'examen de ses médecins. Finalement toute son œuvre aboutit à un rapport, dont l'objet devait être d'étendre la portée de la loi à une nouvelle série de maladies.

De ce remarquable rapport du *Departmental Committee*

rédigé par MM. Herbert Samuel, Henry H. S. Cunynghame, L. Clifford Allbutt, Thomas M. Legge, et Franck Elliott, il convient de citer toute la première partie, relative à la méthode de classification des maladies professionnelles. Elle a, en effet, une portée générale, — mondiale, pourrions-nous dire ; — et, de plus, les propositions du Committee ont été sanctionnées en Angleterre par l'ordonnance du Secrétaire d'Etat, en date du 22 mai 1907, étendant, à un certain nombre de maladies professionnelles, les dispositions de la loi de 1906 sur la réparation des accidents du travail (*Workmen's Compensation Act, 1906*), ordonnance dont nous reparlerons plus loin.

Voici ce rapport au Très Honorable Herbert J. Gladstone, Membre du Parlement, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur :

« A chacune des maladies ou variétés de lésions que nous avons étudiées, nous avons imposé trois épreuves conformément aux dispositions et à l'esprit de la loi sur les indemnités ouvrières :

a) Est-elle en dehors de la catégorie des accidents et des maladies prévus par cette loi ?

b) Crée-t-elle une incapacité de travail d'une durée supérieure à une semaine, période minima pour laquelle une indemnité est exigible aux termes de cette loi ?

c) Est-elle spécifique du travail, de telle sorte que, dans chaque cas particulier, on puisse établir que la maladie ou le dommage ont été causés par cette profession ?

a) La question de la véritable ligne de démarcation à établir entre les « accidents » déjà visés par la loi et les « maladies » qui pourraient être raisonnablement ajoutées à sa cédula a été posée plusieurs fois au cours de notre enquête. Nous avons eu à étudier, par exemple, plusieurs formes d'empoisonnement

par les vapeurs gazeuses. On ne peut pas toutes les laisser dans la catégorie des accidents.

Dans certains cas où l'indemnité devrait manifestement être payée, les symptômes proviennent de ce que l'ouvrier s'est trouvé exposé aux vapeurs pernicieuses pendant un temps considérable ; et, quoique cette exposition puisse être due parfois à une erreur caractérisée dans le procédé de fabrication, il est d'autres cas où l'on ne saurait indiquer avec certitude aucune cause exceptionnelle. Les tribunaux ne peuvent, dans de telles circonstances, décider que la lésion de l'homme est due à un « accident » ; il serait nécessaire de la classer dans la cédule parmi les « maladies » professionnelles. Mais, d'autre part, ces cas ne peuvent pas être tous classés dans la catégorie des maladies. Considérer comme frappés de « maladie » et non point comme victimes d'accidents des hommes soudainement asphyxiés par des gaz toxiques dégagés, par exemple, dans l'explosion d'une mine, ou par le fait de la rupture d'un récipient, quand même les effets du sinistre auraient été médiats ou prolongés, serait faire violence au sens habituel des mots. La même difficulté se présente en ce qui concerne de nombreuses variétés, soit de lésions résultant d'efforts musculaires, soit de lésions internes. Il est nécessaire de déterminer une ligne de démarcation.

Le problème est rendu plus complexe encore par le fait que les tribunaux ont jugé que l'anthrax, généralement considéré comme une maladie, peut être la conséquence d'un accident, conformément à l'esprit de la loi sur les indemnités ouvrières, tandis que le Parlement, voulant peut-être réunir formellement tous les cas d'anthrax, a, depuis, inscrit l'anthrax dans la cédule des maladies.

Les considérants des jugements rendus par les Lords dans les cas où fut soulevée cette question, nous offrent, dans toutes les définitions du terme « accident », des expressions telles que « catastrophe inattendue », « événement volontaire », « circonstance malheureuse ». « Contraints, comme nous l'étions, de fixer une limite, nous avons été nécessairement conduits, par l'autorité de ces termes, à considérer comme résultant d'un « accident », les symptômes dus à une « catastrophe », un « événement », une « circonstance » : c'est-à-dire à une cause produisant ses effets dans un instant déterminé dans le temps, et à considérer comme des « maladies », ou des lésions non provoquées par accidents, celles qui ne peuvent être attribuées à une cause de ce genre.

b) La seconde condition, à savoir que la maladie ou la lésion soit de nature à déterminer une incapacité de travail d'au moins une semaine, a été adoptée pour des raisons évidentes et présente peu de difficultés. Elle n'exclut que quelques maladies, les unes passagères, comme la fièvre des fondeurs de cuivre, les autres chroniques, comme la surdité, si répandue parmi les constructeurs de chaudières, affections qui, néanmoins, ne sont pas de nature à empêcher ces ouvriers de continuer leur travail.

c) La troisième condition exige que la maladie ou la lésion soit spécifique de la profession. De nombreuses maladies peuvent, très justement, être considérées comme des maladies professionnelles, parce qu'elles sont reconnues pour être particulièrement fréquentes chez les ouvriers de certaines industries ; mais elles peuvent ne pas être spécifiques de leur profession, car on les voit fréquemment, quoique moins souvent, frapper des personnes occupées à d'autres travaux. La bronchite, par exemple, est une maladie professionnelle des travailleurs du lin ; ils en

sont atteints en plus grande proportion que toute autre catégorie d'individus : mais elle n'est point cependant spécifique de ce travail, car un grand nombre de personnes qui ne travaillent pas le lin, la contractent également. A défaut d'un symptôme différenciant la bronchite provoquée par les poussières, de la bronchite ordinaire, il est bien évident qu'on ne saurait la retenir parmi les causes d'indemnité, puisque personne ne peut dire, dans un cas particulier, si l'ouvrier en lin est atteint comme des centaines de personnes habitant la même ville d'une bronchite indépendante de toute irritation provoquée par des poussières, ou si, au contraire, son cas doit être rangé parmi les dizaines ou vingtaines de cas anormaux dus précisément à cette cause. Demander à un tribunal de trancher la question, serait en exiger l'impossible. Si l'ouvrier était contraint d'administrer la preuve, il pourrait établir que la proportion des malades atteints de bronchite est plus élevée dans sa profession que dans le reste de la population, mais il ne pourrait jamais démontrer que son propre cas constitue une des unités de cet excédent et n'appartient pas à la proportion normale. Si c'était à l'employeur qu'incombait la charge de repousser la demande d'indemnité, il ne pourrait que rarement, sinon jamais, établir que l'ouvrier n'a pas contracté la maladie par le fait de son travail ; et il serait contraint d'indemniser, non pas seulement les ouvriers dont la bronchite a une origine professionnelle, mais encore tous ceux dont la bronchite n'est à aucun degré une maladie industrielle. Les débats du Parlement nous montrent que ce fut précisément la nécessité de trouver un critérium permettant de décider dans des cas particuliers si la maladie était ou non d'origine professionnelle, qui décida les législateurs à ne point ouvrir la porte aux demandes des ouvriers atteints de

toutes les maladies, comme on l'a fait pour les demandes résultant de tout accident, mais de procéder différemment, et d'inscrire dans les cédules les maladies, qui peuvent, dans des cas donnés, être considérées comme imputables aux conditions spéciales d'une profession.

Cette disposition doit être interprétée dans le sens suivant : lorsqu'une maladie est fréquente dans une certaine profession, et que la même maladie existe, mais très rarement, en dehors de cette profession, il peut être équitable de la considérer comme donnant droit à une indemnité, même si par là les employeurs étaient éventuellement appelés de ce fait à indemniser, parmi les ouvriers de leur industrie, la faible proportion des cas imputables à des causes étrangères à cette industrie.

A ce sujet, nous avons dû nous demander également si nous devons étudier, en vue de les inscrire dans la cédule, les cas de personnes qui, au cours de leur travail, contractent par contagion, ou par infection, une de ces affections qui sont universellement répandues. Le droit à l'indemnité peut parfois sembler très légitime, comme dans le cas d'un ouvrier envoyé pour aider à la désinfection d'un navire à bord duquel a éclaté la petite vérole, et qui contracte lui-même cette maladie. Ici, bien que la maladie ne soit pas spécifique de la profession, la preuve que l'ouvrier a été infecté au cours du travail est parfois possible. Mais si l'on avait admis des droits de cette nature, on eût été conduit également à admettre le droit de l'infirmier ou de l'aide-médecin atteints de l'affection contagieuse qu'ils soignent ; le droit du professeur qui contracte la rougeole des élèves de son école ; ceux de l'employé de magasin qui gagne l'influenza d'un autre employé du même magasin ; du domestique frappé d'une maladie qui règne par hasard dans la mai-

son : toute une variété de cas dont nous n'avons aucune raison de croire que le Parlement ait eu l'intention de les tenir pour des maladies industrielles. A notre avis, ni les termes de la loi, ni l'esprit de la troisième cédule dans sa forme actuelle, ni la discussion du projet au Parlement, n'indiquent que notre législation relative aux indemnités ouvrières vise ces cas de maladies ordinaires, contractées par hasard, du fait d'avoir été exposé à la contagion, au service d'un employeur.

Sur la question de savoir si une maladie a été, ou non, occasionnée par le travail, la loi permet, quelle que soit d'ailleurs la catégorie du cas, de faire supporter le fardeau de la preuve, tantôt à l'ouvrier qui demande l'indemnité, tantôt à l'employeur qui la refuse. L'article 8 dispose qu'une indemnité sera payée à l'ouvrier qui est reconnu atteint d'une des maladies énumérées dans la première colonne de la troisième cédule annexée à la loi. L'article 8 dispose que, en règle générale, si l'ouvrier est employé à l'un des travaux inscrits en face de cette maladie, dans la deuxième colonne de la troisième cédule, la maladie sera considérée comme provenant de la nature de son travail, à moins que l'employeur ne prouve le contraire. Dans un cas d'anthrax, par exemple, l'ouvrier, s'il est employé à la manipulation de la laine, des crins, des soies de porc, des peaux et des cuirs (tous travaux mentionnés dans la deuxième colonne de la cédule), aura droit à une indemnité, à moins que l'employeur ne puisse prouver que la maladie n'est pas due à sa profession. Si l'ouvrier est employé comme travailleur agricole, il aura toujours la faculté de réclamer une indemnité, quoique son travail ne soit pas mentionné dans la cédule ; mais c'est à lui qu'incomberait alors le soin de prouver que sa maladie a été occasionnée par ce travail. Dans toutes les espèces

que nous avons envisagées, nous avons trouvé nécessaire de nous demander à laquelle des parties il est juste de faire supporter le fardeau de la preuve ; en d'autres termes, quelle profession, s'il en est, il conviendrait d'ajouter dans la seconde colonne de la cédule, en regard des maladies à ajouter dans la première.

Aux termes de l'article 8 le Secrétaire d'Etat est autorisé, dans les additions qu'il peut faire à la troisième cédule, à modifier la catégorie même des maladies industrielles, en tant qu'elle s'applique aux maladies ajoutées. Nous n'avons point perdu de vue cette disposition, mais nous n'avons point jugé qu'il fut nécessaire de proposer aucune modification de cette nature. »

Tel est ce remarquable rapport, auquel l'ordonnance suivante du Secrétaire d'Etat, en date du 22 mai 1907, a donné une sanction :

Ordonnance du Secrétaire d'Etat, en date du 22 mai 1907, étendant à un certain nombre de maladies professionnelles les dispositions de la loi de 1906 sur la réparation des accidents de travail (Workmen's Compensation Act, 1906).

« Le Secrétaire d'Etat, R. H. Herbert John Gladstone,

« Vu la section 8 de la loi de 1906 sur la réparation des accidents du travail, stipulant que les dispositions de ladite loi sont applicables aux ouvriers qui se trouvent dans l'incapacité d'exécuter leur travail habituel ou dans l'obligation de l'interrompre par suite d'une des maladies énumérées à la troisième cédule de ladite loi ;

« Vu la sous-section 2 de la section précitée, stipulant que,

si l'ouvrier, au moment ou immédiatement avant le moment de l'incapacité de travail ou de l'interruption du travail, était occupé à une des opérations énumérées dans la colonne 2 de la troisième cédule de ladite loi, et si la maladie contractée par lui est la maladie figurant dans la première colonne de cette même cédule et correspondant au genre de travail inscrit dans la deuxième colonne, la maladie, sous réserve des autres dispositions de la section précitée, est considérée comme provoquée par la nature du travail, à moins que l'employeur ne fournisse la preuve contraire ;

« Vu la sous-section 6 de la section précitée, donnant pouvoir au Secrétaire d'Etat d'étendre, par voie d'ordonnances, les dispositions de cette section à d'autres maladies, à d'autres opérations et à tous dommages physiques qui, sans avoir leur cause dans un accident, sont dus à la nature de travaux prévus dans l'ordonnance, soit sans modification, soit avec toutes modifications stipulées dans ladite ordonnance ;

« Décide, par la présente ordonnance rendue en vertu de la sous-section 6 de la section précitée, que les dispositions de la section 3 de la loi de 1906, sur la réparation des accidents du travail, sont étendues et applicables aux maladies, dommages physiques et travaux figurant dans les première et deuxième colonnes de la cédule annexée à la présente ordonnance, au même titre que si ces maladies et dommages physiques figuraient à la première colonne de la troisième cédule de la loi de 1906 et au même titre que si les travaux visés correspondaient, dans la seconde colonne de ladite cédule, aux maladies ou dommages physiques auxquels ils correspondent dans la seconde colonne de la cédule annexée à la présente ordonnance. »

CÉDULE

Désignation des maladies et affections.	Désignation des travaux.
1. Intoxication par les dérivés nitriques et amidoniques de la benzine (dinitro-benzine, aniline, etc.), ou maladies consécutives à cette intoxication.	Tous travaux comportant manipulation d'un dérivé nitrique ou amidonique de la benzine ou de préparations ou mélanges de ces dérivés.
2. Intoxication par le sulfure de carbone ou maladies consécutives à cette intoxication.	Tous travaux comportant manipulation de sulfure de carbone ou de préparations ou mélanges à base de sulfure de carbone.
3. Intoxication par des vapeurs d'acide nitrique ou maladies consécutives à cette intoxication.	Tous travaux s'accompagnant de dégagement de vapeurs nitreuses.
4. Intoxication par le carbonyle de nickel ou maladies consécutives à cette intoxication.	Tous travaux s'accompagnant de dégagement de carbonyle de nickel.
5. Intoxication par l'arsenic ou maladies consécutives à cette intoxication.	Manipulation d'arsenic ou de préparations et mélanges à base d'arsenic.
6. Intoxication par le plomb ou maladies consécutives à cette intoxication.	Manipulation de plomb ou de préparations et mélanges à base de plomb.
7. Intoxication par le <i>gonioma kamassi</i> (buis africain) ou maladies consécutives à cette intoxication.	Tous travaux pour la fabrication d'objets en <i>gonioma kamassi</i> (buis africain).
8. Ulcères chroniques et leurs suites.	Tous travaux comportant manipulation d'acide chromique, d'ammonium bichromaté, de potasse, de carbonate de soude ou de préparation de ces substances.

Désignation des maladies et affections.	Désignation des travaux.
9. Ulcères eczémateux, causés par des poussières ou des liquides caustiques et corrosifs, ou ulcères de la membrane pituitaire ou de la muqueuse buccale, provoqués par les poussières.	
10. Cancer épithélial, ulcères cutanés ou ulcères de la cornée provoqués par la poix, le goudron ou les composés du goudron.	Manipulation de la poix, du goudron ou de composés du goudron.
11. Cancer des testicules (cancer des ramoneurs).	Ramonage.
12. Tremblement oculaire (nystagmus).	Mines (1).
13. Morve.	Soins à un animal d'espèce chevaline atteint de morve ; manipulation du cadavre d'un animal atteint de morve.
14. Maladie du caisson.	Tous travaux exécutés dans l'air comprimé.
15. Inflammation sous-cutanée du tissu cellulaire de la main (main morte).	Mines.
16. Inflammation sous-cutanée du tissu cellulaire au-dessus de la rotule (genou mort des mineurs).	Mines.
17. Inflammation aiguë au-dessus du coude (coude mort des mineurs).	Mines.

(1) Voir Congrès de Bruxelles : Rapport sur le nystagmus des houilleurs (par Nuel, professeur à l'université de Liège) et du nystagmus des houilleurs (par Romiée et Thibert, de Liège).

**Désignation des maladies
et affections.**

Désignation des travaux.

- | | |
|-----------------------------------|--------|
| 18. Inflammation du tissu conjon- | Mines. |
| tif de l'articulation de la | |
| main et des enveloppes des | |
| tendons. | |

« On remarquera qu'en face des ulcérations eczémateuses de la peau, du nez ou de la bouche, produites par des poussières ou des liquides caustiques, ne se trouve aucune indication des travaux susceptibles d'engendrer ces affections. Cette omission est volontaire et résulte de ce fait que la Commission a jugé ces affections insuffisamment caractérisées au point de vue professionnel pour enlever à l'ouvrier le fardeau de la preuve du caractère professionnel de la maladie.

« Dans ce cas particulier, l'ouvrier atteint de ces ulcérations n'a donc droit à indemnité que lorsqu'il pourra démontrer qu'elles résultent bien de l'exercice de sa profession.

« Pour toutes les autres maladies, au contraire, il suffit que le travailleur victime de l'une d'entre elles exerce le travail indiqué en regard comme engendrant ladite maladie, pour que cette dernière soit de prime abord considérée comme professionnelle et lui donne droit à la réparation prévue par la loi, à moins que l'employeur ne puisse établir le contraire. »

Cette extension de la loi anglaise démontre que les appréhensions des adversaires sont vite calmées, et que la loi, elle-même, répond à un besoin social. C'est, énoncée sous une autre forme, la conclusion du Dr Gilbert Laurent, député de la Loire. Son rapport s'achève par une citation intéressante :

« Qu'a donc coûté à l'Angleterre le vote de cette loi ? Pour

l'année 1909, la loi étant en pleine activité, il y a eu 3.346 cas de maladies professionnelles indemnisées : 2.733 affections chez les ouvriers des mines (cellulitis diverses, nystagmus, etc.), 497 cas d'intoxications par le plomb, 23 intoxications par le chrome, 6 par l'arsenic et ses composés, 1 intoxication par le mercure, 1 par le phosphore, etc.

« Le total d'indemnités payées s'élève à la somme de 51.541 livres sterling, soit $25 \times 51.541 = 1.288.525$ francs, soit moins de treize cent mille francs ; somme, on l'avouera, assez faible, si on la compare au nombre considérable d'ouvriers employés par l'industrie en Angleterre. »

Revenons-en à l'article 8 de la loi initiale du 21 décembre 1906 ; M. Breton termine ainsi sa comparaison entre cet article et sa proposition ou le projet gouvernemental : « Enfin cette loi contient un paragraphe nouveau particulièrement intéressant, introduit au cours de la discussion parlementaire, et comportant cette fois une certaine analogie avec le projet de loi déposé par le Gouvernement français. En voici le texte : « Si, d'une enquête demandée par un employeur ou un ouvrier de l'une des industries auxquelles cet article s'applique, il résulte qu'une Société d'assurances mutuelles ou une Compagnie d'assurances répond des risques de cette industrie, et si la majorité des employeurs de cette industrie est assurée contre ces risques à cette Société ou Compagnie, le Secrétaire d'Etat pourra ordonner à tous les employeurs de ladite industrie, par un règlement provisoire et sous des conditions et exceptions à déterminer par le même règlement, de s'assurer à ladite Société ou Compagnie. Dans le cas où une Société de cette nature est constituée mais n'est ouverte qu'aux employeurs d'une certaine localité ou d'une certaine catégorie, le Secrétaire d'Etat

pourra, en ce qui concerne l'assurance, considérer l'industrie dont il s'agit comme une industrie distincte. »

« C'est, comme on voit, le germe de l'assurance obligatoire introduit dans la loi anglaise, d'une façon il est vrai bien timide, puisqu'il est précisé dans un paragraphe suivant, que ce règlement provisoire, prévu pour imposer aux patrons d'une industrie déterminée de s'assurer à une Société d'assurance mutuelle ou Compagnie spéciale, ne sera valable qu'après avoir été ratifié par le Parlement.

« En tout cas si cette assurance obligatoire paraît légitime lorsqu'il s'agit d'une Société d'assurance mutuelle, elle semble vraiment abusive en ce qui concerne une Compagnie d'assurances particulière qui recevrait ainsi de l'Etat un monopole de fait dont pourraient se plaindre à juste raison les industriels intéressés.

« Quoiqu'il en soit la loi anglaise, telle qu'elle est, constitue une très importante réforme et nous regrettons que sur ce point notre République se soit encore laissé devancer dans la réalisation de ce progrès par la royauté britannique, nous espérons que la Chambre se fera un devoir de rattraper le temps perdu en essayant de faire mieux et plus complet que nos voisins et amis d'outre-Manche. »

Nous partageons ce sentiment et ces regrets, car nous pouvons reproduire le beau langage de Sir Herbert J. Gladstone, devant la Chambre Anglaise, où il s'exprimait de la façon suivante — pour justifier l'adaptation de la loi sur les accidents du travail aux maladies professionnelles : — « Nous proposons d'étendre l'indemnité ouvrière aux maladies industrielles. Cela entraîne une nouvelle orientation. De tous les maux auxquels est malheureusement exposée l'armée des travailleurs, ceux qui

résultent de la maladie sont les plus pitoyables et les plus désastreux. La Commission ne demandait pas que les maladies fussent comprises dans la loi, mais le Gouvernement a pensé que le cas était assez grave pour qu'un grand effort fût fait pour surmonter les difficultés. »

Cette vérité méritait d'être entendue, dite et redite. Nous nous sommes fait un devoir de la citer. Le Parlement français fera le sien, s'il se la remémore, pour amender et améliorer la loi anglaise.

CHAPITRE III

LÉGISLATION BELGE

Avec les législations suisse et anglaise nous avons étudié des législations positives ; celles qui ont abouti à l'application aux maladies professionnelles des prescriptions édictées contre les accidents du travail. Plus loin, nous exposerons l'œuvre des lois suédoise, allemande et luxembourgeoise. Elles n'établissent pas de distinction entre les maladies ordinaire et professionnelle. Mais elles assurent, indifféremment, contre toutes affections. Pour l'instant, nous avons à connaître des efforts tentés, par certains pays, pour protéger les travailleurs contre les atteintes des maladies corporatives : tels sont ceux de la Belgique et de l'Italie.

En Belgique, la loi du 24 décembre 1903 prévoit la répara-

tion des accidents du travail. Lors de la discussion, différents amendements posèrent la question des maladies professionnelles, et demandèrent l'extension de la loi à ce risque. Ils furent rejetés. Toutefois le problème reste à l'ordre du jour ; et si autrefois la direction du travail avait marqué ses préférences pour l'organisation d'une caisse centrale, alimentée par les versements des patrons de toutes les industries insalubres, le ministre de l'Industrie et du Travail paraît chercher, au contraire, la nouvelle solution dans l'utilisation des Sociétés de secours mutuels. Elles seraient appelées à recevoir des cotisations ouvrières et patronales. Ces dernières dépendraient des plus ou moins grands dangers de l'industrie envisagée ; comme des informations produites par les statistiques des maladies professionnelles, obtenues soit des mutualités, soit de l'inspection du travail. Une branche de cette inspection est particulièrement bien organisée : c'est celle de l'inspection médicale, dirigée par le D^r Glibert. Il a fondé à Bruxelles un laboratoire, dont le D^r Gilbert Laurent, le nouveau rapporteur du projet de loi devant la Chambre, dit : « qu'il est devenu un centre de travail et d'études où l'on vient chercher des renseignements de tous les points de l'Europe. Depuis quelques années l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, la Bulgarie, ont institué des laboratoires analogues ; l'Italie a envoyé un médecin passer six mois à Bruxelles pour étudier son fonctionnement et l'appliquer chez elle ».

Il nous paraît intéressant, d'ailleurs, de citer ici la suite du rapport du D^r Gilbert Laurent. Une leçon s'en dégage dont il est indispensable de tirer profit. Elle permettra de concevoir de quelle utilité peut être l'aide médicale, dont nous attendons un si précieux concours. M. Gilbert Laurent déclare : « Le nombre

des médecins inspecteurs est de cinq seulement pour toute la Belgique. Leur rôle ne consiste pas à inspecter les mines, usines, ateliers pour y verbaliser, mais pour y chercher les améliorations à faire au point de vue de l'hygiène spéciale à chaque profession. La destruction des poussières, l'aération, le chauffage, l'éclairage, les soins de propreté générale ou spéciale, la diminution des trépidations et du bruit, la désinfection des locaux, sont l'objet de recherches faites avec soin et habituellement d'accord avec les intéressés patrons et ouvriers, qui sont avertis les uns et les autres des précautions qu'ils doivent prendre.

Les analyses d'air des ateliers, l'examen du sang des ouvriers, etc., sont faits régulièrement dans certaines industries.

Voici du reste comment, en 1906, M. le Dr Glibert rendait compte, au premier Congrès international de Milan, sur les Maladies Professionnelles, de l'idée directrice de cette inspection du travail en Belgique :

*Organisation et fonctionnement du service médical
de l'inspection du travail en Belgique.*

Organisation :

Lors de sa réorganisation en octobre 1895, l'Inspection du travail, qui, en Belgique, forme une section de l'Office du travail, comprenait quelques médecins : ceux-ci n'avaient pas de mission spéciale en rapport avec leurs aptitudes professionnelles ; ils devaient, au même titre que leurs collègues ingénieurs, assurer l'exécution de toutes les lois et de tous les règlements relatifs au travail et à la police des établissements

dangereux, insalubres ou incommodes, tant en ce qui concernait les questions économiques et la prévention des accidents, qu'en ce qui regardait la salubrité. De même, les inspecteurs du travail munis du diplôme d'ingénieur, avaient parfois à s'occuper de questions médicales ou prophylactiques, entièrement étrangères à leurs études antérieures.

Toutefois, dès le 15 novembre 1895, un docteur en médecine fut nommé à l'administration centrale, avec mission de s'occuper presque exclusivement de recherches concernant l'hygiène industrielle.

Plus tard, les attributions des inspecteurs-médecins en service provincial furent limitées à l'application des dispositions réglementaires visant la salubrité des ateliers et ces fonctionnaires furent chargés de procéder à des enquêtes spéciales, en se conformant aux instructions qui leur seraient données.

Les résultats des enquêtes spéciales dont il vient d'être question, firent apprécier l'utilité qu'il y aurait à décharger les inspecteurs-médecins d'une partie de la mission de surveillance leur incombant en vertu de l'arrêté du 31 janvier 1898, afin de leur permettre de s'occuper davantage de recherches et d'études en rapport avec leur compétence spéciale.

C'est cette considération qui inspira le nouvel arrêté du 17 juin 1902, modifiant celui du 31 janvier 1898, et dont les dispositions principales sont indiquées plus loin.

L'organisation du service médical fut complétée par des arrêtés datés du 17 juin 1902, du 17 novembre 1902 et du 13 mai 1905. Ceux-ci visent la surveillance de l'état sanitaire des personnes employées dans certaines industries insalubres. Ces arrêtés portent que les constatations et déclarations médicales prescrites par les règlements relatifs à la police des établis-

ments dangereux, insalubres ou incommodes, seront faites par des médecins agréés à cet effet par M. le ministre de l'Industrie et du Travail. Ceux-ci auront également à signaler tous les faits de nature à intéresser l'hygiène industrielle.

Enfin, un laboratoire de recherches fut annexé à l'Administration centrale. Ce laboratoire, de création assez récente et d'installation modeste, offre cependant le mérite d'être, à notre connaissance, le premier laboratoire exclusivement réservé à des travaux d'hygiène professionnelle. Son outillage comprend les locaux et les instruments nécessaires aux travaux courants de chimie, de microscopie et de bactériologie.

A l'heure présente, le personnel du service médical de l'inspection du travail comprend : un inspecteur-médecin-principal et un inspecteur-médecin adjoint attachés à l'administration centrale, trois inspecteurs-médecins en service provincial et 149 médecins agréés répartis dans les principales localités du royaume.

Attributions actuelles :

a) *Devoirs administratifs proprement dits.* — Comme on vient de le voir, la tendance à écarter le personnel médical de l'inspection du travail des besognes de surveillance administrative s'est accentuée de plus en plus.

A l'heure présente, les inspecteurs-médecins n'ont à contrôler qu'un nombre très restreint de dispositions réglementaires qu'il eût été difficile sinon impossible de confier à d'autres fonctionnaires. Ces dispositions réglementaires visent notamment :

1° L'article 5 de la loi sur le travail des femmes et des en-

fants, lequel s'oppose à la présence à l'usine de femmes accouchées depuis moins de quatre semaines (loi du 13 décembre 1889) ;

2° L'arrêté royal du 4 février 1895 concernant la vaccination et la revaccination trisannuelle du personnel des dépôts de chiffons ;

3° L'arrêté royal du 3 octobre 1898 qui impose à tous les chefs d'établissements industriels classés l'obligation de fournir aux blessés du travail les premiers soins médicaux et le transport commode jusqu'au poste de secours le plus voisin ;

4° Certains articles de l'arrêté royal du 21 septembre 1894 et en particulier la surveillance de l'eau potable et des boissons mises obligatoirement à la disposition des ouvriers ;

5° Enfin quelques dispositions particulières à des arrêtés royaux réglementant le travail dans des industries notoirement insalubres, telles que les fabriques d'allumettes au phosphore blanc et les fabriques de composés de plomb (arrêtés royaux du 17 novembre 1902).

b) *Mission scientifique*. — Il n'est pas sans intérêt d'indiquer avec quelques détails la façon dont sont conçues et exécutées les recherches d'ordre médical qui forment actuellement la partie la plus importante des devoirs des inspecteurs-médecins.

Ces recherches se subdivisent en deux classes fort distinctes : les premières sont constituées par les investigations à l'initiative des divers fonctionnaires qui, en visitant les établissements de leur district, s'enquière sur places des causes possibles d'insalubrité. Les secondes, beaucoup plus générales, embrassent d'ordinaire l'ensemble d'une industrie. »

(*Congresso internazionale per le malattie del lavoro*, 9-14 Giugno, Milano, 1906). »

M. Gilbert Laurent en arrive à cette conclusion :

« La Belgique s'achemine ainsi d'une façon méthodique et rationnelle dans une voie qui ne tardera pas à la conduire à l'indemnisation des maladies professionnelles ; mais, beaucoup de difficultés auront été évitées par les moyens employés pour aboutir à une solution qui ne saurait tarder très longtemps. »

Toutefois une législation préventive réglementaire existe en Belgique contre les maladies professionnelles : les arrêtés royaux du 21 septembre 1890, du 25 mars 1894 et du 12 février 1895, ordonnent quelles précautions sont à prendre, dans les fabriques, pour lutter contre les maladies corporatives. Ils sont, d'ailleurs, complétés par ceux du 15 août 1898, et la loi du 2 juillet 1909, dont l'effet est de placer sous la surveillance de l'inspection du travail toutes industries, dangereuses ou non, suivant les mesures d'hygiène prescrites par le gouvernement.

CHAPITRE IV

LÉGISLATION ITALIENNE

L'influence belge a heureusement complété l'initiative prise par le gouvernement italien, dès l'année 1904. Le 40 décembre, à l'instigation du ministre du Commerce, M. Guido Bacelli, le roi avait rendu un décret aux termes duquel : « une Commission de médecins et d'hygiénistes est chargée d'étudier les causes des maladies professionnelles des ouvriers de l'industrie

et les mesures propres à les prévenir ». Ces maladies, en effet, étaient exclues de la loi du 17 mars 1898 sur les accidents du travail, où il n'en est pas question.

Du 21 février au 7 mai 1902, cette Commission, présidée par M. V. Magaldi, directeur du Crédit de la Prévoyance au Ministère de l'Industrie et du Commerce, s'est réunie huit fois. Elle a publié dans *Les Annales du Crédit et de la Prévoyance* (1903) les procès-verbaux de ses séances, et aussi les résultats de ses enquêtes, relatives aux maladies professionnelles, spéciales à chaque industrie.

Le décret, en effet, s'exprimait de la sorte : « Il existe des industries dans lesquelles la relation entre les substances employées ou le mode d'emploi et les maladies de l'ouvrier n'est pas moins clair et net que celle existant entre le fonctionnement d'un moteur et une blessure produite par lui ». Il admet également que les maladies infectieuses et les empoisonnements doivent être considérés comme des risques professionnels : « parce que, quelles que soient les précautions prises par l'ouvrier il ne peut souvent les éviter, et que, d'autre part, le chef d'entreprise peut, par des mesures d'hygiène, arriver à en atténuer les conséquences fâcheuses ».

La Commission avait donc pour devoir de rechercher quelles industries et quelles substances entraient dans le cadre de cette définition. Elle rédigea à cet effet des questionnaires. Le volume des *Annales du Crédit et de la Prévoyance* les contient, et en annexe :

1^o Une circulaire du 9 novembre 1901, adressée par le ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie aux Préfets, aux associations industrielles, aux Directeurs d'Etablissements Industriels, aux Sociétés de Secours Mutuels et

aux Sociétés coopératives de travail « pour leur demander des renseignements sur les maladies professionnelles et sur les mesures propres à les prévenir » ;

2° Quelques réponses touchant des points particuliers ;

3° Un exposé des dispositions législatives et réglementaires appliquées à l'étranger en matière d'hygiène industrielle ;

4° Les listes des diverses industries et des travaux qui y sont effectués ;

5° Les questionnaires spéciaux à chaque industrie, et relatifs aux maladies professionnelles, adressés aux médecins provinciaux, officiers sanitaires municipaux, propriétaires, directeurs et médecins d'Etablissements Industriels, Médecins et directeurs d'hôpitaux, Sociétés coopératives de travail et Bourses de Travail.

Les conclusions de la Commission sont des plus intéressantes, et des plus formelles. Elles déclarent : « Les maladies professionnelles constituent des risques professionnels devant logiquement donner droit à réparation pour la victime, parce que : 1° ces affections sont très souvent inévitables, indépendamment de la prudence et de l'attention vigilantes de l'ouvrier ; 2° parce que leur gravité peut être atténuée par les soins de l'industriel, qui modifiera la méthode de travail ou prendra d'autres mesures de précautions appropriées bien plus facilement que pour les accidents se manifestant par des blessures ».

Au surplus, la Commission Italienne aboutit à cette inmanquable affirmation, tellement elle est certaine et logique : « l'exclusion des maladies professionnelles du régime établi pour les accidents du travail par la loi du 17 mars 1898 constitue une grave lacune, qu'il importe de combler d'urgence ». Opinion formulée sans ironie, très sérieusement. Hélas ! la

dérision du sort veut qu'en Italie, comme en France, « les mesures proposées pour combler d'urgence une grave lacune » restent lettre morte. La Commission désirait considérer comme accidents du travail les affections corporatives dues au plomb, au mercure, à l'arsenic, au sulfure de carbone, à la benzine, à la nitrobenzine, aux gaz toxiques et irrespirables, au charbon et à la morve. Ces remarquables travaux n'ont pas de sanction législative.

Mais du moins un résultat est acquis pour la science. Outre l'établissement de statistiques des maladies professionnelles, l'Italie a créé, par la loi du 9 juillet 1905, l'Institut des Maladies Professionnelles à Milan. Il s'occupe, sous la direction du Dr Divoto, de la recherche sur les causes et la fréquence des maladies professionnelles ; des moyens de lutte préventive contre elles ; du traitement à leur appliquer. En un mot, cette clinique des maladies du travail satisfait au but auquel la destinait, en 1902, le Syndic Missi qui exposait notamment, au Conseil de l'Administration Communale de Milan, qu'elle devrait : « étudier scientifiquement les causes des maladies professionnelles, en répandre la connaissance clinique parmi les médecins, hospitaliser dans un but de diagnostic et de traitement les travailleurs suspects ou au début ou en pleine période de maladie professionnelle, et contrôler périodiquement l'état de santé des ouvriers attachés à l'industrie en général, et à certains travaux insalubres en particulier ».

Œuvre distincte de l'inspection médicale, si brillamment organisée en Belgique par le Professeur Gilbert, l'Institut Italien des Maladies Professionnelles répond à un besoin d'un autre ordre. Concurrément avec la première institution, il sert à surprendre le diagnostic des maladies et des professions. Pour

chaque métier, il dévoile des facteurs industriels auxquels sont irrémédiablement dues les maladies corporatives, et il évalue leur part d'action néfaste. Ainsi on doit reconnaître la justesse de l'observation du professeur Divoto : « La clinique des maladies du travail est surtout la clinique médicale du travail ». Aucun moyen n'est négligeable qui servira à l'édifier. Aucun ne sera employé assez tôt, qui concourra à prévenir, ou à réparer, le dommage résultant des maladies professionnelles. Il est grand temps de tirer profit en France des précieux enseignements et des exemples fournis par nos voisins du Nord et du Midi.

CHAPITRE V

LÉGISLATION ALLEMANDE

L'Allemagne, la Suède, et le Grand Duché de Luxembourg pratiquent un autre système de réparation des risques professionnels. Ces pays ne recherchent l'origine des troubles ou des maladies que pour en combattre l'essor. Mais quand ils se sont produits, leurs législations se contentent de les constater et de indemniser, en vertu de principes et suivant des méthodes différents de ceux que nous avons étudiés précédemment.

L'Allemagne considère les maladies professionnelles comme une modalité des maladies ordinaires. Elle ne les en distingue pas, quant à la réparation. Elle estime devoir les prévenir comme toutes les autres. Et, comme toutes les autres, elle les

soumet au régime général de sa loi d'assistance ouvrière contre la maladie, promulguée sous l'influence du prince de Bismark le 15 juin 1883 ; depuis remaniée, et complétée, par celles du 28 juin 1884, du 28 mai 1885 et du 10 avril 1892.

M. J.-L. Breton, dans son rapport, stigmatise la législation allemande de la façon suivante : « L'Allemagne qui s'est beaucoup préoccupée des mesures préventives destinées à enrayer le développement des maladies professionnelles n'a jusqu'ici rien fait pour leur réparation. Seuls, les accidents du travail caractérisés par un événement soudain et brutal, dont les effets immédiats sont instantanément incontestables, donnent droit à l'indemnité pour l'ouvrier. » Mais, par contre, l'Allemagne a adopté et fait triompher le principe de l'assurance obligatoire. C'est le pivot autour duquel tournent toutes ses lois. Et toutes tendent au même but : distribuer des soins médicaux, des produits pharmaceutiques, et des secours aux malades, pendant une durée limitée à un maximum d'un an. Certaines de leurs dispositions prescrivent l'apport de cotisations ouvrières, fixées uniformément aux deux tiers de la contribution totale, sans égard à la nature du métier malsain ou salubre. Comme conséquence, nous plaçant au point de vue des maladies professionnelles, celles-ci ne peuvent donner lieu à réparation intégrale.

Gouvernement et législateur, en Allemagne, ont bien été frappés du caractère particulier et dangereux de certaines affections industrielles. Ils ont édicté des mesures spéciales à leur sujet, entr'autres les ordonnances des 8 juillet 1893, 31 juillet 1897, 11 mai 1898 et 28 janvier 1899. Elles formulent les précautions à prendre par les ouvriers employant le plomb et le mercure. Comme sanction de leurs prescriptions elles admettent le

renvoi immédiat de ceux qui ne s'y conformeraient pas ; soit la possibilité envers « les chefs d'une entreprise qui comportent des risques particuliers de maladie d'être tenus d'instituer une caisse de fabrique ». Mais, en thèse générale, les maladies professionnelles sont comprises dans la législation sur les maladies ordinaires. Conséquemment elles subissent le même sort : réparation à partir du troisième jour ; indemnité toujours inférieure au salaire de l'ouvrier, et variable entre la moitié et les trois quarts de ce salaire, suivant les caisses, jusqu'à la vingt-sixième semaine, époque au delà de laquelle l'assurance invalidité est substituée à l'assurance-maladie. Dès lors la rente devient infime et problématique. Infime, car l'indemnité évolue entre cent-quarante-six francs et six cents francs maximum. Problématique, car pour y avoir droit, la victime doit prouver avoir fait 100 versements hebdomadaires à la caisse invalidité et avoir subi une réduction de capacité professionnelle d'au moins trente-trois pour cent.

La loi allemande part donc d'un point de vue complètement étranger aux données françaises. Elle confond les maladies professionnelles et les maladies ordinaires. « En ce qui concerne les maladies professionnelles, ce système est donc bien inférieur à l'assimilation aux accidents du travail qui, avance J.-L. Breton, en vertu du risque professionnel, met entièrement à la charge des patrons la réparation de l'infirmité temporaire, ou permanente, causée par l'exercice du travail industriel. » Par contre, pendant 26 semaines, tous les ouvriers malades sont assurés de toucher une rente pour laquelle ils ont fait, il est vrai, des versements importants, et consenti des sacrifices supérieurs à ceux de leurs patrons.

Mais la loi française, à l'opposé, est préférable à la loi alle-

mande, en cas d'incapacité se prolongeant au delà du sixième mois. Car l'ouvrier, sans aucune retenue, a droit à la moitié de son salaire pour une incapacité temporaire ; à la moitié de la réduction subie par le salaire comme conséquence de l'accident en cas d'incapacité permanente partielle ; aux deux tiers de ce salaire si l'incapacité est permanente et totale.

On objecte contre la loi allemande le manque de stimulant à susciter, chez les patrons, l'emploi de mesures préventives. Elle les oblige, indifféremment, à verser une indemnité à leurs ouvriers pour toutes maladies. Cette critique n'est pas très judicieuse, car les lois sur l'hygiène formulent des prescriptions sévères. De plus, pour des raisons pécuniaires, les patrons ont intérêt à avoir chez eux le moins possible d'ouvriers malades : ils sont obligés, en effet, de contribuer pour un tiers aux versements à la caisse-maladie pour tous leurs ouvriers : les malades ou leurs remplaçants. De là, chaque fois qu'un de leurs employés est atteint d'une affection quelconque, une perte pour eux.

Ainsi chaque système et chaque législation a ses avantages et ses conséquences fâcheuses. La solution idéale serait celle qui pourrait écarter tous les inconvénients pour conserver seulement les dispositions heureuses des législations en vigueur. Mais l'usage révèle toujours des situations nouvelles, non prévues, auxquelles les Parlements sont obligés de faire face. La marche lente du progrès est incessante. Dans l'immensité humaine certaines individualités lui sont temporairement sacrifiées. Elles sont la rançon de la constante évolution des besoins et des institutions. Pourtant chacune de ces dernières doit se pouvoir défendre, car chacune a ses partisans déterminés. Ainsi le système de législation allemande a également ins-

piré la loi suédoise de 1895, et celle du Grand Duché de Luxembourg du 30 juillet 1901.

Le principe est le même : l'assurance y est obligatoire contre toutes les maladies, réparées sans considération quelconque sur leurs origines. La loi suédoise établit cette obligation pour les ouvriers salariés et les domestiques : elle leur alloue une pension, pour incapacité permanente résultant de maladies physiques ou de troubles cérébraux. La loi luxembourgeoise décrète l'assurance obligatoire contre les maladies, et le versement de cotisations ouvrières et patronales évaluées aux deux tiers pour les premières, au tiers pour les secondes.

Telles sont les tendances opposées entre lesquelles oscillent les législations étrangères. D'aucune l'on ne peut dire qu'elle résolve définitivement et suffisamment notre problème, tant il est délicat, complexe et troublant.

LE PROJET

L'exposé précédent révèle, à travers les législations, les difficultés éprouvées dans le choix du meilleur moyen destiné à combattre efficacement les maladies professionnelles, à les prévenir, et à en détruire les effets néfastes. Il serait incomplet si nous n'examinions les propositions françaises, récemment introduites, supposées capables de solutionner le problème.

De prime abord, la question se pose de savoir si aucun texte, déjà promulgué, ne vise la réparation du préjudice causé par des maladies professionnelles à des catégories particulières d'ouvriers ou d'employés. Des précédents existent — plus ou moins analogues à l'objet de nos recherches. — Passons-les donc en revue avant d'analyser l'œuvre nouvelle. Ce sont les lois du 29 juin 1894, relative à l'assistance obligatoire contre les maladies de vieillesse et d'invalidité dont sont frappés les ouvriers des mines ; du 13 avril 1898, édictée au bénéfice des pompiers et de leurs veuves ou de leurs enfants ; du 21 avril 1898, remaniée par la loi du 29 décembre 1905, en faveur des marins atteints en mer d'accidents ou de maladies professionnelles, de leur veuve ou de leurs enfants. Ces lois s'appliquent à des espèces particulières. Il est utile, par conséquent, d'en faire connaître les dispositions qui nous intéressent.

CHAPITRE I

LOI DU 13 AVRIL 1898

La loi de finances du 13 avril 1898 crée au budget du Ministère de l'Intérieur un crédit pour subventionner les pompiers des communes, et pour le matériel d'incendie. En vertu de l'article 59 les communes doivent contracter, à la Caisse Nationale d'Assurances contre les accidents, une assurance dont les primes sont constituées par des prélèvements sur leur subvention ; cela en vue de l'allocation de pensions aux sapeurs-pompiers blessés ou victimes d'accidents graves, entraînant une incapacité permanente et absolue de travail. L'allocation n'est pas attribuée en raison de la loi elle-même ; mais comme conséquence du règlement d'administration publique, paru le 12 juillet 1899, et dont l'article premier dispose : « Les sapeurs-pompiers communaux de tous grades appartenant aux bataillons, compagnies et subdivisions organisés conformément au décret du 29 décembre 1875, qui, dans un service commandé, auront reçu des blessures, ou contracté une maladie entraînant une incapacité absolue ou permanente de travail, ont droit à une pension viagère annuelle ». En cas de mort la veuve, — article II — recueille partie de la pension : « Quand un sapeur meurt soit des blessures reçues, soit de la maladie contractée en service commandé, ou quand il meurt après avoir été pensionné

soit pour blessures, soit pour maladie entraînant une incapacité absolue et permanente de travail, sa veuve a droit à une pension qui est des deux tiers de celle qu'il aurait pu obtenir, ou aura obtenue ».

Ces pensions sont liquidées sur avis d'un Comité comprenant le Préfet, ou le Sous-Préfet, Président, un Ingénieur des Ponts et Chaussées, un médecin et deux Commandants de Corps de sapeurs-pompiers désignés par le Préfet. Or, si, après un incendie où il aura été exposé tour à tour aux effets du feu et à ceux de l'eau, un pompier souffre de pneumonie ou d'affection des bronches, il sera considéré comme ayant contracté cette maladie en service commandé, et il aura droit d'abord aux soins médicaux prévus par l'article 20, ensuite au cas d'incapacité permanente de travail à la pension inscrite à l'article 1^{er}. S'il meurt, l'article II entre en vigueur, et sa veuve, dans la proportion des deux tiers, hérite de ses droits à l'indemnité.

M. J.-L. Breton, pour montrer l'analogie entre cette hypothèse et la nôtre, pose la question suivante : « Qui pourrait affirmer avec une certitude absolue que la maladie en question provient exclusivement des actions ressenties au cours de l'incendie et qu'il n'en avait pas déjà contracté le germe avant ? Il n'y a là qu'une probabilité évidemment très grande, mais non une démonstration rigoureuse et scientifique. C'est exactement le cas de toutes les maladies professionnelles ; et, comme pour le pompier, la probabilité doit suffire à créer, pour l'ouvrier, un droit à réparation tout au moins partielle ». M. Breton d'en conclure : « En tous cas il nous a paru intéressant de montrer que votre proposition ne constitue pas une innovation absolue pour notre législation ».

Certes non ! en cela nous tombons d'accord avec notre ami

Breton. Néanmoins, les deux situations ne sont pas les mêmes. Dans le cas du pompier, blessé ou tombé malade en service commandé, il existe un élément qui fait défaut dans l'hypothèse de l'ouvrier atteint d'une affection professionnelle. C'est le service commandé. Il y a urgence à conjurer les dangers de l'incendie, par toutes les voies et les moyens possibles. Il en faut rétrécir le champ. C'est un devoir de protection sociale, d'intérêt universel. La situation est anormale, exceptionnelle. Elle peut engendrer des obligations anormales et exceptionnelles : par exemple, celles d'obliger [un pompier à exposer sa vie, sans qu'il puisse observer aucune prescription d'hygiène ou de prudence. Or, dans la majorité des cas le pompier exerce cette fonction occasionnellement. Sa profession habituelle est autre. De son métier il n'est pas pompier. Il l'est, à certaines heures, pour le profit d'autrui ; dans un intérêt de protection sociale. Il s'ensuit que si la fonction de pompier comporte des risques spéciaux, assez graves pour compromettre la santé et la vie de ceux qui gracieusement l'exposent, afin de sauver l'existence de leurs concitoyens, ces concitoyens — d'un mot la Cité ou l'Etat — ont, à leur égard, des devoirs particuliers. La loi des finances du 13 avril 1898, article 59, traduit cet état de choses.

Toute autre est la situation de l'ouvrier, atteint d'une maladie professionnelle, auquel s'appliquerait la législation future. Cet homme travaille, pour son profit personnel ; dans son intérêt égoïste ; pour la satisfaction de ses besoins ou de ceux de sa famille. S'il crée de l'utilité sociale la création de cette utilité n'est pas son but. Il n'exerce point sa profession en vue de cette fin. Il en poursuit une autre, distincte, altruiste seulement à l'égard d'un nombre de personnes très restreint : sa femme, ses enfants, ses parents. L'indemnité ne peut donc procéder de la même

raison dans les deux cas. Certaines de leurs données sont communes. Mais, dans l'ensemble, l'analogie est la seule cause de leur rapprochement. Quant au surplus, l'argumentation de M. Breton est fort intéressante ; et nous l'avons volontiers reproduite.

CHAPITRE II

LOI DU 21 AVRIL 1898

La loi du 21 avril 1898 s'applique à une espèce moins distante de la nôtre. Elle vise à prémunir nos marins contre les risques et les accidents de leur métier. Elle en prévoit la réparation ; de même encore que celle des maladies ayant leur cause directe dans l'exercice de la profession. L'article V de la loi dispose : « Les inscrits maritimes qui sont atteints de blessures ou de maladies ayant leur cause directe dans un accident ou un risque de leur profession survenu pendant la durée de leur dernier embarquement sur un navire français et les mettant dans l'impossibilité absolue et définitive de continuer la navigation, ont droit à une pension viagère, dite de demi-solde d'infirmité, fixée conformément au tarif annexé à la présente loi. Si la possibilité de continuer la navigation n'est pas définitive, il reçoit une indemnité temporaire ou renouvelable, calculée d'après le taux annuel prévu au dit tarif ».

La femme ou les enfants du marin mort des conséquences

des blessures ou des maladies d'origine professionnelle ont droit à une pension, L'origine professionnelle se prouve par un rapport détaillé. Il est dressé par le capitaine, maître ou patron, ou par leur remplaçant, en vertu du règlement d'administration publique du 20 décembre 1893, prévu par l'article 24 de la loi.

La conception d'une législation uniforme, applicable aux marins ou aux ouvriers de certaines industries dangereuses, pourrait donc être admise. Il suffirait de placer les métiers exercés en mer dans la liste des professions énumérées au décret. Toutefois il nous paraît préférable de les trancher les unes des autres.

CHAPITRE III

PREMIÈRE PROPOSITION DE LOI DE M. J.-L. BRETON

L'indemnisation de la maladie professionnelle existe donc dans certains cas : pour les marins, pour les sapeurs-pompiers ; exceptionnellement, pour les ouvriers de quelques industries, en vertu de décisions judiciaires. Ces cas dénotent la tendance actuelle — tendance très marquée — à ne pas laisser souffrir, plus longtemps, les ouvriers du risque professionnel dont ils sont les victimes. Le dépôt de différents projets et propositions de lois l'atteste d'ailleurs. On tend à généraliser la règle dont certaines exceptions ont retenu notre attention. La première de ces nouvelles propositions émane de M. J.-L. Breton.

Présentés, le 5 décembre 1901, par MM. J.-L. BRETON, ALBERT-POULAIN, ALLEMANE, BASLY, ANTIDE BOYER, CADENAT, CALVINHAC, CARNAUD, CHARLES-GRAS, CHASSAING, COLLIARD, DEVÈZE, FERRERO, FERROUL, FRANÇOIS FOURNIER, FOURNIÈRE, PASCHAL GROUSSET, CLOVIS HUGUES, JOURDE, KRAUSS, LABUSSIÈRE, LAS-SALLE, LÉGITIMUS, NARBONNE, PALIX, PASTRE, RENOU, ROUANET, VIVIANI, BÉNÉZECH, GALLOT, L. MARTIN, CLAUDE RAJON, PAJOT, LESAGE, MARET, THÉRON, COUTANT, SEMBAT, Députés, ses trois articles étaient précédés de l'exposé des motifs suivant; intéressant à reproduire *in extenso*, à titre documentaire :

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Malgré les nombreuses protestations qu'elle souleva au début de son application, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail est maintenant considérée par tous comme un commencement de réforme excellente qu'il est toutefois nécessaire de développer.

Elle est, en effet, bien incomplète, et, malgré les améliorations qui lui furent apportées dernièrement, elle contient encore des lacunes très importantes.

C'est ainsi qu'elle ne vise pas les maladies d'origine professionnelle qui constituent pourtant de terribles accidents du travail.

N'y a-t-il pas une véritable anomalie à considérer, d'une part, comme accidents du travail, donnant droit à une juste réparation pour l'ouvrier, toutes les blessures reçues durant la période de travail, quelles que soient les causes qui les ont provoquées, en excluant, d'autre part, du bénéfice de la loi les em-

poisonnements, souvent infiniment plus graves, résultant de la manipulation de substances vénéneuses, manipulation qui constitue pourtant l'essence même du travail de l'ouvrier ?

Malheureusement ces empoisonnements sont fréquents, déterminent d'épouvantables maladies et frappent de mort de nombreux travailleurs.

Dernièrement, l'Office du travail du Ministère du Commerce publiait, sous la haute direction de M. Arthur Fontaine, l'éminent directeur du Travail, un ouvrage du plus grand intérêt qui signalait et exposait avec une précision remarquable les accidents dont sont tous les jours victimes les ouvriers qui se livrent à la fabrication et à l'emploi des nombreux poisons industriels.

Le saturnisme, l'hydrargyrisme, l'arsenicisme, le phosphorisme, l'hydro-carburisme, le nicotinisme, le sulfhydrisme, l'oxycarburisme, le sulfocarbonisme, la septicémie charbonneuse, qui constituent autant de maladies professionnelles des plus dangereuses, y sont successivement étudiés.

Il serait trop long de passer en revue ici tous ces empoisonnements industriels qui font chaque jour de nombreuses victimes, et il nous suffira de citer, comme exemple typique, les méfaits du plomb et de ses composés qui constituent les plus violents des poisons industriels.

C'est ainsi qu'à Paris seulement l'emploi de la céruse tue chaque année plus de cent cinquante ouvriers peintres et frappe des plus graves infirmités, souvent même de la folie, près de quinze cents de ces intéressants travailleurs.

Ce simple exemple démontre suffisamment l'urgence de l'extension de la loi du 9 avril 1898 à ces redoutables accidents du travail.

La Suisse nous a d'ailleurs déjà devancés dans cette voie et la loi fédérale du 25 juin 1881, complétée par l'arrêté du Conseil fédéral du 19 décembre 1887, établit la responsabilité de l'employeur pour le dommage causé à l'ouvrier par la maladie résultant directement de l'exercice de sa profession.

Imitant cet exemple, nous vous demandons donc de voter la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Les maladies d'origine professionnelle sont assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898.

Art. 2.

Sont considérées comme maladies professionnelles les empoisonnements, aigus ou chroniques, résultant de la fabrication ou de l'emploi des substances suivantes :

1. Plomb et ses composés ;
2. Mercure et ses composés ;
3. Arsenic et ses composés ;
4. Cyanogène et ses composés ;
5. Phosphore ;
6. Sulfure de carbone ;
7. Nicotine ;
8. Benzine, nitro-benzine, aniline, pétrole, goudron, essence

de térébenthine, vanilline, essences odorantes, acide picrique, esprit de bois.

9. Gaz irrespirables et vénéneux : acide sulfureux, acide hypoazoteux, acide azoteux et vapeurs d'acide azotique, acide chlorhydrique, chlore, brôme, iode, acide fluorhydrique, acide carbonique, acide sulfhydrique, oxyde de carbone.

10. Virus de la variole, du charbon et de la morve.

11. Poussières diverses.

Art. 3.

Des décrets, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et du Comité d'hygiène publique de France, au fur et à mesure des nécessités constatées, pourront étendre la liste de ces substances toxiques dont l'usage provoque des maladies professionnelles.

Visiblement cette proposition est inspirée de la législation suisse. Nous savons la réponse qu'y firent MM. Mirman, l'actuel directeur de l'Hygiène, alors député, et Millerand, Ministre du Commerce. M. Mirman émit le projet de résolution suivant, adopté par la Chambre : « La Chambre invite le Gouvernement à constituer une Commission extra-parlementaire, composée de membres du Parlement, de savants, de représentants des patrons et des ouvriers, chargée de dresser : 1° la liste des maladies professionnelles, c'est-à-dire celles pour lesquelles l'exercice continu de la profession est la cause organique exclusive et essentielle ; 2° la liste des professions correspondantes avec, pour chacune d'elles, le coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant des dites maladies. »

Pour remplir cette mission, M. Millerand jugea inutile de créer un organe nouveau. Voici d'ailleurs comment le Ministre du Commerce, lui-même, explique sa décision dans son rapport à M. le Président de la République, sur l'application, pendant l'année 1901, de la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

« La Commission d'Hygiène Industrielle avait élaboré un projet de décret sur l'emploi du blanc de céruse dans l'industrie de la peinture, et elle se disposait à poursuivre l'étude des autres questions inscrites à son ordre du jour, lorsqu'à la date du 21 janvier dernier, mon prédécesseur décida de lui demander de déterminer les maladies qui peuvent être rattachées avec certitude à une cause professionnelle, et qui, justiciables des risques industriels au même titre que les accidents du travail, paraîtront devoir être, comme eux, mises à la charge de l'industrie.

« C'est le dépôt d'une proposition de loi de M. J.-L. Breton, ayant pour objet d'étendre aux maladies professionnelles la loi du 9 avril 1898, qui détermina le Ministre à confier cette étude à la Commission d'Hygiène Industrielle. Il lui parut que les études préalables d'une Commission, offrant toutes les garanties de compétence technique, étaient indispensables pour déterminer les travaux industriels dont l'exercice est susceptible soit d'engendrer des maladies professionnelles, soit de préparer le terrain propre à leur apparition. »

M. Georges Paulet, directeur de la Prévoyance et l'Assurance Sociales, insiste sur ces raisons, dans la partie historique de son rapport préparatoire présenté au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, le 12 mars 1904 :

« La nomination d'une nouvelle Commission extra-parlementaire pouvait avoir l'inconvénient de retarder l'étude de la question et de dessaisir de cette étude deux Commissions fonctionnant déjà auprès du Ministère du Commerce et plus particulièrement préparées à l'entreprendre par les travaux antérieurs de même ordre qui leur avaient été demandés. Aussi, d'accord avec la Direction du Travail, la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales représentait-elle au Ministre du Commerce, en janvier 1902, que, « sans procéder à la création d'une nouvelle commission extra-parlementaire, il paraissait préférable de donner satisfaction aux vœux de la Chambre, en utilisant, d'une part, la Commission d'Hygiène Industrielle fonctionnant déjà auprès de la Direction du Travail, qui aurait à examiner la question au point de vue technique, et, d'autre part, le Comité Consultatif des Assurances contre les accidents du travail, fonctionnant auprès de la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales. Ce Comité, tel qu'il est constitué par l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1899, et les arrêtés subséquents, forme en réalité une Commission extra-parlementaire, puisqu'il comprend notamment deux sénateurs et trois députés, dont les anciens rapporteurs successifs de la loi du 9 avril 1898, tant à la Chambre qu'au Sénat ; il se trouve donc particulièrement qualifié pour rechercher, au point de vue juridique, les conditions dans lesquelles certaines maladies professionnelles pourraient être législativement assimilées aux accidents du travail. »

C'est en ce sens que le Ministre répond le 29 janvier 1902 au Président de la Chambre des Députés. Dès le 3 mars 1901, il avait saisi de la question, pour une première étude, au point de vue technique, la Commission d'Hygiène Industrielle, insti-

tuée par l'arrêté du 11 décembre 1900, et complétée, à cette occasion, par l'adjonction de nouveaux membres. (arrêté du 26 janvier 1902). Il avait invité cette Commission à mettre à son ordre du jour : « 1^o l'étude des maladies exclusivement engendrées ou nettement provoquées par un travail professionnel ; 2^o la liste des industries susceptibles d'engendrer ou de provoquer ces maladies ».

La Commission, après d'assez longues discussions générales, partagea ses études en dix rapports : ceux de MM. les docteurs Thoinot, sur le plomb et ses composés ; Josias, sur le mercure et ses composés ; Bourges, sur l'arsenic et ses composés ; Heim, sur le sulfure de carbone ; Courtois-Suffit sur la benzine, la nitro-benzine, l'aniline, les essences diverses ; sur l'hydrogène sulfurée ; et sur les poussières à pneumonies ; Le Roy des Barres, sur les vapeurs et gaz vénéneux ou caustiques ; Brémond, sur le virus de la variole et du charbon ; Le Roy des Barres et Courtois-Suffit, sur les dermatoses d'origine professionnelle. Ils furent successivement adoptés, au cours de douze séances de discussion, et ils ont été résumés dans le rapport général de M. Leclerc de Pulligny.

Nous croyons devoir en citer les conclusions d'ensemble motivées, car le Comité Consultatif des Assurances, à son tour, en fut saisi. Il devait les harmoniser avec les lois en vigueur. Le projet de loi gouvernemental est le résultat de ces études communes et successives :

Rapport de M. Leclerc de Pulligny.

« Il convient d'abord d'observer, et la constatation a été faite plusieurs fois au cours des séances, que la Commission a reçu un mandat limité aux maladies dont « la profession est la cause

organique, exclusive ou essentielle ». Si désirable que soit la réparation du dommage causé à l'ouvrier par toutes les maladies qui peuvent le frapper, ce n'est pas cette réparation générale et extensive que la Commission est chargée de poursuivre. La Commission ne doit pas porter ses investigations en dehors des professions ou des travaux qui peuvent causer une maladie spéciale, et parmi les ouvriers malades ayant travaillé dans ces professions ou à ces travaux, elle ne doit retenir que ceux qui sont atteints de ladite maladie. Elle est obligée, par conséquent, d'ignorer ceux qui souffrent d'une maladie ordinaire et qui auraient pu la gagner en exerçant une autre profession ou sans en exercer aucune.

« La pensée du législateur suisse a été la même : « Le Conseil général désigne celles des industries dont l'exercice suffit à engendrer plusieurs maladies graves... Le fabricant est responsable du dommage causé à un employé ou à un ouvrier par une de ces maladies lorsqu'il est constaté qu'elle a exclusivement pour cause l'exploitation de la fabrique. »

« Une mission de l'Office du Travail a constaté que la réparation des dommages ainsi limitée fonctionne en Suisse depuis seize ans (1887) sans avoir soulevé aucune difficulté et sans que le contentieux relatif à cette réparation se distingue de celui qui se rapporte aux accidents du travail.

« La responsabilité mise à la charge des patrons a eu un autre résultat important, c'est de les disposer à accepter et même à devancer les suggestions de l'Inspection du travail en matière d'hygiène, eux-mêmes se trouvant matériellement intéressés à n'avoir pas de maladies sérieuses à indemniser. C'est ainsi que dans des industries insalubres, les industriels ont d'eux-mêmes organisé une visite médicale mensuelle avec registre

d'usine nominatif. Les malades sont soignés dès le début de leurs accidents et changés de poste ou même congédiés s'ils ne sont pas assez robustes pour résister.

« De la limitation apportée à son programme, la Commission tire une première conséquence importante, c'est que la tuberculose n'est pas comprise d'une façon générale dans le champ de son étude. Elle n'y a été rattachée que dans un cas spécial, celui des pneumokonioses.

« Il est trop certain que la tuberculose est une maladie fréquente dans l'industrie, surtout la moyenne et la petite. Des ateliers surpeuplés où l'air se renouvelle mal, où la lumière pénètre insuffisamment, des heures de travail trop longues et des tâches qui exigent un excès de force et un excès d'attention, voilà des causes de dépression et de surmenage qui rendent l'invasion du microbe facile. Mais ces causes ne sont ni particulières à une industrie, ni spéciales à l'industrie elle-même. On les rencontre dans bien d'autres occupations, celle du commerce notamment. Ces causes enfin sont loin d'être seules et il est presque impossible d'évaluer leur importance relative par rapport à d'autres conditions malheureusement usuelles, ou presque, de la vie ouvrière : l'hérédité pathologique, les soucis, l'alimentation défectueuse, les logis surpeuplés et malpropres, même sans parler d'alcoolisme ni d'autres excès.

∴

« La Commission a été conduite à faire une autre constatation d'ordre général, c'est que les maladies essentiellement professionnelles qu'elle est chargée d'étudier sont surtout les mala-

dies chroniques que peut produire à la longue la répétition constante des mêmes intoxications.

« Parfois, quelques-unes de ces intoxications se produisent, il est vrai, à dose massive et presque foudroyante par suite d'un événement fortuit et il arrive qu'elles causent ainsi la mort ou une indisposition grave, quoique souvent de courte durée : tel est le cas de la septicémie charbonneuse et de certains empoisonnements par l'hydrogène arsénié et l'hydrogène sulfuré, par le sulfure de carbone et l'oxyde de carbone.

« Ces intoxications brutales ont tous les caractères d'un événement soudain et violent, d'un véritable accident du travail.]

« Le plus souvent, aucun doute n'est permis sur la nature de l'indisposition, ni sur sa cause professionnelle. Sa réparation peut être poursuivie d'après les principes et les méthodes fixés par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Il est juste et logique qu'il en soit ainsi. En fait, telle a été l'intention du législateur et les tribunaux ont jugé plusieurs fois dans ce sens.

« Il est donc superflu que la Commission s'attarde à ces intoxications massives qui sont déjà classées parmi les accidents du travail. Elle aura seulement occasion de les définir en les rencontrant sur sa route, dans le groupe de la maladie professionnelle dont elles sont une modalité très particulière.

. .

« Il y aurait ici une distinction théorique à faire entre les maladies aiguës et les maladies chroniques professionnelles. Les maladies aiguës interrompant brusquement le travail, faciles à reconnaître et à attacher à leur cause pourraient être déclarées dans un très bref délai.

« Au contraire, les maladies chroniques dont le diagnostic causal est beaucoup plus délicat, et demande d'être mûrement pesé, ne sauraient, dans la plupart des cas, faire l'objet d'une déclaration immédiate. Un délai de plusieurs semaines à plusieurs mois sera souvent nécessaire.

« Dans la pratique, la distinction théorique qui vient d'être établie ne saurait être admise. La Commission a pensé qu'il y a lieu d'établir seulement une règle générale comptant avec les cas les plus difficiles et de dire que toute maladie professionnelle doit être déclarée dans les trois mois qui suivent l'incapacité de travail.

..

« Une autre question de principe a été résolue par la Commission au cours de la discussion générale. C'est celle qui concerne la prédisposition aux manifestations d'une maladie professionnelle, prédisposition dont un ouvrier peut être déjà affecté quand il rentre chez un patron, soit qu'elle résulte d'une faiblesse personnelle, soit que son organisme ait déjà souffert de la même maladie dans un autre atelier.

« La Commission constate que l'âge, l'intempérance et diverses dispositions personnelles diminuent les défenses naturelles de l'organisme et facilitent ou aggravent les intoxications, mais elle constate aussi qu'ici comme en matière d'accidents du travail la responsabilité du patron actuel ne peut pas être écartée. Là aussi, la vie antérieure de l'ouvrier, ses dispositions naturelles et son hygiène peuvent modifier ses chances d'accident : l'ouvrier intempérant, âgé, épuisé par des excès ou par sa pro-

fession, voyant mal, incapable d'attention, de mouvements précis ou rapides, est plus exposé qu'un autre. Si un patron l'engage dans ces conditions, sans chercher à les connaître ou les connaissant, et s'il l'occupe à un travail dangereux, il doit en supporter la responsabilité.

« En matière de maladie professionnelle, les deux seules questions qui se poseront seront toujours celles-ci : 1° la manifestation morbide considérée provient-elle d'une maladie professionnelle ? 2° cette maladie professionnelle dépend-elle de la dernière occupation du malade ?

« Si les deux réponses sont affirmatives, c'est le dernier patron qui sera responsable.

« Si, au contraire, la maladie actuelle dépend d'une profession précédente, la responsabilité d'un patron antérieur pourra être recherchée, sauf la prescription établie par la loi.

∴

« Si l'ouvrier peut établir qu'il a déjà souffert antérieurement d'une ou plusieurs maladies professionnelles, et s'il peut prouver qu'il a toujours été indemne d'autres maladies non professionnelles dont les manifestations puissent se confondre avec celles des premières, il fournira d'importants arguments au médecin expert qui devra décider du rattachement d'une manifestation morbide à une maladie professionnelle, lorsque cette manifestation se présente souvent parmi les ouvriers et ailleurs avec des causes banales qui n'ont rien d'industriel. Tel est le cas, par exemple, de l'anémie, de la néphrite, de la goutte et de l'artério-sclérose qui se rencontrent dans une foule de ma-

ladies et qui cependant sont aussi les manifestations les plus, fréquentes d'une longue imprégnation saturnine. Si l'homme de l'art ne dispose pas d'une sorte d'histoire de la pathologie professionnelle de l'ouvrier malade, il pourra trouver dans ces symptômes une très grande vraisemblance d'intoxication saturnine : il ne disposera pas d'une quasi-certitude à cet égard.

« Des renseignements fournis par les divers rapporteurs et des discussions de la Commission il résulte que cette histoire individuelle de la pathologie professionnelle de chaque ouvrier sera un élément de diagnostic indispensable dans tous les accidents chroniques des divers empoisonnements industriels. Seuls quelques accidents aigus pourraient être rattachés *ipso facto* à leur cause; mais la nécessité de pourvoir au diagnostic des empoisonnements chroniques dans les mêmes professions, exigera l'établissement d'une histoire pathologique de chaque ouvrier dans toutes les industries où la réparation des dommages causés par les intoxications professionnelles devra être poursuivie.

« Sous quelle forme l'histoire pathologique du sujet doit-elle être enregistrée ? Registre d'usine ou livret individuel ? Le deuxième serait évidemment d'un usage plus commode que le premier mais l'ancien livret d'ouvrier a encouru des reproches très graves qui l'ont fait supprimer et qui seraient sans doute opposés au livret sanitaire individuel. On ne voit pas d'ailleurs en quoi il serait absolument nécessaire. Il suffit qu'un registre nominatif des ouvriers soit tenu et conservé à l'usine ou ailleurs avec les inscriptions voulues et qu'il soit muni d'un répertoire également nominatif pour que l'histoire pathologique d'un ouvrier soit reconstituée le jour où elle sera nécessaire. Le

malade pourra indiquer les maisons où il a travaillé et l'époque de son passage ; il aura tout intérêt à être muni de ces renseignements.

« Ce qui est certain, c'est que le registre sanitaire, pour être complet, devra mentionner avec un détail suffisant toutes les maladies de l'ouvrier, qu'elles soient spéciales à sa profession ou non. La conséquence de cette nécessité sera l'obligation des soins médicaux, assurés par un médecin d'usine, pour toutes les maladies, dans les industries exposées aux intoxications.

. .

« Afin de partager entre divers rapporteurs l'étude des maladies dont l'exercice de la profession est la cause organique, exclusive ou essentielle, la Commission devait tout d'abord arrêter au moins provisoirement une liste de ces maladies.

« L'énumération qui a été adoptée diffère peu de celle qui est jointe au projet de loi de M. le député Breton et de la liste fournie par l'arrêté fédéral suisse du 19 décembre 1887. On en retrouve les éléments dans l'étude générale sur les intoxications professionnelles publiée en 1901 par l'Office du Travail français sous le titre « Poisons industriels ».

« C'est en effet en rattachant les principales maladies professionnelles au poison industriel qui en est la cause originelle que la Commission a arrêté l'énumération qui est indiquée ci-dessous avec les noms des honorables rapporteurs :

Maladies causées par	Nom des rapporteurs
Le plomb et ses composés	MM. les D ^{rs} Thoinot.
Le mercure et ses composés	Josias.
L'arsenic et ses composés	Bourges.
Le sulfure de carbone	Heim.
La benzine, la nitro-benzine, l'aniline les essences diverses	Courtois-Suffit.
L'hydrogène sulfuré	Courtois-Suffit.
Les vapeurs et gaz vénéneux ou caus- tiques.	Le Roy des Barres.
Le virus de la variole et du charbon .	Brémond.
Les poussières à pneumonies	Courtois-Suffit.
Les dermatoses d'origine professionnelle	Le Roy des Barres et Courtois-Suffit.

« La Commission a décidé d'écarter les maladies causées par le phosphore et par la nicotine.

« Ces maladies ont une assez grande importance à l'étranger où la confection des allumettes et des produits du tabac est laissée à l'industrie privée et s'exerce souvent en chambre dans des conditions d'hygiène déplorable. En France, ces industries s'exercent uniquement dans des ateliers appartenant à l'Etat et celui-ci a toujours accordé libéralement les soins médicaux et les indemnités à son personnel en cas de maladie d'origine quelconque. Dans ces ateliers, les conditions d'hygiène sont de tous points satisfaisantes et les intoxications inconnues. Elles ont complètement cessé depuis 1898 en ce qui touche les allumettes ; aucune parcelle de phosphore blanc (ou jaune) n'est plus employée à leur fabrication depuis cette époque et cette dangereuse substance a été entièrement remplacée par le sesquisulfure de phosphore, produit inoffensif. Quant à l'industrie de la fabrication du phosphore, elle est concentrée dans deux usines privées où aucune intoxication n'a été relevée de-

puis fort longtemps. Aucune application notable du phosphore n'existe en dehors de la fabrication des allumettes.

« La Commission a décidé de ne pas considérer d'autres toxiques que ceux dont l'étude a été répartie entre ses rapporteurs et qu'on peut appeler les grands poisons industriels ; on peut dire qu'il n'existe pas, à proprement parler, d'intoxications professionnelles en dehors de celles qui se rattachent à ces grands poisons, ou, s'il en existe, ce sont des indispositions bénignes, passagères et spéciales à des professions peu nombreuses.

« Si le législateur consent à réparer les dommages causés par les grands poisons, le principal sera fait et ce but aura d'autant plus de chance d'être atteint qu'il sera mieux limité.

« C'est pour les mêmes raisons que la Commission a décidé de ne pas examiner d'autres maladies professionnelles que les intoxications.

..

« La discussion générale a montré que les mêmes questions se posaient pour chacun des poisons considérés et qu'il était avantageux de les examiner dans l'ordre suivant :

1° Diagnostic des accidents :

(Il est bien entendu que dans tout ce qui suit le mot accident est pris dans son acception médicale et non dans celle d'événement brutal et soudain qu'il a dans la loi de 1898 ; la question des intoxications massives, qui sont de véritables accidents aux termes de cette loi, a été traitée dans ce qui précède.)

a) Quels sont les accidents par lesquels se manifeste l'intoxication ?

b) Quels sont ceux qui peuvent provenir ordinairement ou exceptionnellement avec les mêmes symptômes d'autres causes ?

c) Avec quelle certitude chacun peut-il être rattaché à l'action du poison ?

d) Dans quel délai, à partir de l'origine de l'incapacité de travail, peuvent être faits ce rattachement et la déclaration légale qui suivrait ?

2° Conséquences des accidents :

Quelles sont les conséquences que l'accident peut entraîner ?
Peut-il causer, notamment, la mort ?

Une incapacité de travail.	{	permanente	{ totale ? partielle ?	}	de quelle durée ?
		temporaire	{ partielle totale		

Une indisposition sans chômage ?

3° Délais de revision et de prescription.

Combien de temps après la cessation du travail dangereux chaque accident peut-il se produire ?

Quels délais de revision et de prescription doivent être substitués à ceux qui sont prévus par les articles 19 et 18 de la loi du 9 avril 1898 (trois ans et un an) ?

4° Liste des professions correspondantes :

Quelles sont les professions où les intoxications sont assez caractérisées pour qu'il y ait lieu d'y prévoir la réparation des dommages qu'elles causent ?

..

« A la question : « Dans quel délai le diagnostic peut-il être établi, etc..... » il a été répondu pour l'ensemble des intoxications étudiées dans ce rapport et nous n'y reviendrons pas dans l'analyse qui suit.

« En ce qui concerne la liste des professions les plus exposées aux diverses intoxications, la Commission fait remarquer que ses rapporteurs n'ont pu fournir que des renseignements approximatifs basés sur des travaux souvent anciens, et que ces renseignements ont surtout pour but de délimiter le champ dans lequel des recherches plus précises pourraient être entreprises.

« Des études sur certaines intoxications professionnelles ont été réalisées à diverses époques par des praticiens éminents ; mais ces études n'ont pas établi et ne pouvaient établir de relation numérique entre les cas de maladies observés et l'importance de la population professionnelle dont les malades faisaient partie. D'autre part, les procédés de beaucoup d'industries se modifient rapidement et telles professions menacées d'un danger sérieux jadis n'en présentent plus aucun aujourd'hui souffrent d'un ou autre.

« Quant à la statistique des hôpitaux, celle des hôpitaux parisiens notamment, elle fournirait plus facilement des résultats comparables à la population d'un groupe professionnel déterminé. Mais deux obstacles se dressent devant ces comparaisons : la statistique des hôpitaux ne sait rien des malades non indigents soignés à domicile et la proportion de ceux-ci varie

beaucoup avec les professions et les époques ; d'autre part, les causes de maladies sont inscrites à l'hôpital sans tenir compte de leur origine professionnelle quand la maladie n'est pas absolument et évidemment spéciale à une industrie, ce qui est le cas le plus fréquent.

« Pour disposer de renseignements précis sur le coefficient de morbidité spécifique des professions exposées aux intoxications professionnelles, il faudrait qu'une étude spéciale fût entreprise. Il semble qu'elle pourrait utiliser la statistique des sociétés de secours mutuels de quelques grands centres industriels à condition que pendant la période de temps embrassée, l'inscription des causes de maladie fût faite avec une attention spéciale en vue de les rattacher chaque fois qu'il serait possible à leur cause professionnelle ; une autre mesure qui pourrait fournir une documentation encore plus complète consisterait à ajouter les intoxications professionnelles à la liste des maladies dont la loi sur la santé publique rend la déclaration obligatoire. Cette déclaration obligatoire de certaines maladies professionnelles existe déjà en Angleterre. »

La tâche scientifique de la première Commission étant ainsi épuisée, les rapports relatant ses travaux, réunis en un fascicule spécial par les soins de la Direction du Travail, ont été distribués au Comité Consultatif des assurances contre les accidents du travail. En vertu d'une décision ministérielle, du 17 décembre 1903, il s'est ainsi trouvé saisi de la question de l'assimilation, par voie législative, des maladies professionnelles aux accidents du travail.

Rapport préparatoire de M. Georges Paulet.

Ainsi s'est ouverte la seconde étude, entrevue en 1902 : celle qui doit faire état des résultats techniques, obtenus et précisés par la Commission d'Hygiène Industrielle, pour rechercher, au point de vue juridique, dans quelles conditions, en quelle mesure, par quelles adaptations et au moyen de quels organismes, la législation du risque professionnel pourrait être étendue du risque d'accident au risque de la maladie professionnelle.

La quatrième partie du rapport préparatoire de M. Paulet traite de ces questions, dans l'aperçu sommaire des principaux points à examiner. Nous la reproduisons aussi, pour montrer dans quel esprit le premier projet de loi, déposé par M. Dubief, Ministre du Commerce, le 18 mai 1905, a été conçu. De ce projet de loi lui-même, nous nous occuperons plus loin. M. Paulet déclare :

« Le premier élément de cette étude est fourni, comme on l'a vu, par le rapport général et les rapports spéciaux de la Commission d'Hygiène Industrielle.

« Dans ces travaux techniques, la Commission s'est déjà efforcée de résoudre ou d'éclairer les questions précises qui lui étaient posées par le Directeur du travail et le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au regard d'une application éventuelle de la loi de 1898 aux maladies professionnelles. Pour toutes les maladies qu'elle envisageait, elle s'est successivement placée au point de vue de leur détermination, de leurs suites, des délais dans lesquels elles pouvaient se déclarer ou s'aggraver.

« De ces conclusions médicales, fatalement encore indécises ou timides sur bien des points en l'état actuel de la science, on

peut cependant dégager quelques données constantes ; la fréquence des incapacités temporaires, la faible proportion des incapacités permanentes, la rareté des décès ; la difficulté certaine, mais surmontable, de rattacher les maladies professionnelles à leur cause principale ; la nécessité, pour opérer ce rattachement avec quelque sécurité, de suivre les origines lointaines de la maladie et de connaître parallèlement les tares et, en quelque sorte, le signalement pathologique du malade ; l'impossibilité de retenir, en principe, comme maladie professionnelle la tuberculose, malgré les prédispositions ou les aggravations qu'elle doit aux conditions de la vie industrielle ; enfin le nombre relativement restreint des intoxications industrielles, si toutefois on est résolu à ne considérer, au moins au début, que les intoxications réellement importantes, ou par la gravité de leurs effets, ou par le chiffre des effectifs ouvriers qu'elles atteignent.

« Ces éléments techniques d'appréciation permettent d'orienter la recherche d'un premier régime de réparation des maladies professionnelles et, pour dessiner le terrain des discussions qui vont s'ouvrir, il n'est peut-être pas inutile d'essayer d'entrevoir à grands traits quel pourrait être ce régime.

« Une première et double constatation s'impose.

« Il est impossible de tenter pour la maladie professionnelle une législation complètement différente de la législation appliquée aux accidents, les rapports entre la maladie et l'accident étant trop étroits pour qu'il n'y ait point un intérêt évident à laisser ces deux manifestations du risque professionnel sous l'empire des mêmes principes et, pour autant que les faits s'y plient, des mêmes formalités. Mais il n'est pas moins impossible d'appliquer purement et simplement la législation des accidents aux maladies professionnelles, à raison des différences profondes qui

les séparent quant à la constatation de leur origine, aux phases de leur survenance et à la détermination des responsabilités qu'elles entraînent.

« Il ne saurait donc s'agir, en tout état de cause, et quelles que soient les solutions finalement retenues, que d'une *adaptation* de la loi de 1898 au régime parallèle, mais dissemblable, des maladies professionnelles.

« D'autre part, plus encore qu'en matière d'accidents de travail, la préoccupation dominante du législateur en matière de maladies professionnelles doit être de provoquer, dans l'organisation des responsabilités, l'organisation corrélative de la prévention.

« Si la maladie professionnelle compte tant de victimes, c'est que la science appliquée n'a point encore été suffisamment incitée à trouver, ou l'industrie à réaliser, les dispositifs et les précautions qui, de l'aveu de tous les techniciens, pourraient très souvent en atténuer ou même en écarter les atteintes. Il est d'expérience que, dans nombre de cas, la question de salubrité industrielle est surtout une question de dépense pour le choix pour des matières exploitées ou les aménagements d'exploitation et, par conséquent, une question de prix de revient. Or, nul ne saurait douter que le meilleur moyen de pousser l'industrie à ces dépenses nécessaires, sans contrainte légale, serait l'organisation de responsabilités financières qui mettraient directement l'intérêt patronal aux prises avec la recherche des perfectionnements réalisables.

« On peut avancer sans hésitation que la lutte contre les maladies professionnelles est moins encore affaire de médecins qu'affaire d'ingénieurs, et que notre législation devra, en instituant la réparation des maladies professionnelles contractées,

provoquer, en quelque sorte automatiquement, la prévention progressive des maladies professionnelles évitables.

« Dans cet ordre d'idées, il semble que l'industrie pourrait d'abord, sans dommage pour ses intérêts présents et au profit de ses intérêts futurs, grâce aux statistiques précieuses qu'une telle mesure rendrait possibles, être astreinte à déclarer toutes les maladies professionnelles intéressantes à suivre.

« Pour plus de sécurité et de précision dans ces déclarations, on pourrait même songer à en faire peser la responsabilité sur les médecins traitants, par analogie avec les dispositions de l'article 5 de la loi du 15 février 1902 sur la santé publique, sauf à rendre cette obligation équitable et efficace en ménageant aux médecins, de ce chef, le bénéfice de modiques honoraires, qui pourraient être supportés soit par des industries assujetties, soit par les budgets locaux.

« Ces déclarations n'impliqueraient du reste, par elles-mêmes, aucune présomption de responsabilité pour les industriels chez lesquels se seraient manifestées les maladies déclarées. Elles auraient uniquement pour but de permettre l'établissement d'une statistique précise, et, par cette statistique même, la direction raisonnée de la prévention, comme l'amélioration de la législation initiale sur les maladies professionnelles.

« La liste des maladies professionnelles à *déclarer* pourrait et devrait être assez longue ; celle des maladies à *réparer* devrait au contraire être fort brève, si l'on veut, comme il semble nécessaire, débiter par une expérience prudente et limiter cette expérience aux seules maladies dont l'importance appelle, dès maintenant, une réparation urgente. On pourrait soutenir et on a soutenu qu'à ce point de vue la seule maladie professionnelle vraiment importante est le saturnisme ; le Comité consultatif

pourrait, en tout cas, la prendre pour thème de son examen, sauf lorsqu'il aboutira à des conclusions, à indiquer les quelques autres maladies auxquelles ces conclusions pourraient s'étendre.

« Il ne peut s'agir encore d'aborder, ni même d'indiquer toutes les difficultés de détail que ne manquera pas de révéler l'étude approfondie de la loi projetée. Mais il importe d'envisager, dès d'abord, les deux difficultés maîtresses du problème : difficulté de discerner l'origine de la maladie ; difficulté, la maladie une fois caractérisée, d'en partager la responsabilité entre les employeurs successifs de l'ouvrier malade.

« Les praticiens paraissent unanimes à reconnaître que, s'il requiert beaucoup d'expérience et de circonspection, le diagnostic causal est rarement impossible, pourvu qu'il soit éclairé par l'état civil médical du sujet. Il faudrait donc munir l'ouvrier d'un livret sanitaire, qui ne serait peut-être pas sans soulever quelques appréhensions, mais qu'il ne serait pourtant pas très difficile de soustraire aux reproches que soulevaient naguère les livrets d'ouvriers réglementés par la loi du 22 juin 1854 et abolis par la loi du 2 juillet 1890. On peut penser aussi à l'établissement de registres sanitaires d'usines. Peut-être même serait-il utile de combiner ces deux éléments d'information et de preuve, et de laisser ainsi contradictoirement un titre aux mains de l'ouvrier et aux mains du patron.

« Quant à la répartition de la responsabilité patronale des maladies professionnelles entre les différentes exploitations dans lesquelles l'ouvrier a successivement contracté, entretenu ou aggravé ces maladies, il semble téméraire de prétendre l'établir juridiquement sans courir le risque de déterminations arbitraires, de litiges incessants et, en définitive, d'inégalités qui rendraient

la réparation aussi injuste pour les patrons qu'aléatoire pour les ouvriers.

« Sans préjuger les résolutions auxquelles le Comité consultatif pourra se trouver conduit, il est loisible de prévoir qu'en cette matière toute spéciale des maladies professionnelles il sera amené à ménager une solidarité nécessaire entre les employeurs, successifs et à faire jouer cette solidarité dans un cadre déjà utilisé pour la réparation des accidents du travail : le syndicat de garantie.

« Le groupement des industriels assujettis dans des syndicats solidaires, par industries insalubres similaires, aurait en effet l'avantage de substituer la responsabilité commune de ces industries aux responsabilités individuelles des chefs d'entreprise, de prévenir, pour les ouvriers entamés par la maladie professionnelle, les congédiements prématurés que pourrait provoquer le jeu de ces responsabilités individuelles, de permettre l'évaluation globale des charges, de laisser aux intéressés eux-mêmes le soin délicat de ventiler entre eux ces charges d'après leurs risques et leurs dispositions préventives, de faciliter enfin et de provoquer ainsi par le plus énergique des stimulants, par l'intérêt financier, la propagation efficace et rapide de ces dispositions préventives.

« Cette organisation, ou telle autre analogue, pourrait lever des difficultés résultant du départ des responsabilités patronales ; il faut reconnaître qu'elle laisserait subsister les difficultés relatives au départ entre les maladies d'origine exclusivement professionnelle, principalement professionnelle ou partiellement professionnelle.

« Aussi on se demandera si une légitime appréhension des procès et un juste souci de réserver toujours à l'ouvrier, dans les

exploitations notoirement insalubres, la réparation de maladies auxquelles il serait bien hardi de déclarer l'industrie entièrement étrangère, ne mèneront pas à l'examen d'une solution plus compréhensive encore, qui, faisant abstraction de l'origine médicale des maladies survenues dans ces industries, comporterait indistinctement la réparation de toutes ces maladies, sauf à faire participer les ouvriers aux frais de cette réparation totale, de manière que leur participation, qu'il ne serait pas impraticable d'arbitrer avec une suffisante exactitude, représente alors, à l'exclusion de l'élément professionnel, l'élément banal des maladies dont ils seraient victimes : il ne semblerait pas illogique et il serait peut-être expédient d'ajouter ce forfait nouveau aux forfaits qui font déjà la trame de la loi du 9 avril 1898, et sans lesquels ne peut d'ailleurs se concevoir la mise en action du risque professionnel.

« Là encore le législateur français n'aurait à se faire d'emprunt qu'à lui-même, puisque depuis dix ans déjà, dans l'industrie des mines, existent des caisses mutuelles obligatoires de maladie, faisant indistinctement face à toutes les maladies survenues aux mineurs et alimentées, dans des proportions inégales, par les contributions patronales et par les cotisations ouvrières.

« Ce système, plus large, et par beaucoup de côtés plus simple, s'il arrivait à rallier l'adhésion du Comité, aurait pour lui de supprimer à peu près toutes les difficultés inhérentes à la distinction d'origine entre les maladies, comme à la distinction de responsabilité entre les industriels. Il rapprocherait, dans un intérêt commun de prévention et d'économie, les patrons et les ouvriers et réduirait à leur minimum les incertitudes et les procès.

« Ce n'est point certes qu'un tel système se trouve à l'abri des

objections. Il est assez aisé de les prévoir. Il est même bon de signaler dès maintenant les principales.

« Et d'abord, dira-t-on, ce serait l'assurance obligatoire, écartée par le Sénat, en matière d'accidents.

« On répondra sans doute qu'il ne s'agirait que d'une assurance obligatoire localisée dans des industries spéciales, et à tout prendre peu nombreuses, si la loi projetée, comme il semble indispensable, ne vise que les maladies professionnelles essentielles. Ce ne serait point renoncer au principe de l'assurance libre que de reconnaître en certains cas, et pour des causes spécifiques, la nécessité d'une assurance obligatoire d'exception.

« Aussi bien le Parlement n'a pas reculé devant l'organisation de l'assurance obligatoire, lorsqu'il l'a jugée indispensable à la sauvegarde efficace des intérêts qu'il voulait protéger dans certaines industries et contre certains risques. D'aucuns semblent oublier que des assurances obligatoires spécialisées fonctionnent ainsi depuis neuf ans dans les exploitations minières, en matière de maladies et de retraites, depuis cinq ans dans la marine marchande, en matière d'accidents et de *maladies professionnelles* (1).

« Et ici l'assurance obligatoire semble bien apparaître inéluctable : dans l'intérêt des ouvriers, parce que l'exercice des responsabilités patronales individuelles risquerait trop d'aboutir à des congédiements systématiques ; et dans l'intérêt des patrons, parce que l'incertaine ventilation de ces responsabilités successives ne prêterait pas à l'établissement de primes raisonnées par les assurances libres, et qu'en l'absence de ces assurances

(1) Voir ci-dessus les dispositions essentielles de la loi du 21 avril 1898 en matière de maladies.

elle laisserait les chefs d'entreprises à la merci de charges toujours indéterminées.

« On peut dès aujourd'hui d'ailleurs présumer que l'application même de la loi du 9 avril 1898 entrainera peu à peu les ouvriers à réclamer, et les juges à attribuer, à la suite de maladies professionnelles, des indemnités analogues à celles que cette loi prescrit à la suite d'accidents. N'est-il pas plausible que l'article 1382 du Code Civil sera mis en œuvre pour la maladie professionnelle comme il était mis en œuvre, avant la loi de 1898, pour les accidents, et que la jurisprudence sera conduite, par une force irrésistible de logique et d'équité, à devancer ainsi la législation sur les maladies professionnelles, comme elle avait jadis devancé la législation sur les accidents (1) ? »

Le rapport de M. Paulet porte la date du 10 mars 1904. Déjà il ne prophétisait plus : Huit jours auparavant, le 2 mars, la Cinquième Chambre du Tribunal Civil de la Seine avait rendu le jugement suivant, d'autant plus caractéristique que les lois et règlements imposés à l'usine défenderesse avaient été observés :

« Le tribunal,

« Ouï, en leurs conclusions et plaidoiries, Jungt, avocat, assisté de Bertin, avoué de Husson ; Lavollée, avocat, assisté de Beau, avoué de Hardy, Milory, Rémond et C^{ie}, le ministère public entendu et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en matière ordinaire et en premier ressort ;

« Attendu qu'en exécution d'un jugement avant faire droit de cette Chambre, du 10 décembre 1902, Courtois-Suffit, Bruneau et Ogier, experts médecin, ingénieur et chimiste, commis à

(1) Voir ci-après un jugement du tribunal de la Seine en date du 2 mars 1904.

l'effet de donner leur avis sur l'installation de l'usine exploitée par les défendeurs, sur l'état de Husson et sur les causes qui ont déterminé les troubles qu'il allègue, ont procédé à leur mission, et déposé leur rapport au greffe le 16 décembre 1903 ;

« Attendu qu'il résulte de ce travail que les matières chimiques employées dans l'usine sont aptes à produire beaucoup de poussière, qu'elles contiennent des composés plombiques dans la proportion de 4 0/0 et que les lois et règlements imposés aux établissements de ce genre y sont observés ;

« Attendu que les experts ont constaté cependant que la ventilation n'est pas très bien comprise et qu'à raison du poids des poussières elle aurait été plus efficace si, au lieu de se faire par le toit, elle avait été installée *per descensum*, que, de plus, les conduites d'aspiration présentent des coudes obstrués par les poussières qui s'y accumulent ; qu'une alimentation automatique pour la bluterie était réalisable et de nature à soustraire l'ouvrier aux poussières qui s'en dégagent ; qu'en outre, l'emploi très utile du masque actuellement imposé aux ouvriers ne l'était pas au moment où Husson travaillait dans l'atelier et, qu'enfin, il résultait des renseignements fournis aux experts que, contrairement à un roulement établi dans l'usine, Husson avait travaillé trois semaines consécutives dans l'atelier des « rouges », matières les plus dangereuses puisqu'elles contiennent 40 0/0 de composés plombiques ;

« Attendu qu'il appert encore du rapport que le demandeur présente les signes non douteux de l'intoxication saturnine dans une de ses formes les plus sérieuses et les plus rebelles, et que sa valeur professionnelle peut être considérée comme définitivement réduite des trois quarts ; qu'avant son entrée chez les défendeurs, il a exercé pendant deux ans, sans difficulté, le

dur métier de paveur ; qu'entré bien portant à l'usine le 30 juillet 1901, puisqu'il n'est atteint d'aucune lésion ou symptôme tuberculeux, il a été subitement pris de coliques de plomb avec stigmates saturnins, le 11 novembre suivant, que pendant cette période de plus de trois mois son dossier ne mentionne qu'une interruption de travail de quatre jours ;

« Attendu que les experts concluent de tout ce qui précède que Husson a contracté dans les ateliers des défendeurs le mal dont il est atteint et que rien dans son passé et dans son état antérieur ne semble avoir pu l'y prédisposer ;

« Attendu que Hardy, Milory, Rémond et C^{ie}, sans méconnaître l'état de Husson, soutiennent que leur responsabilité ne saurait être engagée, puisqu'au dire même des experts ils ont observé tous les règlements qui leur sont imposés et qu'ainsi ils n'ont commis aucune faute pouvant entraîner leur condamnation à des dommages-intérêts par application de l'article 1382 du Code civil ;

« Mais attendu que si la seule infraction aux règlements constitue une faute au point de vue pénal et civil, l'observation de ces mêmes règlements ne suffit pas à elle seule pour dégager nécessairement la responsabilité du patron ; que les règlements administratifs se modifient au fur et à mesure des transformations de l'industrie et de l'apparition des dangers qu'elle comporte ; que le fait de n'avoir point entouré l'ouvrier de toutes les précautions pratiquement réalisables et susceptibles de réduire au minimum les dangers qui le menacent constitue une faute suffisante pour entraîner la responsabilité civile du patron ;

« Attendu que le fait relevé par les experts de n'avoir imposé l'usage du masque qu'après le départ de Husson, de n'avoir

point alimenté automatiquement la bluterie, d'avoir laissé subsister des coudes dans les tuyaux d'aspiration, d'avoir installé l'aération par le toit et non *per descensum*, d'avoir laissé travailler Husson pendant trois semaines consécutives dans l'atelier des « rouges » sont autant de fautes engageant la responsabilité des défendeurs ;

« Attendu, en ce qui concerne l'indemnité à allouer, qu'en tenant compte de toutes les constatations du rapport relativement à l'état de Husson avant et après son séjour dans l'usine des défendeurs, de ses salaires s'élevant à 3 fr. 75 par jour, de son âge, de sa situation de famille, le tribunal a les éléments suffisants pour fixer à 3.000 francs l'indemnité à allouer ;

« Par ces motifs :

« Condamne Hardy, Milory, Rémond et C^{ie} à payer à Husson une somme de 3.000 francs à titre de dommages-intérêts, les condamne aux dépens dont le recouvrement sera poursuivi conformément à la loi sur l'assistance judiciaire. »

L'œuvre jurisprudentielle du Tribunal de la Seine imitait d'ailleurs celle des Tribunaux Civils de Lyon (7 août 1902), de Montbrison (21 février 1903), de la Cour d'appel de Paris (7 novembre 1902), et de la Cour de Cassation (arrêt du 3 novembre 1903 ci-dessus rapporté). Ainsi les juges se substituaient, au Parlement, modestement, dans la mesure de leur cœur, et en s'abritant derrière l'article 1382 C. C. Dans la suite de son rapport M. Georges Paulet blâme une telle pratique : « Pour le juge, auquel il est toujours mauvais de demander la loi, pour l'ouvrier qu'aigrît le hasard des procès, pour le patron qui redoute à bon droit l'imprévu et l'indéterminé de ses frais généraux,

il vaut mieux que le législateur fasse lui-même par avance l'arbitrage et dise le droit ».

Mais M. Paulet prévoit les objections contre cet arbitrage et cette loi d'où résultera une assurance obligatoire ou non, « amorce d'une assurance générale contre la maladie, bien faite pour émouvoir les Sociétés de Secours Mutuels auxquelles la loi du 1^{er} avril 1898 en a plus particulièrement ménagé le domaine ».

Néanmoins : « on peut espérer calmer cette appréhension, comme la précédente, en rappelant que la loi du 29 juin 1894, qui créait des caisses obligatoires de secours dans les exploitations minières, et la loi du 21 avril 1898, qui créait une caisse nationale de prévoyance obligatoire entre les marins français contre les risques de leur profession, ont déjà, dans des industries spéciales et pour des besoins spéciaux, institué des assurances-maladie, et que ces assurances ne paraissent avoir ni inquiété ni entravé en rien les sociétés de secours mutuels.

« On ne saurait manquer d'ajouter que les Sociétés de Secours Mutuels elles-mêmes pourraient et devraient être appelées à jouer un rôle important pour l'assurance des maladies professionnelles dans les industries insalubres.

« Une fois de plus, le législateur français n'aurait qu'à s'inspirer de lui-même, en développant les dispositions de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 et en faisant en sorte que les Sociétés de Secours Mutuels puissent devenir un des instruments essentiels de l'assurance nouvelle.

« Bien d'autres objections surviendront, bien d'autres questions seront examiner : délai de prescription, délai de revision, particularité de procédure, éventualité de constitution de tribu-

naux arbitraux pour éviter qu'en cette matière très technique le médecin, seul conseil effectif du juge civil, ne devienne en réalité, sous son couvert, l'arbitre unique et irresponsable de l'exécution de la loi, etc... Mais il ne sera possible et utile d'aborder ces points secondaires, et bien d'autres, que lorsqu'un premier échange de vues aura levé les hésitations de principe et dégagé les grandes lignes du système juridique d'adaptation à organiser.

« Le questionnaire joint à la présente note a, d'ailleurs, pour objet de faciliter cette discussion générale, en mettant tout de suite le Comité Consultatif en face des principales questions qui se posent à lui et que ce bref exposé documentaire avait pour but de lui signaler.

« Quelles que soient les vues finales du Comité, on peut attendre de l'esprit libéral et sage dont il a donné maintes preuves qu'il saura indiquer au Gouvernement des solutions tout ensemble assez larges pour donner satisfaction aux légitimes intérêts en cause et assez mesurées pour ne pas compromettre leur succès même. »

Tel est le rapport préparatoire de M. Georges Paulet. Avec celui, général, de M. Leclerc de Pulligny, rédigé au nom de la Commission d'Hygiène, il a inspiré le projet gouvernemental du 18 mars 1905, déposé par M. Dubief le 16 mai 1905 ; plus tard repris et déposé le 14 juin 1906, sur le bureau de la Chambre des Députés par MM. Doumergue, Ministre du Commerce, et Raymond Poincaré, Ministre des Finances. Ces projets, l'un et l'autre, sont la conséquence de la première proposition Breton et du projet de résolution Mirman.

CHAPITRE IV

PREMIER PROJET DE LOI

Le premier projet de loi répare le dommage causé par certaines maladies professionnelles seulement — en ce sens il est restrictif). — Mais, dans les industries assujetties à son application, au-dessus d'un délai maximum de 30 jours, il indemnise, sans preuve sur l'origine et sans distinction entr'elles, les maladies ordinaires et les maladies professionnelles — (en ce sens il est extensif).

Quelles sont donc ces industries prévues par la loi ? Elles sont déterminées par des décrets, soumis à l'avis de la Commission Supérieure des maladies professionnelles, décrets revisables tous les trois ans. Ils ne doivent viser que des professions « donnant lieu du fait de la fabrication, de la manipulation ou de l'emploi soit du plomb ou de ses composés, soit du mercure ou de ses composés à des affections aiguës ou chroniques fréquentes ». D'autre part, quand les incapacités de travail dépassent trente jours, ou en toutes autres hypothèses, — incapacités temporaires, ou permanentes, ou mort de la victime — la preuve de l'origine professionnelle est exigée. Sont appelés à bénéficier de la loi les ouvriers dont le salaire ne dépasse pas 2.400 francs. Ceux pour qui il est plus élevé, ne peuvent s'en réclamer au delà de cette somme que pour le

quart des rentes allouées à ceux dont le salaire est inférieur à 2.400 francs. Les industries sont groupées : leurs chefs appartiennent obligatoirement à un syndicat central de garantie, et sont solidaires du paiement de l'indemnité. Ces indemnités, comme nous l'avons dit précédemment, sont de deux sortes, suivant la durée de l'incapacité de travail, supérieure ou inférieure à 30 jours. Dans le second cas, la loi accorde la moitié du salaire quotidien payé en dernier lieu, s'il est fixe ; s'il est variable, la moitié du salaire moyen des journées rémunérées durant le dernier mois. Dans l'autre cas, il faut apporter la preuve du caractère professionnel de la maladie : la même indemnité échoit alors au patient jusqu'à complet rétablissement, outre les frais accessoires pour soins médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou funéraires. Si, au lieu d'être temporaire, l'incapacité est permanente, l'article 3 de la loi de 1898 entre en vigueur : l'ouvrier — ou ses représentants, s'il y a décès — touche les rentes prévues à cet article.

Le titre premier du projet se termine, en donnant à l'ouvrier le droit de réclamer une rente viagère, égale à la moitié de la réduction du salaire, provoquée par l'abandon de sa profession, s'il y a danger pour lui à la pratiquer par la suite. Le Comité local d'arbitrage en décide. Par contre, les patrons peuvent évincer les ouvriers à l'égard desquels ils auraient des soupçons sur leurs incapacités. Le titulaire d'une rente y perd son droit s'il contracte un nouvel engagement dans la profession abandonnée.

Les titres deuxième et troisième s'occupent de la mise en vigueur de la loi par les mutualités locales et les syndicats centraux de garantie. Font partie des mutualités les chefs d'entreprise, leurs employés et ouvriers, dans le groupe établi par arrêté du Ministre du Commerce sur un ou plusieurs arrondis-

sements, après avis de la Commission Supérieure des maladies professionnelles. Dans chaque commune, le Maire assisté de deux assesseurs, patron et ouvrier, dresse la liste communale des entreprises : elle comprend les uns et les autres : patrons et ouvriers. Un registre spécial déposé à la Mairie énumère le genre d'industrie, le nom des ouvriers et des patrons : ces derniers doivent, dans le mois de la promulgation de la loi, ou dans les huit jours de l'ouverture de leur entreprise, en faire la déclaration.

Les mutualités locales sont administrées par un Comité Directeur élu, renouvelable, par moitié, tous les trois ans. Il comprend trois patrons et trois ouvriers, sous la présidence d'un membre désigné pour trois ans par les sortants, ou à défaut par le Président du Tribunal Civil. Il choisit médecins et pharmaciens chargés de soigner les malades. Il paye les indemnités quotidiennes de moins de trente jours ; les frais de maladies ou les frais funéraires, sans distinction sur l'origine de l'incapacité, et il opère ces paiements au moyen de contributions patronales et de retenues faites sur les salaires ouvriers, suivant le taux, annuellement fixé pour l'année à venir, par un décret rendu après avis du Comité Directeur, et du Conseil d'Administration du Syndicat de garantie et de la Commission Supérieure des maladies professionnelles. Un fonds de réserve est établi sur la recette totale. Il est au moins équivalent au montant des dépenses moyennes d'une année. Les ouvriers fournissent, dans cette recette totale, le complément de la part patronale, évaluée comme si les incapacités inférieures à trente jours, provenant de maladies professionnelles, avaient été produites en réalité par des accidents de travail.

Le projet de loi confie à la mutualité locale des rôles aux-

quels elle ne semblait pas destinée. Elle effectue, pour le compte du syndicat central de garantie, et à charge de remboursement par lui, des paiements d'indemnité pour incapacité de plus de trente jours, et de rente pour incapacité permanente. Le Comité Directeur peut en confier le service à des Sociétés de Secours Mutuels auxquelles les ouvriers sont déjà affiliés, à des caisses patronales, ou à des Sociétés d'assurances agréées par le Ministre. Mais, d'autre part, le même Comité peut décider de se charger du paiement des indemnités dues, au-dessous de trois mois, pour des accidents du travail, par les chefs d'entreprise qui en auront manifesté le désir, et pour leur compte ; soit, à la demande des ouvriers, du paiement des indemnités journalières, des frais médicaux et pharmaceutiques ou funéraires en cas d'incapacité, n'ayant pas une origine professionnelle, pour la période postérieure au trentième jour, ou celles des premiers jours de la maladie quand la loi n'attribue pas d'indemnité. Toutefois la Mutualité doit, dans ces hypothèses, gérer séparément les fonds spéciaux prélevés sur les ouvriers à cet effet : ils constituent des cotisations supplémentaires et volontaires.

A côté des mutualités locales fonctionnent les syndicats centraux de garantie, composés uniquement de patrons. Les chefs d'entreprise des Comités Directeurs des Mutualités élisent entr'eux, pour 3 ans, un Conseil d'Administration de sept membres, chargé de diriger le syndicat central de garantie. Celui-ci recueille la comptabilité des mutualités ; règle les dépenses faites par elles pour son compte, les indemnités pour incapacité de plus de 30 jours et les rentes ; il répartit chaque année les frais entre tous les chefs d'entreprise des mutualités ; et, en cas d'insolvabilité de l'un d'eux, sa part est supportée par tous les syn-

dicats centraux, suivant leur répartition. Pour les rentes, dues en raison d'incapacité permanente, les syndicats centraux peuvent en verser le capital à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, ou le montant aux mutualités locales.

Quant à la compétence et à la procédure à suivre, elles résultent de l'ensemble des dispositions du titre IV. Si une maladie paraît être professionnelle, et mettre en jeu la responsabilité patronale, les intéressés — patron, ouvrier, ou ayant-droit — doivent faire une déclaration, accompagnée de certificat médical, au juge de paix, dans le délai maximum d'un an. Le juge transmet le résultat de son enquête au Comité local d'arbitrage, toute nouvelle création du projet. Ce Comité correspond à chacune des mutualités locales. Le composent : deux patrons et deux ouvriers de leur Comité Directeur ; ceux-ci s'adjoignent un médecin outre le Président, ce dernier choisi ailleurs que parmi leurs collègues du Comité Directeur, et nommé, s'ils ne sont pas d'accord, par le Président du Tribunal Civil. La voix du Président du Comité d'arbitrage est prépondérante. La compétence de ce Comité est substituée à celle du juge de paix et du Tribunal Civil. Il tranche les difficultés, relatives à l'origine des maladies ; au règlement des indemnités et rentes, des frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires ; à l'établissement des listes électorales des mutualités et aux élections dans ces mutualités. Ses décisions sont en dernier ressort, sauf recours en cassation pour incompetence ou excès de pouvoir.

L'appel est possible toutefois pour les indemnités et frais médicaux alloués en vertu d'incapacités de plus de 30 jours ; également pour les rentes. Il est porté devant le Comité Central d'arbitrage composé de deux conseillers à la Cour de Cassation,

de deux Conseillers d'Etat, nommés par décret, de deux membres du Comité Consultatif des assurances contre les accidents du travail et de deux de leurs collègues de la Commission d'Hygiène Industrielle, d'un Conseiller Prud'homme-Patron et d'un Conseiller Prud'homme-Ouvrier, désignés par le Conseil Supérieur du Travail parmi ses membres, d'un Professeur à la Faculté de Droit.

Un règlement d'administration publique décrit la procédure à suivre devant ces tribunaux d'exception. Ce règlement doit être rendu après avis de la Commission Supérieure des maladies professionnelles. Celle-ci comprend : trois députés et deux sénateurs, élus par leurs collègues, les directeurs de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales, du Travail, de la Caisse des Dépôts et Consignations ; deux membres du Comité Consultatif des Assurances contre les accidents du travail ; deux médecins — membres de la Commission d'Hygiène Industrielle ; — deux Conseillers Prud'homme, l'un patron, l'autre ouvrier, membres du Conseil Supérieur du Travail et désignés par lui ; deux professeurs appartenant l'un à la Faculté de Droit, l'autre à celle de Médecine ; quatre personnes, spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

La prévention contre ces maladies fait l'objet de dispositions annexes. Elles ordonnent au médecin de remettre au Maire de la résidence du malade, une déclaration, en double exemplaire, destinés : le premier, au Ministère du Commerce, le second, à l'Inspecteur Départemental du travail. L'oubli, dans l'accomplissement de cette formalité, entraîne, à l'encontre du médecin, une amende de 1 à 15 francs et, pour la récidive, de 16 à 500 francs. Cette même amende s'applique :

aux industriels qui ne font pas la déclaration d'ouverture de leur entreprise ; ou celle d'une maladie d'origine professionnelle, devant entraîner une incapacité de travail de plus de trente jours, soit la mort ; ou à ceux qui négligent de retenir sur les salaires la contribution ouvrière. Le trésorier de la mutualité locale en est frappé s'il conserve en caisse une somme supérieure au quart de la dépense totale de l'année écoulée : le surplus doit être placé dans une Caisse d'Epargne, ou à celle des Dépôts et Consignations. Encourent enfin la même pénalité pécuniaire ceux des administrateurs des mutualités, ou syndicats centraux, qui auraient fait obstacle à l'application de la loi, soit volontairement, soit par négligence. Si la loi est violée, ou le règlement intérieur de la mutualité non appliqué, le ministre du Commerce, sur avis de la Commission Supérieure des maladies professionnelles, peut dissoudre le Comité Directeur de la Mutualité. La responsabilité, civile et pénale, des administrateurs peut être mise en jeu, et la caisse est temporairement confiée à un délégué du Préfet. Toutes ces dispositions diverses et transitoires forment le titre V du projet de loi, soumis à l'examen de la Chambre des Députés.

Il se caractérise donc de deux façons : 1° il vise les seules maladies professionnelles résultant de la manipulation du plomb et du mercure, ou de leurs composés : le saturnisme ou l'hydrargyrisme ; 2° mais, pour ces affections, il distingue entre les incapacités de travail de moins de 30 jours, et celles dont la durée dépasse ce délai. Toutes les maladies comprises dans la première catégorie donnent droit à l'indemnité prévue par la loi du 9 avril 1898, mais avec une contribution ouvrière à cette indemnité, par suite d'une retenue sur le salaire. Toutes celles

entraînant une incapacité de travail de plus de 30 jours ne donnent plus lieu à indemnité à dater du trente et unième jour que si leur caractère professionnel est établi. Dans cette nouvelle hypothèse, l'indemnité est collectivement supportée par tous les patrons de l'industrie obligatoirement groupés.

M. J.-L. Breton, jugeant ce projet déclare : « Il présente l'avantage, très important, d'amorcer d'une façon très efficace l'assurance-maladie en général pour tous les ouvriers et toutes les affections. En effet, lorsque les travailleurs de certaines industries insalubres jouiront d'une assurance, mise partiellement à la charge des patrons, pour toutes maladies professionnelles ou non, d'une durée inférieure à 30 jours, l'extension de cette mesure ne pourra pas tarder à s'imposer pour tous les autres travailleurs. » Le Parlement a craint justement cette conséquence : la Chambre, pour des raisons de convenances pécuniaires ; le Sénat, à cause de sa prévention contre l'assurance obligatoire, qu'il a toujours repoussée jusqu'ici.

CHAPITRE V

DEUXIÈME PROPOSITION DE LOI BRETON

Le Gouvernement, présentant cette opposition parlementaire, préféra retirer son projet devant les vives critiques — (nous les exposerons plus loin) — dont il était l'objet de la part des patrons, des ouvriers, des Syndicats, des Sociétés

de Secours Mutuels, des Chambres de Commerce, et des Compagnies d'Assurances. Il se rallia à la deuxième proposition de loi Breton, dont il fit, après quelques retouches, le nouveau projet de loi déposé le 23 décembre 1910.

Il importe donc de faire connaître quelles modifications M. J.-L. Breton a lui-même apportées à sa proposition initiale ; et comment, dès le 3 décembre 1903, il a entendu solutionner le problème. La nomenclature des maladies professionnelles, le principe, ne sont pas les mêmes qu'à l'origine. En effet, voici le texte nouveau, présenté sous la neuvième législature, et annexé au procès-verbal de la deuxième séance du 13 juillet 1906.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}.

Les maladies d'origine professionnelle sont assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902.

Art. 2.

Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées au tableau annexé à la présente loi, lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les industries correspondantes indiquées audit tableau.

**TABLEAU des industries assujetties à la présente loi
et des maladies professionnelles qu'elles engendrent**

Saturnisme professionnel.

Maladies causées par le plomb et ses composés.

Délai de responsabilité : Un an.

Maladies engendrées par l'intoxication saturnine	Industries susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine des ouvriers
	1 ^o Métallurgie et raffinage du plomb.
	2 ^o Fonte, laminage et ajustage du plomb et des alliages.
	3 ^o Fonte des caractères d'imprimerie en alliage de plomb.
	4 ^o Fabrication des poteries dites d'étain en alliage de plomb.
	5 ^o Cintrage des tubes d'instruments de musique à l'aide du plomb.
	6 ^o Soudure à l'aide d'alliage de plomb.
	7 ^o Conduite des machines à composer utilisant un alliage de plomb.
	8 ^o Etamage à l'aide d'alliage de plomb.
	9 ^o Fonte des jouets en alliage de plomb.
	10 ^o Fabrication des capsules métalliques pour bouteilles en alliage de plomb.
Coliques de plomb	11 ^o Dessoudure des vieilles boîtes de conserves.
Myalgies-arthralgies.	12 ^o Montage des canalisations en plomb.
Paralysies	13 ^o Manipulation des caractères d'imprimerie en alliage de plomb.
Encéphalopathie	14 ^o Taille des limes sur enclume revêtue d'une feuille de plomb.
Hystérie	15 ^o Travail des métaux dans des étaux à mâchoires garnies de plomb.
Anémie progressive	16 ^o Conduite des métiers Jacquard munis de contrepoids en plomb.
Néphrite	17 ^o Fabrication de sels de plomb (céruse, minium, litharge, chromate de plomb, etc.).
Goutte	18 ^o Broyage des couleurs à base de plomb.
Artériosclérose	19 ^o Peinture de toute nature comportant l'emploi de couleurs plombifères.
	20 ^o Fabrication des accumulateurs au plomb.
	21 ^o Fabrication et manipulation des mastics plombifères.
	22 ^o Montage des canalisations comportant des joints en mastic plombifère.
	23 ^o Fabrication des huiles siccatives et des vernis plombifères.
	24 ^o Fabrication de la poterie et de la faïence avec émaux plombifères.
	25 ^o Décoration de la porcelaine à l'aide de produits plombifères.
	26 ^o Fabrication du cristal.

Saturnisme professionnel (suite).

Maladies engendrées par l'intoxication saturnine	Industries susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine des ouvriers
Coliques de plomb	27° Émaillage des métaux à l'aide d'émaux plombifères.
Myalgies-arthralgies	28° Fabrication des toiles cirées et des cuirs vernis.
Paralysies	29° Vernissage et laquage à l'aide de produits plombifères.
Encéphalopathie .	30° Report de dessins sur étoffes à l'aide de poncifs à la céruse.
Hystérie	31° Blanchissage des dentelles à l'aide de céruse.
Anémie progressive	32° Teinture à l'aide de couleurs à base de plomb.
Néphrite	33° Fabrication des fleurs en papier teint à l'aide de couleurs plombifères.
Goutte	34° Fabrication des papiers satinés à l'aide de produits plombifères.
Artériosclérose .	35° Polissage des glaces à l'aide de « potée d'étain ».

Hydrargyrisme professionnel.

Maladies causées par le mercure et ses composés.

Délai de responsabilité : Un an.

Maladies engendrées par l'intoxication mercurielle	Industries susceptibles de provoquer l'intoxication mercurielle des ouvriers
	1° Distillation du mercure.
	2° Fabrication des lampes à incandescence et des ampoules radiographiques à l'aide de trompes à mercure.
	3° Fabrication des baromètres, manomètres et thermomètres à mercure.
	4° Dorure, argenture, étamage au mercure.
Stomatite	5° Fabrication des sels de mercure (azotate, chlorures, cyanure, etc.).
Tremblements. <	6° Secrétage des peaux par le nitrate acide de mercure.
Troubles nutritifs	7° Fabrication des chapeaux de feutre.
Cachexie	8° Travail des fourrures et pelleteries à l'aide de sels de mercure.
	9° Bronzage et damasquinage à l'aide des sels de mercure.
	10° Empaillage d'animaux à l'aide de sels de mercure.
	11° Fabrication des amorces au fulminate de mercure.
	12° Désinfection des locaux par une solution de bichlorure de mercure.

Arsenicisme professionnel.

Maladies causées par l'arsenic et ses composés.

Délai de responsabilité : Un an.

Maladies engendrées par l'intoxication arsénifère	Industries susceptibles de provoquer l'intoxication arsénifère des ouvriers
Accidents digestifs Laryngo-bronchi- te Accidents cutanés Céphalalgie. . . . Paralysie Néphrite Cachexie	1 ^o Fabrication de l'arsenic et de ses composés. 2 ^o Fabrication de la rosaniline arséniatee, des couleurs d'aniline et des verts arsénicaux. 3 ^o Fabrication et manipulation des papiers et étoffes teints avec des verts arsenicaux. 4 ^o Broyage des couleurs arsenicales. 5 ^o Travaux et grattage de peinture à base d'arsenic. 6 ^o Travaux des corroyeurs, mégissiers et empaillleurs manipulant des produits arsenicaux. 7 ^o Fabrication des cristaux et émaux avec emploi d'ar- senic. 8 ^o Travail des minerais contenant de l'arsenic. 9 ^o Utilisation de l'acide sulfurique ou du zinc contenant de l'arsenic.

Sulfocarbonisme professionnel.

Maladies causées par le sulfure de carbone.

Délai de responsabilité : Un an.

Maladies causées par l'intoxication sulfocarbonique	Industries susceptibles de provoquer l'intoxication sulfocarbonique des ouvriers
Intoxication aiguë spécifique . . . Conjonctivite, Troubles oculaires Troubles digestifs Tremblements . . Hystérie Paralysie Cachexie. . . .	1 ^o Fabrication et rectification du sulfure de carbone. 2 ^o Vulcanisation et travail du caoutchouc à l'aide du sulfure de carbone. 3 ^o Extraction des huiles et des graisses par le sulfure de carbone. 4 ^o Fabrication de la viscosse et de ses dérivés (soie ar- tificielle). 5 ^o Fabrication des étoffes et toiles caoutchoutées.

Hydrocarburisme professionnel.

Maladies causées par les hydrocarbures : benzine, nitrobenzine, aniline, essences, etc.

Délai de responsabilité : 10 jours.

Maladies causées par l'intoxication hydrocarburique	Industries susceptibles de provoquer l'intoxication hydrocarburique des ouvriers
Ulcérations de la peau Anémie Troubles nerveux Névrite	1° Fabrication et distillation de la benzine, de la nitrobenzine, de l'aniline, de l'essence de térébenthine. 2° Dégraissage des étoffes par la benzine et l'essence de térébenthine. 3° Distillation du pétrole. 4° Fabrication des vernis à base d'essence de térébenthine. 5° Distillation des goudrons. 6° Manipulation de la solution de caoutchouc dans la benzine.

Septicémie professionnelle.

Maladies causées par les virus.

Maladies	Industries susceptibles de les provoquer
Charbon. Délai de responsabilité : 15 jours.	1° Travaux d'équarrissage, de boucherie, de boyanderie. 2° Transport des viandes. 3° Manipulation des crins, broserie. 4° Cardage et lavage des laines. 5° Tannage, préparation, manipulation des cuirs. 6° Fabrication des objets en corne et en os. 7° Fabrication du noir animal. 8° Fabrication de la colle forte. 9° Entretien des animaux, des écuries et des étables. 10° Manipulation du suif.
Morve. Délai de responsabilité : 20 jours.	Tout travail mettant l'ouvrier en contact avec les chevaux.

Pneumokonioses professionnelles, Tuberculose.

Maladies causées ou aggravées par les poussières.

Délai de responsabilité : Un an.

Maladies	Industries susceptibles de les provoquer
Pneumokonioses . Tuberculose . . .	1 ^o Fabrication de la porcelaine, de la faïence et de la poterie. 2 ^o Fabrication de chaux, plâtre et ciment. 3 ^o Taille du verre. 4 ^o Taille des pierres. 5 ^o Travail à la meule. 6 ^o Polissage. 7 ^o Meunerie et boulangerie. 8 ^o Peignage, cardage et filage du lin, du chanvre, du coton, de la laine et de la soie. 9 ^o Battage des tapis. 10 ^o Travail des plumes et poils. 11 ^o Travail de la nacre. 12 ^o Cassage et emballage du sucre.

Maladies causées par le travail dans l'air comprimé.

Maladies	Travaux susceptibles de les provoquer
Congestion et apo- plexie cérébrales Congestion et apo- plexie pulmonaires Paralysie . . .	1 ^o Travail dans les caissons. 2 ^o Travail en scaphandre.

L'ankylostomiasie.

Délai de responsabilité : Un an.

Maladies	Industrie susceptible de la provoquer
Ankylostomiasie .	Mines.

Maladies contagieuses.

Maladies	Délais de responsabilité	Travaux susceptibles d'en caractériser l'origine professionnelle
1° La fièvre typhoïde	15 jours.	
2° Le typhus exanthématique	10 —	
3° La variole et la varioloïde	30 —	
4° La scarlatine	7 —	
5° La rougeole	15 —	
6° La diphtérie	8 —	
7° La suette militaire	2 —	
8° Le choléra et les maladies cholériformes	5 —	1° Triage des vieux papiers et des vieux chiffons.
9° La peste	10 —	2° Blanchissage du linge.
10° La fièvre jaune	10 —	3° Battage des tapis.
11° La dysenterie	5 —	4° Cardage des matelas.
12° La méningite cérébro-spinale épidémique	15 —	5° Transport et garde des malades.
13° La tuberculose pulmonaire	un mois.	6° Entreprises de funérailles.
14° La coqueluche	15 jours.	7° Désinfection des appartements et de la literie.
15° La grippe	8 —	
16° La pneumonie et la broncho-pneumonie	8 —	
17° L'érysipèle	2 —	
18° Les oreillons	20 —	
19° La lèpre	un mois.	
20° La teigne	10 jours.	
21° La conjonctivite purulente et l'ophtalmie granuleuse	8 —	

Art. 3.

Lorsqu'un ouvrier quitte une des usines assujetties à la présente loi, son ancien patron demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à son industrie, qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé au tableau annexé pour chacune de ces affections.

Toutefois cette responsabilité va en décroissant proportionnellement au temps écoulé entre le départ de l'usine et le moment où se réalise l'incapacité de travail résultant de la maladie.

Si, à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre usine également classée dans les industries correspondant à ladite maladie, son nouveau patron n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins, s'il est établi que l'un des patrons a négligé de prendre toutes les précautions indiquées par les règlements concernant l'hygiène des ateliers ou s'il a commis une faute quelconque ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité. Le tribunal pourra également tenir compte dans la répartition des responsabilités du classement des usines prévu à l'article suivant.

Art. 4.

Dans chaque département, une Commission composée d'un délégué du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, d'un délégué du préfet, d'un délégué des Chambres syndicales patronales intéressées, d'un délégué des syndicats ouvriers intéressés et de l'inspecteur du travail, répartira chaque année les usines assujetties en six classes, en prenant pour base de cette classification l'hygiène générale des ateliers de ces usines et les moyens de prévention des maladies qui y sont employés.

La première classe comprendra les usines comportant dans leur aménagement toutes les conditions d'hygiène et prenant toutes les mesures préventives indiquées par l'état actuel de la science. La sixième classe contiendra les usines négligeant totalement ces mesures de salubrité. Les classes intermédiaires se

partageront les usines se rapprochant plus ou moins de ces deux extrêmes.

Un règlement d'administration publique précisera les détails de fonctionnement de ces Commissions départementales et le mode de nomination des délégués des Syndicats patronaux et ouvriers.

Art. 5.

En ce qui concerne exclusivement la tuberculose, l'indemnité due par le patron à l'ouvrier et fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898 ne sera totale que pour les patrons des usines de la sixième classe ; elle sera réduite de :

10 0/0 pour les patrons des usines de la cinquième classe ;				
20 0/0	—	—	quatrième	—
30 0/0	—	—	troisième	—
40 0/0	—	—	deuxième	—
50 0/0	—	—	première	— .

Art. 6.

Tout industriel qui pourra établir qu'il emploie, depuis un temps au moins égal au délai de responsabilité indiqué pour sa profession, des procédés de travail ne comportant plus la manipulation des produits vénéneux visés par la loi ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Toute déclaration de ce genre reconnue inexacte entraînera pour l'industriel coupable une condamnation de 500 à 10.000 fr. d'amende, et de trois jours à un mois de prison.

Art. 7.

Des règlements d'administration publique rendus, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission d'hygiène industrielle instituée auprès du Ministre du Commerce, pourront, au fur et à mesure des nécessités constatées, ajouter ou retrancher des maladies ou des professions au tableau annexé et modifier les délais de responsabilité indiqués pour chacune d'elles.

Art. 8.

Seront également considérés comme maladies professionnelles et assimilés aux accidents du travail, tout empoisonnement, maladie ou dermatose, non mentionnés au tableau annexé, lorsque l'origine professionnelle de l'affectation pourra être établie.

Art. 9.

Toutes les dispositions prévues dans la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 22 mai 1902, sont applicables aux maladies professionnelles, sauf le mode de déclaration indiqué à l'article 11 et qui est modifié en ce qui concerne ces maladies de la manière suivante :

Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée dans les dix jours qui suivront l'interruption du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration.

Avis de cette déclaration est donné immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

Art. 40.

Les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, sont étendues aux risques prévus par la présente loi, pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants seront, dans les 5 mois qui suivront la promulgation de cette loi, établis par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et du ministre des Finances.

Les primes établies pour les usines classées dans la sixième catégorie seront réduites de 10 0/0 pour les usines de la cinquième classe, de 20 0/0 pour les usines de la quatrième classe, de 30 0/0 pour les usines de la troisième classe, de 40 0/0 pour les usines de la deuxième classe et de 50 0/0 pour les usines de la première classe.

Ces primes devront être calculées de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la Caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

Art. 11.

La déclaration à l'autorité publique de tout cas de l'une des maladies visées par la présente loi et semblant présenter une origine professionnelle est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en constate l'existence.

Cette déclaration qui indiquera la nature de la maladie et la profession du malade est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souches, circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

Art. 12.

La présente loi ne sera applicable que 6 mois après sa promulgation sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 11 qui seront immédiatement mises en vigueur.

Les deux propositions de loi Breton sont donc fort différentes entr'elles. L'extension, donnée par la seconde, à la nomenclature des maladies professionnelles, contenue dans la première, est l'un des moindres détails de cette dissemblance. La première proposition les assimilait aux accidents du travail ; et, corrélativement, pour obtenir le droit à une indemnité, l'ouvrier devait démontrer le lien de cause à effet entre la profession et la maladie. Avec la seconde proposition toute preuve de cette nature est inutile : pour tous les cas, admis par la loi, il y a présomption favorable à l'ouvrier. Quand il est employé dans une des industries mentionnées au tableau, ce tableau lui ouvre, chaque fois, *ipso facto*, un droit à l'indemnité.

De plus, il existe un délai de déclaration des maladies professionnelles — 10 jours après l'interruption du travail — :

« Art. 9 : Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée dans les dix jours qui suivront l'interruption du travail, au Maire de la Commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé. Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration ». Et il existe, indépendamment, un délai de responsabilité patronale — variable, suivant les maladies, jusqu'à un maximum d'un an — : « Art. 3 : Lorsqu'un ouvrier quitte une usine assujettie à la présente loi, son ancien patron demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à son industrie ; qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé au tableau annexé pour chacune de ces affections. Toutefois cette responsabilité va en décroissant proportionnellement au temps écoulé entre le départ de l'usine et le moment où se réalise l'incapacité de travail résultant de la maladie ». D'où compte à établir, et règlement à faire. Pour éviter les litiges, sur le taux de l'indemnité, M. J.-L. Breton adopte, et justifie, le principe d'un forfait transactionnel : « Dans certains cas l'ouvrier recevra une indemnité inférieure à celle qui serait légitimement due, mais, par mesure de compensation, il obtiendra, dans d'autres cas, une indemnité supérieure ».

Reste l'objection soulevée par M. Larchevêque, de la Chambre de Commerce de Bourges : « comment évaluer le degré de responsabilité des industries similaires, entr'elles. M. Breton en tire profit et introduit, dans l'article 4 de la loi, la solution proposée par son compatriote. Dans chaque département une Commission, composée de délégués du Ministre du Commerce, du Préfet, des Chambres Syndicales patronales intéressées et

des Syndicats d'ouvriers, de l'Inspecteur du Travail, répartit les industries assujetties en six classes suivant l'hygiène générale des ateliers et les moyens de prévention qui y sont employés contre les maladies ». Telle est l'économie générale de la nouvelle proposition de loi.

C'est-à-dire que M. J.-L. Breton rompt, dès 1903, avec son système originel, et oriente ses recherches dans une nouvelle voie. Les deux projets visent au même but. Mais combien différents les moyens préconisés pour y aboutir !

Le Député du Cher, en 1901, s'appuie sur l'article 1382 C.C. pour fonder le droit à une réparation : le dommage subi, par suite d'une faute patronale, est le principe en vertu duquel l'ouvrier, qui en fait la preuve, a légitimement, juridiquement, droit à une indemnité. Au contraire, deux ans plus tard, en 1903, l'idée présumée du risque professionnel, entraînant une maladie corporative, est substituée, par M. Breton, comme fondement de la réparation à celle de faute patronale, démontrée par l'ouvrier. Il s'inspire de l'exemple de la loi de 1898, et il le dit : « Cette dernière proposition pour simplifier et faciliter la solution du problème cherche à s'écarter le moins possible de notre législation actuellement en vigueur pour les accidents du travail ; et c'est la loi du 9 avril 1898 qu'elle veut appliquer, dans son essence même, à la réparation des maladies d'origine professionnelle ; elle apporte simplement à cette loi les modifications indispensables pour déterminer le minimum possible de chance de conflit, le caractère professionnel de l'affection et le partage de la responsabilité entre les différents employeurs successifs ayant occupé la victime dans un délai déterminé ». Peut-être est-ce là la raison de la faveur avec laquelle ces derniers accueillirent l'œuvre de M. J.-L. Breton, en opposition avec celle

du Gouvernement, qui « comporte toute une législation spéciale pour les maladies professionnelles, entièrement nouvelle et totalement différente de celle qui régit les accidents du travail ».

CHAPITRE VI

CRITIQUE DU PREMIER PROJET DE LOI

Au surplus, de l'exposé même des motifs du premier projet de loi, il naissait, contre les idées du Gouvernement, des causes de discrédit. Cet exposé reconnaissait : « qu'écartant la difficulté de discerner, pour chaque maladie professionnelle constatée, la part exacte de la profession et celle des circonstances extérieures, et de répartir les responsabilités entre les employeurs successifs, il avait prévu la réparation à charge commune des industriels obligatoirement groupés, sauf ventilation entre eux ; et même pour le plus grand nombre des maladies professionnelles, c'est-à-dire pour toutes celles qui n'occasionnent que des incapacités de travail inférieures à un mois, il avait rejeté toute distinction entre ces maladies et les maladies ordinaires, les englobant dans une commune réparation, sauf à faire supporter pour ce cas, aux ouvriers, comme il est équitable, une part de la charge corrélatrice, celle qui correspondra, d'après les évaluations statistiques aux maladies étrangères, à l'exercice de la profession ».

Cette amorce de l'assurance-maladie obligatoire, — premier

pas sur une pente glissante, — devait suffire pour soulever les appréhensions patronales. Cet appel à la contribution ouvrière semblait d'un fâcheux présage pour les travailleurs.

Le projet gouvernemental groupa donc les plus forces résistances. M. Breton le rapporte ainsi dans sa critique : « Les ouvriers lui reprocheront de comporter un prélèvement sur leur salaire : prélèvement qui les effraiera d'autant plus qu'il est indéterminé et qu'ils n'auront, malgré la représentation qui leur est accordée, qu'une confiance médiocre dans les commissions chargées de déterminer la part qui doit incomber aux employeurs pour les maladies professionnelles et celle qui sera à leur charge pour les maladies ordinaires.

« Les industriels intéressés, tout disposés par avance à combattre tous les systèmes qui pourraient être proposés pour la réparation des maladies professionnelles, repousseront le projet du gouvernement plus énergiquement que tout autre. Ils verront, en effet, dans l'assurance obligatoire qui leur sera imposée une atteinte à leur liberté et ils craindront de voir à leur charge, par une extension ultérieure de la loi, une partie des indemnités versées aux travailleurs pour maladies professionnelles de moins de 30 jours.

« Les Compagnies d'Assurances verront une concurrence immédiate et une menace future dans la création imposée par la loi de mutuelles obligatoires groupant tous les patrons d'une même industrie et les incitant à se grouper parallèlement pour étendre à tous les autres risques l'assurance mutuelle.

« Quant aux Sociétés de Secours Mutuels elles ne peuvent manquer d'intervenir contre un projet qui risquerait de leur enlever de nombreux adhérents ; adhérents travaillant, il est vrai, dans des industries insalubres et qui sont susceptibles de

grever leur budget par de fréquentes maladies. Au contraire, pour éviter ce dernier inconvénient elles doivent souhaiter une loi qui, en se limitant strictement à la réparation des maladies d'origine professionnelle, laisserait pour toutes les autres maladies les travailleurs participer utilement aux Sociétés déjà existantes de Secours Mutuels. »

Telle est, résumée par M. J.-L. Breton, l'opposition grave — car elle est une opposition de tous les intéressés — qu'avait soulevée le projet gouvernemental. Sa proposition propre, — sans provoquer d'enthousiasme excessif, comme le démontre la délibération prise par la Chambre de Commerce du Havre dans sa séance du 19 avril 1907, au rapport de M. Henri Bricard, — n'ayant pas groupé les mêmes animosités, le Gouvernement désireux de donner à l'opinion publique une base de discussion, s'y rallia.

La proposition Breton, amendée, devint le second projet de loi. Ce résultat s'explique, car M. J.-L. Breton avait cherché à ne pas se heurter aux écueils suivants : « 1° éviter qu'il n'y ait litige à l'occasion de chaque maladie ; 2° prévenir les renvois d'ouvriers qui tendraient à se produire en l'absence d'une organisation corporative obligatoire ; 3° écarter la nécessité des livrets sanitaires ou registres d'usines qui n'échapperaient que difficilement aux inconvénients et aux griefs auxquels a entendu mettre un terme le législateur de 1890 en abolissant les anciens livrets d'ouvriers ». Toujours est-il incontestable que la Commission parlementaire d'Assurance et de Prévoyance Sociale a provoqué les décisions gouvernementales par la préférence accordée à la proposition Breton, comme base de discussions.

Quels mérites peut-on donc lui attribuer, pour que la majorité de la Commission ait repoussé l'introduction dans la nou-

velle législation de principes qui avait séduit un certain nombre de ses membres ; entre autres le dispositif concernant l'assurance obligatoire primitivement appliqué à la loi sur les accidents du travail ; l'innovation des syndicats de garantie, faisant supporter les risques de l'industrie à l'ensemble des employeurs de la profession ; la substitution, à la juridiction ordinaire, des Comités spéciaux d'arbitrage, composés par moitié de patrons et d'ouvriers ?

La Commission a pensé que ces principes nouveaux soulèveraient d'interminables discussions et des débats passionnés ; surtout devant le Sénat, où l'œuvre entreprise échouerait, à cause de la volonté, nettement manifestée, de repousser l'assurance obligatoire, plusieurs fois votée par la Chambre. Et, d'autre part, elle songeait que : « si on juge inutile de modifier le principe fondamental de notre législation sur les accidents du travail, n'est-il pas préférable d'aborder nettement le problème pour l'ensemble même de cette législation ? Et n'est-il pas préférable dans ce cas que notre législation sur le risque professionnel forme un tout homogène, dont toutes les parties successivement élaborées soient conçues dans le même esprit, dont toutes les extensions nouvelles viennent se brancher sur la souche primitive comme autant de ramifications d'un même arbre ?

« S'il en est ainsi, rien ne sera plus facile, lorsque l'évolution économique et le progrès social le permettront, de transporter d'un seul coup toute cette partie du Code du Travail sur une base nouvelle qui pourra être l'assurance obligatoire.

« Si, au contraire, les différentes lois relatives au risque professionnel forment autant d'édicules édifiés sur des principes complètement différents, n'ayant entre eux aucun lien tangible,

il sera infiniment plus compliqué et plus difficile d'en modifier la base. Par suite, même ceux qui souhaitent arriver le plus tôt possible à l'assurance obligatoire généralisée à tous les risques qui menacent l'ouvrier dans l'exercice de sa profession, doivent tendre à unifier sur un principe directeur nettement défini cette partie de notre législation du travail.

« Telle a du moins été la pensée de la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociales, qui dans l'étude du projet de loi élevant la réparation prévue par la loi sur les accidents du travail aux ouvriers agricoles, comme dans la question des maladies professionnelles, a toujours cherché à s'éloigner le moins possible de la loi initiale et fondamentale du 9 avril 1898.

« C'est pourquoi la Commission décida de prendre comme base de sa discussion la proposition Breton, qui remplissait parfaitement ces conditions ; elle en conserva du reste les grandes lignes tout en y apportant les modifications heureuses dont la discussion montra l'utilité, modifications indispensables pour éviter des difficultés d'application signalées dans le projet gouvernemental. »

M. Gilbert Laurent, dans son rapport de 1910, dit de la proposition Breton qu'elle avait d'ailleurs déjà reçu de nombreuses adhésions, notamment, dans les milieux mutualistes. Leur opinion se trouvait clairement résumée dans une très remarquable communication, présentée le 8 juin 1907, par M. Emile Martin à la Société de Législation Mutualiste Sociale. Elle démontre que la loi nouvelle doit être la suite normale de notre législation sur les accidents du travail :

« Dans cet esprit, nous nous sommes d'abord préoccupés de bien saisir les caractères de la législation nouvelle qu'il s'agit d'instituer ; cette législation n'est pas un commencement, mais

une suite ; elle doit venir s'ajouter et s'adapter à celle qu'a établie la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail. Comme l'accident, la maladie professionnelle mérite réparation ; dans l'un et l'autre cas, les raisons de la réparation sont identiques ; aussi la loi nouvelle devra-t-elle renvoyer simplement à la loi de 1898 le plus souvent possible ».

Puis il montre les difficultés de réalisation que ne peut manquer de rencontrer le système proposé par le Gouvernement et se rallie nettement à la méthode préconisée par la proposition de loi Breton. Parlant de cette proposition il dit :

« Comme la loi sur les accidents du travail, elle consacre le principe du risque professionnel substitué à l'idée de faute, contenue dans l'article 1382 du Code Civil.

« Pour la réparation de la maladie professionnelle, elle prend la même base qui a été adoptée en 1898 pour la réparation de l'accident, c'est-à-dire une base transactionnelle et forfaitaire. C'est, à notre sens, le plus sûr moyen d'éviter les contestations ou de les régler sans trop d'efforts ».

Toutefois le rapport de M. Martin critique l'extension donnée à cette proposition et demande de la limiter, au début de son application, aux grands poisons industriels, sous réserve de l'étendre progressivement aux autres substances nocives. On verra plus loin que le projet de la Commission lui donne sur ce point pleine satisfaction.

Il accepte en revanche le système proposé pour le partage de la responsabilité patronale entre les différents employeurs successifs :

« Un point qui nous a longtemps arrêtés, c'est celui du partage des responsabilités entre les divers patrons successifs chez lesquels un ouvrier atteint de maladie professionnelle aura été

employé ; la responsabilité dégressive du patron antérieur s'harmonisant avec les conditions générales de la transaction forfaitaire nous paru, en définitive, parfaitement acceptable.

« Nous adoptons aussi, dans la proposition J.-L. Breton, la division des établissements industriels en six classes, établies d'après le degré des conditions hygiéniques ; il y a bien là, sans doute, une part d'arbitraire que les Conseils techniques auraient à apprécier. Nous faisons remarquer, en passant, que la sixième classe, celle des établissements où aucune règle légale d'hygiène n'est observée, ne peut avoir qu'une existence hypothétique, la loi ne tolérant pas de pareils établissements. »

Cette division en 6 classes n'a pas été acceptée par la Commission, nous verrons plus loin pour quelles raisons.

En concluant M. Martin affirme l'urgence que présente le vote d'une loi sur la réparation des maladies professionnelles :

« J'ajoute, en terminant, que nos recherches et nos discussions nous ont affermis de plus en plus dans cette pensée qu'une loi de réparation de la maladie professionnelle revêt un caractère d'évidente urgence ; elle est commandée par l'évolution naturelle du droit, elle est conforme aux aspirations de la démocratie ».

M. Martin est d'accord ici avec la presque unanimité des membres du Congrès international des maladies professionnelles, tenu récemment à Bruxelles.

Le rapport de M. Gilbert Laurent poursuit :

« La séance de la Société de Législation Mutualiste et Sociale, dans laquelle M. Martin donna lecture de l'intéressant rapport que nous venons de résumer, était présidée par M. Paulet, Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales au Minis-

nistère du Travail, qui prit une si grande part à l'élaboration du projet du Gouvernement.

« Tout en restant partisan de ce projet, M. Paulet reconnut les difficultés que présentait sa réalisation et notamment les résistances qu'il soulevait dans les milieux mutualistes et déclara, pour faciliter le vote d'une réforme si urgente, qu'il se ralliait volontiers au système préconisé par la proposition Breton et qui semblait devoir être adopté par la Commission parlementaire d'Assurance et de Prévoyance Sociales.

« Vous savez, dit-il, que ce projet (le projet du Gouvernement), dans lequel je ne dénierai pas ma part de collaboration, était audacieux, je le reconnais, en ce sens qu'il se préoccupait non seulement du présent, mais de l'avenir ; on cherchait à organiser l'assurance non seulement contre les risques de quelques rares industries, plus particulièrement sujettes à engendrer des maladies professionnelles, mais encore pour des maladies plus nombreuses et dans un cadre plus vaste.

« Les difficultés inhérentes à ce projet étaient la rançon même des avantages qu'il prétendait atteindre.

« Vous savez les alarmes, les appréhensions qu'il a paru susciter dans un milieu que j'aime, dont je ne serai pas suspect de médire en disant qu'il est quelquefois un peu ombrageux : parmi les Sociétés de Secours Mutuels, qui ont vu dans ce projet une menace qui n'était dans la pensée de personne, pas plus que dans les réalisations de demain.

« C'était cependant une raison de plus pour que l'Administration et, en particulier, le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales fussent enclins à ne pas conseiller au Ministre une résistance trop vive aux tendances différentes qui

paraissaient se faire jour dans la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociales de la Chambre.

« Je ne crois pas trahir le secret en disant que la Commission de la Chambre s'oriente à l'heure actuelle vers un projet différent dont elle paraît vouloir garder les bases, projet que vos études vous ont rendu familier, le deuxième projet de M. Breton.

« Je ne vous dirai pas les difficultés que m'a paru présenter la réalisation de ce projet.

« Je suis, par expérience administrative, de ceux qui, lorsqu'ils marchent vers un but, s'inclinent devant les difficultés sérieuses qui paraissent faire obstacle à un projet déterminé, plus désireux d'aboutir par une solution transitoire à un acheminement vers le but, que de retarder par l'espoir d'une solution plus parfaite tout essai susceptible de les rapprocher de ce but, et j'imagine — sans d'ailleurs le savoir encore — que la Commission de la Chambre, avec le concours du Ministre du Travail, prendra probablement comme premier terrain de discussion législative le projet que j'indiquais tout à l'heure ».

C'est, en effet, nous le savons, ce qui se produit ; car la Commission de la Chambre avait réellement le désir d'aboutir à une solution, acheminement momentané vers un but plus lointain. C'est dans cet esprit qu'elle entama la besogne, repoussant au surplus toute proposition qui aurait pu l'en détourner, et notamment la si intéressante étude de M. André Lacroix, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, publiée dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 juillet 1904 ; étude résumée de la manière suivante :

« Le seul procédé qui nous paraisse réalisable en France est l'assurance obligatoire des chefs d'industries malsaines.

Point n'est d'ailleurs besoin de prononcer ce mot qui effraye des doctrinaires qui veulent faire prédominer de prétendus principes sur les sentiments d'humanité et de justice sociale. En effet, tous les exploitants d'industries malsaines payent la contribution des patentes. Or, des centimes additionnels à la patente sont imposés pour des buts divers : Bourses, Chambres de commerce, etc., et même, ce qui est d'un exemple plus direct, pour fonds de garantie du paiement des indemnités pour accidents du travail. N'est-ce pas là une base tout indiquée ?

« Cette taxe serait établie au prorata du montant de la patente des industries reconnues comme donnant lieu à des maladies professionnelles. Mais le taux ne devra pas être uniforme, certaines industries donnant lieu à des maladies plus nombreuses, eu égard au nombre de leur personnel ou à des affections plus graves.

« Le produit de cette taxe serait recueilli dans une caisse de l'Etat, qui payerait, sur le vu des décisions de justice, les indemnités aux ayants droit. Si le produit des centimes était supérieur aux indemnités allouées pendant la même période, cette imposition spéciale serait diminuée pour l'année suivante. S'il se trouvait inférieur, il serait procédé par voie de rôles supplémentaires ».

Jugeant immédiatement cette proposition, M. J.-L. Breton écrit :

« Plus encore que le projet du Gouvernement, ce système s'éloigne de la loi de 1898 sur les accidents du travail ; il rencontrerait certainement des résistances tout aussi considérables de la part du Sénat, qui est non seulement adversaire de l'expression « assurance obligatoire », mais encore, et surtout,

de la chose que désigne cette expression, et il ne suffirait certainement pas de s'abstenir de prononcer ce mot pour lui faire accepter un système entièrement basé sur ce principe.

« Du reste, toujours comme le projet du Gouvernement, le procédé préconisé par M. Lacroix ne résoud nullement les difficultés et ne fait que déplacer les écueils. Il indique lui-même que le taux de la taxe qu'il veut instituer sur la patente des industriels exerçant une industrie dangereuse ne peut pas être uniforme et devra varier suivant le degré d'insalubrité des diverses usines.

« Dans l'établissement de ce taux renaissent donc toutes les difficultés résultant de l'absence complète de statistiques sérieuses. De plus, la grosse difficulté résidant dans la détermination du caractère professionnel de chaque maladie demeure entière.

« Enfin, avec ce système, les patrons seraient beaucoup moins directement intéressés à la diminution des cas d'empoisonnement de leurs ouvriers et, par suite, à l'amélioration des conditions d'hygiène et de salubrité de leurs usines.

« Au point de vue des chances de succès rapide, de la facilité d'application et de la prophylaxie des maladies professionnelles, ce système présente donc de sérieux inconvénients. »

Il fut donc repoussé, et la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociales vota, avec la collaboration du Gouvernement, le texte suivant, soumis aux ratifications de la Chambre, ou pour mieux dire des Chambres :

CHAPITRE VII

TEXTE DE LA COMMISSION D'ASSURANCE ET DE PRÉVOYANCE SOCIALES

PROJET DE LOI

Article 1^{er}.

La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux maladies d'origine professionnelle sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi.

Art. 2.

Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées dans un tableau, dressé annuellement par décret, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles visé à l'article 10, lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les exploitations correspondantes indiquées audit tableau.

Art. 3.

Lorsqu'un ouvrier quitte une des exploitations assujetties à la présente loi, son employeur demeure responsable des mala-

dies professionnelles correspondant à cette exploitation, qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé, au tableau mentionné à l'article précédent, pour chacune de ces affections.

Toutefois cette responsabilité va en décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où survient une incapacité de travail résultant de la maladie et comportant indemnité.

Si, à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre entreprise également classée dans les exploitations correspondant à ladite maladie, son nouvel employeur n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins, s'il est établi qu'un des employeurs a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité.

Le dernier des employeurs responsables sera tenu vis-à-vis de la victime ou de ses ayants droit pour le tout de l'indemnité, sauf son recours contre les employeurs précédents.

Art. 4.

Tout industriel ayant fait, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la présente loi ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Il demeure toutefois responsable, durant le délai de respon-

sabilité fixé pour son exploitation et dans les conditions indiquées à l'article précédent, des maladies professionnelles pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de cette déclaration.

Toute déclaration du chef d'entreprise reconnue sciemment fausse entraînera à sa charge une condamnation à une amende de 100 à 5.000 francs d'amende et à un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 5.

Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration, dont la forme sera déterminée par décret.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail, ou à l'ingénieur ordinaire des mines, chargé de la surveillance de l'entreprise.

Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 6.

Les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, sont étendues aux

risques prévus par la présente loi, pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants sont établis chaque année, dans les six mois qui suivront la promulgation du décret prévu à l'article 2, par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du Travail et de la Prévoyance Sociales et du ministre des Finances.

Ces tarifs devront être calculés de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la Caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 14 juillet 1868.

Art. 7.

Les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement suivant les résultats de l'expérience.

Art. 8.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles fonctionneront les syndicats de garantie qui, concurremment avec les Sociétés d'assurances, pourront garantir les employeurs contre les risques visés par la présente loi.

Art. 9.

Les chefs d'entreprise assujettis à la présente loi devront contribuer au fonds de garantie prévu par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 dans les conditions respectivement déterminées par ledit article ou par l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 12 avril 1906, indépendamment de la contribution dont ils sont déjà redevables en matière d'accidents du travail.

Art. 10.

La Commission supérieure des maladies professionnelles, spécialement chargée de dresser le tableau prévu à l'article 2 et d'étudier toutes les questions d'ordre médical et technique qui sont déferées par le ministre du Travail relativement au fonctionnement de la présente loi, est composé de 26 membres :

1° De trois Députés et de deux Sénateurs élus par leurs collègues ;

2° Du Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ;

3° Du Directeur du travail ;

4° Du Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

5° De deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

6° De quatre médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle ;

7° D'un conseiller prud'homme — patron et d'un conseiller prud'homme — ouvrier, de deux patrons et deux ouvriers désignés par le Conseil supérieur du travail ;

8° D'un professeur de faculté de médecine ;

9° De cinq personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Art. 11.

En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret, après avis de la Commission supérieure, est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence.

Cette déclaration est adressée au ministre du Travail, par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail et de l'ingénieur ordinaire des mines, et indique la nature de la maladie et la profession du malade ; elle est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souches, circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

Art. 12.

En ce qui concerne chacune des affections et maladies professionnelles prévues à l'article 2 ci-dessus, les dispositions de la présente loi n'entreront en vigueur que dans un délai de trois mois, supputé à partir de la publication des décrets qu'elle prévoit et augmenté de la durée de responsabilité spécifiée au tableau visé par l'article 2 et le premier alinéa de l'article 3.

Toutefois, les dispositions de l'article 11 seront applicables un mois après la publication du décret prévu à cet article.

Que faut-il penser de ce texte ? C'est là une dernière et grave question. Comme il reproduit quasiment la proposition de loi Breton, il importe autant d'en faire la critique générale que d'étudier les modifications apportées à cette dernière et d'examiner, enfin, en quoi elle l'améliore ou la rend pire. Exposons donc, tout d'abord, les retouches opérées par la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociales.

CHAPITRE VIII

MODIFICATIONS

La Commission a supprimé purement et simplement l'ancien article 5, apporté deux modifications importantes aux articles 4 et 10 et transformé complètement l'article 13. D'après le Dr Gilbert Laurent voici à quels échanges d'idées se livra la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociales :

Art. 4.

Le dernier alinéa de l'article 4 était ainsi conçu : « *Toute déclaration du chef d'entreprise reconnue intentionnellement inexacte entraînera à sa charge une condamnation à une*

amende de 100 à 5.000 francs et un emprisonnement de trois jours à un mois. »

Il a paru à votre Commission qu'il serait bien difficile aux tribunaux d'apprécier avec certitude l'intention des déclarants. D'autre part, supprimer le mot *intentionnellement* et laisser seulement *inexacte*, comme dans le premier texte de Breton, semblait grave, vu la pénalité lourde pouvant atteindre les déclarants. Qui pourrait, même avec la meilleure volonté, avoir la certitude de faire une déclaration qu'on ne pourra pas trouver inexacte, au moins dans une de ses parties ?

Votre Commission a donc remplacé les mots : « *intentionnellement inexacte* », par : « *sciemment fausse* » ; il lui a semblé que le texte ainsi rédigé aurait une précision plus grande et laisserait moins de place à l'arbitraire.

Art. 5.

L'article 5 a donné lieu à une discussion assez longue et un peu confuse au sein de la Commission.

On lui a reproché surtout de manquer de précision, et d'être difficile à interpréter, de ne pas s'adapter exactement au reste du texte de la proposition de loi, d'être d'une utilité contestable, la loi sur les accidents prévoyant le cas où l'ouvrier ne peut plus continuer l'exercice de sa profession, auquel cas une rente-indemnité lui est accordée.

Il est certain que cet article pris dans le texte du projet gouvernemental s'adapte moins bien au projet de loi Breton.

Votre Commission a jugé qu'elle pouvait, sans inconvénient sérieux, le supprimer.

Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 de l'ancien projet

deviendront ainsi les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du projet actuel.

Art. 10.

Pour l'article 10 (ancien article 11) la majorité de votre Commission a décidé d'ajouter 4 membres de plus à la Commission supérieure chargée de dresser le tableau des maladies assujetties à la présente loi : deux patrons et deux ouvriers.

Au lieu d'être composée de 22 membres, cette Commission en comprendrait donc 26.

Il a paru aussi que les décrets déterminant le mode de nomination et de renouvellement des membres de cette Commission donneraient au Ministre une part assez influente dans sa composition et qu'il fallait réserver au Conseil supérieur du travail le droit de désigner ces 4 nouveaux membres.

D'autre part, estimant que le Conseil supérieur du travail désirerait, tant pour les conseillers prud'hommes patron et ouvrier que pour les deux patrons et les deux ouvriers à nommer, pouvoir désigner des gens compétents, votre Commission n'a pas cru devoir lui faire une obligation de choisir ces hommes dans son sein. Le Conseil supérieur du travail aura donc toute latitude pour choisir les 6 membres qu'il aura à nommer, soit dans son sein, soit en dehors des hommes qui le composent.

Art. 12.

L'ancien article 13, article 12 actuel, était ainsi conçu : « *La présente loi ne sera applicable que 6 mois après la publication des décrets prévus pour son exécution, sauf en ce qui concerne*

les dispositions de l'article 12 qui entreront en vigueur un mois après la publication du décret prévu à cet article. »

Notre collègue M. Mouchel, député de la Seine-Inférieure, fit avec raison observer que certaines maladies professionnelles donneraient probablement lieu au recours contre les patrons pendant plus de six mois. (La durée de responsabilité pour le plomb égale un an.) Qui donc supporterait les responsabilités encourues, en un tel cas, dans les six mois précédant le décret ? Le patron s'y refuserait très probablement, en s'appuyant sur le principe de non-rétroactivité. S'il obtenait, comme nous le pensons, gain de cause, l'indemnité accordée à l'ouvrier serait réduite proportionnellement ; et il serait ainsi créé une période transitoire pendant laquelle existerait, pour chaque maladie, un régime d'indemnités variables et toujours inférieures à l'indemnité normale.

Si, au contraire, les tribunaux admettaient une rétroactivité antérieure à la date du décret, le patron pourrait être assujéti à une responsabilité quelquefois très lourde, sans avoir eu aucune possibilité de limiter son risque par une assurance, ou de modifier, en les améliorant, les conditions de travail dans son usine.

Ces considérations, soumises à la Commission, l'amènèrent à étudier à fond l'objection soulevée. Elle nomma une sous-commission composée de MM. Breton, Mouchel, Gilbert Laurent, qui fut chargée, d'accord avec M. Paulet, d'étudier et de présenter un nouveau texte.

Deux systèmes furent envisagés par cette Sous-Commission.

Le premier, consistant à mettre à la charge de l'Etat la part de l'indemnité afférente aux responsabilités encourues éventuellement, avant la publication de chaque décret, fut écartée.

Les complications financières qu'il eut entraînées, le retard qui s'en fût suivi, le firent abandonner.

Le second système, auquel la Sous-Commission d'abord, la Commission ensuite se sont ralliées, consiste à établir, pour la mise en vigueur de la loi, en ce qui concerne chaque maladie, un délai au moins égal à la durée du délai de responsabilité que prévoit le décret pour la maladie en question (article 3, § 1^{er}).

Un délai simplement égal eût couvert complètement les ouvriers, la responsabilité patronale pouvant ainsi être complète sans qu'il y eût rétroactivité par rapport à la date du décret.

Mais il a été objecté que, du côté patronal, il y avait impossibilité absolue soit à s'assurer le jour même du décret, soit à prendre les dispositions nécessaires pour améliorer les conditions du travail.

La Sous-Commission et la Commission ont estimé que, pour répondre à cette objection, il y avait lieu de faire précéder le délai sus-indiqué d'un délai fixe de trois mois.

Le mécanisme de l'article 12 sera donc le suivant :

Un décret est publié classant une maladie et fixant à huit mois, par exemple, la durée de la responsabilité patronale. Onze mois après la publication, les accidents provenant de la maladie classée donnent lieu à pleine indemnité pour l'ouvrier. Aucun patron ne peut de son côté être recherché pour une responsabilité antérieure à l'expiration du troisième mois après le décret, c'est-à-dire dans des conditions où il n'aurait pu s'assurer.

Ces dispositions ont été consacrées par le texte nouveau, adopté à l'unanimité par la Commission, d'accord avec M. le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales au Mi-

nistère du Travail. Elles nous ont paru concilier équitablement les intérêts ouvriers et les intérêts patronaux.

Le nouvel article 12, remplaçant l'ancien article 13, sera donc ainsi conçu :

« *Art. 12.* — En ce qui concerne chacune des affections et maladies professionnelles prévues à l'article 2 ci-dessus, les dispositions de la présente loi n'entreront en vigueur que dans un délai de trois mois, supputé à partir de la publication des décrets qu'elle prévoit et augmenté de la durée de responsabilité spécifiée au tableau visé par l'article 2 et le premier alinéa de l'article 3.

« Toutefois, les dispositions de l'article 11 seront applicables un mois après la publication du décret prévu à cet article. »

Il reste, actuellement, à faire connaître les critiques adressées aux projets Breton et de la Commission. Nous y consacrons le chapitre suivant.

CRITIQUE

Peut-être aurions-nous pu nous dispenser d'écrire ce dernier chapitre, car, au cours du précédent exposé, nous avons tenu à faire la critique des idées émises par les auteurs au fur et à mesure que nous examinions leurs théories. Nous nous excusons donc, par avance, de redites certaines et obligatoires. Mais en face de l'œuvre parlementaire, envisagée dans son ensemble, nous avons cru nécessaire et logique de grouper également toutes les objections principales.

CHAPITRE PREMIER

LA PROPOSITION DE LOI BRETON

Et si maintenant nous nous reportons à la proposition Breton on peut dire que l'attaque contre son système a surtout porté sur les points suivants : l'institution du tableau ; la classification des maladies ; le principe transactionnel et forfaitaire.

Nous nous bornerons à les résumer rapidement :

A) *Le tableau.* — Pour la mise en vigueur de la loi, M. Breton prévoit un tableau dressé annuellement : il contient l'énumération des industries assujetties, et des maladies correspondantes à ces professions.

On a fait valoir contre ce tableau des critiques de forme et de fond. Si nous envisageons les premières, nous les trouvons formulées, de la façon suivante, dans une étude sur *Les Maladies Professionnelles*, publiée par la *Revue Internationale du Commerce de l'Industrie et de la Banque*, organe de la Société des Industriels et des Commerçants de France : « En principe, le tableau limite bien les industries visées et les maladies réputées professionnelles susceptibles d'atteindre un ouvrier de ces industries. Mais cette limite stricte du domaine de la loi n'est qu'apparente ; attendu que la Commission a tous les pouvoirs pour en étendre la portée à tous les produits nocifs utilisés dans l'industrie et lui donner toute extension utile.

« Remarquons que la composition de la Commission (art. 11 du projet) est de nature à inspirer des inquiétudes aux industriels. Elle est composée exclusivement de fonctionnaires (Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales, Directeur du Travail, Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations), d'hommes politiques (Sénateurs, Députés), d'hommes de sciences (Médecins, Professeurs de la Faculté de Médecine). Elle ne comprend qu'un industriel, Conseiller Prud'homme-Patron. Dans ces conditions, offrira-t-elle les garanties de prudence et de modération que sont en droit d'en attendre les industriels assujettis ? Il nous paraît nécessaire, pour ne pas dire indispensable, de réserver à ces industriels une place beaucoup plus large au sein de la Commission. Il nous semble utile d'y faire figurer, indépendamment de membres du Comité Consul-

tatif des Assurances contre les accidents du travail, des membres de la Chambre de Commerce, des membres du Tribunal de Commerce, tous hommes pratiques, journellement en présence des problèmes que soulèvent les questions de travail, et, par suite, pouvant donner un avis sérieux et sûr à la Commission.

« En outre, dès le début, la loi doit fixer, par le tableau des professions et des maladies correspondantes, d'une façon très précise, son champ d'application ; dans le cas contraire, il y aurait lieu de craindre de lui voir prendre, à l'improviste et sans garantie suffisante, une portée excessive. »

Pourquoi les industriels et commerçants éprouvent-ils de telles craintes, et croient-ils prudent de formuler d'aussi nombreuses réserves, même sur les prescriptions de détail ! C'est qu'au tableau, dressé suivant avis de la Commission des maladies professionnelles, s'attache la présomption légale, en vertu de laquelle le patron d'une industrie assujettie est responsable, *ipso facto*, de la maladie prévue dont souffre un ouvrier actuellement employé à son service, ou qui a quitté son entreprise depuis un temps moindre que le délai préfixe.

Bien que la preuve contraire lui soit expressément réservée, on doit admettre, en règle ordinaire, que toutes les conséquences de la maladie lui incombent. M. J.-L. Breton l'expose comme suit dans son commentaire de l'article 2 : « Si, à l'époque de l'interruption ou de l'incapacité de travail, l'ouvrier était ou venait d'être employé à l'un des travaux mentionnés dans une des colonnes de ce tableau, la maladie contractée étant bien celle indiquée en regard dans l'autre colonne, cette maladie sera considérée comme due à la nature du travail, à moins que le patron ne prouve le contraire ou que le médecin ne certifie que l'affection ne résulte pas de la profession ».

Maladie et profession se correspondent donc dans les « *tableaux parallèles* », ainsi qu'ils furent dénommés. A en croire ces tableaux la maladie serait toujours la conséquence de la profession. Cette assertion est-elle admissible ?

Ici interviennent les raisons de fond, les objections savantes, exposées contre le tableau. M. le Dr Lucien Bartoli, médecin et juriste tout à la fois, les fait valoir avec trop d'autorité pour que nous osions changer un mot à son argumentation. Il dit : « La proposition Breton est bien claire, puisqu'en face de chaque substance employée, M. Breton indique les maladies qui correspondent à l'emploi de cette substance, et chaque fois qu'un ouvrier aura une de ces maladies, c'est certainement en vertu du principe de la présomption légale l'emploi de cette substance qui est la cause de cette maladie.

« Cette manière de cataloguer les maladies, en en rapportant toujours l'origine à la manipulation d'un produit qui peut être, dans certains cas, nocif, est très discutable. Mais M. Breton n'admet pas que l'on puisse faire une distinction entre les maladies qui, en application de la loi de 1898, sont reconnues professionnelles, lorsqu'elles sont la suite d'un accident et les autres maladies qu'il classe professionnelles, parce qu'elles sont dues, pour lui, à l'emploi d'une substance. » M. Bartoli conclut : « Il est impossible d'assimiler, comme le veut M. Breton, la maladie professionnelle à l'accident ».

Si nous sommes d'accord, scientifiquement, avec le Dr Bartoli sur l'emploi d'un mot, nous nous rallions, néanmoins, au système défendu par M. Breton. Certes, il nous paraît impossible d'« *assimiler* » les maladies professionnelles aux accidents du travail. Mais le but que se propose le législateur, et vers lequel la masse ouvrière tend avec infiniment d'espoir,

est l'entrée en vigueur d'une loi protectrice des ouvriers, devenus malades dans l'exercice de leurs professions. Si donc, on ne peut faire une simple « *assimilation extensive* » de la loi de 1898, on peut — de façon à coordonner les efforts et à préparer une législation d'ensemble dont les diverses parties ne soient pas trop dissemblables — prendre cette loi de 1898 pour base de la discussion, étant entendu que toutes les modifications rendues nécessaires par la nature spéciale de chaque affection — maladies ou accidents du travail — seront étudiées afin de s'adapter à chaque espèce particulière. C'est en ce sens qu'il faut d'ailleurs interpréter le titre donné par le Dr Gilbert Laurent à son rapport, présenté pour la dixième législature. Ce rapport fait état des principales objections adressées à la proposition de loi Breton et au projet gouvernemental. Il n'en maintient pas moins l'esprit, les données essentielles, et plus particulièrement le tableau, quelque peu modifié.

Le tableau apparaît donc, même défectueux dans sa composition et dans son emploi, comme l'une des bases nécessaires de la législation nouvelle. Il constitue une modification indispensable à la loi de 1898 ; si le Parlement tient à observer de cette loi première les tendances et l'orientation générale. Sans tableau, tout l'effort de M. J.-L. Breton est vain, celui du Gouvernement sans portée, puisqu'aussi bien les deux se confondent dorénavant.

On reproche au tableau de ne pas limiter d'une façon suffisamment précise son champ d'application. Il n'y a peut-être là qu'une boutade désespérée de la part d'industriels très respectables, mais très craintifs également, et d'autant plus enclins à redouter les effets de la loi nouvelle qu'elle resserra, à leur avis, bénéfices et revenus, sans qu'ils aient été consultés, ou

qu'ils aient eu la possibilité de faire prévaloir leur opinion au sein de la Commission Supérieure des maladies professionnelles.

B) *La classification*. — Car il est curieux de rapprocher leur sentiment de celui des médecins. Ces derniers invoquent contre le tableau le doute sur l'origine des maladies, et font justement grief à M. J.-L. Breton de n'en avoir pas suffisamment tenu compte dans sa classification des professions, et des maladies correspondantes. La corrélation, entre les premières et les secondes, ne serait pas aussi certaine qu'il l'affirme. Une discussion pourrait s'instituer au sujet de chaque catégorie, comme aussi bien de chaque cas particulier. Le tableau aurait une trop vaste compréhension, soit trop d'élasticité.

Somme toute, le corp médical reproche à M. J.-L. Breton d'avoir admis, comme démontré par la pratique, sinon par la science pure, de simples probabilités discutables, des hypothèses souvent vérifiées, mais qui ne constituent nullement des vérités acquises et définitives. Les éléments de la démonstration leur font défaut. Aux dires de M. Leclerc de Pulligny, — résumant la critique médicale, — la proposition Breton s'étaye sur un « *soupçon* », base « *bien fragile* », aux yeux de M. Bartoli, pour asseoir l'assimilation projetée entre les législations sur les maladies professionnelles et les accidents du travail. D'où, au gré des médecins, une nomenclature beaucoup trop étendue des maladies professionnelles ; M. Breton voulant opérer par persuasion et affirmations, au lieu d'expérimenter et de vérifier ces affirmations. M. Bartoli qualifie cette façon d'agir d'une manière très dure : « On ne trouve au rapport de M. Breton que des affirmations de l'origine certaine des maladies dues à l'emploi de certaines substances, sous la forme

d'accolades de ces maladies à la substance indiquée dans le tableau ; mais de preuve, aucune. Outre que la façon dont ce tableau a été dressé et la présomption légale de certaines maladies est purement arbitraire, il sera toujours possible d'émettre un doute sur l'origine de la maladie. Et pourtant M. Breton trouve que la liste des intoxications qu'il a établie est encore très incomplète... Cette précision que M. Breton attribue au tableau qu'il a dressé est justement la plus mauvaise caractéristique de son article 2 : elle ne repose sur rien de fondé, car dans l'origine des maladies il est absolument impossible d'établir la cause unique. Si nous mettons à part certaines maladies contagieuses pour lesquelles l'agent microbien créateur de l'intoxication est connu, les maladies chroniques ont toujours plusieurs causes variant avec l'hérédité, la manière de vivre, le climat, et les préjugés. Cette précision même du tableau, où, en face de chaque substance, M. Breton a voulu établir une équation presque mathématique avec une maladie déterminée, condamne son système ».

En vérité, voilà enfin une précision. Elle n'est pas mathématique, mais elle a la valeur d'une affirmation médicale. Le Dr Bartoli prétend que ces maladies chroniques ont toujours plusieurs causes. M. Breton suggère de son côté que le travail professionnel pourrait être l'une de ces causes. Il avance que la pratique révèle l'action pernicieuse de ce même travail professionnel et son effet néfaste sur une immense majorité de sujets, différemment constitués, avec ou sans prédisposition spéciale à la maladie. Il conclut à la corrélation entre la maladie et la profession. Conséquemment, il la mentionne au tableau. Ne serait-il pas presque en droit de rétorquer l'argument au Dr Bartoli ; de lui demander pourquoi il tient à éli-

miner cette cause ; et si une nouvelle expérience, propice aux études de clinique et de laboratoire, faite durant 20 ou 30 années de souffrances et de misères, de maladie ou de mort, serait suffisante pour permettre à la science, enfin victorieuse, de démêler le pourcentage dû au travail professionnel, dans l'action globale et collective des éléments destructeurs de l'organisme de l'ouvrier. La démonstration expérimentale et scientifique de l'un ne serait un contre-poids à l'excès de sentimentalisme humanitaire de l'autre que si elle ne mettait pas en jeu la vie et la santé de toute une catégorie de producteurs. Alors seulement on pourrait admettre les discussions d'art ; exiger des précisions mathématiques d'une absolue rigueur. Mais, pour l'instant, les approximations, les moyennes, doivent suffire et nous guider. Or, elles existent. Communément on attribue à telle profession dangereuse, sur un ensemble de tant d'ouvriers, tel coefficient de morbidité, dû à l'exercice du métier ; à telle autre industrie on accorde approximativement telle autre nocivité. Les statistiques officielles n'existent sans doute pas ; mais les renseignements privés, et la réputation corporative, y suppléent. M. Breton fait état de ces renseignements officiels, de ces constatations pratiques, de ces réputations corporatives, des résultats de l'expérience médicale, si prompt à s'émouvoir ici, et pourtant d'ordinaire si sceptique. Par suite, il institue le « Tableau » qui exprime les moyennes approximatives, et traduit « les probabilités évidemment très grandes », celles que la science n'a pu encore transformer en certitudes indiscutables. Faut-il l'en blâmer, et laisser, de fait, toute législation en suspens ? Faut-il attendre le moment où il sera possible de rédiger des statistiques ? La Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales de la Chambre ne l'a point cru ; elle s'est

ralliée à la proposition Breton ; et le Gouvernement, abandonnant son projet primitif, a imité cet exemple. C'est la raison pour laquelle nous lui accordons notre assentiment ; sachant fort bien, que cette œuvre imparfaite ne pourra constituer qu'une amorce, une étape, un stade, la mise en vigueur d'idées ressassées depuis un quart de siècle ; mais d'idées qui s'imposent, à la sanction parlementaire, par la volonté de la masse des producteurs et des travailleurs, par la volonté du pays. La nouvelle loi, à peine promulguée, aura sûrement besoin de retouches et de modifications. Comme toujours, en matière de législation sociale, elles seront indiquées à la bonne volonté des Chambres par l'expérience quotidienne, résultant de l'adaptation de la loi aux besoins de l'industrie ; et, réciproquement, par la nécessité d'harmoniser les situations particulières avec les prescriptions générales. L'un sera la déterminante de l'autre. Déjà, nous n'ignorons pas les imperfections de la loi Breton. Il faut essayer de les corriger dès l'abord ; et c'est à quoi tendent les censeurs rigoureux dont nous avons fait connaître les sérieuses et utiles critiques. Mais ils pratiquent la politique du « *tout ou rien* » ; alors qu'en matière parlementaire, il faut — plus qu'ailleurs — être philosophe, et se répéter souvent l'adage : « qui veut le plus doit aussi vouloir le moins ». Hors cette tactique l'échec est certain ! C'est pourquoi la concordance ne peut être absolue — nous l'avons déjà expliqué — entre les recherches patientes des savants et l'œuvre, plus hâtive, du législateur. Celles-là n'ont pas à tenir compte des contingences ; celle-ci est vouée à rester inappliquée si elle lèse trop d'intérêts opposés : elle manque alors son effet.

Le Dr Gilbert Laurent l'a d'ailleurs attesté, tout le premier, en corrigeant certaines imperfections, très critiquées, du tableau

et de la classification des maladies et des professions. Comme elles auraient compromis le vote de la loi il a, de lui-même supprimé notamment dans son rapport la tuberculose, produite par M. Breton dans sa nomenclature. Pourquoi ? Parce que si certaines industries offrent un merveilleux champ de contagion et de propagation à la tuberculose, elle n'en est point cependant l'affection organique, spécifique, et n'en constitue pas le risque corporatif. Mais chaque fois qu'une affection jouira de ce triste avantage, chaque fois qu'elle sera le risque corporatif certain, alors la corrélation devra exister aux tableaux parallèles de la profession et de la maladie ; et l'on devra trouver l'une en face de l'autre. Qu'importe si, par ailleurs, un étranger à la profession peut contracter la même maladie ; si l'employé a, ou ne possède pas, de prédispositions spéciales ; si le germe provient ou non de l'atelier ? Un point reste acquis : c'est que le métier contribue très largement — plus largement que toute autre cause — à le développer ; et, dans ces conditions, réparation est due à l'homme qui a sacrifié sa santé à son travail, générateur de richesse sociale. Puisqu'il faut choisir entre différentes causes, dont l'action pour beaucoup est incertaine et inconnue, pourquoi ne pas se décider en faveur de la plus rationnelle, tout au moins de la plus apparente ? Le procédé est peu scientifique, certainement ; mais il appartient à la science d'améliorer ces moyens d'investigation. Nous lui avons réservé cette belle et grande mission, ce rôle supérieur, quand nous demandions précédemment que le tableau soit établi avec toutes les garanties et le contrôle que nous avons indiqué nous-même ; quand nous disions de la classification qu'elle doit se baser d'abord sur les découvertes savantes, et, à défaut de celles-ci, sur les probabilités d'une apparence constante. L'énumération

ne sera donc ni trop longue, ni trop courte ; elle sera la nomenclature exacte de toutes les professions dangereuses où le risque corporatif, prévu, pourra se déclarer chez l'un ou l'autre de leurs employés. Telle sera, en définitive, la limite élastique contre laquelle s'élève le Dr Bartoli, quand il pose la question : « pourquoi n'avoir pas fait rentrer dans la nomenclature toutes les maladies contagieuses, pourquoi s'arrêter ainsi en chemin, pourquoi ne pas avoir énuméré toute la pathologie ? En réalité et en logique il est impossible de limiter les maladies professionnelles à tel ou tel accident, il faut en étendre l'énumération à toutes les maladies possibles, c'est-à-dire assurer l'ouvrier contre la maladie en général ou alors restreindre cette énumération à quelques cas très limités et dans ce cas ne venir en aide qu'à une infime minorité de malheureux ».

A ces solutions extrêmes nous ne pouvons donner notre adhésion. Il ne s'agit pas en effet de dire, par cette étude, s'il conviendrait d'instituer l'assurance générale contre la maladie ; de créer, à l'instar de l'Allemagne, l'assurance-maladie ; pas plus qu'il n'importe de limiter très restrictivement l'application de la nouvelle loi aux cas très précis dont parle le Dr Bartoli : les maladies engendrées « par le phosphore, le plomb, et peut-être le mercure ». Nous pensons que le Parlement peut utilement contribuer à faire cesser un état de choses social déplorable, en votant le projet Breton amendé, car il promulguera une législation, aux effets préventifs et répressifs, absolument nécessaire. Et cela, à notre sens, suffit pour racheter bien des imperfections de détail.

Mais M. Bartoli, s'appuyant sur des opinions émises en Angleterre surtout, craint précisément ces effets préventifs. Ils justifieraient de la part des patrons une résistance opiniâtre à em-

ployer des ouvriers de santé suspecte : « Je reconnais, — dit le Secrétaire de la Société des Ouvriers Maçons, à propos de l'opportunité d'introduire la tuberculose dans les maladies visées par la loi, — que, dans beaucoup de cas, cette mesure serait préjudiciable, et que les employeurs auraient soin de ne pas employer d'hommes paraissant phtisiques ». Cette attitude se généralisant « on parviendrait à faire fermer aux ouvriers la porte de l'atelier quand ils ne présenteraient pas toutes les apparences d'une excellente santé » parce que « la classification de M. Breton arriverait à faire supporter par certains patrons les conséquences d'une maladie contractée en dehors de l'atelier ».

Toute cette pénible argumentation gravite donc autour d'une question de paiement d'indemnité, dans l'hypothèse où l'ouvrier serait atteint, et de la désignation de la personne qui doit en supporter la charge. A ce sujet nous savons qu'une transaction forfaitaire est proposée, sur l'exemple de celle de la loi de 1898.

C) *Le principe transactionnel et forfaitaire.* — En vertu de ce principe transactionnel et forfaitaire, le patron paierait des indemnités relatives à des maladies d'origine peut-être extra-professionnelle ; mais, par contre, il ne paierait toujours qu'une quote-part du préjudice réellement éprouvé, alors que le versement de l'intégralité du salaire perdu devrait lui incomber, quand la maladie revêt un caractère professionnel incontestable, et a pris son origine dans ses ateliers.

On a fait valoir que cette indemnité transactionnelle et forfaitaire a été adoptée en matière d'accident du travail à cause des données statistiques certaines, sur lesquelles elle se fondait, données qui manquent totalement en matière de maladies

professionnelles. Ce à quoi l'étude *Les Maladies Professionnelles*, publiée par la Société des Industriels et Commerçants de France, dont nous avons déjà parlé, objecte : « Tout en reconnaissant l'absence d'une statistique précise, M. Breton affirme que, lorsqu'une maladie à laquelle la loi accorde le caractère professionnel est provoquée par une disposition personnelle de l'ouvrier, la gravité de l'affection doit être augmentée par l'exercice de la profession envisagée ; le rédacteur du projet ajoute que l'application aux maladies professionnelles de l'indemnité forfaitaire pour les accidents ne saurait donner aux travailleurs tout ce qui leur serait légitimement dû. Une pareille affirmation est téméraire ; vu qu'on ne peut être certain de l'exactitude de l'indemnité, encore moins en matière de maladie professionnelle qu'en matière d'accident.

« Au surplus, la compensation entre les cas où les industriels paieraient des indemnités excessives et ceux où ils paieraient moins qu'ils ne doivent en réalité, ne pourrait s'opérer que sur l'ensemble des assujettis, et, par suite, ne s'effectuerait que si ceux-ci étaient couverts par des contrats d'assurance. Or, dans ces conditions trouveraient-ils à s'assurer contre cette nature de risques, en l'absence de toutes données statistiques susceptibles de servir de base à l'établissement de primes, à l'inverse de ce qui existe pour les assurances-accident, les assurances-vie, les assurances-incendie, etc... ? »

La réponse est aisée. Dans la pratique on suppléera, au début, au manque de statistiques ; et les choses, en effet, se passeront comme il est décrit plus haut. Tous les industriels s'assuront à des Compagnies d'Assurances, et celles-ci se substitueront à eux pour le paiement des indemnités. La compensation, sauf pour quelques patrons isolés ou réfractaires, s'opè-

rera effectivement sur l'ensemble. Personne ne s'en plaindra. Car est-il moins naturel, et moins humain, de voir le patron assurer de son propre mouvement tous ses biens meubles et immeubles, son outillage, ses chevaux et attelages, ses camions automobiles, toute sa fortune existante et toute sa fortune en puissance, que de l'obliger à contracter une assurance pour garantir la santé et l'existence de son personnel ? La prime à payer sera fatalement comprise dans les frais généraux ; et en économie politique, par suite de l'incidence, chacun sait qui la supportera en dernier ressort : ce ne seront ni le patron, ni l'ouvrier, mais bien le consommateur.

Il y a plus. La question a été posée de savoir dans quelles conditions les patrons trouveraient à s'assurer contre cette nature de risque : les maladies professionnelles. La réplique est fournie, — et en même temps la critique de la précédente citation, — par les intéressés. Ils déclarent (même étude) : « Evidemment, si la loi sur les maladies professionnelles doit entrer en vigueur, les industriels s'adresseront à des Compagnies d'Assurances pour les garantir contre les nouveaux risques qu'elle leur crée. On a vu que M. Breton, tout en reconnaissant que les assurances, en la matière, auront de la difficulté à fonctionner, tant par suite du non établissement de toute donnée statistique pour la fixation des primes, que par suite de la diversité des cas et par le fait des dangers du risque lui-même, estime que son projet est réalisable par les Compagnies d'Assurances.

« Mais pour forcer la main, si on peut dire, à ces dernières, il s'adresse à la Caisse Nationale d'Assurances en cas d'accidents, en stipulant que les opérations de la Caisse seront étendues aux maladies professionnelles. Le sentiment de M. Breton

est d'avantager la Caisse Nationale, qui, par des tarifs spéciaux, ferait concurrence aux autres Sociétés. Est-il certain que la Caisse Nationale consentira à exercer, fut-ce à son détriment, à cause de la faiblesse des primes, le rôle prépondérant qu'il entend lui réserver ? Ne doit-on pas craindre que, soucieuse de ne pas s'exposer à des mécomptes financiers, elle n'exige des tarifs plus élevés que ne le suppose M. Breton, tarif déjà assez lourd pour les industries assujetties ?

« Du reste, la Caisse Nationale, pas plus en matière d'accident qu'en matière de maladie professionnelle, ne peut actuellement, même avec des tarifs soi-disant spéciaux, avoir la prétention de centraliser et de monopoliser ces genres de risques. Les Compagnies privées ne sont pas pour disparaître, et l'utilité de leur rôle n'est pas à démontrer. Elles nous paraissent même mieux comprendre le système de l'assurance, n'étant pas astreintes à des règles spéciales comme les institutions d'Etat, et pouvant mieux se mettre qu'elles à la portée de leurs clients. »

Ainsi, après avoir presque suggéré que la loi rendrait l'assurance contre les maladies professionnelles quasiment impossible aux patrons, et leur laisserait la charge du paiement de l'indemnité, les grandes Compagnies d'Assurances font valoir qu'elles sont seules aptes à ce service, et dénoncent, comme déloyale, la concurrence éventuelle de la Caisse Nationale d'Assurances en cas d'accidents, dont les tarifs spéciaux pourraient solliciter les industriels. Instantanément il n'est plus besoin de statistiques. Elles s'échafauderont petit à petit ; et si les primes du début sont arbitraires ou arrêtées à forfait, leur quantum sera rigoureusement fixé à la suite d'une courte expérience. Ceci établit que la campagne menée contre le principe de la transaction forfaitaire est intéressée au suprême degré ; et que

la perspective d'une indemnité à payer incite tous ceux qu'elle menace à utiliser les arguments les plus contradictoires pour essayer d'y échapper. Ce sentiment se fait jour partout. En voici, en effet, des illustrations lapidaires. Nous les trouverons dans l'étude sur *Les Maladies Professionnelles*, par Memor : « Les Compagnies qui assurent contre les accidents, ne retirent qu'un profit médiocre de leurs opérations. Spécialement en ce qui concerne les accidents du travail, vu la progression ininterrompue depuis quelques années des sinistres, soit pour cause de simulation, soit par suite de l'abus de petites indemnités, bien des Compagnies se sont demandé si elles devaient continuer l'assurance ouvrière qui ne donnait que des pertes de plus en plus importantes... Ce que nous disions du risque-accident s'applique encore plus au risque maladie professionnelle ».

Réaliser des bénéfices ; distribuer des dividendes de plus en plus importants, et rémunérateurs du capital social engagé dans l'entreprise ; tel est le point de mire des Compagnies d'Assurances. Personne ne peut les en blâmer. Elles font acte de commerce ; œuvre de commerçants, soucieux de leur réputation. Mais il est de leur essence même de courir tous les risques, et de les indemniser. Par conséquent, si elles se chargent de réparer le préjudice résultant de la maladie professionnelle, elles doivent, tout d'abord, indemniser le patient quand le trouble organique s'est produit, et ensuite, seulement, partager, s'il en reste, les bénéfices, entre les actionnaires. Nous ne pouvons l'entendre autrement et peu nous chaut que les Compagnies d'Assurances fassent de brillantes affaires ou non. Par suite, il est légitime que la maladie de l'ouvrier soit à la charge de l'industriel qui l'emploie, à condition que cette maladie figure sur le tableau correspondant à l'industrie qu'il exerce. L'employeur

est responsable, pendant les délais fixés au tableau : responsabilité qui va décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où se déclare la maladie professionnelle qui la met en jeu. Il peut résulter de cette responsabilité ainsi établie, pour un grand nombre d'affections dont la cause peut être toute autre que l'exercice de la profession, telle que l'anémie, la grippe, la variole, la dysenterie, etc... que les industriels soient exposés à subir des charges excessives et imméritées, et malgré l'indemnité forfaitaire prévue. » Ce résultat n'est pas plus regrettable que les précédents : l'industriel étant généralement assuré, la Compagnie d'Assurances a spéculé sur la santé du travailleur. Elle perd, comme elle aurait pu gagner, comme elle réalise peut-être des bénéfices.

Au même ordre d'idées se rattachent les principes qui répartissent les responsabilités entre les divers patrons ayant successivement occupé l'ouvrier, et qui imposent l'indemnisation de la maladie au dernier d'entre eux. Sa responsabilité subsiste, sauf à décroître proportionnellement au temps écoulé entre le départ de l'usine et le moment où se réalise la maladie professionnelle. Ces solutions ont été vivement critiquées. Mais nous les trouvons tout à fait défendables, si les patrons, le dernier en particulier, s'en sont remis à une Compagnie d'Assurances, — avertie de cette situation, et dont c'est le métier de supputer les risques, — du soin d'indemniser celui auquel ils sont exposés ; c'est-à-dire l'emploi d'ouvriers qui, à brève ou longue échéance, seront terrassés par le risque corporatif ; et qui en sont peut-être déjà minés, par le séjour dans d'autres ateliers similaires. Nous concluons donc, comme M. Breton : « Certes, on pourra objecter que ce système ne répartira pas toujours les responsabilités suivant la plus absolue justice, et qu'il sera par exemple

assez illogique d'attribuer une part de responsabilité qui pourrait être assez lourde à un patron n'ayant occupé que quelques jours un ouvrier : c'est possible, mais, comme nous l'avons dit, ce n'est là en somme qu'une évaluation forfaitaire de la responsabilité patronale en tous points analogue à l'évaluation forfaitaire servant de base à la fixation de l'indemnité de la loi du 9 avril 1898. »

Or, en toutes hypothèses, ce forfait se défend ; cette transaction est fondée. L'assaut des intérêts coalisés ne pourra rien contre eux. La meilleure preuve en est qu'un adversaire déterminé du projet Breton a pu le juger de la façon suivante : « En définitive, le projet nous paraît sujet à de nombreuses critiques. Nous rendons cependant hommage à la hauteur de vue qui a présidé à sa conception, et nous estimons qu'en établissant ce projet, son auteur a fait preuve d'un sentiment de sincère philanthropie et du désir d'être utile à la masse qui travaille dans les substances dangereuses. Nous ne contestons nullement les raisons d'humanité qui militent en faveur d'une indemnité pour un ouvrier ayant contracté une maladie du fait de la profession qu'il exerce. Ce sont de ces principes supérieurs à toute réglementation que s'est inspiré M. Breton, lesquels doivent animer les intéressés soit dans l'application d'une convention entre les parties, soit simplement au nom de la solidarité sociale. »

Le moins que l'on puisse dire de l'œuvre de M.-J. L. Breton est qu'il a heureusement mis au point le problème troublant de la réparation des maladies professionnelles : et que ses collaborateurs, ou ses successeurs, n'ont fait que d'y apporter des modifications de détail, de retouches, jugées dès à présent nécessaires.

CHAPITRE II

LE PROJET GOUVERNEMENTAL

Ceci dit, il est intéressant de formuler les critiques adressées au projet gouvernemental, rapporté pour la Chambre, par le Dr Gilbert Laurent. Elles ne peuvent différer des précédentes, quant au fond. Le député de la Loire y a tout d'abord consacré le premier chapitre de la deuxième partie de son travail ; et il a groupé, de prime abord, les objections concernant la première question : « Est-il légitime d'accorder à l'ouvrier dont la santé ou la vie ont été compromises par l'exercice d'une profession malsaine, une indemnité proportionnelle aux dommages causés? »

A) *Légitimité de l'indemnité.* — Certains disent non. Ils se basent principalement sur les motifs suivants :

1^{re} *Objection.* — Il y aurait une double indemnité, l'indemnité du contrat de travail, et celle résultant de la maladie. La Chambre de Commerce de Paris, après avoir soutenu cette opinion, semble l'avoir abandonnée. Car, s'il se peut que les professions réputées dangereuses soient généralement rémunérées en proportion du risque couru, et qu'il en découle un avantage pécuniaire pour les ouvriers, il n'en est pas moins vrai que « le souci de réparer les effets de maladies professionnelles soit devenu la conséquence de l'introduction dans nos lois du principe du risque professionnel ». Un homme loue son tra-

vail. Mais non point sa santé. Comme le remarque fort justement le D^r Gilbert Laurent : il ne vend pas sa vie, en signant le contrat de travail.

2^e *Objection*. — « L'indemnisation de la maladie professionnelle causerait la ruine du Commerce et de l'Industrie ». Nous avons tenu, dès l'origine, à protester contre cet argument fondamental de toute la théorie adverse. Mis en avant, chaque fois, contre le vote des lois sociales nouvelles, il est, chaque fois, démenti par l'expérience, et par ceux-là mêmes qui s'en étaient servis — peu à peu acquis à la législation redoutée, sinon heureux d'en subir les effets. Nous n'insisterons donc pas. Loin d'entraver la marche progressive du Commerce ou de l'Industrie, l'extension de la loi de 1898 aux maladies professionnelles les encouragera à améliorer les moyens d'action et de lutte contre l'Industrie et le Commerce étrangers, contre la maladie, la mort, et le risque professionnel. C'est ce qu'exprimait avec force le D^r Le Roy des Barres, rapporteur général de la Commission d'Hygiène Industrielle : « Cette loi fera plus pour l'hygiène des ateliers que tous les règlements et les inspecteurs du travail. Quand cela coûtera de tuer les hommes, quand cela élèvera le prix de revient, on n'en tuera plus ». Et le D^r Gilbert Laurent d'ajouter : « C'est donc, non seulement une mesure de justice, mais une mesure d'hygiène, de salubrité, d'humanité que réalisera l'adoption de la proposition que nous rapportons » ; elle fera réaliser une économie de vies humaines, et elle sera, d'autre part, une source d'économies pour les budgets de l'Assistance publique et des communes.

3^e *Objection*. — « La maladie professionnelle se contracte lentement, progressivement ; elle constitue un risque dont la réalisation échappe à toute constatation certaine. »

Ici encore, nous nous garderons d'insister. Nous mentionnons, simplement, l'objection à laquelle nous avons déjà réservé de longs développements. Toutefois, il est intéressant de noter l'argumentation du rapporteur. Il avance : « Il serait impossible de déterminer le caractère professionnel d'une maladie, ou de faire exactement la part qui revient à la profession d'une part, et à des causes non professionnelles, d'autre part. »

« Si cet argument est vrai dans quelques maladies (et nul ne le conteste) il ne porte pas pour d'autres. » Les symptômes en sont pathognomoniques, et « avant que la loi soit appliquée aux virus et aux autres maladies, les précisions scientifiques, les statistiques, viendront préciser la question, la limiter, et en justifier l'extension ». Par conséquent, le Dr Gilbert Laurent confirme notre propre pensée : on ne peut ajourner la réforme aux calendes grecques jusqu'à ce qu'une documentation scientifique, spéciale et incontestée sur les conséquences de l'exercice des professions à assujettir, ait été constituée.

4^e *Objection*. — « L'imputation de la responsabilité, et sa répartition entre les différents employeurs chez lesquels l'ouvrier malade a successivement travaillé, n'est pas possible. »

Qu'elle soit malaisée, on pourrait le prétendre. Mais qu'elle soit impossible, cela est inexact. Il est bon de remarquer, d'ailleurs, que les ouvriers ne changent pas constamment d'atelier ; puisque la responsabilité patronale est limitée, dans la majorité des cas, à un laps de temps assez court, quelques jours à quelques semaines, durant lesquels l'ouvrier n'aura vraisemblablement pas abandonné son patron. Mais en toutes hypothèses : « Il n'y a qu'à établir une règle de proportion ; problème facile à résoudre et qui ne saurait empêcher l'adoption

d'une loi de l'importance sociale de celle que nous défendons. •

5° *Objection.* — « Le principe admis, l'ouvrier arrivera très rapidement à considérer tous les malaises qu'il éprouvera comme une maladie professionnelle. »

La crainte d'une extension abusive de la législation réparatrice du risque professionnel hante le patronat. Mais il est garanti contre cette crainte, par la satisfaction donnée aux Chambres de commerce, celle de Paris surtout, d'introduire quatre membres nouveaux, dont deux patrons, dans la composition de la Commission Supérieure des maladies professionnelles ; par la création des tableaux parallèles restreignant les professions et les maladies assujetties ; par le rejet, opéré par la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales de la Chambre, d'une proposition tendant à autoriser l'ouvrier d'une industrie non visée, ou atteint d'une maladie non inscrite au tableau, à faire, à ses risques et périls, la preuve que la maladie dont il est atteint est bien d'origine professionnelle. Le principe de la transaction forfaitaire faisant une obligation d'adopter cette attitude. La Commission s'y est conformée.

6° *Objection.* — « Le patron obligé de déclarer les maladies de ses ouvriers pourra en ignorer non seulement la cause mais l'existence et sera exposé à des poursuites injustifiées ».

Cet argument est sans portée ; la déclaration incombant à l'ouvrier obligé de fournir un certificat médical, et nullement au patron.

7° *Objection.* — « Les ouvriers malades ne pourront plus trouver d'ouvrage et cette loi ne fera qu'aggraver la misère de tous les débilés, qui trouvent déjà si difficilement à s'embaucher. »

Raison de sentimentalisme qui, comme la seconde objection,

est toujours reproduite contre les lois sociales, et se trouve toujours démentie par les faits. Le D^r Gilbert Laurent la réfute en écrivant : « Patrons et assureurs ne font aucune distinction entre les pères de famille et les célibataires à propos des accidents du travail. Pour les ouvriers débiles, ou que leur santé prédisposerait à certaines maladies spéciales, professionnelles, il sera tout à fait heureux qu'un examen médical d'entrée les éloigne de professions qu'ils ne sauraient exercer sans danger, et les oblige à chercher les occupations plus en rapport avec leurs aptitudes et leur résistance physiques. »

Telles sont les premières objections adressées au projet de la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales. Les moyens qui ont servi à les combattre, démontrent la légitimité de l'octroi d'une indemnité, réparatrice du dommage causé à un ouvrier, par l'exercice de la profession. Mais cette indemnité doit-elle être strictement proportionnelle au dommage éprouvé ? C'est poser, à nouveau, le problème de l'indemnité transactionnelle et du forfait.

B) *L'indemnité transactionnelle et forfaitaire.* — Bien que nous y ayons déjà, à différentes reprises, consacré de longs développements, nous croyons devoir y insister encore, et reproduire textuellement des passages extraits du rapport Gilbert Laurent. Il déclare :

« Nous avons vu que la principale de ces objections réside dans la difficulté qu'il y aura à établir dans la pratique le lien qui rattache la maladie au travail de l'ouvrier, à déterminer le caractère professionnel de l'affection, à faire la délimitation entre la maladie ordinaire et la maladie professionnelle, à préciser, dans chaque cas particulier, si l'incapacité temporaire ou permanente de travail de l'ouvrier est due à une cause nettement

professionnelle ou à une affection ordinaire qui peut atteindre chaque individu.

« Il est parfois bien difficile de déclarer avec une absolue certitude que la maladie qui frappe un ouvrier est due exclusivement ou partiellement aux conditions de son travail. Il est certain qu'il serait totalement impossible de doser avec une exactitude mathématique les différentes causes qui ont pu agir sur son organisme. La médecine n'est évidemment pas encore une science assez précise et assez rigoureuse et les incertitudes des diagnostics ne permettraient certainement pas toujours une analyse complète et exacte des causes qui ont pu déterminer telle ou telle affection.

« Tout cela est indéniable, et si l'on se contentait d'assimiler purement et simplement les maladies professionnelles aux accidents du travail, en laissant aux tribunaux le soin d'établir sur le vu des certificats médicaux le caractère professionnel des maladies qui leur seraient soumises, des difficultés sans nombre surgiraient de toute part et il ne tarderait pas à s'établir une jurisprudence aussi chaotique et incohérente que possible. Le nombre des cas litigieux qui surgiraient forcément rendrait bien difficile et délicate l'application de la loi.

« Ce serait pourtant déjà un grand progrès, ne serait-ce que par l'attribution régulière et automatique de l'assistance judiciaire à tous les travailleurs qui auraient à faire valoir de justes réclamations.

« Mais le système que nous proposons résout d'une façon bien plus heureuse le problème et permet de mettre complètement sa solution à l'abri de très justes objections que nous venons de formuler.

« Nous proposons, en effet, qu'un tableau, dressé annuelle-

ment par décret, après avis d'une Commission supérieure des maladies professionnelles indique, en face de chaque genre d'industrie assujettie, les maladies dont sont susceptibles d'être atteints les ouvriers qui y sont occupés. De cette façon, il suffira qu'un de ces travailleurs soit atteint de l'une quelconque de ces affections, pour que l'indemnité prévue par la loi du 9 avril 1898 lui soit due, en cas d'incapacité partielle ou totale, temporaire ou permanente, ou que la pension prévue par la même loi soit due aux siens en cas de mort.

« C'est ainsi qu'il sera indiqué, en face des industries travaillant le plomb ou ses composés, parmi plusieurs maladies, celle-ci : *néphrite*. Il suffira à un ouvrier d'établir : 1° qu'il est atteint de *néphrite* ; 2° qu'il travaille dans une des industries employant le plomb ou ses composés et figurant dans la liste des professions prévues par la loi, pour que sa maladie soit considérée comme d'origine professionnelle et lui donnant droit à indemnité.

« Certainement beaucoup de *néphrites*, même chez les ouvriers employés aux diverses industries maniant le plomb, pourront ne pas être des *néphrites saturnines*, mais le plomb occasionne si souvent cette maladie, qu'il ne sera pas injuste d'en rendre responsable le patron dans tous les cas, puisque le régime forfaitaire domine toute la loi.

« Nous affirmons même que c'est de la plus élémentaire justice et il nous sera facile d'établir qu'il y a là une analogie absolue avec les accidents du travail proprement dits.

« Il ne faut pas, en effet, oublier que la loi du 9 avril 1898 n'accorde pas à l'ouvrier blessé une indemnité égale au préjudice qui résulte pour lui de l'accident sous forme d'une incapacité plus ou moins complète de travail ; cette indemnité n'est

que des deux tiers de son salaire annuel pour l'incapacité absolue et permanente; de la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire en cas d'incapacité temporaire ; en cas de mort, les rentes accordées au conjoint ou aux enfants sont proportionnellement encore plus réduites et ne peuvent jamais dépasser 60 0/0 du salaire de la victime.

« Pourtant lorsqu'il y a faute du patron l'ouvrier devrait obtenir une indemnité au moins égale à la perte qui, pour lui, est la conséquence de l'accident ; en admettant la théorie, maintenant incontestée, du risque professionnel, il en est de même lorsqu'il y a cas de force majeure, cause toute fortuite, sans faute du patron ou de l'ouvrier (1). Mais, en revanche, on pourrait prétendre que rien n'est dû à l'ouvrier victime de sa propre imprudence.

« Or, pour éviter tout litige, toute contestation, toute difficulté d'application de la loi, pour éviter qu'ouvrier et patron se rejettent mutuellement la responsabilité de tous les accidents ; pour rendre pour ainsi dire automatique le fonctionnement de la loi, *le Parlement a finalement adopté le principe d'une indemnité transactionnelle et forfaitaire réduite pour tous les accidents*, quelles qu'en soient les circonstances. S'il y a faute du patron, l'ouvrier reçoit donc une indemnité inférieure à celle qui, en bonne justice, lui serait due ; mais, en revanche, s'il est victime de son imprudence, il récupère la

(1) Le risque professionnel est ainsi défini par M. Cheysson : « Le risque professionnel est le risque afférent à une profession déterminée, indépendamment de la faute des ouvriers ou des patrons, ce risque doit être supporté par le patron, et figurer comme un élément du prix de revient dans les frais généraux de l'industrie. »

perte qu'il a subie dans le premier cas en touchant néanmoins la même indemnité.

« Eh bien, il en sera absolument de même avec l'application de la loi aux maladies professionnelles. Lorsqu'un ouvrier est atteint d'une maladie professionnelle par suite de la négligence et de l'incurie du patron, personne ne contestera qu'il a bien droit en toute justice à une indemnité au moins égale à la perte matérielle qu'il subit ; et vraiment cette indemnité pourra être de beaucoup supérieure sans pouvoir racheter encore le préjudice causé à l'ouvrier, la santé, la vie étant pour chaque individu la chose la plus précieuse qu'aucune somme d'argent ne saurait compenser.

« Et nous tenons à faire ressortir combien ici la faute du patron est plus grave, combien son imprudence est plus coupable, combien sa négligence est plus inexcusable que pour les accidents.

« Un industriel qui dans une usine néglige de prendre certaines précautions qui rendraient moins dangereux le travail de ses ouvriers peut toujours invoquer pour sa défense, en cas d'accident, qu'il croyait que son insouciance n'aurait pas de si graves conséquences ; qu'il espérait que la chance, le hasard, l'adresse de ses ouvriers, auraient remédié à son manque de prévoyance ; cet accident, en somme, n'était pas fatalet, s'il est coupable de ne pas l'avoir prévu et empêché, on ne peut l'accuser d'avoir volontairement et sciemment estropié ou tué un homme pour réaliser quelques profits supplémentaires.

« Il n'en est pas de même pour le patron employant des ouvriers à des industries malsaines. Ce dernier ne peut ignorer que l'ouvrier qu'il force à effectuer un travail malsain sera, forcément, fatalement, inexorablement, quelles que soient sa santé

et sa robustesse, dans un temps plus ou moins éloigné, frappé dans sa santé et dans sa vie. Il le sait d'autant mieux que son expérience lui a prouvé que tous ou presque tous ceux qu'il a successivement employés pour son travail sont tombés les uns à la suite des autres ; et, le sachant, il accomplit froidement, cyniquement, sa besogne, insouciant de la valeur des vies humaines, tuant petit à petit ses victimes, n'ayant plus en vue que le maximum de bénéfice à réaliser. Il n'y a pas dans ce cas de chance à courir ; le hasard, l'adresse des ouvriers ne jouent plus aucun rôle et faute d'un ventilateur, d'un masque protecteur, de mesures de précaution, l'ouvrier fatalement payera son tribut à la maladie.

« Dans ce cas, quelle effroyable responsabilité, puisqu'on pourrait dire qu'il y a en réalité empoisonnement volontaire, voulu, prémédité.

« Il ne saurait être question de chiffrer dans de tels cas l'indemnité légitimement due au travailleur.

« Revenant à notre démonstration, nous indiquerons que tous les cas de maladies professionnelles résultant, non plus de l'imprudence et de la faute du patron, mais simplement des risques de l'industrie elle-même, de l'action inévitable des substances manipulées agissant, malgré toutes les précautions prises, sur la santé des ouvriers, tous ces cas, en admettant le risque professionnel sanctionné par la loi sur les accidents, doivent entraîner pour le malade réparation complète des dommages causés, indemnité égale à la perte matérielle résultant pour lui de sa maladie.

« Seuls les cas de maladie provoqués par des causes extérieures à l'industrie, faiblesse de constitution de l'ouvrier, mauvaise hygiène, manque de soins, nourriture insuffisante, syphi-

lis, alcoolisme, etc., ou encore par l'imprudence du travailleur négligeant de suivre les règlements et de prendre les précautions qui lui sont indiquées, pourraient être considérés comme ne devant donner lieu à aucune indemnité pour le malade. Il serait même facile de démontrer, en se basant strictement sur le principe du risque professionnel, que même ces cas devraient ouvrir pour l'ouvrier un droit à une indemnité partielle, car toujours, même si elle est provoquée par d'autres causes, la maladie se trouve forcément aggravée par la nature du travail.

« Quoi qu'il en soit, le principe d'une indemnité transactionnelle et forfaitaire réduite égale pour tous les cas, principe que nous avons indiqué plus haut et qui forme la base même de la loi du 9 avril 1898, s'applique parfaitement aux maladies professionnelles ; dans certains cas, l'ouvrier recevra une indemnité inférieure à celle qui lui serait légitimement due, mais, par mesure de compensation, il obtiendra dans d'autres cas une indemnité supérieure.

« Comme il est matériellement impossible de doser exactement, dans chaque cas particulier, la part de responsabilité exacte pouvant incomber à l'employeur ou à l'employé, c'est le seul procédé pratiquement applicable. »

M. Gilbert Laurent énumère, pour accentuer sa thèse, les circulaires ministérielles qui mettent en lumière le principe du risque professionnel et de l'indemnité transactionnelle et forfaitaire sur lequel repose toute la législation de 1898. Citons entr'autres celles du 24 août 1899 du ministre du Commerce :

« Un autre caractère de la nouvelle législation, c'est que les indemnités qu'elle assigne sont *transactionnelles et forfaitaires*. S'il est fait abstraction, dans la procédure, de la faute qui a pu

être commise, le législateur, pourtant en tient compte, dans une sorte de compromis, en admettant, au profit de l'ouvrier, qu'il sera *toujours* indemnisé, et, par contre, au profit du patron, que l'indemnité, ramenée à une moyenne, restera inférieure à la réparation totale du préjudice causé. Ainsi, l'indemnité est *transactionnelle*. Elle est *forfaitaire*, en ce que la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dommage ; le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à allouer ; il la détermine selon les conséquences possibles des accidents, qu'il classe en quatre catégories. Transaction et forfait aussi profitables à l'ouvrier qu'au patron, puisqu'ils indemnisent l'un de tout accident de travail, en même temps qu'ils ménagent à l'autre la possibilité de calculer à l'avance sa dette éventuelle et, dès lors, de s'en couvrir par l'assurance. »

Toute cette argumentation vaut autant pour les maladies professionnelles, car suivant le langage tenu par le garde des Sceaux du 10 août 1899 : « L'application du droit commun ne répond plus aux conditions du travail et aux risques résultant de la transformation de l'industrie et du développement de l'outillage. A une situation nouvelle il faut un droit nouveau. Brisant avec les formules anciennes, le législateur y a pourvu en introduisant dans cette matière le risque professionnel et l'indemnité forfaitaire. » Il lui reste donc à compléter sa tâche, car en ouvrant le Congrès de Bruxelles, en 1910, M. le Docteur Moëller, Président du Congrès et de l'Académie Royale Belge de Médecine, disait : « Que la réparation légale de la maladie professionnelle aurait dû logiquement précéder celle de l'accident parce que la survenance de la maladie n'implique pas la faute éventuelle de l'ouvrier, et que les conséquences de la maladie professionnelle affectent dans la généralité des cas une gravité

dont la plupart des accidents sont, par bonheur, dépourvus. »

Néanmoins, à propos du caractère forfaitaire de l'indemnité, le vingtième Congrès de l'Association Française de Chirurgie, tenu en 1907, émettait le vœu suivant : « Il est désirable que la loi de 1898 soit modifiée de façon à ne plus exclure de partpris, dans la réparation pécuniaire des accidents, le rôle des prédispositions et des maladies préexistantes. Cette modification atténuerait les conséquences fâcheuses de l'indemnité transactionnelle et forfaitaire en permettant de tenir compte des responsabilités atténuées et d'accorder une indemnité exactement proportionnelle au dommage ». Le Congrès méconnaît le caractère forfaitaire de la loi ; et quoique ce vœu soit « des plus intéressants puisqu'il souligne la très grande analogie qui existe dans certains cas entre l'accident du travail et la maladie professionnelle », il fait justement apparaître l'obligation d'avoir recours à cette indemnité, transactionnelle et forfaitaire, à cause de l'impossibilité de « doser exactement la répercussion des conditions antérieures sur l'évolution d'une blessure résultant d'un accident, tout comme de déterminer avec précision le caractère professionnel d'une maladie ».

Le Dr Gilbert Laurent donne, pour ce motif, son adhésion à ce système, défendu par M. Breton. Personnellement nous regrettons de n'y avoir pas vu adjoindre l'institution du casier sanitaire, pour les raisons que nous avons exposées. Ce casier sanitaire, loin de mettre l'indemnité transactionnelle et forfaitaire en échec, aurait permis, en effet, d'en répartir équitablement la charge entre les patrons ; et l'on n'aurait pu dire de l'ensemble, à aucun point de vue, qu'il manquait parfois d'équité.

Pour faire justice de ce reproche adressé à l'indemnité, combattue par le patronat, le rapporteur cite l'argumentation à

contrario développée par M. Julien Goujon contre le forfait :

« Puisque vous reconnaissez vous-même que votre tribunal sera un jury, que c'est le principe de l'expropriation qui doit prévaloir ; puisque, comme M. Henry Maret, vous assimilez les accidents dont sont victimes les ouvriers à une véritable expropriation, *vous n'avez pas le droit de fixer par anticipation et de réduire l'indemnité* qui sera accordée à un travailleur blessé ou aux enfants et à la veuve d'un ouvrier tué. Quand vous expropriez ma maison, *vous réparez le préjudice complet, vous me payez la valeur totale de l'immeuble* que vous exigez de moi. Eh bien ! Quand vous expropriez mon capital travail, *vous devez le remplacer d'une façon intégrale.*

« La deuxième règle est celle-ci : De tout temps, je pourrais dire à toutes les époques et dans tous les pays, le législateur a laissé aux tribunaux chargés de statuer le soin de déterminer eux-mêmes l'indemnité à allouer aux victimes du travail. Les tribunaux ont et doivent avoir un pouvoir souverain d'appréciation. Si, dans la proposition qui vous est soumise, les tribunaux n'ont plus ce pouvoir d'examen, si la faculté d'appréciation qui leur est reconnue par toutes vos lois disparaît, *ce n'est plus qu'une transaction forcée, un forfait obligatoire* qu'on imposera aux travailleurs, je ne sais dans quel intérêt, *et cette transaction sera, à mon avis, la ruine de l'ouvrier qu'on prétend secourir.*

« Cette transaction, je l'ai dit, est un forfait légal. La Commission dit à l'ouvrier : « *Mon ami, nous voulons bien, comme toi, que le patron soit responsable des cas de force majeure ; mais comme ce sera pour lui une nouvelle charge industrielle, si tu es blessé, même par sa faute et sans qu'on puisse te reprocher à toi la plus petite imprudence, tu ne*

« *toucheras pas l'indemnité à laquelle tu as droit ; on la ré-*
« *duira* ».

« Eh bien ! vous n'avez pas le droit d'agir de cette façon. C'est contraire à la morale, au droit et à la raison ».

Et M. Goujon ajoutait encore : « J'admettrais l'indemnité forfaitaire, si, de part et d'autre, il y avait un sacrifice égal ; mais je ne trouve le sacrifice que du côté des ouvriers, car le risque professionnel comme je l'ai dit, sera porté sur la facture et ne sera pas, en dernière analyse, payé par l'employeur ».

C) *La responsabilité des anciens patrons.* — De même qu'il avait eu pour but de justifier la légitimité de l'indemnité, son caractère transactionnel et forfaitaire, M. Gilbert Laurent établit le bien fondé du principe qui met en cause la responsabilité des anciens patrons. C'est le dernier point que nous envisagerons.

L'accident du travail résulte d'une cause brutale, unique. La maladie professionnelle se développe lentement et peut se déclarer plusieurs jours, plusieurs semaines, parfois plusieurs mois après le départ de l'ouvrier de l'usine où il s'est intoxiqué. « Les patrons peu scrupuleux n'auraient donc si leur responsabilité devait prendre fin dès que l'ouvrier aurait quitté l'usine, qu'à renvoyer périodiquement, avant que le poison ait produit son effet, les travailleurs occupés aux besognes les plus dangereuses et ceux qui présenteraient les premiers symptômes d'intoxication, pour échapper à toutes les charges de la loi proposée. Et les victimes déjà privées de leur gagne-pain n'auraient plus aucun recours contre leur employeur, lorsque surgirait la maladie contractée à l'usine. » D'autre part, si ces ouvriers dont l'organisme serait déjà profondément imprégné de poison, trouvaient un emploi dans une autre usine analogue, ce serait leur nou-

veau patron qui devrait, en cas de maladie professionnelle, porter tout le poids de la responsabilité patronale. Ce qui serait parfois d'autant plus injuste que ce second industriel, contrairement au premier, pourrait avoir pris toutes les précautions possibles d'hygiène et de protection ouvrière.

« Il y a là une grosse difficulté dans l'extension de la loi de 1898 aux maladies professionnelles, difficulté qui n'est pourtant pas insurmontable. »

Mais il ne suffit pas de déclarer que la responsabilité du patron antérieur pourra être recherchée, il faut indiquer clairement comment elle sera établie, et dans quelle mesure ce patron devra contribuer à l'indemnité due à l'ouvrier.

L'appréciation des Tribunaux ne pourrait être qu'arbitraire si le législateur ne prenait soin de fixer des règles claires et précises, d'un fonctionnement quasi mathématique. « Ce sont ces règles qui sont formulées dans l'article 3. Cet article indique d'abord que lorsqu'un ouvrier quitte une usine visée par la loi, son ancien patron demeure responsable de la maladie professionnelle correspondante qui peut l'atteindre, durant un délai spécialement fixé pour chacune de ces affections au tableau prévu par la loi. » Le délai est variable, les maladies étant de nature essentiellement différente ; mais il est légitime que durant ce temps la responsabilité de l'industriel subsiste, puisqu'il y a de grandes probabilités que le germe de la maladie a été contracté, tout au moins partiellement, dans son usine.

« Toutefois, les chances de maladies dues à cette ancienne intoxication vont sans cesse en décroissant au fur et à mesure que le temps s'écoule depuis son départ de l'usine ; et, s'il travaille dans un autre atelier, où il est soumis à une intoxication de même nature, les causes nouvelles s'ajoutent aux anciennes et

prennent une importance relative sans cesse plus considérable,

« Il serait donc souverainement injuste de faire supporter toute la responsabilité de la maladie à l'ancien patron et d'en décharger complètement le nouveau.

« D'autre part, il est matériellement impossible de préciser, dans chaque cas particulier, la part de responsabilité pouvant revenir à chacun des industriels ; il est donc nécessaire d'avoir également ici recours à une évaluation forfaitaire devant éviter toute contestation.

« C'est ce que fait M. Breton en indiquant que la responsabilité du patron antérieur va en décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'usine et le moment où se réalise l'incapacité du travail résultant de la maladie.

« Si à ce moment la victime travaille dans une nouvelle industrie ne présentant plus de dangers d'intoxication et n'étant pas, par suite, mentionnée dans notre tableau, elle ne reçoit qu'une indemnité partielle d'autant plus réduite que la date de son départ de la première usine est plus lointaine.

« Si, au contraire, elle travaille à ce moment dans une autre usine également classée dans les industries correspondant à la maladie dont elle est atteinte, le nouveau patron sera responsable pour le surplus de l'indemnité fixée par la loi. Sa responsabilité, presque nulle au début, ira donc sans cesse en s'accroissant au fur et à mesure que diminuera celle du premier patron, pour devenir totale lorsque l'ouvrier aura quitté la première usine depuis un temps égal au délai indiqué pour la maladie en question. »

« Certes, on pourra objecter que ce système ne répartira pas toujours les responsabilités suivant la plus absolue justice, et qu'il sera, par exemple, assez illogique d'attribuer une part de respon-

sabilité, qui pourrait être assez lourde, à un patron n'ayant occupé que quelques jours un ouvrier : c'est possible, mais, comme nous l'avons dit, ce n'est là, en somme, qu'une évaluation forfaitaire de la responsabilité patronale, en tout point analogue à l'évaluation forfaitaire servant de base à la fixation de l'indemnité dans la loi du 9 avril 1898.

« Si cette base d'évaluation peut parfois être désavantageuse pour un patron, elle pourra, en revanche, le favoriser dans un autre cas : d'où il résultera dans l'application une compensation rendue bien plus efficace encore par le jeu de l'assurance.

« Il est en effet évident, comme cela s'est produit pour les accidents proprement dits, que tous les patrons seront rapidement amenés à contracter des assurances contre le nouveau risque créé par la loi ; ce sera, par suite, les Compagnies d'assurance qui remplaceront presque toujours les patrons, et la seule difficulté consistera donc dans la fixation du taux de l'assurance pour chacune des industries visées par la loi. »

Par conséquent, tous les patrons assujettis de l'ouvrier seront responsables durant le délai fixé ; mais leur responsabilité égale, à moins de fautes inexcusables, ira en décroissant, en raison du temps écoulé depuis le départ de l'atelier. Seul le dernier d'entre eux sera débiteur vis-à-vis de l'employé, sauf son recours contre les autres.

Est-il logique d'imposer à tous les patrons, sans distinction, une responsabilité égale ? C'est la question que M. Larchevêque posait à la Chambre de Commerce de Bourges. Or, son rapport demandait de compléter la proposition en y ajoutant une disposition spéciale classant par groupe ou classes les usines d'une même industrie : cette classification ayant pour base les moyens

préventifs et d'hygiène générale des ateliers et ayant pour but :

« 1° De déterminer mathématiquement les parts d'indemnités dues pour le cas où plusieurs patrons se trouvent responsables d'un même cas de maladie professionnelle ;

« 2° De fixer le tant pour cent de l'indemnité forfaitaire afférente à chaque groupe ou classe pour les maladies dont l'origine professionnelle est discutable, ou pour les maladies qui peuvent être aggravées par le risque professionnel, notamment en ce qui concerne les pneumokonioses et la tuberculose. »

Nous nous empressons de reconnaître qu'il y a là une très ingénieuse et excellente idée que M. Larchevêque développe dans les termes suivants :

« Il suffirait de classer les usines appartenant aux industries visées dans le projet de loi en tenant compte des différents moyens préventifs et de l'hygiène dans tous les ateliers ; cette classification serait faite par des Commissions compétentes. Pour fixer les idées supposons que les usines d'une même industrie comportent cinq classes : la première classe comprenant les usines où les moyens préventifs les plus perfectionnés et les plus efficaces sont établis ; la cinquième classe comprenant les usines où les moyens préventifs sont nuls ; les deuxième, troisième et quatrième classes comprenant les usines dont les moyens préventifs sont intermédiaires entre la première et la cinquième. Ajoutons à cette disposition la possibilité pour une usine classée, par exemple, en quatrième classe, de pouvoir être classée à nouveau en deuxième classe lorsque cette usine aura établi les moyens préventifs correspondant à cette dernière classe.

« Cette disposition dans le projet de loi aurait pour avantage (art. 3) :

« 1^o D'établir d'une façon mathématique les parts de responsabilité des divers patrons mis en cause au cas de maladie professionnelle atteignant un ouvrier ayant travaillé dans plusieurs usines pendant le délai de responsabilité ;

« 2^o Pour les industries dégageant des poussières et pouvant causer ou aggraver les pneumokonioses de la tuberculose, il suffirait de réduire l'indemnité due pour ces maladies en tenant compte de la classification des usines.

« 3^o Avec ce mode de classification les industriels seront intéressés à pourvoir leurs usines des moyens d'assainissement de plus en plus perfectionnés, et, d'autre part, les ouvriers seront intéressés directement à se servir des moyens préventifs mis à leur disposition. »

Désirant que la loi sur les maladies professionnelles fut, non seulement une loi de réparation, mais encore, et surtout, une loi de préservation, convaincu qu'en toute chose et principalement en cette matière, il est infiniment préférable de prévoir que de réparer, M. Breton avait accepté avec empressement l'ingénieuse disposition proposée par M. Larchevêque et complété sa proposition par son adjonction à l'ancien texte proposé par lui.

« La Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales, frappée de l'avantage que présenterait cette classification des usines au point de vue de la prévention des maladies professionnelles, avait d'abord accepté ce texte ; mais M. Paulet combattit cette disposition, trouvant qu'il y avait un inconvénient à introduire dans un système de responsabilité, déjà compliqué, la nouvelle complication résultant d'un classement préalable des usines appelé à devenir un coefficient de ventilation des responsabilités le jour où survient une maladie professionnelle.

« Il voyait un certain arbitraire dans la distribution de ces prix d'hygiène entre les industries susceptibles d'engendrer des affections professionnelles et craignait, au point de vue de l'assentiment si désirable que pourrait rencontrer la loi auprès des patrons, que ceux-ci redoutent que la commission de classement ne soit pas toujours à l'abri de tout sentiment d'arbitraire.

« D'ailleurs, le classement fût-il possible, cela ne représenterait qu'un seul élément des chances présomptives des maladies professionnelles ; il reste une autre condition qui n'est pas appréciable, c'est le plus ou moins d'aptitude de l'ouvrier de contracter ces affections. C'est ainsi qu'un ouvrier robuste peut ne pas contracter de maladie dans une usine très mal installée au point de vue de l'hygiène, tandis qu'un travailleur moins résistant sera atteint dans l'usine la plus hygiéniquement établie.

« Enfin, il y a lieu de considérer, ajoutait M. Paulet, que dans un régime de réparation, la prévention a un caractère accessoire et qu'au surplus il existe dans la loi des sanctions ayant pour but d'assurer l'exécution des mesures préventives. Aussi le Gouvernement insistait-il pour la suppression du mécanisme ayant trait à ce classement préalable.

« Sur ce point, la Commission pensait que l'argumentation que nous venons de résumer manquait de force et qu'il y avait notamment le plus grand intérêt à donner à la loi nouvelle le maximum possible d'action préventive. Toutefois, pour donner satisfaction au Gouvernement et faciliter une entente complète indispensable au succès de la réforme, elle décida de supprimer cette disposition ».

Telles sont, reproduites d'après le texte même, les principales objections dirigées contre le projet de loi. Il est aisé de se

rendre compte combien, pour la plupart, elles sont tendancieuses et faciles à combattre.

Etant donnés l'accord entre le Gouvernement et les Chambres ; la mise au point de la question ; l'urgence de remédier au mal profond dont souffre la classe ouvrière ; le préjudice éprouvé par la nation et l'industrie française de la dégénérescence et de la déperdition de forces d'une partie de leurs sujets, on se demande, en vérité, pourquoi la discussion de cette loi si impatientement attendue ne s'ouvre pas devant le Parlement, et pourquoi le vote n'intervient pas enfin, équitable et réparateur ?

CONCLUSION

Pour conclure, notre ambition serait de transporter la question de la réparation des maladies professionnelles, sur un terrain élevé, où nous ne nous sommes pas encore placé. Notre éminent professeur, M. Deschamps, nous a autrefois enseigné qu'un problème économique s'étudie de deux façons : en lui-même, et par son rattachement à une doctrine générale. Notre désir serait de lier la question des maladies professionnelles à une « théorie d'art » ; à un ensemble, sans doute distinct des systèmes législatifs, mais non point sans corrélation avec eux. Tant il est vrai que « l'art » influe sur la législation ; et qu'à son tour la loi modifie les penses primitifs. D'ailleurs la loi, — expression passagère, furtive même, pourrait-on dire, de la volonté humaine à un moment donné, — la loi, n'est-elle pas influencée, en notre ère de civilisation, par une multitude de causes, dont beaucoup échappent à ses rédacteurs eux-mêmes ?

Les études sociologiques, les études médico-sociales, les expériences techniques, amènent tous les jours des progrès nouveaux, qui peuvent ou bouleverser les conceptions anciennes, ou mettre un terme momentané aux réclamations les plus âpres et les mieux fondées. Elles déterminent une codification sans

précédent ; comme les récentes découvertes industrielles, les investigations de la physique et de la minéralogie, les applications chimiques ont provoqué l'apparition d'un Code, autrefois insoupçonné : celui du Travail, de l'Hygiène, et de la Prévoyance sociale.

A ce Code se rattachera demain la loi dont nous escomptons le vote. Quelle est donc l'idée directrice, la pensée dominante, de ceux qui réglementent, au jour le jour, les relations entre le capital et le travail ? Quelle est au moins l'une de ces idées ? N'est-ce pas de mettre en vigueur un concept de justice, d'apporter une réparation nécessaire contre un mal antisocial ?

Et si, précisément, il y a mal antisocial ; s'il y a réparation nécessaire ; s'il y a concept de justice ; ne convient-il pas de faire découler la loi qui répare le premier, pourvoit à la seconde, et réalise le troisième, de l'une des grandes doctrines économiques entre lesquelles se divise la science ?

Quand le Parlement vote une loi contre les accidents du travail ; quand il en étend le bénéfice aux maladies professionnelles ; quand il garantit les vieillards, les infirmes et les incurables contre les atteintes de l'âge ou de la maladie ; quand il prévoit des retraites ouvrières à dater d'une certaine époque ; le peuple déclare que le Parlement met en pratique le troisième terme de la devise Républicaine : la Fraternité. Ou, de préférence, il traduit sa pensée d'un mot, plus récemment entré dans le vocabulaire politique, il dit : « Le Parlement procède au vote de lois de *Solidarité* ». Il les rattache donc toutes au grand mouvement solidariste, au « Solidarisme ».

Or, « scientifiquement, techniquement, le solidarisme est caractérisé par l'existence d' « une dette sociale ». Les individus doivent acquitter leur dette envers la société ; et cette dette est

proprement juridique, telle celle que l'on voit en droit privé, de l'acheteur débiteur du prix à son vendeur. Sa source est quasi-contractuelle : elle résulte du quasi-contrat... Car, si tous les individus sont débiteurs de la société du fait de la solidarité, si la dette sociale incombe à tous et à chacun, si donc tous les individus sont débiteurs les uns envers les autres, il s'opère entre ces dettes réciproques une compensation ; mais, cette compensation laisse un solde à la charge des uns et au profit des autres, parce que la dette de chacun est fort inégale. Donc chacun a une dette à l'égard de tous ; mais compensation faite, il subsiste un solde à la charge des uns et au profit des autres, d'après le compte social, qu'il convient essentiellement d'établir par le règlement de cette dette ».

Par conséquent, si nous voulons justifier, scientifiquement, le vote d'une loi réparant spécialement les maladies professionnelles ; et si nous voulons lui donner, pour ainsi dire, une base juridique, nous devons raisonner — et nous raisonnons — comme suit :

La production, en vue de la satisfaction des désirs et des besoins humains, est une nécessité sociale. L'homme produit ce dont il a besoin, soit pour son existence matérielle, soit pour les plaisirs du luxe. Une association se noue entre hommes, et elle a cette production pour but. Cette association est volontaire : c'est l'association des patrons et des ouvriers ; du capital et du travail ; où chacun apporte son capital en richesses ou en forces. Il y a ainsi association en vue de la production ; « solidarité dans la production » ; et chacun reçoit en échange de sa part contributive d'apport, la contribution d'échange que l'autre lui avait promise.

Telle est l'hypothèse la plus commune. Mais supposons une

association en vue de la production de produits dangereux, cependant nécessaires à la Société, à la vie en société. En raison du danger spécial, anormal, encouru par le producteur, et de l'obligation de fournir, néanmoins, satisfaction à la Société, celle-ci se trouve tenue, envers lui, à une contribution spéciale, réparatrice du danger. C'est la dette sociale. D'une part, il y a à l'actif social accroissement de richesse, réalisé dans des conditions anormales. D'autre part, il y a, corrélativement à son passif, reconnaissance du préjudice subi pour produire cet accroissement de richesse. Cette différence, au profit du producteur, à la charge de la Société, s'appelle la dette sociale. Elle est légitime, et fondée juridiquement. Elle doit se traduire, dans la loi, par une contribution sociale aux dépenses nécessitées par la réparation des maladies professionnelles. Nous avons précédemment adopté cette solution.

Mais il subsiste, de plus, l'association pour la production, comme nous venons de le démontrer il y a un instant. Les premiers ne doivent-ils donc rien aux seconds, en dehors du paiement strict du prix de leur travail ? Bien au contraire. « Car si tous les individus sont débiteurs les uns envers les autres, et s'il s'opère entre leurs dettes réciproques une compensation, cette compensation laisse un solde à la charge des uns et au profit des autres, parce que la dette de chacun est fort inégale. » Le solde est au compte du capital ; la charge de l'indemnisation du risque, provenant du travail, doit donc lui incomber juridiquement.

En effet, s'il y a association pour la production de produits nocifs, il n'y a plus harmonie, entre le patronat et la classe ouvrière, quant aux bénéfices, extrêmement importants, réalisés, sans dommage, par le premier, et les risques subis par la

seconde. D'où dette quasi-contractuelle du patronat à l'égard de la classe ouvrière ; dette quasi-contractuelle qui frappe uniquement le patronat, pour exonérer complètement la classe ouvrière — sans qu'il soit besoin de le justifier au moyen d'une démonstration scientifique.

La rupture d'équilibre dans les conséquences de l'exercice des métiers dangereux, ou de la production des produits nocifs, et la nécessité de le rétablir par la *solidarité légale imposée*, substituant la solidarité volontaire, devenue insuffisamment efficace, justifient toute notre théorie de la réparation des maladies professionnelles.

Economiquement, et socialement, elle se rattache donc à la doctrine du solidarisme ; et elle lui emprunte sa base de la dette sociale, jointe au quasi-contrat, pour se fonder en droit.

Peut-être les médecins, hommes de science plus mathématiquement exacte, objecteront-ils contre nous que le quantum de la réparation restera toujours difficile à déterminer ; que ce problème importe seul dans la pratique ; et que la justice ici-bas se fait bien laborieusement, comme à tâtons et dans les ténèbres de l'incertitude.

Peut-être même, au sujet des maladies corporatives, essaieront-ils d'ouvrir à nouveau le délicat et embarrassant débat sur l'« état antérieur » du patient : peut-être feront-ils revivre le vœu déposé par l'éminent professeur Segond et M. Jeanbrau au Congrès de Chirurgie en 1907, comme le Dr Olivier Lenoir les y incite, et invite, avec tant de méritoire conviction dans ses « *Conférences sur les Accidents du Travail et les Affections Traumatiques* »

Nous n'en éprouverions aucune amertume. Bien au contraire. Ces patientes et minutieuses recherches dénotent sim-

plement d'un état d'âme général. Médecins, hommes de loi, magistrats ou législateurs, occupés de la solution d'un problème troublant et complexe, s'y adonnent tous avec la même bonne foi, le même désir évident de réaliser une bonne, une saine, une loyale justice ; et tous ne seront véritablement satisfaits tant que, par suite de leur manque d'informations, ou leur chance possible d'erreur involontaire, un homme, un malade professionnel, pourra se dire victime du destin, et victime, encore, de l'injustice humaine.

Mais, ce à quoi nous avons personnellement voulu nous attacher, c'est à justifier, juridiquement, les idées que nous avons soutenues au cours de notre exposé ; c'est à les fonder sur des principes certains de doctrine économique. Que les médecins nous pardonnent, si de leur point de vue particulier, nous avons pu commettre des hérésies.

Paris, le 5 avril 1913.

Le Président, M. LYON-CAEN.

Vu le doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

1° BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- Adam. — *Des maladies professionnelles occasionnées par le travail* (Th.; Paris, 1908).
- Amor. — *Rendement de la machine humaine* (Thèse, Faculté des Sciences, Paris, 1909).
- Ancey. — *Les risques professionnels. — Les accidents et les maladies du travail* (Paris, 1907).
- Annales d'hygiène publique et de médecine légale.*
- Archives générales de médecine.*
- Azam, Lafont et Heim. — *Le dépistage du Saturnisme* (Paris, 1909).
- Bartoli (Dr Lucien). — *Des maladies professionnelles* (Thèse, Paris, 1911).
- Bellom (Maurice). — *Les maladies professionnelles* (*Economiste Français*, 20 mai 1906).
- *Les lois d'Assurances ouvrières à l'étranger* (Tomes I et II, 1892-1904).
- *De la responsabilité en matière d'accidents du travail. Commentaire de la loi du 9 avril 1898* (Paris, 1899).
- *Des relations mutuelles des diverses branches de l'Assurance ouvrière* (Congrès International des Accidents du Travail des Assurances Sociales, Paris, 1900).
- Bonneff. — *Les métiers qui tuent* (Enquête auprès des Syndicats ouvriers sur les maladies professionnelles, Paris, 1905).
- Breton (Jules-Louis). — *Les Maladies Professionnelles* (Encyclopédie parlementaire des Sciences Politiques et Sociales, Paris, 1911).
- Breton (Dr Gilbert-Laurent-Johanny. — *Les maladies professionnelles* (*Le Parlement et l'Opinion*, 25 février 1911).

Brouardel. — *Traité de médecine légale* (1883).

— *Le secret médical*.

Brissaud. — *L'état antérieur dans les accidents du travail* (Clinique de l'Hôtel-Dieu, *Progrès médical*, 11 avril 1908, n° 15, page 173).

Bulletin du Comité permanent du Congrès International des accidents du travail et des assurances sociales.

Bulletin médical.

Bulletin de l'Office international du travail.

Bulletin de l'Office du travail (Publication du Ministère du Commerce).

Cabonat. — *Traité sur les accidents du travail. Exposé du système de responsabilité et d'indemnisation établi par la loi du 9 avril 1898* (Paris, 1901).

Capel (Raymond). — *La maladie professionnelle et la législation ouvrière comparée* (Thèse, Paris, 1902).

Capitant. — *Cours de législation industrielle.*

Carpentier. — *Législation anglaise des accidents du travail* (Thèse, Paris, 1909).

Chamaillard. — *La question de la céruse et la protection ouvrière* (Paris, 1905).

Chappedelaine (Vte de). — *Les lois d'assurances ouvrières en Allemagne* (Correspondant, 25 avril 1906).

Chautemps. — *La réparation des maladies professionnelles* (Thèse, Paris, 1906).

Comtesse. — *Rapport au Congrès International des accidents du travail à Bruxelles* (1899).

Congrès international des accidents du travail à Dusseldorf (1902).

Desserteaux. — *Accidents du travail qui donnent droit à plusieurs indemnités* (Thèse, Paris, 1909).

Discussion sur l'état antérieur dans les accidents du travail (Société de médecine légale de Paris, 1^{er} juin 1908 ; — suite, 9 janvier 1909).

Divoto (Dr). — *La première clinique du travail* (Maladies professionnelles). — Inauguration de la première clinique du travail (Milan, 1900).

Dubief. — *A travers la législation du travail* (1905).

Faguet. — *De l'état antérieur dans les accidents du travail* (Bull. Méd., Chir., des accidents du travail, 21 avril 1905).

Fauquet (Dr). — *Les projets de loi sur les maladies professionnelles* (Revue Socialiste, juillet 1905).

Forrer. — *Projets de lois fédérales.*

Furster (Edmond). — *Enquête sur l'Assurance obligatoire contre la maladie en Allemagne* (Publiée par le Ministère du Commerce, 1901).

- Garçon. — *Bibliographie Industrielle* (1908).
- Gauthier (Dr). — *Hygiène sociale* (Paris, 1909).
- Gauthier (Armand). — *Le cuivre et le plomb* (Thèse, Paris, 1883).
- Hebert et Heim. — *Atmosphère industrielle* (Paris, 1909).
- Jacher (Dr). — *L'assurance ouvrière en Europe, étudiée d'après ses résultats* (Congrès International des accidents du travail, des assurances sociales, Paris, 1900).
- Jay. — *L'assurance ouvrière obligatoire en Allemagne et la législation française des accidents du travail* (Cours de doctorat, 1904-1905).
- Jourdan. — *L'assurance obligatoire contre les accidents* (Grenoble, 1894).
- Kley. — *Les maladies professionnelles et leur place au point de vue économique dans l'assurance ouvrière par l'Etat* (Cassel, 1897).
- Lacroix (André). — *Les maladies professionnelles et l'assurance contre les accidents* (Revue politique et parlementaire, 10 juillet 1904).
- Langlois (Dr J.-P.). — *Précis d'hygiène publique* (1905).
- Le Carbonnier de la Mersanglière. — *De la réparation des conséquences des maladies professionnelles* (Thèse, Paris, 1906).
- Le Dantec (Félix). — *La tuberculose* (Revue de Paris, 15 octobre 1905).
- Lenoir (Dr Olivier). — *Conférences sur les accidents du travail et les affections traumatiques* (Paris, 1909 et 1913).
- Loubat (Dr). — *Traité sur le risque professionnel* (Paris, 1900).
- Manuel de l'assurance contre les accidents du travail* (Publication de l'Office Impérial Allemand, 1892).
- Marteau. — *Les assurances ouvrières en Allemagne* (Journal Officiel, 23, 24, 25 mai 1887, Rapport).
- Masse. — *Législation du travail et lois ouvrières* (Paris, 1904).
- Memor. — *Les maladies professionnelles* (Revue Internationale du Commerce, de l'Industrie et de la Banque (Paris, 1912).
- Mongin. — *Le risque professionnel dans les maladies et les accidents du travail au point de vue de l'hygiène générale et de la médecine judiciaire* (Paris, 1904).
- Monod (Henri). — *La loi du 15 février 1902 et la déclaration des maladies transmissibles* (Revue Philanthropique, 15 juillet 1905).
- Ollive et Lemeignien. — *Accidents du travail. Médecine légale, jurisprudence* (Paris, 1904).
- Ollivier. — *Le Congrès de l'hygiène des travailleurs et des ateliers* (Revue Socialiste, décembre 1905).
- Paulet (Georges). — *Rapport au Comité consultatif des assurances du travail sur les maladies professionnelles et les métiers susceptibles d'engendrer ces maladies* (Paris, mai 1904).

- Prévile (Georges). — *Les retraites ouvrières* (Paris, 1906).
- Proust. — *Traité d'hygiène* (1881).
- *Eléments d'hygiène* (1888).
- Phily, Petel et Izouard. — *Jurisprudence et législation de la Médecine-Pharmacie*.
- Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.*
- Razous. — *La prévention des maladies professionnelles* (*Revue Scientifique*, 29 septembre 1906).
- Remy. — *De l'état général comme facteur d'aggravation ou même de production d'accident* (*Bull. méd. chir. des accid. du travail*, 21-28 janvier 1908).
- Renault. — *De l'intoxication saturnine chronique* (Thèse, Paris, 1875).
- Rendu (Dr). — *Responsabilité des médecins* (Thèse, Paris, 1875).
- Revue du Travail.*, — *d'économie politique*, — *des accidents du travail*, — *de jurisprudence ouvrière*, — *politique et parlementaire*, — *scientifique, socialiste*.
- Risser. — *Mortalité professionnelle* (Paris, 1909).
- Roche. — *L'état hygiéniste* (Thèse, Paris, 1909).
- Sachet (Adrien). — *Traité théorique et pratique sur la législation des accidents du travail* (Paris, 1904).
- Saint-Aubert (de). — *Les leçons de l'expérience allemande. — L'assurance contre l'invalidité de la vieillesse en Allemagne* (Thèse, Paris, 1900).
- Sommerfeld. — *Manuel des maladies professionnelles* (Berlin, 1898).
- Thiébauld (Dr). — *Définition de la maladie professionnelle* (*Archives générales de médecine*, 8 août 1905).
- Touchard (Georges). — *Maladies professionnelles* (*Nouvelle Revue*, 15 décembre 1904).
- Vaillant. — *La législation ouvrière et l'hygiène. Rapport présenté au Congrès International de l'hygiène et de démographie* (Paris, 1902).
- Vaudal. — *Médecins et accidents du travail* (1909).
- Van der Brught. — *Les maladies professionnelles. Congrès international des accidents du travail à Milan* (1894).
- Verhaegen. — *Rapport au Congrès International des accidents du travail à Bruxelles* (1897).
- Voisin. — *Le domaine de la législation des accidents du travail* (Thèse, Paris, 1908).
- Zacher. — *Etude sur l'assurance en Allemagne* (1908).

2°) DOCUMENTS PARLEMENTAIRES FRANÇAIS

Rapport sur diverses propositions relatives aux caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, par M. Audiffred (Chambre des députés, 1887, n° 1665).

Projet de loi sur les accidents du travail, déposé le 8 juin 1890, par M. Jules Roche (Chambre des députés, 1890, n° 746).

Rapport sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, par M. Cuvinot (Sénat, 1893, n° 24).

Rapport sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, par M. Audiffred (Chambre des députés, 1894, n° 381).

Rapport sur les accidents du travail, par M. Poirier (Sénat, 1896, n° 73).

Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une Assurance sociale, présenté par M. Vaillant et plusieurs de ses collègues, le 6 novembre 1902 (Chambre des députés, 1902, n° 418).

Rapport sur l'emploi des composés du plomb, par M. J.-L. Breton (Chambre des députés, 1902, n° 515).

Rapport supplémentaire sur l'emploi des composés du plomb, par M. J.-L. Breton (Chambre des députés, 1903, n° 941).

Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée le 3 juillet 1903, par M. J.-L. Breton et plusieurs de ses collègues (Chambre des députés, 1903, n° 1159).

Rapport sur l'emploi des composés du plomb, par M. Alcide Treille (Sénat, 1905, n° 135).

Rapport sur l'emploi des composés du plomb, par M. Pedebidou (Sénat, 1906, n° 282).

Projet de loi sur les maladies professionnelles, déposé le 16 mai 1905 par M. Dubief (Chambre des députés, 1905).

Projet de loi sur les maladies professionnelles, déposé le 14 juin 1906, par Doumergue et Poincaré (Chambre des députés, 1906, n° 88).

Rapport au nom de la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociale chargée d'examiner le projet et la proposition de loi sur l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi sur les accidents du travail, par M. J.-L. Breton (Chambre des députés, 1910, n° 19).

Rapport au nom de la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociale chargée d'examiner le projet et la proposition de loi sur l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi sur les accidents du travail, par M. Gilbert Laurent (Chambre des députés, 1910, n° 644).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
HISTORIQUE.	11
Chapitre I. — De la connexité entre l'accident du travail et la maladie professionnelle	11
Chapitre II. — La théorie du risque professionnel. — Ses ap- plications	13
Chapitre III. — Définitions de l'accident du travail et de la ma- ladie professionnelle	25
ÉTUDE SCIENTIFIQUE	33
Chapitre I. — Étude des éléments constitutifs du risque corpo- ratif. — La définition de M. J.-L. Breton	33
Chapitre II. — Le risque professionnel. — Examen de la défini- tion de M. Razous	35
Chapitre III. — La fréquence de la maladie. — Examen de la définition du Dr Glibert et des critiques de MM. Van Hassel et Bartoli. — Le pessimisme de M. Biondi	38
Chapitre IV. — Distinction entre le risque professionnel et le risque corporatif. — Les définitions de MM. Bonnevey, Dr Del- peut et Cheysson. — La terminologie de la loi de 1898.	40
Chapitre V. — La définition des maladies professionnelles com- porte deux parties nécessaires et distinctes. — Justification de la définition proposée	56
DE LA RESPONSABILITÉ	62

Chapitre I. — Raison et but d'une législation particulière aux maladies professionnelles.	64
Chapitre II. — Quand une profession déterminée présente-t-elle un risque corporatif ?	67
Chapitre III. — Si le risque est patent comment établir individuellement, pour chaque victime, la date et l'origine de la maladie afin de préciser les responsabilités ?	71
Chapitre IV. — Sur quels principes peut-on baser la réparation des maladies professionnelles ? — De la discrimination des responsabilités	111
LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.	121
Chapitre I. — Législation suisse	122
Chapitre II. — Législation anglaise	134
Chapitre III. — Législation belge.	159
Chapitre IV. — Législation italienne	165
Chapitre V. — Législation allemande	169
LE PROJET	175
Chapitre I. — Les précédents français. La loi du 13 avril 1898	176
Chapitre II. — La loi du 21 avril 1898	179
Chapitre III. — Première proposition de loi de M. J.-L. Breton	180
Rapport de M. Leclerc de Pulligny	187
Rapport préparatoire de M. Georges Paulet	200
Chapitre IV. — Premier projet de loi	214
Chapitre V. — Deuxième proposition de loi Breton	221
Chapitre VI. — Critique du premier projet de loi	236
Chapitre VII. — Deuxième projet de loi. — Texte de la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociale	147
Chapitre VIII. — Modifications.	253
CRITIQUE.	258
Chapitre I. — Critique de la proposition de loi Breton	259
Chapitre II. — Critique du projet gouvernemental.	277
CONCLUSION	299
BIBLIOGRAPHIE.	305

